

Berezovski
de Russie
de M. Eltsine
Deux informations
judiciaires visent
le conseil général
de Corse-du-Sud

55^e ANNÉE - N° 16859 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITaine

essais

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999. VII

HORIZONS - ANALYSES

Le Monde

MONDE DES LIVRES
MONDE DES POCHES

■ Au sommaire :
Herling, Chevillard,
Wittgenstein,
la question gay, etc.



VENDREDI 9 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BELIVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



En Ile-de-France, aujourd'hui exceptionnellement, adén. Notre guide cinéma et spectacle n'a pas pu être distribué normalement avec *Le Monde* date jeudi 8 avril.

Règlements de comptes à Moscou

Le baron des affaires, Boris Berezovski, riposte au mandat d'arrêt lancé contre lui. Il a organisé une conférence de presse à Paris. « Tout ce que Primakov échoue », a-t-il déclaré au *Monde*. p. 8 et notre éditorial p. 22

Le rapprochement Renault-Nissan

Il a fallu neuf mois de négociations discrètes entre les deux constructeurs pour parvenir à un accord. Il reste à accomplir le plus difficile : restaurer la rentabilité de Nissan. p. 25



Jardin rétro

La passion des végétaux anciens s'étend aux simples jardiniers. Les catalogues spécialisés se multiplient alors que se tiendra ce week-end la Fête des plantes vivantes. p. 32

La trompeuse banalité de l'eau

Cet élément familier surprend les scientifiques par son comportement lorsqu'il est soumis à des températures et des pressions variables. En collaboration avec *El País* et *Nature*, l'eau comme on ne la connaît pas. p. 31

La mort d'Emile Copfermann

Romancier, critique, il fut, selon le mot de François Maspero, « la conscience éditoriale de la maison » créée par ce dernier. Emile Copfermann est mort dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 avril. p. 24

Les enfants et les œuvres d'art

L'artiste suisse Gottfried Honegger a ouvert à Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) un atelier réservé aux enfants et aux adolescents. Les méthodes pédagogiques y sont inédites. p. 35

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FR; Canada, 3,25 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 15 KRD; Espagne, 225 PTA; Grèce, 150 Drachmai; Irak, 1000 Dinar; Italie, 1.100 Lira; Luxembourg, 48 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KN; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 CON.; 250 PTE; République, 8 F; Sénégal, 850 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2,10 FRS; Turquie, 1,20 TL; USA (NY), 1 \$; USA (other), 1,25 \$.

M 0147-409-7,50 F

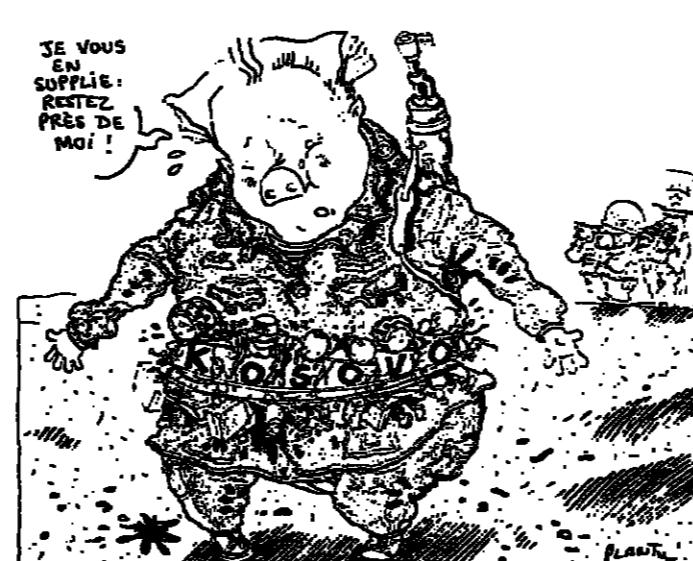


Au Kosovo, avec les combattants de l'UCK

- Notre envoyé spécial a rencontré la guérilla de l'Armée de libération, dans l'ouest du Kosovo
- « Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant », dit un officier indépendantiste
- Belgrade ferme brutalement ses frontières avec l'Albanie et la Macédoine

NOTRE envoyé spécial au Monténégro, Rémy Ourdan, a franchi la frontière pour se rendre à l'ouest du Kosovo, dans la région de Rugova, contrôlée par les combattants de l'UCK qui combinent de lutter contre l'armée serbe. Un commandant de l'organisation lui a déclaré : « Nous avons prévenu la communauté internationale que nous n'a pas entendu. Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo. » Repliés dans les montagnes, ces combattants admettent que l'Armée de libération du Kosovo est en situation difficile depuis le lancement de la nouvelle offensive serbe. Ils attendent que les forces serbes soient suffisamment affaiblies par les opérations de l'OTAN auxquelles ils contribuent en désignant aux alliés des cibles serbes.

Les autorités de la République fédérale de Yougoslavie ont fermé, mercredi 7 avril, les frontières avec l'Albanie et la Macédoine. L'Organisation pour la sécurité et



● Le reportage de Rémy Ourdan avec l'UCK
● Belgrade isolé le Kosovo
● L'Europe et l'aide aux réfugiés
● Deux semaines de guerre : premiers bilans

la coopération en Europe estime que 80 000 Kosovars ont ainsi été réfugiés aux frontières de ces deux pays. L'OTAN soupçonne Belgrade de vouloir se servir d'eux comme otages en des lieux qui pourraient être visés par les alliés. L'armée macédonienne a vécu brutalement, dans la nuit de mardi à mercredi, le camp de Blace où s'étaient réfugiés 80 000 Kosovars. Notre envoyé spécial, Henri de Bresson, raconte comment les soldats ont forcé la moitié d'entre eux à se rendre dans un centre de transit de l'OTAN. Les autres ont été chassés vers des destinations que l'on suppose être l'Albanie, la Grèce et la Turquie. L'OTAN a bombardé une nouvelle fois, mercredi soir, le centre de Belgrade. Les Etats-Unis ont notamment menacé neuf officiers serbes de les juger pour crimes de guerre.

● Les nouvelles armes de l'OTAN
● Pierre Vidal-Naquet répond à Pascal Bruckner
● La guerre vue par les médias russes
● Les pilotes français et le « NATO secret »



L'Elysée et Matignon
dans la guerre

DEPUIS le début des frappes aériennes de l'OTAN, le 24 mars, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont montré une parfaite identité de vues, tant sur les choix militaires que sur la question des réfugiés ou encore sur la manière de traiter M. Milosevic. « Tous deux ont une vision identique et très réaliste de l'Europe, où domine surtout le souci de créer un contre-poids à la puissance américaine », explique le ministre de la défense, Alain Richard. La situation de guerre entraîne un contact permanent et une collaboration renforcée entre les deux têtes de l'exécutif. Enquête croisée à l'Elysée et à Matignon.

Lire page 16

Baton Haxhiu, ce journaliste qui a appris sa mort par la radio

LONDRES
de notre correspondant

« Je tenais de bonne source que mon nom figurait sur la liste de ceux que les Serbes voulaient liquider » : sous les plafonds chamarés du Foreign Office dont les murs racontent l'histoire de l'Angleterre, Baton Haxhiu, rédacteur en chef de *Koha Ditore*, le principal quotidien albanophone du Kosovo, ne hausse jamais le ton quand on l'interroge sur le calvaire qu'il vient de vivre. Les yeux fatigués crient derrière les grosses lunettes du militant nationaliste kosovar interpellé par la police serbe à Pristina au lendemain des premiers raids de l'OTAN. Cet Albanais de trente-deux ans est un ami proche de Bajram Kelmendi, le célèbre avocat des droits de l'homme tué par des paramilitaires serbes le 24 mars avec ses deux fils.

Dans un fourgon cellulaire, trois membres des forces de sécurité serbes tabassent Baton Haxhiu avec leur arme. Mais alors qu'il s'attend à être abattu, ses geôliers le libèrent vingt minutes après, sans explication. Ils l'ont,

au passage, délesté de son portefeuille. Pendant douze jours, le journaliste se cache, changeant quotidiennement de planque pour tenter d'échapper à cette campagne visant à annihiler les cercles intellectuels modérés du chef-lieu. « J'ai entendu parler de ma mort le 29 mars à la radio. Je pensais que, d'une certaine manière, l'information donnée par un porte-parole de l'OTAN était exacte. Je sentais vraiment que j'avais été exécuté par les Serbes. Je ne pouvais prévenir personne pour démentir. Je m'inquiétais vivement de la manière dont ma femme et mes enfants devaient vivre pareille nouvelle », explique ce journaliste cheveuleux, très apprécié par ses confrères étrangers lors de leurs passages à Pristina.

L'eau se ressert autour de celui qui, donné pour mort, quitte Pristina le 1^{er} avril pour tenter de gagner la Macédoine. Le fugitif, qui s'est rasé la barbe, se cache pendant quatre jours dans la montagne avant de se mêler au flot des expulsés poussés hors de la province. A l'approche de la frontière, il saute dans une voiture conduite par une inconnue accompa-

gnée de son enfant. Lors d'un arrêt, Baton Haxhiu est reconnu par une amie, elle aussi bloquée dans son véhicule par les milliers de réfugiés qui affluent à la frontière. D'un regard, il imploré celle-ci de l'ignorer, ce qu'elle fait : la zone grouille en effet d'agents de sécurité serbes. Le patron de *Koha Ditore* parvient à passer en Macédoine et, de là, prend le chemin de Londres pour témoigner, le 7 avril, en compagnie de deux autres journalistes et de l'interprète albanaise utilisée par le Foreign Office lors des pourparlers de Ramouillet. Comme l'a indiqué le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, Baton Haxhiu doit prendre la direction du nouveau service d'information à destination du Kosovo organisé par des journalistes qui, comme lui, ont fui la province. Financé par la Grande-Bretagne, ce réseau, qui pourrait être installé à Skopje, devrait publier *Koha Ditore* deux à trois fois par semaine afin d'informer les déportés sur le déroulement de la guerre et d'œuvrer à la réunion des familles.

Marc Roche

Droit d'asile pour les Kosovars

APRÈS quelques jours d'hésitations, le gouvernement de Lionel Jospin a finalement décidé d'accueillir plusieurs milliers de réfugiés kosovars sur le sol français. Nul ne sait encore si l'asile bénéficieront du statut extrêmement protecteur de la convention de Genève de 1951 ou de l'« asile territorial », un statut plus restreint officialisé par la loi Chevénement. Ce débat s'inscrit dans un contexte difficile en matière de droit d'asile, accordé de façon de plus en plus restrictive : en 1998, moins de 4 000 statuts de réfugiés ont été accordés, soit une légère baisse par rapport à 1997. Au total, plus de 80 % des demandes sont rejetées.

Lire page 12

Les contradictions des communistes



ROBERT HUE

CONVAINCU que la guerre se rait courte et que les Français étaient majoritairement hostiles à l'intervention de l'OTAN, le PCF et son secrétaire national, Robert Hue, se retrouvent aujourd'hui tiraillés entre réflexes identitaires et velléités d'ouverture. Le Kosovo suscite aussi des tensions et des divisions au sein de la gauche radicale, certains pensant que le schéma « anti-impérialiste » de la guerre du Golfe est transposable en ex-Yougoslavie, d'autres non.

Lire page 10

Leur logique et la nôtre

par Daniel Bensaïd

COMMENT ne pas être révolté par le martyre du peuple kosovar ? Devant cette tragédie, nul n'a le monopole du cœur, des sentiments et des émotions. Mais la guerre est une redoutable machine à simplifier. Il faut « choisir son camp » : qui n'est pas avec moi

est contre moi ! « Eux » ou « nous » ! Qui ça, « nous » ? « Nous » les « Occidentaux », les bien-pensants, les démocrates sans reproches ? Ce « nous » là n'est pas le nôtre.

La logique de guerre obscurcit la pensée. Il y a déjà ceux qui escalent et jusqu'au boutisent ; ceux

qui ministre-ça-ferme-sa-gueule ; ceux qui républicains-des-deux-rives ; ceux qui mêlent le rouge et le brun ; et même ceux qui révètent et cauchemardent à dormir debout (Roman Cogol dans votre page « Débats » du 31 mars).

La logique de guerre est celle du tiers exclu : « Où Milosevic ou

l'OTAN ? » Qui refuse de s'y plier doit s'attendre à essuyer les insultes les plus grossières et les plus infamantes (« munichis ! »). Au droit des puissants et à leur morale sélective, nous opposons une logique politique guidée par des principes qui ne sont pas à géométrie variable : ni Milosevic ni OTAN ! Arrêt des bombardements et autodétermination du Kosovo ! Naïveté ? Angélisme ? Irréalisme ?

La guerre non déclarée menée par l'OTAN poursuit – au moins deux objectifs. L'un, proclamé, « le seul légitime » selon Alain Joxe – *Le Monde* du 3 avril : la protection du peuple kosovar. L'autre, inavouable : légitimer l'OTAN comme police du nouveau désordre mondial en Europe et en Méditerranée. Empêcher les tueries et la « purification » entreprises par Milosevic au Kosovo. Loin d'y parvenir, les frappes aériennes ont contribué à amplifier et à accélérer l'exode forcée par les paramilitaires et la police serbes, dans la confusion des bombardements et en l'absence des 1 300 vérificateurs de l'OSCE préalablement retirés.

Lire la suite page 18

Daniel Bensaïd est maître de conférences de philosophie à l'université Paris-VIII.

Dominique Fernandez
Les douze muses d'Alexandre Dumas
Grasset

essai Grasset

International	2	Tableau de bord	28
France	10	Aujourd'hui	31
Société	12	Météorologie, jeux	34
République	15	Culture	35
Horizons	16	Guide culturel	37
Carnet	24	Kiosque	38
Entreprises	25	Abonnements	38
Communication	27	Radio-Télévision	39

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

BALKANS Les Alliés sont très perplexes après la décision de Belgrade de fermer ses frontières et de faire refuser les réfugiés afflant vers l'Albanie et la Macédoine. Nouvelle « ruse »

du président Milosevic, ou premier « signe de recul ? ● L'ARMÉE DE LIBÉRATION du Kosovo n'est pas démantelée dans certaines régions de la province, où une partie de la popula-

tion a fui les villes et villages, écrit notre envoyé spécial, qui a pu entrer avec un groupe de l'UCK dans l'ouest du Kosovo. ● L'ÉPURATION ETHNIQUE avait été programmée dans un

plan dit « fer à cheval », ont confirmé mercredi les autorités allemandes. Américains et Britanniques avaient eu connaissance d'informations en ce sens. ● LA MACÉDOINE, qui a expulsé

70 000 personnes de la zone frontière de Blace, est vivement critiquée pour son traitement des réfugiés. ● L'OTAN a de nouveau bombardé Belgrade mercredi.

Voyage à l'ouest du Kosovo avec l'Armée de libération

Notre envoyé spécial a rencontré les combattants de l'UCK dans les montagnes. « Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo », déclare un officier indépendantiste

RUGOVA (Kosovo)

de notre envoyé spécial

Les combattants kosovars reviennent d'une bataille de trois heures contre l'armée serbe. Il est

REPORTAGE

L'UCK désigne des cibles serbes pour les raids aériens de l'OTAN

minut. Un soldat ramène une bûche dans le poêle. Un autre va chercher une cruche d'eau au bord de la rivière Rugovska. Tous portent des uniformes impeccables et le sigle de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), un aigle noir à deux têtes sur fond rouge. Les hommes portent leur fusil kalachnikov.

« L'OTAN a détruit les routes empruntées par les Serbes. Alors, ils essaient de se frayer un chemin vers ici depuis trois, quatre jours. Ils sont arrivés à moins de cinq kilomètres du village où est notre QG. » Le capitaine Florin Kulaj commande les 820 hommes de la brigade 136 de l'UCK dans la région de Rugova. Il est jeune - trente-cinq ans - et apparemment respecté. Chauffeur de camion à Constance, en Allemagne, avant la guerre au Kosovo, il a fait ses armes dans la vallée de la Drenica en 1998. Il confirme que l'UCK vient d'y subir sa « principale défaite » depuis le lancement de la nouvelle offensive serbe et des raids aériens de l'OTAN.

Il est minuit et les guerriers albanais écoutent les avions occidentaux survoler le pays. Ils mènent actuellement un combat qui ne tourne pas à leur avantage. Pourtant, raconte un soldat, « nous n'avons pas peur. Nous croyons en la victoire. Cette guerre ne fait pas autant de morts que le conflit bosniaque. Nous pouvons toujours, soldats et civils, nous replier dans les montagnes où les Serbes n'osent pas venir. » Les treize villages du canton de Rugova sont perchés dans ces montagnes. Ici, les habitants n'ont pas fui. Des familles de Pec, la ville de l'ouest du Kosovo vidée par l'armée de Belgrade la semaine dernière, sont même venues se réfugier à Rugova. « Mille personnes sont arrivées, dont 250 combattants qui ont rejoint nos rangs, dit le capitaine Kulaj. A Pec, il ne reste que 1 % à 2 % des Albanais qui y vivaient avant l'entrée des Serbes. »

Pour l'UCK, l'épuration ethnique était inévitable. « Avec ou sans les raids aériens, l'objectif principal des Serbes était de vider le Kosovo, pense Florin Kulaj. Nous avons prévenu la communauté internationale, qui ne nous a pas entendus. Le monde n'a rien fait, jamais de laisser l'armée serbe renforcer autant au Kosovo. » L'officier et ses hommes espèrent déroutant surtout recevoir des armes lourdes, afin de mener eux-mêmes la guerre contre l'armée de Slobodan Milosevic. Le capitaine ajoute que, contrairement à ce qu'ils réclament les déportés kosovars, « l'OTAN n'a pas besoin d'envoyer des troupes au sol au Kosovo. Il suffit de détruire leurs tanks et leur artillerie.



aident pas momentanément, à cause des offensives serbes, analyse le capitaine. Mais, pour l'avenir, ils nous seront bénéfiques. L'armée serbe sera affaiblie. Elle aura des difficultés à bouger car des ponts seront détruits. Elle aura moins de tanks... »

Le capitaine Kulaj est également enchanté des raids aériens qu'il reconnaît sans hésiter la collusion entre l'OTAN et son organisation. « L'UCK donne des informations sur les cibles à l'OTAN ! J'ai transmis mardi des informations sur un pont et une route empruntées par les Serbes. Le pont a été détruit et détruit mercredi matin. »

L'officier et ses hommes espèrent déroutant surtout recevoir des armes lourdes, afin de mener eux-mêmes la guerre contre l'armée de Slobodan Milosevic. Le capitaine ajoute que, contrairement à ce qu'ils réclament les déportés kosovars, « l'OTAN n'a pas besoin d'envoyer des troupes au sol au Kosovo. Il suffit de détruire leurs tanks et leur artillerie.

Ensuite, nous pouvons combattre », dit-il. L'armée yougoslave avait, selon Florin Kulaj, « 180 à 190 tanks au Kosovo » avant le déclenchement de l'opération « Force déterminée ». « L'OTAN en a détruit 10 à 15 et l'UCK en a neutralisé 5 », affirme-t-il.

CAUX DE RAVITAILLEMENT

Il est minuit, les combattants sont extenués. Florin Kulaj, dans son bureau, vient de recevoir un message crépant dans son téléphone-walkie sur les combats qui se déroulent à cinq kilomètres. Puis le quartier général régional de l'UCK à Rugova s'endort peu à peu. L'UCK ne semble pas être ici, contrairement à certaines informations militaires occidentales, le campagne. Les soldats affirment être relâchés à d'autres bases, partout au Kosovo. S'il a reconnu la déroute de l'armée de la Drenica, le capitaine Kulaj a, en revanche, prétendu que l'UCK contrôle 45 % à 50 % du Kosovo, au lieu de 60 % il y a une semaine. » Cette perte de terrain n'est pas considérée comme une tragédie, vu l'amplitude de l'offensive serbe et le déséquilibre militaire. « C'est vrai que l'UCK est encerclée. Mais nous ne sommes pas inquiets. Nous sommes résilients entre nous, et nous avons des portes de sortie vers des pays étrangers. » Outre ses bases et ses camps d'entraînement dans le nord de l'Albanie, l'UCK a des liens avec les réfugiés en Macédoine et au Monténégro.

Venus de l'un de ces pays étrangers, mercredi 7 avril, les journalistes français qui sont entrés au Kosovo

ont pu constater l'efficacité de ces canaux de ravitaillement de l'UCK. Nourriture, médicaments, et peut-être des armes, transitent par les sentiers de ces montagnes hostiles d'où l'armée serbe est absente. Des paysans recrutés par l'UCK organisent des convois de chevaux et de mules qui franchissent les cols en dépit des intempéries. Il y a encore jusqu'à trois mètres de neige par endroits. Les hommes marchent, les mules avancent prudemment. Il faut voyager une à deux journées sur ces sentiers ardu. Les passeurs clandestins s'arrêtent chaque heure pour boire de l'eau-de-vie au goulot. La *rafija* est forte, leur détermination aussi. Il arrive qu'un cheval plonge dans la rivière, mais le chemin devient trop étroit, mais le voyage se déroule le plus souvent sans incident. La crainte des passeurs est que, avec l'arrivée du printemps et la fonte des neiges, les soldats serbes ne s'aventurent vers ces frontières afin de couper les routes de l'UCK.

SENTIER ESCAPE

L'entrée au Kosovo illustre cette sévérité de l'UCK dans certaines régions. Au poste-frontière, il n'y a ni soldats ni policiers serbes. « Vous entrez en territoire contrôlé par l'Armée de libération du Kosovo », annonce, fièrement, un garde-frontière. La ministre de l'Intérieur, la capitaine Kulaj, a en revanche, prétendu que l'UCK contrôle 45 % à 50 % du Kosovo, au lieu de 60 % il y a une semaine. » Cette perte de terrain n'est pas considérée comme une tragédie, vu l'amplitude de l'offensive serbe et le déséquilibre militaire. « C'est vrai que l'UCK est encerclée. Mais nous ne sommes pas inquiets. Nous sommes résilients entre nous, et nous avons des portes de sortie vers des pays étrangers. » Outre ses bases et ses camps d'entraînement dans le nord de l'Albanie, l'UCK a des liens avec les réfugiés en Macédoine et au Monténégro.

Venus de l'un de ces pays étrangers, mercredi 7 avril, les journalistes français qui sont entrés au Kosovo

gés arpentent ces sentiers, surgit une image inattendue : un gamin de dix ans dévale le champ devant sa maison sur des skis. Il s'arrête et regarde passer les guerriers qui, l'un derrière l'autre, gagnent Rugova.

Les chevaux sont abandonnés dans un relais avant la tombée de la nuit. Puis les hommes poursuivent leur route. Les plus endurants effectuent parfois deux voyages par jour pour l'UCK lorsque la frontière n'est pas trop éloignée d'un poste frontalier. Un problème majeur désormais posé à l'UCK est, selon le capitaine Kulaj, que l'épuration ethnique fait perdre l'un des avantages primordiaux d'une guérilla : le soutien de la population. Des villes et des villages sont aujourd'hui désertés - des secteurs où les combattants ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes, sans la chaleur d'un poêle, sans une main qui offre le pain, sans la promesse d'un abri pour la nuit.

Un détour d'un sentier escarpé, un messager kosovar court dans la neige. Il court sans douter de sa mission, de sa cause, sans regarder derrière lui. L'UCK n'est visiblement pas morte. « Si nous sommes vaincus, les Kosovars expulsés reviendront », songe le capitaine Kulaj. « Nous devons avoir la victoire ! », conclut-il. La rivière gonflée par le printemps naissant coule bruyamment devant le quartier général. Un avion de l'OTAN survole Rugova. La guerre continue. Un passeur pousse un cri d'indien un soldat souffre.

Rémy Ourdan

La brutale fermeture des frontières par la Serbie inquiète les Alliés

LA CAMPAGNE militaire de l'OTAN contre les forces serbes déroulent toujours aussi soutenu, jeudi 8 avril, alors que l'opération « Force alliée » entrat dans sa troisième semaine. L'Alliance juge suspecte la décision de Belgrade de mettre brutalement fin à l'exode des Kosovars en fermant les deux principaux points de passage avec l'Albanie et la Macédoine.

● Les autorités yougoslaves ont fermé, mercredi 7 avril, les points de passage de Morina et de Blace, respectivement aux frontières avec l'Albanie et la Macédoine. Selon des informations recueillies par des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Albanie, des militaires yougoslaves auraient dit aux réfugiés kosovars qui attendaient au poste-frontière de Morina qu'ils pouvaient rentrer chez eux. Des témoins ont affirmé que les militaires ont posé des mines. L'OSCE estime que près de 80 000 personnes ont ainsi pu être empêchées de quitter le Kosovo. Le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, avait suggéré mardi la fermeture des frontières avec l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro. « Il faut expliquer [aux Kosovars] qu'ils doivent rester au Kosovo, parce qu'ils ont vécu pendant des siècles avec les Serbes et qu'ils doivent continuer d'y vivre », a déclaré il.

● Cette fermeture laisse les Alpes perplexes. Sergio Balazin, vice-secrétaire général de l'OTAN, a estimé qu'elle pouvait être « une réaction de la part de [Slobodan] Milosevic, qui essaie de tromper encore une fois l'opinion internationale », mais qu'elle pourrait aussi être « un signe de réciprocité », le président yougoslave « se rendant compte que la déportation des Kosovars est un très mauvais signal envoyé à la communauté internationale ». Pour la Major Blanche, la décision de Belgrade n'est « pas nécessairement de bon augure ».

● De Belgrade, Bogdan Trifunovic, conseiller à la présidence yougoslave et ancien ambassadeur de Yougoslavie en France, a déclaré à France 3 que « soixante-dix mille Albanais » du Kosovo ont pu « rentrer dans leurs villages et leurs villes », sans préciser toutefois s'il s'agissait précisément de ceux qui ont été obligés de rebrousser chemin à la frontière. Milisav Palic, porte-parole du ministère yougoslave des affaires étrangères, a affirmé sur la chaîne de télévision britannique Channel Four que son pays « veut qu'ils [les Albanais du Kosovo] rentrent en sécurité chez eux ». « Nous avons dit à de nombreuses reprises que nous n'avions pas de contentieux avec la minorité albanaise du Kosovo », a dit M. Palic.

● La Macédoine a procédé en l'espace de quelques heures, dans la nuit de mardi à mercredi, à l'évacuation forcée de quelque 60 000 réfugiés du camp de Blace, dans le nord du pays qui la sépare de la frontière yougoslave. Ils auraient été conduits au village de Blace, en Grèce et en Turquie. Kris Janowski, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a

Rome, a indiqué que 25 000 d'entre eux ont été amenés dans des centres de transit de l'OTAN en Macédoine même, mais que le HCR ne savait pas où d'autres réfugiés avaient été conduits. Le HCR a critiqué la brutalité de ces transferts, qui n'ont pas tenu compte de la volonté des réfugiés, et qui ont entraîné la séparation de membres de mêmes familles. Les Etats-Unis ont averti la Macédoine qu'elle devait respecter les lois internationales dans le traitement des réfugiés.

● L'OTAN a bombardé une nouvelle fois mercredi soir le centre de Belgrade, tout en réaffirmant à Slobodan Milosevic ses exigences pour un arrêt des raids en Yougoslavie. Un bâtiment appartenant à l'armée yougoslave a été touché. Selon CNN, des appareils du porte-avions *Theodore Roosevelt* ont participé aux bombardements. Toujours d'après CNN, à Pristina, chef-lieu du Kosovo, des dépôts d'essence et la poste ont été touchés. Les télévisions américaines ont rapporté qu'un avion de reconnaissance américain sans pilote a été écrasé en Yougoslavie. Le département d'Etat a nominalement averti neuf officiers de l'armée et de la police soupçonnés de s'être rendus coupables de crimes de guerre et contre l'humanité au Kosovo.

● Le premier ministre russe, Evgueni Primakov, a déclaré que la Russie serait prête, en principe, à participer à une force internationale pour surveiller un éventuel cessez-le-feu au Kosovo et le retour des réfugiés. M. Primakov a fait cette déclaration à une délégation allemande conduite par le ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber, et le porte-parole pour la politique étrangère du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag, Karl Lamers. Au cours des derniers jours, l'OTAN a réclamé la présence d'une force internationale au Kosovo, sans préciser qu'elle devait nécessairement la diriger. On remarque aussi à Moscou que, dans les conditions posées à M. Milosevic, l'OTAN n'exige pas le retrait « des » troupes mais « de » troupes serbes du Kosovo, par exemple au niveau prévu par les accords Milosevic-Holbrooke d'octobre 1998.

L'envoi de troupes au sol envisagé par le Canada

Le ministre canadien de la défense, Art Eggleton, a envisagé, mercredi 7 avril, la possibilité que des troupes terrestres de l'OTAN visitent à amener le gouvernement yougoslave à la table de négociations (...) et, sur cette base, à envoyer des troupes au sol pour assurer la sécurité des populations du Kosovo », a déclaré M. Eggleton. « Si cela s'avérait impossible (...) alors les militaires de l'OTAN devront envisager d'autres options ». « Les stratégies militaires et les militaires canadiens sont en train d'examiner d'autres options [qui incluraient] la possibilité d'impliquer de troupes au sol », a-t-il ajouté. C'est la première fois qu'un responsable officiel d'un gouvernement membre de l'OTAN admet publiquement que des forces terrestres de l'Alliance pourraient devoir intervenir pour ramener les réfugiés kosovars et les réinstaller dans leurs foyers.

hoverspeed fast car ferries

calais - douvres
boulogne - folkestone
dieppe - newhaven

aller-retour 3 jours
voiture et 5 passagers à partir de
680 FF

appelez dès maintenant au
0800 90 17 77
en rappelant la référence DT/DS4
ou contactez votre agence de voyages

hovercraft seacat superseacat

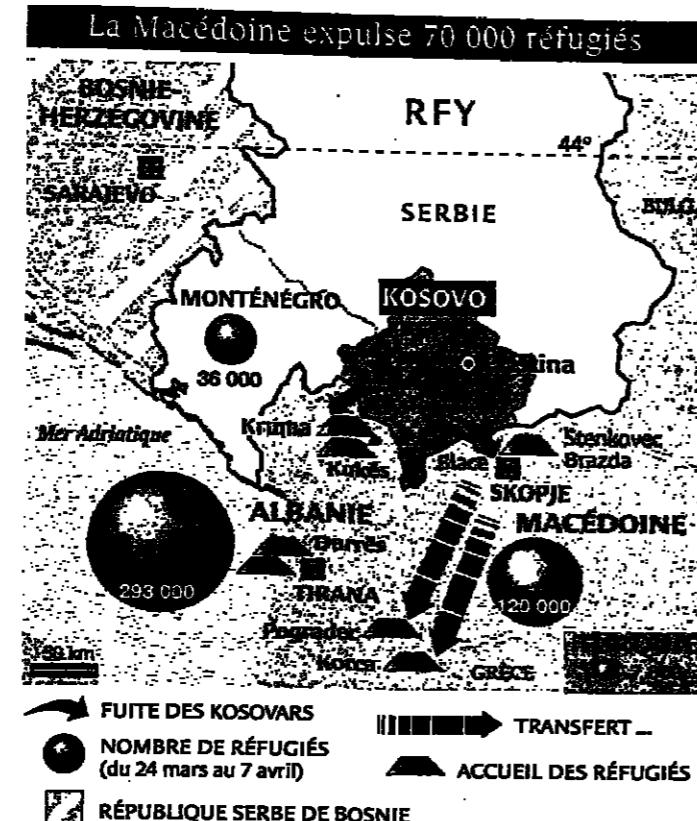
* Tarif applicable aux bateaux Calais-Douvres, Douvres-Boulogne et Boulogne-Folkestone. Voyage avant le 30/04/99. Les réservations doivent être faites 24 heures à l'avance. Réservations dans la limite des places disponibles. Tous les tarifs peuvent faire l'objet de modifications et, en cas de nécessité, toutes les réservations sont soumises aux conditions de transport de la compagnie Hovercraft. Les places sont des places sur demande. * Le service Nouvelles Délais commerciaux P 23.1 99.

كذا من الأصل

Le chef de l'Etat a confirmé que 70 000 personnes de Blace, est vivement déplacées par l'OTAN, a été nouvellement déplacées mercredi.

de libération

Et jamais d'laisser l'armée serbe se ren-



Les Macédoniens ont fait évacuer en une nuit le camp de Blace

La confusion règne à Skopje, où le HCR a été mis devant le fait accompli

SKOPJE de notre envoyé spécial

Deux tentes blanches frappées de la croix rouge, sales et à demi effondrées, témoignent encore qu'il a essayé d'apporter un peu de réconfort. Tout autour, à perte de vue en contrebas du poste frontalier, jusqu'au bord du gros torrent de montagne, le Leperec, un effroyable enchevêtrement de ce qui a été des abris de fortune en plastique, d'objets et de vêtements épars mélangés à la boue. C'est tout ce qui reste du camp de Blace, où, pendant près de dix jours, plusieurs dizaines de milliers de gens chassés de chez eux par les Serbes après le début des premières frappes de l'OTAN ont vécu entassés, en proie aux brimades de la police macédonienne, en attendant que soit statué sur leur sort.

Il règne un drôle de silence. Devant les guerrières de la frontière, quelques policiers en armes barrent la route à la poignée de journalistes

qui veillent encore, au cas où il viendrait de se passer quelque chose. En surplomb du camp et de la voie ferrée, on devine la route de Pristina, qui emprunte un défilé partant vers le nord. Impossible de rien voir, on ne peut que supposer sur ce qu'il est advenu de cette longue file de véhicules dont les arrivants racontent qu'elle s'étendait loin au-delà du poste, pleine de gens attendant de pouvoir avancer.

TRANSBORDEMENTS
Beaucoup avaient préféré abandonner leur voiture, continuer à pied, pour échapper aux Serbes. Mais mardi, la rumeur avait commencé à se répandre dans les villages de réfugiés installés à Skopje que les autorités yougoslaves avaient ordonné aux restants de repartir vers Pristina. Selon des témoignages, certains ont pu y être joints par téléphone. D'évidence, plus personne ne passait mercredi la frontière.

Depuis la veille, le filot de réfugiés venant du nord s'est arrêté, sans qu'on s'en aperçoive tout de suite dans la cohue des transports organisés par les Macédoniens. Combien y avait-il encore de gens à Blace ? On a cité des chiffres de 50 000 à 60 000. Un des experts du HCR, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, parle d'un peu moins. Il n'a fallu aux Macédoniens que 24 heures pour vider le camp, en envoyant des dizaines d'autobus charger les réfugiés.

« Il était cinq heures de l'après-midi, lundi, raccompagné Ismail Ismaili, un professeur de français de Pristina. On nous a dit de nous préparer. Je me suis mis dans la queue avec ma femme et mes deux enfants et nous avons attendu jusqu'à une heure du matin. On nous a ensuite fait monter à bord d'un bus. Nous ne savions pas où nous allions. Cela a duré plusieurs heures. Les enfants étaient cou-

chés dans le couloir. Et à 4 h 15 du matin, on nous a fait descendre dans notre nouveau camp. » Pour l'heure, Ismail Ismaili n'a pas eu à aller très loin. Ce nouveau camp, c'est celui de Stenkovac, l'un des trois centres d'accès montés à la hâte par les forces de l'OTAN depuis la fin de la semaine dernière au lieu-dit de Brazza, à mi-chemin entre Blace et Skopje. Plus de 30 000 personnes y ont trouvé refuge. D'autres ont été emmenés par les Macédoniens vers d'autres destinations, sans que l'on sache toujours où. Plusieurs dizaines d'autobus bâchés à croquer avaient été aperçus mardi soir sur la route menant vers le sud, et l'on supposait mercredi qu'une bonne partie avaient été dirigés vers le sud de l'Albanie. Quelques-uns de ces bus seraient aussi arrivés en Grèce, qui a accepté un petit contingent de réfugiés. Mais la confusion restait mercredi la plus totale à Skopje, où les organisateurs sur place du HCR se plaignaient amèrement d'être placés devant un fait accompli par les Macédoniens, mais aussi par l'OTAN.

A Brazza, la vie s'organise. La force de l'OTAN stationnée en Macédoine a monté des installations d'accueil. Le contingent français a ainsi hérité de la charge du camp de Stenkovac. Prévu au départ pour 3 000 à 4 000 personnes, les Français y avaient montré près de 450 tentes et procédé à des travaux rudimentaires, notamment pour des installations hygiéniques. Il y est arrivé de 7 000 à 8 000 personnes, pratiquement en une nuit. Dans les deux autres camps, montés par les Britanniques avec l'aide des Italiens, sont arrivés près de 25 000 personnes.

C'est du camp principal de Brazza que le HCR, avec l'aide de l'OSCE, organise les départs pour les pays d'accueil. Alors que les Macédoniens avaient commencé par expédier vers la Turquie les premiers réfugiés qui leur tombaient sous la main, les représentants de l'OSCE s'efforcent de demander leur avis à quelques déplacés : dans quel pays ont-ils éventuellement des connaissances ? Ces départs se déroulent cependant encore au compte-gouttes.

Seuls quelques avions ont pu décoller mercredi, emmenant 550 réfugiés vers l'Allemagne, 110 pour la Norvège, 23 pour l'Islande, selon l'OSCE. Quelque 800 étaient prévus jeudi pour l'Allemagne, 110 pour la Norvège, 318 pour la Turquie. Beaucoup de personnes hésitent sur ce qu'elles doivent faire. « Personne ne sait rien. Tout le monde se demande ce qui va se passer. La plupart préfèrent attendre en espérant pouvoir rentrer au Kosovo », résume Ismail Ismaili.

Henri de Bresson

Restés au Kosovo, des milliers de déplacés ont disparu

OU SONT PASSÉS les quelque 44 000 réfugiés Albanais du Kosovo qui attendaient depuis des jours dans le *no man's land* boueux de Blace, à la frontière macédonienne, que les autorités de ce pays procèdent à leur enregistrement ? Les humanitaires et les journalistes qui se sont rendus sur place, mercredi 7 avril au matin, ont été stupéfaits de constater que ce camp, improvisé le long d'une rivière en aval du poste-frontière macédonien, et qui a contenu jusqu'à 65 000 personnes, a été entièrement vidé de ses occupants dans la nuit de mardi 6 à mercredi 7 avril.

Le porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) sur place, Paula Ghosh, a fait état mercredi, de son inquiétude sur le sort de « 30 000 personnes manquantes », dans la mesure où près de 10 000 personnes ont été transférées vers les camps de réfugiés rapidement érigés ces derniers jours par l'OTAN en Macédoine. « Il y a des manquants et les estimations diffèrent », explique à Skopje John Wiltshire, représen-

tant de l'ONG Oxfam, interrogé par la BBC. Selon Pierre Ramel, chargé du secteur urgences à Médecins du Monde, 30 000 personnes auraient été transférées au camp de tentes de Stenkovac-Brazza, prévu pour ce nombre de personnes. « Le reste a été transféré à Pogradec et Korce en Albanie, ou bien à pris le chemin de Tetovo en Macédoine, d'autres encore sont partis en bus vers la Bulgarie et la Grèce, mais nous n'avons pas de chiffres précis ».

« C'EST UNE REDÉPORTATION »
« Malgré nos demandes, nous n'avons eu aucune liste des gens emmenés », regrette Paula Ghosh du HCR. De nombreuses familles ont été séparées, dit-elle. De fait, les images du cloaque de Blace – où traînent valises pleines de vêtements, poussentes d'enfants, brouettes remplies d'effets personnels, retransmises par les télévisions du monde entier, ne laissent aucun doute sur la façon dont l'opération a été menée : dans la précipitation, avec brutalité.

Selon un militaire français, cité par l'AFP, qui a reçue les arrivants au camp de Stenkovac, les bus contenaient le double de leur capacité ; un autre militaire français évoque comment les gens ont été « bennés » (mis dans des bennes). « On peut en effet imaginer le pire, Blace était une honte, un scandale mais le départ massif est terrible. Des animaux auraient été mieux traités », déplore Bénédicte Chesnelong, une avocate qui a effectué des missions au Kosovo pour la FIDH. « C'est une redéportation », a estimé un membre du comité Kosovo.

Très critiquées pour leur attitude envers les réfugiés – brutalité de la police, personnel de la Macedonian Airlines muni de gants de caoutchouc et de masques de gaz pour procéder à l'embarquement des réfugiés évacués, obstruction administrative –, les autorités macédoniennes se justifient par la nécessité de préserver le fragile équilibre ethnique du pays. « Nous avons bien

fait, et puis c'est normal que les réfugiés regagnent l'Albanie. Après tout c'est leur pays », a expliqué mercredi le président macédonien Kiro Gligorov.

Mais une autre inquiétude se fait jour : depuis la fermeture par les autorités yougoslaves des frontières du Kosovo, mardi soir à 3 heures du matin, selon Owen O'Sullivan, un observateur de l'OSCE cité par la BBC, les 20 000 à 30 000 déplacés en attente, selon les humanitaires, depuis 5 à 6 jours côté Kosovo, ont également disparu. « Puisque nous devons mourir vous allez mourir avec nous », aurait dit un membre des forces spéciales serbes à Ioussouf, le neveu de M. Bestivici, une Kosovare réfugiée en France depuis dix ans, mais qui tous les jours arrive à converser avec sa famille originaire de Jakov (Jakovica en serbe), le gros bourg frontalier, situé à 10 kilomètres de la frontière albanaise, fermée elle aussi depuis mercredi dans la nuit.

Marie Jego

Washington accuse neuf officiers serbes d'avoir couvert des crimes de guerre

LES DIRIGEANTS américains, qui comme d'autres, depuis quelques jours, menacent les responsables serbes des foudres de la justice internationale, ont fait un pas de plus, mercredi 7 avril, en publiant les noms de neuf officiers de l'armée et de la police, dont les troupes auraient commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

« Nous donnons les commandants pour les ouvrir que le monde les regarde, que le Tribunal pénal international est là, et que nous allons passer », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. « Les Etats-Unis, a-t-il poursuivi, veulent envoyer un message clair : tout commandant de l'armée ou de la police qui planifie, fomente, ordonne ou même aide ou encourage un crime de guerre, un crime contre

l'humanité ou un génocide est individuellement responsable. » Les officiers visés par le décret d'Etat sont : le colonel Milorad Mandic, le major général Vladimir Lazarevic, le colonel Miladin Cirkovic, le colonel Dragan Zivanovic, le colonel Krsman Jelic, le colonel Bozidar Delic, le colonel Radivoj Stevanovic, le colonel Milos Djosan et le major Zeljko Pejkovic.

Le département d'Etat a également publié mercredi un rapport rédigé par l'ambassadeur David Scheffer, fondé sur les témoignages de plus de 200 Kosovars réfugiés en Macédoine. Parmi les nombreuses atrocités recensées figurent plusieurs exemples de vols, de meurtres, de viols, d'enlèvements et de disparitions. Quant au président yougoslave Slobodan Milosevic, il porte une « responsabilité politique », a estimé M. Rubin. Le procureur du TPI, Mme Louise Arbour, est seule habilitée à lancer des poursuites. C'est ce qu'a d'ailleurs rappelé mercredi le secrétaire général de l'ONU, Javier Solana, indiquant que lui-même, à titre personnel, souhaite voir venir le président yougoslave traduit devant la justice internationale.

RECOUPER LES TÉMOIGNAGES
Pour instruire les dossiers, le Tribunal, qui ne peut enquêter directement sur place au Kosovo (Mme Arbour avait par exemple réclamé en vain aux autorités serbes de laisser les enquêteurs accéder au site du massacre de Racak, en janvier), a besoin de recueillir et de recouper les témoignages, mais aussi de la coopération des Etats qui peuvent disposer d'éléments

de preuves sur les crimes commis (éoutes, photos et autres matériels rassemblés par les services de renseignements ou témoignages).

Mercredi, le procureur adjoint du TPI, Graham Blewitt, a lancé un appel à l'aide des Occidentaux et des organisations humanitaires pour rassembler les témoignages auprès des réfugiés : « Nous avons été renforcés par d'autres enquêtes. Mais le travail de recouvrement est évidemment monumental avec ces milliers de réfugiés », a-t-il déclaré à la presse.

Selon M. Blewitt, le TPI a appelle notamment les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'OTAN à transmettre à La Haye l'ensemble des preuves qu'il affirme détenir sur des crimes de guerre commis par les forces serbes au

Kosovo depuis le déclenchement des frappes de l'OTAN le 24 mars. « Je ne dirais pas que nous n'avons rien reçu, mais nous n'avons certainement pas reçu ce que nous attendions », a ajouté M. Blewitt.

Interrogé sur les appels occidentaux en faveur d'une inculpation de Slobodan Milosevic par le TPI, M. Blewitt a répété qu'une telle démarche devrait être « motivée par des preuves », auquel cas le Tribunal « n'hésiterait pas ». Les « invitations à inculper n'ont pas un procureur », avait déclaré la semaine dernière Louise Arbour. (AP/Reuters)

Bonn confirme l'existence du plan « Fer à cheval » de nettoyage ethnique

LES MINISTRES allemands de la défense et des affaires étrangères, Rudolf Schäping et Joschka Fischer, ont confirmé, mercredi 7 avril, l'existence du plan « Fer à cheval », le nom de code donné par les Serbes à l'opération d'épuration ethnique au Kosovo (Le Monde du 8 avril). « L'opération "Fer à cheval" a commencé en novembre 1998 au Kosovo. Ce plan est en ce moment examiné chez nous. Il montre que, dans une certaine partie du Kosovo, l'armée et la police yougoslaves ont planifié puis commencé, de novembre 1998 jusqu'au début des négociations de Rambouillet, à déplacer des gens », a déclaré Rudolf Schäping. Pour sa part, Joschka Fischer a eu connaissance de cette « opération "Fer à cheval" », dont le but est la déportation de toute la population albanaise du Kosovo », selon son porte-parole, qui a ajouté : « M. Fischer a dit que l'opération était concrètement en cours depuis le 26 février. »

ÉRADICATION DE L'UCC
Le texte qui est arrivé à Bonn, la semaine dernière, confirme des informations qui étaient parvenues auparavant aux services de renseignement britanniques et américains, bien qu'à Washington on n'ait pas encore officiellement

connaisse du plan « Fer à cheval ». Selon ces informations, l'armée yougoslave et les forces paramilitaires se préparent à mener des opérations de nettoyage ethnique, bien avant le début des bombardements de l'OTAN. En fait, il semble évident que Slobodan Milosevic, qui avait réussi à obtenir un répit grâce aux accords passés avec Richard Holbrooke en octobre 1998, n'ait jamais eu l'intention de les respecter. Quelques semaines plus tard, après avoir écarté une menace de frappes aériennes de l'OTAN, il avait recommandé à l'armée serbe de laisser les enquêteurs accéder au site du massacre de Racak, en janvier, à besoin de recueillir et de recouper les témoignages, mais aussi de la coopération des Etats qui peuvent disposer d'éléments

de preuves sur les crimes commis par les forces serbes. Le 22 mars, alors que Richard Holbrooke faisait une dernière démarche auprès de Slobodan Milosevic pour éviter une intervention armée, un fonctionnaire américain à l'OTAN disait : « n'être pas sûr qu'il y ait une offensive serbe au Kosovo, en tout cas une offensive générale ». Il analysait la tactique de l'armée comme une tentative d'éliminer l'UCC, au moins des régions « utiles » du Kosovo, et d'éviter que la capitale de la province, Pristina, ne soit coupée de Belgrade.

Mais, surtout, les dirigeants occidentaux avaient peine à croire que Slobodan Milosevic mettrait à exécution ses plans les plus fous, qu'il pousserait la « déraison » jusqu'à chasser les habitants albans des villes et des villages et à détruire systématiquement leurs maisons. Le précédent de la Bosnie aurait cependant dû sonner comme un sinistre avertissement.

Enfin, dit-on à Bruxelles, en se préparant trop ostensiblement à accueillir des réfugiés dans les pays d'Europe du Sud, l'UCC, au moins des régions « utiles » du Kosovo, et l'OTAN auraient envoyé un « mauvais signal » à Slobodan Milosevic et l'aurait incité, implicitement, à chasser les Kosovars. Il n'avait nul besoin de cet encouragement.

Personne ne voyait vraiment clair dans les intentions du gouvernement yougoslave. Le 15 janvier, dans lequel quarante personnes ont péri. Pendant cette période, des milliers de Kosovars ont été chassés de leurs villages et se sont réfugiés dans les bois ou ont tenté de gagner l'Albanie.

La répression a diminué d'intensi-

té, sans cesser totalement, pendant les négociations de Rambouillet. Mais, peu de temps après la suspension des discussions, la direction serbe paraît avoir pris la décision de relancer la campagne de nettoyage ethnique, soit parce qu'elle avait déjà conclu à un refus catégorique des accords de Rambouillet, soit parce qu'elle souhaitait en finir avec l'UCC avant la reprise des négociations à Paris, 15 mars. Ainsi s'expliquerait la date du 26 février portée sur le document en possession du ministère allemand des affaires étrangères.

RÉGIONS « UTILES »
Si ces informations ont été portées à la connaissance des dirigeants occidentaux, notamment américains, comment expliquer que ces derniers aient pris du court par l'expédition des Albanais du Kosovo ? Selon le Washington Post de lundi, les chefs militaires américains avaient averti la Maison Blanche que des frappes aériennes sur la Serbie et le Kosovo ne suffiraient pas à dissuader Slobodan Milosevic de mener à bien son plan de nettoyage ethnique, mais les responsables civils seraient passés outre leurs avertissements.

Personne ne voyait vraiment clair dans les intentions du gouvernement

Daniel Vernet

Annick Cojean

CAP AU GRAND NORD

ANNICK COJEAN
CAP AU GRAND NORD

Au-delà du 60° parallèle,
à l'extrême du territoire
canadien, un grand voyage
chez les seigneurs de
l'Arctique : les esquimaux
du Grand Nord.

Editions du Seuil

كتاب من الأصل

A Pristina, plus de militaires et de policiers que de civils

Les autorités serbes recensent leurs morts

PRISTINA
de l'envoyé spécial de l'AFP
Le reportage de l'AFP que nous publions a été réalisé sous contrôle de l'armée yougoslave. Nous ignorons les marges de liberté dont disposait l'auteur. Deux journalistes espagnols, interpellés vendredi à la frontière, retenus à Pristina et expulsés mercredi, ont déclaré avoir subi une forte pression psychologique et précisément avoir notamment été « obligés » de déclarer à la télé serbe que « Pristina vivait normalement que les bombardements touchaient des zones civiles ». « Tout cela n'est pas vrai », ont-ils dit.

Bombardée massivement par l'aviation de l'OTAN, la ville de Pristina, chef-lieu du Kosovo, recensait, mercredi 7 avril, ses morts et les destructions subies dans le centre-ville, où l'immeuble de la poste et une vingtaine de maisons ont été détruits. Les corps de douze civils, dont trois enfants, avaient été dénombrés mercredi soir, selon un responsable serbe. « Le bilan risque d'être plus lourd encore, tous les décombres n'ayant pas encore été déblayés », a déclaré Ivica Mihajlovic, secrétaire à l'information du Kosovo, à des journalistes, dont un de l'AFP, emmenés en groupe à Pristina par l'armée yougoslave.

La capitale du Kosovo offre un spectacle particulièrement désolant

Huit blessés étaient soignés dans l'hôpital municipal, selon un responsable de l'établissement. La poste, un immeuble d'une dizaine d'étages, en plein centre-ville, a été atteinte par plusieurs bombes. Vingt heures après les frappes, les restes du bâtiment continuaient de se consumer.

Quelques dizaines de mètres plus loin, le siège du gouvernement

ment provisoire serbe du Kosovo est très touché. Des pans de murs ont été arrachés et toutes les vitres ont volé en éclats. Derrière la poste, dans deux ruelles, une vingtaine de maisons de la vieille ville se sont effondrées. Des colonnes de fumée s'échappent des décombres. Dans l'arrière centrale, baptisée « Vidovdanska » par les Serbes, et « Mère Teresa » par les Albanais, plusieurs immeubles ont leurs vitres soufflées et leurs façades criblées d'éclats d'obus. Pristina a été touchée par « dix-sept obus et missiles de croisière Tomahawk » lors de deux raids, vers 20h45 locales et 3h15, selon M. Mihajlovic.

Dans la ville, policiers et militaires sont plus nombreux que les civils. Un Albanais, Zeljko Avdic, cinquante ans, portant deux valises, murmure : « Je veux partir. Je veux aller à Skopje [Macédoine]. Je n'ai plus personne ici. »

A une quinzaine de kilomètres au nord de Pristina, à Devet Juvovica, des réservoirs de carburant flambeant toujours mercredi en fin de journée. En venant de Belgrade, l'entrée nord de Pristina offre un spectacle aussi désolant. Mais là, les vitres brisées et les impacts de balles sur les façades témoignent plutôt de combats ou d'actes de vandalisme.

Sur les 40 km de parcours entre Podujevo (nord du Kosovo) et Pristina défilent des villages dont beaucoup de maisons ont leur façade ou le toit éventrées par des obus de chars. Beaucoup de maisons portent des traces d'incendie. Cette région a été, avant les frappes de l'OTAN, le théâtre de violents combats entre forces serbes et séparatistes albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

Sur deux maisons intactes, flotte un drapeau serbe. Des personnes âgées s'affairent dans la cour. A une trentaine de kilomètres de la frontière administrative du Kosovo, la ville de Kursumija (Serbie) a été sévèrement touchée. Un embranchement de la voie ferrée Pristina-Belgrade a subi des dégâts par l'explosion d'un obus. Un pont est également endommagé, mais reste praticable.

Calin Neacsu

Kofi Annan reconnaît les défaillances de l'ONU face à la crise dans les Balkans

GENÈVE et NEW YORK
de nos correspondants

Mi-avril d'impuissance de son organisation, mi-constat de l'urgence de mettre un terme aux « purifications ethniques » à l'aube d'un nouveau siècle », le secrétaire général des Nations unies a louvoyé entre les écueils devant la commission des droits de l'homme, mercredi 7 avril à Genève. Kofi Annan cherche à sauver la face de l'ONU, empêtrée dans une action si évidente qu'elle est difficile à ignorer. « Nous regrettons tous profondément », a-t-il déclaré, que la communauté internationale (...) n'ait pas réussi à empêcher la catastrophe. Ce qui me donne de l'espoir – et devrait donner à réfléchir à tous les futurs « purificateurs ethniques » et ordonnateurs de massacres appuyés par un Etat –, c'est la profonde indignation ressentie partout dans le monde. »

L'idée-force exprimée par M. Annan est qu'il faut de prévenir l'incident l'organisation internationale peut jouer les pompiers, avec les limites que lui imposent ses membres les plus puissants. Il défend sa gestion : « Tant que je serai secrétaire général, l'Organisation des Nations unies, en tant qu'institution, placera toujours l'être humain au cœur de son action. Dans aucun pays, le gouvernement n'a le droit de se dissimuler derrière la souveraineté nationale pour violer les droits de l'homme ou les libertés fondamentales des habitants de ce pays. »

A propos des Balkans, M. Annan a tenu à expliquer : « Bien que nous n'ayons pas d'observateurs indépendants sur le terrain, certains signes donnent à penser que l'on est peut-être en train d'assister à la même chose [que ce qui s'est produit en Bosnie, au Rwanda] au Kosovo. » « L'odieu compagne du « purificatif ethnique » mené méthodiquement par les autorités serbes au Kosovo semble avoir un seul objectif : chasser ou tuer le plus grand nombre possible d'Albanais de souche au Kosovo. »

UN RÔLE... DANS LE FUTUR
Le secrétaire général a implicitement reconnu que l'ONU avait été écartée dès le début de la crise par Washington, mais il a dit espérer qu'elle ait encore un rôle à jouer. Il a admis n'avoir « aucune proposition spécifique » à soumettre aux parties, mais s'est dit certain que, tout ou tard, il faudra en venir à des négociations, et s'est déclaré prêt à offrir ses bons offices. Pour le moment, cependant, la priorité demeure l'aide aux réfugiés. Pour avoir dit que la session de la Commission « se tient dans un climat fortement assombri par le crime de génocide », M. Annan aurait, selon des diplomates, reçu un coup de fil d'Ilibert Vedrine, qui aurait observé que « l'évocation du génocide n'est pas très utile en ce moment ». Son secrétariat a d'ailleurs précisé qu'il n'avait pas parlé de génocide « perpétré au Kosovo », contrairement à ce qu'indiquait la

Les ministres de l'intérieur des Quinze, réunis mercredi 7 avril à Luxembourg, ont convenu qu'il fallait en priorité aider les réfugiés kosovo-

vars sur place, mais ils n'ont pas réussi à s'accorder sur l'opportunité d'annoncer le nombre de réfugiés que chacun d'entre eux serait disposé à accueillir. La Commission propose d'allouer 100 millions d'euros aux voisins du Kosovo pour les aider à faire face à la situation.

Les Quinze peinent à définir une politique commune d'aide aux réfugiés

Les Français et les Italiens sont les plus présents sur le terrain

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Quelle politique l'Union européenne (UE) doit-elle mener à l'égard des réfugiés ? Les ministres de l'intérieur des Quinze qui se sont réunis mercredi 7 avril à Luxembourg, sont d'accord pour donner la priorité à l'aide sur le terrain, mais ils sont divisés sur l'opportunité d'évoquer la disponibilité des Etats membres à accueillir chez eux ces réfugiés.

Le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), qui privilégie l'aide sur place, avait cependant indiqué en début de semaine qu'il serait préférable d'avoir des indications en provenance des pays concernés. Otto Schily, le ministre allemand de l'intérieur, a annoncé que l'Allemagne serait prête à recevoir 10 000 réfugiés. D'autres l'ont suivi, l'Autriche et la Suède se proposant d'en accueillir chacune 5 000. La France, l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni, ont répondu, avec évidemment indiqué en début de semaine qu'il serait préférable d'avoir des indications en provenance des pays concernés. Otto Schily, le ministre allemand de l'intérieur, a annoncé que l'Allemagne serait prête à recevoir 10 000 réfugiés. D'autres l'ont suivi, l'Autriche et la Suède se proposant d'en accueillir chacune 5 000. La France, l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni, ont répondu,

tait la France, à estimé qu'une dispersion lointaine compromettait les chances d'un retour des réfugiés. Les « conclusions » de la présidence s'efforcent d'atténuer l'effet qui peut provoquer cette cacophonie dans une opinion publique perplexe sur l'intervention de l'OTAN, et mettent l'accent sur l'effort à accomplir pour maintenir les réfugiés

à proximité de leur pays. Les ministres se sont mutuellement informés sur leurs actions. Les Français, les Italiens, sont les plus présents, installant des camps et dépechant des équipes médicales. Sur le plan financier, les contributions annoncées par l'Italie, la Suède et l'Espagne sont les plus importantes, supérieures à celle de la France qui se

monte à 35 millions d'euros. La Commission européenne partage le point de vue franco-italo-anglais sur les réfugiés. « Après avoir été déportés par les Serbes, il ne faudrait pas qu'ils soient forcés de s'extirper », s'est exclamée Emma Bonino, la Commissaire chargée de l'aide humanitaire. Elle a déjà engagée 22 millions d'euros au titre du budget communautaire de l'année 1999 (succédant à 21 millions dépensés pour le Kosovo en 1998), et demande maintenant que la réserve budgétaire soit mobilisée à hauteur de 150 millions d'euros.

Les ministres des affaires étrangères des Quinze devaient délibérer jeudi à Luxembourg de cette proposition. Cette action humanitaire à proximité du Kosovo pose des problèmes économiques et politiques considérables aux trois pays se trouvant en première ligne, l'Allemagne, la Macédoine et le Monténégro. Pour les aider Bruxelles propose de leur accorder une aide de 100 millions d'euros. Hans van den Broek, Commissaire chargé des relations avec les pays d'Europe centrale et orientale, a estimé qu'un appui politique devrait aussi être apporté à la Macédoine, où l'afflux de réfugiés aggrave les risques de tensions ethniques.

Philippe Lemaître

Sa mère, il a retrouvé sa mère...

TIRANA (Albanie)
de notre envoyé spécial

Gent Gent Sejdjou sourit. Son pays est « occupé », sa famille a été « déportée », certains de ses amis « ne repartiront sans doute jamais ». Mais aujourd'hui, rien ne peut l'empêcher d'être heureux. Il y a deux heures, cet homme de vingt-sept ans est descendu de l'avion qui l'amenait de Londres, a suivi un ami qui l'attendait à l'aéroport de Tirana, et a retrouvé, dans un petit appartement du centre de la capitale albanaise celle qu'il pensait ne jamais retrouver : sa mère.

Depuis dix jours, Gent avait perdu tout contact avec sa famille. Lui qui, depuis 1991 et sa désertion de l'armée serbe, avait pris soin de toujours rester en étroite relation avec Pristina, se retrouvait vraiment seul. Et complètement désespéré. Avec un frère porte-parole de l'UCK en Grande-Bretagne, un cousin membre connu de la LDK d'Ibrahim Rugova, et un père ancien professeur de français à l'université de Pristina, il « ne voyait pas comment ils allaient s'en sortir ».

Pendant six jours, il a appelé les amis, les parents, les connaissances, au Kosovo, en Macédoine ou en Albanie. Il a guetté toutes les images télévisées, écouté les informations avec angoisse. Et puis il a été le coup de fil libérateur. Sa mère et ses six cousins se trouvaient dans un centre à Leq, une petite ville au nord de Pristina. Gent a téléphoné à Tirana, pour que des proches accueillent la vieille femme dans leur appartement. Il a réservé une place sur le premier avion. « Et je suis ici, près d'elle », dit-il.

AUJOURD'HUI, JE SUIS HEUREUX
La vieille femme ne partage pas le même enthousiasme. Un instant, elle le regarde, lui touche le visage en murmurant un mot. Déjà, elle se tourne vers la télévision albanaise et les images du Kosovo qui passent en boucle, et ses yeux sevident. « Elle a vécu trop de choses. La famille séparée. Les femmes, les enfants et un bébé de trois mois qui hurle dans la voiture, pendant deux jours, parce qu'il n'a rien à manger. Je voudrais l'amener avec moi en Grande-Bretagne, au moins pour un temps, mais elle ne veut pas s'éloigner du Kosovo. Quand les soldats sont entrés à la maison et ont donné deux minutes pour partir, elle a dit qu'elle préférera mourir chez elle. Un soldat l'a menacé de son arme. Mon père est interposé, et l'a forcée à monter dans la voiture. »

Le père ? Gent sourit encore. Il y a deux jours, il a pu lui parler. La gare routière de Pristina, la longue marche jusqu'à la station ferroviaire, et le train pour la frontière macédonienne. « Il a eu le parcours de ceux que l'on voit à la télé », résume le jeune homme en touchant sa petite barbe. Aujourd'hui, il serait « en sécurité » en Macédoine, avec la sœur de Gent et ses enfants. Il n'en sait pas beaucoup plus.ira-t-il le chercher ? Restera-t-il prendre soin de sa mère en attendant d'avoir plus de nouvelles ? Gent retire ses fines lunettes et lève ses yeux vers le plafond. « Aujourd'hui, je n'en ai aucune idée. Je suis heureux. Triste pour tous les autres, mais quand même heureux. Demain, je commencerai à réfléchir. »

Nathaniel Herzberg

La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, sous le feu des critiques

WASHINGTON
de notre correspondant

La Maison Blanche s'est félicitée de la promesse faite par Belgrade, mercredi 7 avril, de remettre les trois soldats américains capturés à la frontière macédonienne au président chypriote Spyros Kyprianou. Ce dernier s'est rendu mercredi à Belgrade où il espérait pouvoir ramener les trois militaires américains dans les vingt-quatre heures. Cette promesse n'a cependant pas entamé la détermination de l'administration américaine à poursuivre l'intervention aérienne en Yougoslavie jusqu'à ce que Slobodan Milošević accepte les conditions de l'OTAN, a rappelé le porte-parole du département d'Etat, James Rubin.

Lors d'une conférence de presse au Pentagone, le général Wald a laissé entendre que, contrairement aux déclarations officielles précédentes, les militaires travaillent sur des plans d'envoi de troupes au Kosovo : « Sur le plan politique, il n'y a aucunement l'intention d'envoyer des troupes, point final (...) J'ai seulement dit qu'un militaire prudent préparerait des plans pour toutes les éventualités. » D'autre part, le Washington Post a ouvert le feu mercredi 7 avril contre Madeleine Albright. La secrétaire d'Etat américaine est accusée d'avoir mal calculé l'efficacité des menaces proférées contre M. Milošević et d'avoir sous-estimé sa réaction. En clair, elle se se

rait persuadée, et en aurait permis le chef du Conseil national de sécurité, Sandy Berger, et le président Clinton, que Slobodan Milošević n'attendait que les premières bombes pour pouvoir prendre sans perdre la face. L'éventualité d'une riposte brutale et d'un refus de céder devant les bombardements n'aurait été considérée que comme une éventualité improbable. Le quotidien estime que la déportation massive des Kosovars a été la conséquence de cette erreur.

Mme Albright a répondu à ces critiques mercredi, à l'émission *Larry King Live* sur CNN : « J'assume pleinement mes responsabilités en pensant qu'il était essentiel pour nous de ne pas rester à ne rien faire (...). Je préfère être ici ce soir à répondre à ces critiques plutôt que de devoir répondre plus tard à des questions nous demandant pourquoi nous avons attendu et rien fait. » Alors qu'on lui demandait si elle avait jamais estimé que Slobodan Milošević plierait après les premières trappes, Mme Albright a répondu : « Absolument pas. »

N'empêche, cela faisait plusieurs semaines que le style de la diplomate Albright était contesté dans les médias de Washington. Cette contestation est désormais passée dans le domaine public. « Elle n'avait que les bombardements à la bouche en tant que stratégie. Elle en a convaincu l'administration, mais cette dernière est aussi responsable pour l'avoir

écoutée. Nous nous trouvons en effet dans la crise extérieure la plus grave de cette présidence », estime par exemple Ivo Daalder, de la Brookings Institution. Simon Serfaty, du CSIS, pense que ces critiques risquent d'aller bien au-delà du Kosovo et qu'il n'est pas à exclure que la secrétaire d'Etat américaine, Mme Albright, ultime fusible avant Bill Clinton, doive quitter son poste avant les prochaines élections.

Patrice de Beer

Par jugement contradictoire du 6.11.1996, signifié le 8.01.1997, art. 410 du C.C.P., le T.G.L. de ROUEN, statuant en matière correctionnelle à condamné M. TESTU Jacques, né le 18.06.1951 à Houppville (76), gérant de commerce, démeure 212, route du fonds du Val (76) Houppville, prévenu d'avoir couru 1994 à Houppville et sur le territoire national, utilisant des marques, en l'espèce Nina Ricci, Yves Saint Laurent, Dior, Chanel, Guerlain, Cacharel, Paloma Picasso, Cavin Klein, Kenzo, Momoana, Azzaro, Cloc, Caron, Laroche, Davidoff, Parfums, en violation des droits conférés par leur enregistrement, à la peine de 50.000 F d'amende.

مكتبة من الأصل

finir une politique aux réfugiés

les présents sur le terrain

Face à une armée yougoslave formée et équipée sur ce qui fut le mode soviétique, organisée autour de 1 200 chars de combat, les Alliés tentent de faire prévaloir la doctrine américaine qui vise à contrôler un espace terrestre hostile sans y déployer de troupes au sol. Après avoir attaqué la défense aérienne et anti-aérienne, l'OTAN cherche aujourd'hui à affaiblir l'outil répressif de Belgrade, constitué de l'infanterie, de l'artillerie et des forces

HORIZONS-ANALYSES L'OTAN CONTRE LA SERBIE

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / V

La panoplie offensive de l'OTAN vise à se substituer à un déploiement terrestre

Dans la doctrine militaire des Etats-Unis, avions d'appui, hélicoptères et artillerie doivent contrôler l'espace hostile sans recourir à des troupes au sol. Une thèse qui soulève le scepticisme de certains experts qui craignent un manque d'efficacité face à la mobilité des forces spéciales yougoslaves

Face à une armée yougoslave formée et équipée sur ce qui fut le mode soviétique, organisée autour de 1 200 chars de combat, les Alliés tentent de faire prévaloir la doctrine américaine qui vise à contrôler un espace terrestre hostile sans y déployer de troupes au sol. Après avoir attaqué la défense aérienne et anti-aérienne, l'OTAN cherche aujourd'hui à affaiblir l'outil répressif de Belgrade, constitué de l'infanterie, de l'artillerie et des forces

restre hostile sans y déployer de troupes au sol. Après avoir attaqué la défense aérienne et anti-aérienne, l'OTAN cherche aujourd'hui à affaiblir l'outil répressif de Belgrade, constitué de l'infanterie, de l'artillerie et des forces

de sécurité. Ce dispositif fait déjà preuve d'une lenteur de réaction indiquant que son potentiel a été amenuisé. Les forces alliées vont désormais puiser dans l'arsenal américain pour déployer, à partir du nord de l'Albanie, des moyens nouveaux incluant hélicoptères d'attaque et blindés lourds à tir de longue portée de type LRMS, permettant de détruire des cibles depuis la frontière sans pénétrer en ex-Yougoslavie. Certains experts

doutent cependant de l'efficacité de ce dispositif pour contrecarrer l'action des forces les plus mobiles. Selon certains alliés, il survient toujours un moment où il faut occuper et tenir le terrain.

EN CONFIAINT à des Harrier britanniques, qui sont des appareils à décollage et à atterrissage vertical, à des avions A-10 anti-chars américains et à des Super-arends, embarqués sur le porte-avions *Foch*, l'attaque d'une dizaine de blindés serbes concentrés dans le sud du Kosovo, l'OTAN entend apparemment démontrer que des raids aériens permettent de contrôler un espace terrestre hostile sans recourir à des troupes au sol. C'est une doctrine des armées de terre et de l'air américaines : les avions d'appui au sol, les hélicoptères et l'artillerie servent de substitut à un déploiement terrestre. Cette thèse laisse sceptiques certains des alliés en Europe, qui considèrent qu'il survient toujours un moment où il faut bien occuper et tenir le terrain.

Formée et équipée sur le mode ex-soviétique, l'armée yougoslave a donné la priorité à son corps blindé et mécanisé, organisé autour de pas moins de 1 200 chars de combat qui ne sont pas tous de la dernière génération et qui sont le fer de lance d'un dispositif diversifié à base d'engins de transport d'infanterie et de pièces d'artillerie. Au Kosovo, ce potentiel représente, selon les modèles de véhicules, entre 300 et 400 blindés, non comprises les pièces d'artillerie, qui servent entre 12 000 à 15 000 hommes de l'armée régulière yougoslave avec, à leurs côtés, 15 000 hommes de la MUP

(forces spéciales de sécurité) et des miliciens recrutés localement. C'est ce dispositif, chargé de la répression, que les états-majors de l'OTAN cherchent aujourd'hui à « casser » ou, tout au moins, à affaiblir après avoir pris pour cibles la défense aérienne et anti-aérienne serbe, leur capacité de commandement et leurs transmissions, en Serbie même et au Kosovo.

Certains indices témoignent du fait que ce système militaire n'a pas la même vivacité de réaction qu'au début. La mise en alerte de la population se fait de plus en plus tardivement, après le passage des appareils. Des difficultés de ravitaillement en carburant ont paradoxalement momentanément des brigades au sol. Les avions MiG ne s'aventurent plus guère. Les missiles sol-air, dont les radars entrent parfois en fonction au dernier moment pour éviter d'être détectés trop tôt, bénéficient d'une illumination minimale qui leur procure des trajectoires quasi-balistiques et peu efficaces – c'est le cas du missile mobile SA-6 –, sauf en certains endroits du territoire où ils peuvent encore faire mouche.

Aujourd'hui, les alliés rassemblent une panoplie de moyens qui leur permettront de se concentrer sur l'arsenal yougoslave de répression au Kosovo. A la condition que la météorologie s'y prête sur une période de temps suffisante. La mission est loin, en effet, d'être « une promenade militaire », dès

Premiers bilans des frappes après deux semaines de guerre

BRUXELLES de notre correspondant

D'une opération en trois phases – destruction des défenses aériennes yougoslaves, neutralisation des unités combattantes serbes au Kosovo, destruction de l'ensemble du potentiel de l'armée de Slobodan Milošević –, l'OTAN est passée à une offensive sur trois fronts parallèles pour amener les dirigeants serbes à la capitulation. Les forces de l'OTAN combattent les unités militaires et paramilitaires attaquant les poches de résistance de l'UCK et contribuant à déporter les populations albanaises de la province, pour suivre de manière systématique leurs attaques d'infrastructures militaires mais aussi civiles sur l'ensemble du territoire de la Fédération, et enfin se sont engagées dans l'intervention humanitaire. Officiellement, on se trouve toujours dans la phase 2 pour des raisons de formalisme diplomatique, un passage explicite à la phase 3 nécessitant une autorisation du Conseil atlantique. Dans les couloirs du siège de l'OTAN, à Bruxelles, on préfère parler d'une phase « deux et demi ».

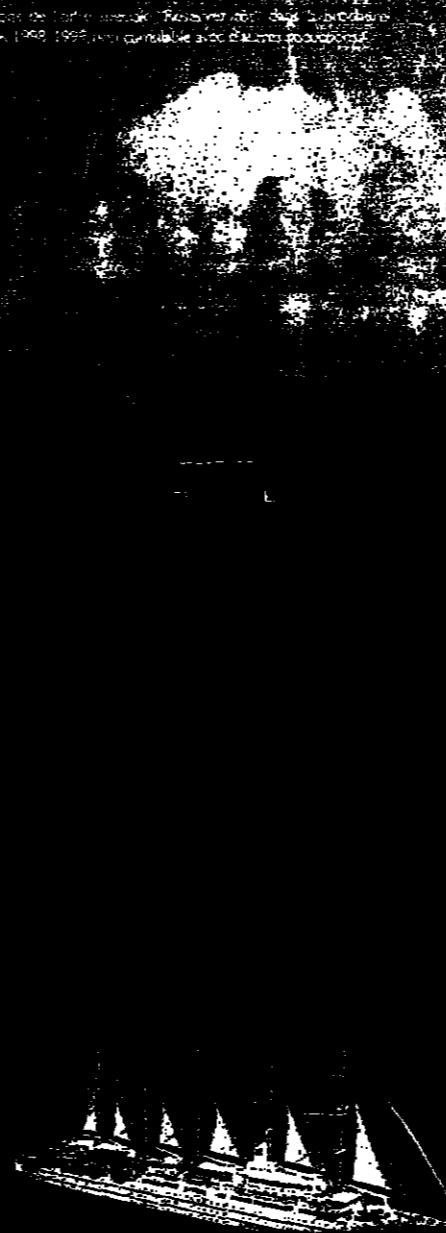
Deux semaines après le déclenchement de l'opération, un premier bilan peut être ainsi établi :

• La destruction du potentiel aérien des unités de l'armée yougoslave engagées au Kosovo. Les frappes aériennes dans la province ont atteint des infrastructures telles que des casernes, des routes, des voies ferrées, des dépôts de carburants, mais les unités combattantes ne sont pas encore paralysées, y compris les éléments aéroportés qui peuvent toujours, de l'avis du général Wilby, effectuer quelques rapides sorties pour appuyer des offensives terrestres contre les forces de l'UCK. La météorologie dérangeable à l'OTAN jusqu'au week-end pascal était rendue responsable du peu de résultats obtenus. Depuis l'amélioration du temps et la multiplication des attaques aériennes, y compris pendant la journée, des « succès encourageants » ont pu être enregistrés au cours des derniers jours. Le général Wilby a pu ainsi, mercredi 7 avril, montrer, photos aériennes à l'appui, la destruction de quatre blindés et d'une colonne d'une dizaine de véhicules militaires dans la région de Pec, dans l'ouest de la

Luc Rosenzweig

Club Med Croisières

Soyez l'un des 350 privilégiés à re-découvrir à bord de Club Med 2, la Méditerranée éternelle, dans la plus pure tradition maritime française. Et bénéficiez de 10 % de réduction*, en réservant avant le 30 avril votre croisière du 16 au 26 juin. Club Med Voyages, Havas Voyages, Forum Voyages et agences agréées ou M. Azur : 0 801 802 803. www.club-med.com



Merveilleux cinq masts
vue imprenable sur Capri,
Mykonos, Bonifacio,
Samorin, Tunis... Elegance
discrete. Confort raffiné.
Musique douce. -10 %.
Départs 16 et 26 juin.
A SAISIR.

Etre-re

لدى من الأفضل

Le débat politique français met en avant l'ONU et le dialogue avec la Russie

Lionel Jospin devait s'exprimer jeudi soir au journal de France 2

Pour la première fois depuis le début de la crise au Kosovo, Lionel Jospin devait intervenir à la télévision, jeudi 8 avril, lors du journal de 20 h de France 2. Alors que Jacques Chirac s'est exprimé déjà deux fois au cours d'allotélévisées, le 29 mars et le 6 avril, le premier ministre s'était cantonné, jusqu'à présent, à un travail d'explication et d'information auprès des parlementaires.

Le chef du gouvernement entend toutefois poursuivre son dialogue avec la représentation nationale. Il aura l'occasion d'intervenir de nouveau au Palais-Bourbon le 13 avril, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale ayant décidé, mardi, une séance de questions au gouvernement, alors que les va-

cances parlementaires de printemps sont prévues du 12 au 25 avril. Le 15 avril, les sénateurs auront à leur tour l'occasion d'interroger le chef du gouvernement.

Alors que le conseil des ministres n'a donné lieu à aucun débat sur le Kosovo, M. Jospin a reçu à Matignon, mercredi soir, les représentants des groupes parlementaires, ainsi que les présidents des commissions de la défense et des affaires étrangères de l'Assemblée et du Sénat.

En présence de quatre de ses ministres – Hubert Védrine (affaires étrangères), Alain Richard (défense), Charles Josselin (coopération) et Daniel Vaillant (relations avec le Parlement) – ainsi que du général Jean-Pierre Kelche, chef d'état-major des ar-

gées des deux Assemblées, le premier ministre a insisté sur le rôle de l'ONU et sur la recherche d'une solution diplomatique.

Le souci d'associer la Russie a été affirmé par M. Jospin. « On va assister à une intensification de l'action politique et diplomatique », expliquait, au terme de cette réunion, le président du groupe socialiste de l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, tout en rappelant qu'une issue politique « n'est possible que si M. Milosevic répond aux cinq questions posées par les alliés ».

Jacques Brulé, qui représente le groupe communiste de l'Assemblée, s'est félicité d'un « cheminement » vers l'idée « que l'issue est proprement politique ». Président délégué du Mouvement des citoyens, Georges Sare a déclaré qu'il n'y a « aucune solution diplomatique en vue ». « Seuls les bombardements sont organisés méthodiquement, systématiquement jour et nuit », a-t-il déploré.

Dans un entretien publié jeudi par *Libération*, Jean-Luc Mélenchon, porte-parole de la Gauche socialiste, estime qu'on ne peut « que constater l'échec de l'opération » de l'OTAN. Le sénateur de l'Essonne regrette que la France soit « contrainte de s'allier aux décisions prises par d'autres ». « Cette guerre n'est pas notre », estime Marie-France Garaud et Pierre Julliet dans un « point de vue » publié jeudi par *Le Figaro*. Les deux anciens conseillers de Georges Pompidou estiment « doublureux que la France ait perdu son rôle arbitre, la plénitude de sa diplomatie et le commandement de ses soldats ».

■ L. D. – Jean-Baptiste de Montvila

Deux nouveaux appels d'intellectuels pour le Kosovo

RÉUNIS dans le « Comité Kosovo », plusieurs intellectuels français viennent de lancer un appel en faveur d'une intensification des opérations militaires contre la Serbie. Dans un texte publié à Paris le 31 mars, le Comité demande « d'intervenir au sol de toute urgence de façon à faire cesser ce crime aux proportions inconnues en Europe occidentale depuis la seconde guerre mondiale (...) », mais également « d'intensifier l'aide humanitaire pour les réfugiés (...) et d'envisager d'ores et déjà la perspective de leur retour », ainsi que de « reaffirmer le principe de l'intégrité territoriale et donc le refus de toute partition qui consacrerait la purification ethnique ».

L'appel du « Comité Kosovo » souligne que « ce ne sont pas les frappes qui ont provoqué la répression contre la population civile albanais mais, au contraire, la purification ethnique – commencée depuis longtemps au Kosovo et qui s'était intensifiée depuis quelques mois – qui les ont rendues inévitables ». Ce document, notamment signé par le juriste Antoine Garapon

(président du Comité Kosovo), l'écrivain Pascal Bruckner, Olivier Mongin (directeur de la revue *Esprit*) et le philosophe Alain Finkielkraut, a recueilli plus de cent signatures. Le « Comité Kosovo » est domicilié auprès de la revue *Esprit* (212, Rue Saint-Martin, 75003 Paris).

Par ailleurs, le « Parlement international des écrivains », présidé par l'écrivain nigérian Wole Soyinka (et dont les présidents d'honneur sont Salman Rushdie et Vaclav Havel), a publié mercredi 7 avril, un appel aux maires des grandes villes et aux présidents de conseils généraux de France et d'Europe visant à « sauver les écrivains, les artistes et les universitaires du Kosovo, mais aussi tous les réfugiés dont on sait très bien qu'ils ne retrouveront pas leur pays de naissance (...) Comment la France, qui se présente si souvent comme une terre d'asile, pourrait-elle se tenir à l'écart de la solidarité internationale qui s'organise ? ».

DÉPÉCHES

RÉFUGIÉS

■ Près de 460 000 personnes avaient quitté le Kosovo, jeudi 8 avril au matin, depuis le début de la répression serbe déclenchée en même temps que le début des frappes de l'OTAN, le 24 mars, mais le flux n'est pas arrêté après la fermeture des frontières, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

RÉCITS DE PRINTEMPS

■ Le président yougoslave, Slobodan Milosevic, a lui-même demandé au président russe Boris Eltsine d'aider la Yougoslavie à se procurer du carburant pour les « écolles de printemps », a déclaré le député russe Nikolai Rykov, cité mercredi 7 avril, par l'agence Tass. Ce député, proche des communistes, était membre d'une délégation du Parlement russe qui s'est rendue en visite à Belgrade. – (Reuters)

MONTENÉGRO

■ Le président monténégrin, Milo Djukanovic, a affirmé, mercredi 7 avril, qu'il n'avait « pas peur » d'une tentative de déstabilisation de son pays par Belgrade, dans une interview à la télévision italienne RAI. Il a condamné « la politique autoritaire » du président yougoslave Slobodan Milosevic. « Mon pays ne craint pas de défendre sa démocratie et sa dignité », a-t-il déclaré, se disant favorable à « une intégration avec l'Europe ». – (AFP)

OPINION AMÉRICAINE

■ A en croire les sondages, les Américains largement favorables aux frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, se disent en nombre croissant prêts à envoyer leurs boys sur le terrain pour arrêter l'onde des Kosovars. Leur détermination n'a fait que croître après deux semaines de raids alliés et la capture par les Serbes de trois soldats américains. Selon des sondages, au début du mois, seulement 33 % étaient pour l'envoi de troupes américaines sur le terrain. Une semaine plus tard ils étaient 41 %. Ils sont aujourd'hui entre 53 et 55 %, selon les sondages. – (AFP)

OPINION FRANÇAISE

■ Les Français approuvent davantage aujourd'hui qu'il y a dix jours les bombardements aériens de l'OTAN sur la Serbie ainsi que la participation de la France à ces bombardements, selon un sondage publié par *Le Parisien* réalisés les 6 et 7 avril. 50 % des personnes interrogées (contre 40 % le 27 mars) « approuvent » les bombardements, alors qu'ils sont plus que 35 % à les « désapprouver » (contre 46 % dans le sondage précédent). 68 % des personnes se déclarent favorables à une intervention militaire et 76 % à l'ONU pour protéger les réfugiés albanais du Kosovo, contre 22 % qui y sont opposés. L'accueil par la France de réfugiés albanais du Kosovo est vu favorable par 58 % des personnes interrogées. 36 % y sont opposées. – (AFP)

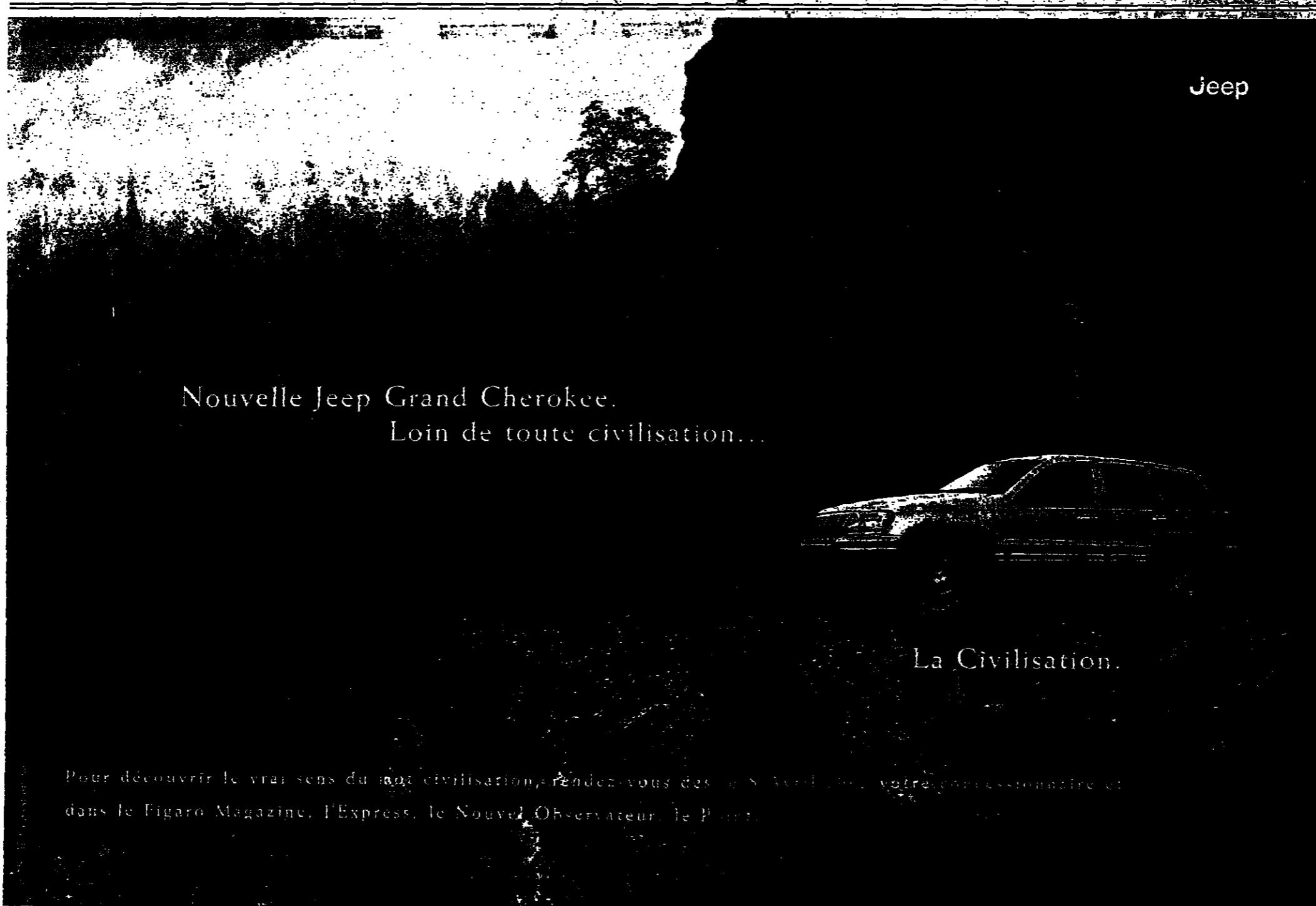
AVIONS FRANÇAIS

■ Durant les trente-six heures qui ont couvert la journée du mardi 6 avril et la nuit suivante, jusqu'au mercredi matin 7 avril, la France a engagé quasiment la moitié de son dispositif aérien de combat sur place : six Jaguar, six Super-Etendard, six Mirage 2000-C, quatre avions ravitailleurs C-135, deux avions de reconnaissance stratégique Mirage-F1CR et six Mirage 2000-D.

CUBA

■ Le gouvernement cubain « n'opposera aucun obstacle et est même prêt à coopérer dans la mesure de ses possibilités, où c'est nécessaire, pour apporter une aide humanitaire aux réfugiés du Kosovo, qui doivent être transférés sur la base militaire américaine de Guantánamo (sud-est de Cuba) enclavée sur son sol, selon une déclaration officielle publiée jeudi 8 avril.

Nouvelle Jeep Grand Cherokee.
Loin de toute civilisation...



La Civilisation.

Pour découvrir le vrai sens du mot civilisation, rendez-vous dès ce 8 avril dans votre magasinier et dans le Figaro Magazine, l'Express, le Nouvel Observateur, le Point.

Venez découvrir et essayer la nouvelle Jeep Grand Cherokee : 36 15 Jeep. www.nouvellesjeep.com

APRÈS
15 A/R PAR
Londres-Paris
EUROSTAR

مكتبة من الأصل

APRÈS LES AFFAIRES, LES AFFAIRES.

LE VOL PAR VOL. Vous avez tout le loisir d'effectuer votre retour
Londres-Paris via les Grands Magasins de Bond Street.

LE VOL PAR VOL. DANS HOMME D'AFFAIRES IL Y A HOMME.

مكتبة من الأصل

Boris Berezovski riposte au mandat d'arrêt lancé contre lui à Moscou

A Paris, il déclare au « Monde » : « Tout ce que fait Primakov échoue »

Dans une atmosphère de fin de règne, les règles de comptes se multiplient à Moscou, avec le limogeage du procureur général et les man-

L'OPINION dominante en Russie, mercredi 7 avril, était que le mandat d'arrêt lancé, la veille à Moscou, contre le sulfureux patron des affaires Boris Berezovski marquait la fin de sa carrière politique, pourtant riche en rebondissements. Mais l'intérêt tenait le même jour à Paris une conférence de presse pour afficher un avis contraire, et dénoncer la montée en puissance du nouveau premier ministre, Evgueni Primakov. Cela-ci, a-t-il dit, « utilise maintenant tout son potentiel contre les réformes » et « s'appuie sur les membres les plus dangereux, les plus hypocrites, des services secrets, ceux qui ont retrouvé en lui un de leurs, afin de restaurer l'empire russe par la force ». Faut-il ajouter, M. Primakov estime, selon M. Berezovski, qu'« on peut s'allier aux antisémites ». Celui qui fut une des éminences grises du Kremlin s'est aussi déclaré certain qu'il ne sera pas arrêté, ni en France ni à Moscou, où il a l'intention de se rendre « la semaine prochaine ». Alors qu'il laissait entendre le contraire peu auparavant à une télévision russe,

d'arrêts lancés, pour la première fois, contre des « oligarques ». L'un d'eux, Boris Berezovski, a convoqué, mercredi 7 avril, la presse à Paris.

comme l'avait fait aussi son « ami » français, Fabien Beaussart, qui, ayant convoqué la presse à l'hôtel Crillon, avait assuré que « Boris Abramovitch [restera] en France un certain temps ». Mais parmi les Russes venus le saluer (dont des proches de « l'apostol », un chef de la mafia russe condamné aux Etats-Unis) la rumeur circulait que M. Berezovski serait arrêté en France « dans deux jours ». Les autorités judiciaires russes ont en effet indiqué qu'elles « n'excluaient pas » de faire appel à Interpol.

OFFICES DE SERVICES

Est-ce pour cela que M. Berezovski a surtout parlé du Kosovo, lors d'un entretien accordé le même jour au Monde ? Des proches de l'homme d'affaires ont reconnu qu'il rêve de retrouver un statut diplomatique – et l'immunité afférante – dans un pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) pour jouer les médiateurs dans la crise. Tel l'Ukraine, premier pays à envoyer une délégation à Belgrade après les frappes et où M. Berezov-

ski vient de se rendre. « Je suis sûr que le président Leonid Kouchtchouk a toutes les qualités pour ça, déclare-t-il. Je le connais, je connais son honnêteté. Ce n'est pas comme Primakov, dont la mission à Belgrade fin de pure propagande, car il n'a rencontré qu'une seule des deux parties au conflit. »

En parlant du premier ministre, qu'il accuse d'avoir causé sa disgrâce, M. Berezovski devient presque véhément. Pour lui, les talents diplomatiques d'Evgueni Primakov sont un mythe : « Tout ce qu'il a fait, sur l'OTAN, sur l'Irak, a échoué. Sur le Kosovo, c'est pareil : pourquoi n'a-t-il pas rencontré les leaders albanais ? » Il se trouve que le « roi du business » russe est lui-même excellent diplomate : il négocie, non sans succès, avec les indépendantistes tchétchènes quand il était secrétaire adjoint du Conseil de sécurité russe.

Puis, nommé secrétaire exécutif de la CEI, il réussit le tour de force, pour un représentant de Moscou, de se faire apprécier des autres présidents. Renvoyé de ce poste le mois der-

nier par Boris Eltsine, il a sillonné les capitales occidentales et réfugié au Kosovo : c'est le conflit serbo-albanais, dit-il, qui doit être résolu, en priorité, par un intermédiaire prêt à prendre des risques, intellectuels et physiques (ce que M. Berezovski a déjà fait) ; Américains et Russes ne doivent intervenir qu'ensuite, comme garants. Alors que les premiers (« qui ne sont pas encore l'empire qu'ils pensent être ») se battent avec les seconds (« qui ne sont plus l'empire qu'ils pensent être encore »).

M. Berezovski critique le pouvoir russe qui, « dès le début, au lieu de traiter le Kosovo comme un conflit local semblable à des centaines d'autres, l'internationalise, avec ses appels à la fraternité slave ». « Appels irresponsables, car non recevables par les Tatars, Tchétchènes et autres Osètes de la Fédération de Russie, et par moi-même. Conclusion implicite : l'Occident aurait vraiment mauvaise grâce à ne pas défendre un tel ami de la démocratie... »

Sophie Shikhab

La condamnation de Bruxelles dans le conflit de la banane annonce d'autres batailles à l'OMC

GENÈVE
de notre envoyé spécial

L'Union européenne n'a pas échappé à une nouvelle condamnation, dans le « conflit de la banane » qui l'oppose, depuis plusieurs années, aux Etats-Unis, défendant les intérêts de leurs multinationales, qui contrôlent déjà 70 % du marché mondial du produit. Pour la deuxième fois, une commission d'arbitrage, mise en place par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour trancher ce différend, a donné tort à la Communauté européenne, jugant que son système d'importation de bananes était contraire aux règles du commerce international.

A peine connu mercredi 7 avril, ce verdict a été diversement interprété par les parties intéressées. A Washington, la satisfaction est évidente, même si les

juges n'ont accordé aux Etats-Unis qu'un peu plus du tiers du montant des sanctions qu'ils exigeaient des Européens (« Le Monde » du 8 avril). « Cette décision est une victoire importante pour le processus de réglement des litiges mis en place par l'OMC », a déclaré Charlene Barshefsky, représentante américaine pour le commerce. « Elle signale clairement à-t-elle ajouté, que l'OMC ne peut être utilisée pour mener des procédures légales interminables. »

A Bruxelles, le vice-président de la commission européenne chargé de ce dossier, Sir Leon Brittan, a fait savoir que le jugement serait « soigneusement étudié » et que l'Union européenne se réservait le droit de faire appel. « Nous allons évidemment respecter les règles applicables dans le cas d'une telle décision », a-t-il indiqué, tout en remarquant que les

Bill Clinton pour l'entrée de la Chine à l'OMC

Le président Clinton a vigoureusement plaidé, mercredi 7 avril, peu avant l'arrivée à Washington du premier ministre chinois, Zhu Rongji, pour l'entrée de la Chine à l'OMC. « Si la Chine accepte les responsabilités qui découlent d'une accession à l'OMC, cela donnera aux Etats-Unis un large accès aux marchés chinois tout en accélérant les règles internes dans ce pays. Si la Chine est disposée à respecter les règles du commerce international, ce serait une grave erreur pour les Etats-Unis de dire non à son admission à l'OMC », a déclaré M. Clinton. Depuis le début de la semaine, les négociateurs américains et chinois tentent de sortir d'un blocage vieux de treize ans sur l'entrée de la Chine à l'OMC. M. Zhu a annoncé, mardi, la levée de l'interdiction des importations de blé et d'agrumes américains en Chine.

Les droits de l'homme restent une pierre d'achoppement dans les relations bilatérales. M. Clinton a appelé la Chine à faire des progrès sur cette question. « Une dissidence qui s'exprime est bien moins dangereuse qu'une dissidence réprimée », a-t-il dit.

leurs bananes, pour certains la principale source de revenus.

En France, on estime dans les milieux syndicaux que l'Union européenne devrait faire appel de cet arbitrage qui sacrifie des produits européens et des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) sur l'autel des intérêts des multinationales américaines. La FNSEA a invité Bruxelles à ne pas baisser les bras, tandis que la CGT espère que l'Europe « ne cédera pas au chantage » de Washington.

Au-delà de la banane, l'affrontement entre Bruxelles et Washington n'a pas fini de mettre à l'épreuve le fonctionnement même du système de règlement des différends de l'OMC. Si ce nouveau jugement permet d'éclaircir quelque peu la situation, le litige de la banane n'est pas clos pour autant. Les conclusions de la commission d'arbitrage devront encore être soumises à l'approbation de l'Organe de règlement des différends et ce n'est qu'ensuite que les Etats-Unis seront autorisés à appliquer des sanctions.

D'autres échéances tout aussi brillantes se profilent déjà l'horizon, comme les sanctions que les Etats-Unis s'apprêtent à prendre dans le conflit du boeuf aux hormones, si l'Union européenne ne lève pas d'ici au 13 mai, l'embargo qu'elle a décreté en 1989 pour des raisons de santé publique. Parmi les dossiers qui éventraient les relations transatlantiques à l'OMC, figurent encore le conflit de l'acier et celui portant sur la conformité avec les règles de l'organisation de la disposition 301 de la législation américaine. En vertu de ce texte, Washington s'autorise à prendre des mesures de rétorsion unilatérales contre d'autres pays quant il considère que ses intérêts sont directement en jeu, comme dans le cas de la banane.

Jean-Claude Buhler

Le n° 2 est paru.

En vente chez votre marchand de journaux.

Le Monde des DEBATS

Fin de guerre en Algérie ? Jean-Yves Le Drian

Malaise dans la psychanalyse : Marc Basch : Paul Ricœur

Architecture : La France ringarde ? Philippe Tristant / Jean-Pierre Le Goff

Le maître philosophe de Venise : Jean-Pierre Leca

Le Monde des DEBATS

Restez libre, cultivez votre sens critique.

Le Monde des DEBATS

Document : le témoignage de Paul Ricœur au procès du sang contaminé

Le nouvel ordre amoureux

RÉPUBLIQUE CRITIQUE

Maxime DELHOMME, Avocat de la SCP JEANNIN-DELHOMME-BREGOU

Par arrêt confirmatif du 23 Mai 1997, la Cour d'Appel de PARIS 4^e Chambre a condamné pour contrefaçon à 30.000 F en principal, à trois publications de 36.000 F H.T chacune et à 20.000 F au titre de l'article 700 du NCPC, pour avoir, dans le numéro du 14 Février 1992 de l'hebdomadaire IMPACT MEDECIN, publié sans son autorisation et sans mention de son nom, un dessin de Monsieur Jean-Claude MICHEL.

L'originalité du dessin de Monsieur MICHEL a été reconnue et la Cour a considéré comme fondé, le reproche fait à l'éditeur de l'IMPACT MEDECIN, d'avoir présenté l'œuvre de Jean-Claude MICHEL dans un sens qui n'était pas celui choisi pour l'œuvre originale et avec une mention « DR » dissimulée de rechercher le nom de l'auteur.

Le Cambodge accepte des magistrats étrangers pour juger Ta Mok

PHNOM PENH. Le gouvernement cambodgien a accepté la participation de magistrats étrangers au procès du chef khmer rouge Ta Mok devant la justice locale. Ce compromis ouvre la voie à un « tribunal à caractère international » soutenu par l'ONU. « Le premier ministre cambodgien a admis qu'il serait utile que des juges et des procureurs internationaux participent à la procédure », a déclaré, mercredi 7 avril à Phnom Penh, le sénateur américain John Kerry à l'issue d'un entretien avec Hun Sen, tout en estimant qu'il s'agissait « d'un pas en avant très positif, qui permettra un effort de coopération crédible dans lequel la communauté internationale peut avoir confiance ». Le prince Norodom Ranariddh, président de l'Assemblée nationale et allié de Hun Sen, a confirmé, mercredi, que ce dernier « ne s'opposera pas à la présence d'un juge international » durant le procès de Ta Mok. - (AFP)

Nouveau massacre à Timor-Oriental

DILU. M. Carlos Ximenes Belo, Prix Nobel de la paix 1996, a affirmé mercredi 7 avril, que plus de 25 Est-Timorais avaient été « massacrés » la veille par les milices pro-indonésiennes dans l'église de Liquisa, à moins de 50 kilomètres de Dilu, la capitale de l'Est-Timor. Le prélat avait annoncé, mardi soir, aux médias portugais que 45 personnes avaient été tuées. De son côté, le chef de la commune de Liquisa avait indiqué que 5 personnes avaient été tuées et une vingtaine blessées, par balles ou à l'arme blanche. D'autre part, l'armée indonésienne a ouvert le feu, mercredi, à Borneo pour repousser des milliers de personnes tentant de libérer de force une campagne de leurs camarades arrêtés pour leur participation à des précédentes violences ethniques. - (AFP)

Election présidentielle à Djibouti

DJIBOUTI. Après vingt-deux ans d'indépendance et de règne sans partage de Hassan Gouled Aptidon, quelque 170 000 électeurs djiboutiens choisiront un nouveau chef de l'Etat, vendredi 9 avril. Âgé de quatre-vingt-trois ans, le président avait annoncé, en février, son retrait de la vie politique. Ismaïl Omar Guelleh, qui brigue la succession, est, depuis l'indépendance, en 1977, chef de cabinet du président Gouled. Considéré comme le neveu du chef de l'Etat, il est apparu au cours des dernières années comme l'homme fort de Djibouti. L'opposition djiboutienne s'est, quant à elle, ralliée à l'ancien chef indépendantiste, Moussa Ahmed Idris, pour contrer les ambitions du dauphin de M. Gouled. En cas de victoire, l'opposition entend libérer les prisonniers politiques, instaurer un véritable multipartisme (seuls quatre partis sont actuellement autorisés) et lancer un ambitieux train de mesures sociales. - (AFP)

L'Etat marocain s'engage à indemniser les familles des disparus

RABAT. Par l'intermédiaire du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), le roi Hassan II a fait annoncer, mercredi 7 avril, qu'il acceptait l'indemnisation – avant trois mois – d'une grande partie des familles des 112 personnes officiellement portées disparues dans les années 1960 et 1979, et la libération de la vingtaine de personnes impliquées dans des crimes de sang commis pour des raisons politiques. Les familles des victimes, de leur côté, ont maintes fois déclaré que la page des droits de l'homme ne serait définitivement tournée au Maroc que lorsque les corps des disparus reconnaissables auront été remis aux familles et que toute la lumière sur les circonstances de leur décès sera faite. Deux grands dossiers n'ont pas été évoqués par le CCDH : celui d'Abraham Serfaty, exilé vers la France en 1991 après avoir passé dix-sept ans dans les prisons marocaines, et celui du dirigeant islamiste Abdessalam Yassine, en réidence surveillée depuis 1989. - (AFP)

Le gouvernement chilien se dit en mesure de faire juger M. Pinochet

SANTIAGO. Le gouvernement chilien a affirmé auprès du ministre de l'Intérieur britannique, Jack Straw, pouvoir être en mesure de déferer devant un tribunal le général Augusto Pinochet et de meurtre, le cas échéant, une procédure plus complète qu'à l'étranger, a indiqué le ministre des affaires étrangères chilien, José Miguel Insulza. Dans un mémo adressé au ministre de l'Intérieur britannique, le gouvernement chilien souligne que la justice chilienne s'est prononcée notamment dans le cas de l'assassinat en 1976 à Washington de l'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Unité populaire, Orlando Letelier, et qu'elle a été saisie récemment du meurtre en 1982 d'un dirigeant syndical, Túpac Jiménez. Douze anciens militaires viennent d'être incarcérés dans le cadre de cette affaire. - (AFP)

Des primes pour retenir les pilotes de guerre italiens

ROME. Un projet de loi, qui prévoit de distribuer des primes aux pilotes de guerre italiens pour enrayer leur exode de l'armée de l'air, a été présenté, mercredi 7 avril, à la Chambre des députés. Depuis 1995, selon Valdo Spini, qui préside la commission de la défense de la Chambre, « 500 pilotes attriés par un traitement économique plus favorable et une valorisation professionnelle gratifiante » sont passés dans l'aviation commerciale. Au rythme actuel, l'Etat-major de l'armée de l'air italienne estime qu'il lui manquera un tiers des pilotes nécessaires à l'horizon 2003. - (AFP)

Pas de reprise dans les pays émergents avant 2001, selon la Banque mondiale

« BIEN QUE LE RISQUE de récession planétaire se soit atténué ces derniers mois, la crise dans les marchés émergents devrait se révéler plus profonde et plus persistante que les premières estimations le laissaient entrevoir. » A l'occasion de la publication de son rapport annuel « Global Finance Development 99 », la Banque mondiale vient de réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour les pays en développement : 1,5 % pour 1999, soit 1 point de moins que ses dernières estimations publiées en décembre. Il s'agit du taux le plus bas depuis 1982. Pour Joseph Stiglitz, premier vice-président et économiste en chef de l'institution, « ce chiffre, qui est préoccupant, s'explique par le ralentissement des échanges, la chute des prix des produits de base et le tarissement des flux à long terme, qui ont frappé la plupart des pays en développement ». La Banque n'envisage pas le retour d'une croissance de l'ordre de 4,5 à 5 % avant 2001.

مكتبة من الأصل

Vendredi 9 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR

*44 000 bouquets Mélodie
et pas un de plus.*



Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

3 coloris :
blanc, jaune et orange.
17 tiges.

*Avec Carrefour
je positive!* 



A DEMAIN...

هذا من الأصل

GAUCHE La guerre du Kosovo est venue bousculer la stratégie du Parti communiste pour les élections européennes, fondée sur l'ouverture de sa liste à des personnalités exté-

rieures et sur un ralliement critique à la construction européenne. Robert Hue est contraint de faire droit aux sentiments anti-américains, anti-OTAN et pro-russes de sa base mili-

tante, en espérant que la guerre ne l'obligerait pas à reconstruire la participation de son parti au gouvernement. ● **LE PREMIER MEETING** de la campagne européenne du PCF, mer-

credi 7 avril, en Seine-Saint-Denis, a donné une nouvelle illustration des divergences entre communistes et non-communistes. ● **AU-DELÀ DU PCF**, c'est toute la gauche « radicale »

qui est lézardée par le débat sur le Kosovo, entre adversaires de l'OTAN, partis ouvertement pro-Serbes, et défenseurs du droit des Kosovars à l'autodétermination. ●

La guerre contre la Serbie bloque la « mutation » du Parti communiste

Convaincu que l'offensive contre Slobodan Milosevic serait de courte durée et que les Français étaient majoritairement hostiles à l'intervention de l'OTAN, le PCF se trouve coincé entre réflexes identitaires et velléités d'« ouverture » pour les élections européennes

VENDREDI 26 MARS, à l'Assemblée nationale, l'heure est solennelle. Le premier ministre a mis à l'ordre du jour le premier débat - sans vote - sur le Kosovo, deux jours après les premières frappes de l'OTAN. Robert Hue a été le premier communiste à réagir le 24 mars, arrêtant pour cela son audition à la conférence Bérard du barreau de Paris. « Ce n'est pas en ajoutant la guerre à la guerre qu'on créera les conditions de la paix », dit le secrétaire national du PCF, représentant ainsi une formule de François Mitterrand et soulignant aussi, dans son communiqué, qu'il convient d'« éviter toute rupture du dialogue avec la Russie ».

Lionel Jospin s'en souvient. Lorsque dans son discours à la tribune, il évoque ce pays, le premier ministre pose lourdement son regard sur les rangs communistes, ce qu'agace M. Hue. Lorsque, quelques minutes plus tard, le président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, échoue l'une des plus célèbres phrases de Jaurès - « Le libéralisme porte en lui la guerre comme la nôtre porte l'orage », dit-il, pour « le capitalisme » - les députés communistes, soudés comme jamais contre la guerre, ne se priveront pas de soupirer et d'aborder une mine consternée.

Quatre jours plus tard, le 30 mars, au 16 bis de l'avenue Parmentier, dans les tout nouveaux locaux de « la liste », comme on dit désormais pour l'opposer à « Fabien ». Petits fours, caméras : M. Hue inaugure le siège de sa liste d'« ouverture » pour les européennes et la baptise : « Bouge l'Europe », comme dirait MC Solaar. Pour éviter toute expression malhumeurée, Pierre Blotin a réuni les candidats peu avant la conférence de presse. M. Hue résume la philosophie : sa liste n'est pas « mondaine », elle ne résulte pas d'une « une OPA sur le mouvement social ». A la manière de M. Jospin pour la gauche « plurielle », il théorise les divergences apparues au sein de sa liste, la majorité des candidats non communistes étant favorables à l'intervention de l'OTAN.

« Il faudra s'y faire, prévient-il. On a dit que chacun aurait sa liberté d'exprimer sa sensibilité. Les positions différentes sur le déclenchement de la guerre prouvent que ce n'était pas des mots. » Mais, devant les affiches multicolores qui parlent d'une « Europe de la paix » et d'une « Europe partage la paix et d'une Europe du futur pour partager une planète plus belle », en pleines frappes sur Belgrade, l'irrigation d'une « campagne gaie et joyeuse, à l'image de cette liste », qui veut donner le secrétaire national, tombe à plat.

Premier meeting « pluriel » pour la liste de M. Hue

LES DEUX MILLE militants réunis, mercredi 7 avril, sur l'île des Vannes (Seine-Saint-Denis) pour le premier grand rassemblement de la liste, « conduite par Robert Hue », ont humé un parfum de changement. Aucun drapeau rouge, plus de faufile ni de manteau, pas même une référence au Parti communiste français. « Faire sobre », mais surtout « faire neuf ! » Derrière l'estradre éclairée sur laquelle avaient pris place, à gauche une vingtaine de collistiers de M. Hue, au centre quelques membres honorables de son comité de soutien, dont Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, à droite des habitants de Seine-Saint-Denis, se dégagent seulement les inscriptions : « Liste Bouge l'Europe » et « Pour déclarer la paix et la fraternité ».

L'innovation n'est pas seulement dans la mise en scène. « On ne veut ni d'un meeting traditionnel, où l'on vient écouter la bonne parole, ni d'un show à l'américaine, où les paillettes remplacent le contenu », affirme Yasmine Boudjennah, collistière de M. Hue. Instaurer un « dialogue », un « contact », un « échange avec les gens » sont les mots porte-émeuble que le secrétaire national du PCF entend nicher au cœur de sa campagne. La parole n'est donc pas monopolisée et déversée par un numéro un, mais savamment distillée entre « les gens du panel », les questions de la salle - toutefois négociées par un « standard » filtrant - et les interventions thématiques des collistiers.

La guerre du Kosovo oblige M. Hue à s'exprimer sans attendre son intervention prévue à la fin du meeting. « Dans la liste, il y a des positions différentes, admet-il, mais personne ne fait l'éloge de la guerre et personne ne peut être soupçonné

d'une sorte d'américanisme brutal ou d'anti-américanisme primaire. » Réitérant « sa condamnation des frappes de l'OTAN », souhaitant « dégager la France et l'Europe de la tutelle américaine », sous les applaudissements de la salle, M. Hue pose des signes positifs dans les propos d'Hubert Védrine et prône la mise en place d'*« une grande conférence dans les Balkans*».

M. Hue critique « les attitudes follement défendues de la droite, de Séguin et d'autres, qui ne défendent pas l'intérêt de la France quand ils demandent le départ des ministres « qu'ils veulent, c'est faire exploser la gauche plurielle », conclut-il. Faisable aux frappes de l'OTAN, Philippe Herzog, député européen sortant, est copieusement sifflé quand il déclare que « pour affaiblir Milosevic, on ne pouvait pas faire autrement que de frapper » la Serbie. L'ancien économiste du PCF est hué quand il rappelle que « les Américains sont quelquefois du côté de la démocratie, il l'a prouvé pendant la deuxième guerre mondiale » et que « la Russie d'Eltsine n'est pas forcément portée d'idées démocratiques ».

Le chapitre Kosovo enfin tourné, place aux thèmes de campagne. Présenté comme « acteur du mouvement social », Michel Deschamps, 1^{er} collistier, est sollicité à deux reprises. L'ex-chef de file de la FSU est applaudi lorsqu'il juge « très juste l'action de ce gouvernement de gauche ou de centre-gauche (...) contre les agressions dont l'objectif est de détruire les services publics et les secteurs publics ». De même, Marie-George Buffet se tait un franc succès quand elle explique, en prenant l'exemple de la lutte contre le dopage, qu'« on peut faire bouger l'Europe ».

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92934 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.94 - Fax : 01.43.33.51.36

06 VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
au Palais de Justice de NICE, Place du Palais
le Jeudi 22 Avril 1999 à 9h
IMMEUBLE à NICE (Alpes-Maritimes)
Quartier de Lingostière, Chemin des Glacières
à usage d'entrepôts industriels, commerciaux & bureaux,
Superficie totale privative (1.374,93 m²)
MISE A PRIX : 5.000.000 F
S'adr. SCP HANCY LANZARO MOSCHETTI, Avocats au Barreau de NICE, 2, rue Toudini-de-l'Escurra (06000) NICE - Tél : 04.93.13.18.00
Visites les 13 et 20 Avril 1999 de 14h à 16h



partout la paix » et d'*« une Europe du futur pour partager une planète plus belle »*, en pleines frappes sur Belgrade, l'irrigation d'une « campagne gaie et joyeuse, à l'image de cette liste », qui veut donner le secrétaire national, tombe à plat.

Ainsi va le PCF depuis le début des frappes de l'OTAN. Trahi(e) entre une troupe plutôt bien accueillie à Belgrade, l'image d'une « campagne gaie et joyeuse, à l'image de cette liste », qui veut donner le secrétaire national, tombe à plat.

fiste des militants, que la direction, qui le partage, ne songe pas à taquiner. Soucieux de préserver l'unité de ses troupes mises à mal par sa « mutation », M. Hue prône désormais ses références dans la mémoire collective des communistes - Prévost, Jaurès. Voilà *l'Humanité*, qui devait devenir, avec sa nouvelle formule, le quotidien de l'ensemble de la gauche radicale, contrainte d'être seulement, à cause du Kosovo, le *« journal de la paix »*, selon la formule d'un membre du bureau national, alors même que la gauche « rouge » se divise (ire ci-dessous). Dans l'*« ours »*, les noms de Paul Vaillant-Couturier et Marcel Cachin, historiques directeurs communistes, ont été effacés pour n'y laisser que ceux du fondateur socialiste, Jaurès... et du directeur actuel, Pierre Jospin.

Le soutien appuyé du PCF au premier ministre russe témoigne, enfin, de cet attachement identitaire. En demandant, mercredi 7 avril, une *« deuxième mission Eugenio Primakov »*, M. Hue confirme l'importance que le PCF accorde toujours à la diplomatie russe, qui fut surtout soviétique. Déplorant qu'on ait « traité avec autant de désinvolture »

Ar. Ch.

TROIS QUESTIONS À... JEAN-PIERRE BRARD

1 Ancien membre du PCF, aujourd'hui député appartenant au groupe communiste, vous approuvez l'intervention de l'OTAN au Kosovo. Comment jugez-vous la position adoptée par vos collègues communistes sur ce sujet ?

Je la trouve désolante. Elle me donnerait presque la nausée. Il y a un parallélisme effrayant entre Milosevic et Hitler, mais, en 1938, les communistes étaient du côté : contre les munichois, contre ceux qui laissaient faire le démembrement de la Tchécoslovaquie, c'est un scandale, juge le second, le directeur du Théâtre de Saint-Denis, pour qui la question de tons les « sans-droits » devient brûlante. L'ancien patron de SOS-Racisme, collistier le plus demandé dans les fédérations communistes, affirme que l'Europe compte 18 millions de chômeurs et 50 millions de salariés précaires. Elle ne peut être, dit M. Sylla, « l'addition des misères de plusieurs pays ». Puis il plaide pour l'octroi du droit de vote aux étrangers.

2 Vous parlez de crise d'identité mais le PCF réagit aussi au nom de sa tradition pacifiste et anti-américaine...

Il se dit pacifiste et condamne toute intervention étrangère, mais nous avons bien soutenu l'invasion de l'Afghanistan et les chars dans Budapest ! C'est

vrai qu'il est choquant que les Etats-Unis mènent la danse, mais, enfin, personne ne songe à critiquer les Américains pour avoir bombardé l'Allemagne nazie ! C'est vrai, aussi, qu'il vaudrait beaucoup mieux une défense européenne, mais le PCF n'est pas du tout prêt à cela. Pire : s'il l'envisageait vraiment, sa liste « patchwork » aux européennes exploserait immédiatement, tant les divergences sont grandes entre les candidats. Il a fallu tout de même une accumulation des horreurs en Bosnie pour que le PCF prenne ses distances et que Robert Hue parle enfin du « dictateur » Milosevic.

3 Les communistes veulent cependant rester dans la majorité et au gouvernement. Pensez-vous que cela soit possible malgré ces divergences ?

La pratique du grand écart est difficilement durable, mais ils feront tout pour rester. Evidemment, c'est de la politique à la petite semaine, mais vous verrez qu'ils pousseront le cynisme plus loin. Quand Milosevic sera contraint d'accepter une solution politique, le PCF dira qu'il a raison avant tout le monde, occultant complètement les conditions militaires qui auront contraint les Serbes à négocier. Le PCF est resté dans sa culture ancienne, celle qui consiste à pratiquer une dialectique formelle et à avoir raison quoi qu'il arrive.

Propos recueillis par Raphaëlle Bacqué

Kosovo : la gauche « bolchevique » face à la gauche « mouvementiste »

LA GUERRE du Golfe est, décidément, bien loin. Alors qu'en 1991 toute une partie de la gauche (des Verts à l'extrême gauche, en passant par le Parti communiste et la CGT) s'était soudée, en compagnie des sans-papiers que Fodé Sylla et Stanislas Noyred ont, eux, plébiscités. « La régularisation des sans-papiers, ce n'est pas insurpassable, c'est un scandale », juge le second, le directeur du Théâtre de Saint-Denis, pour qui la question de tons les « sans-droits » devient brûlante. L'ancien patron de SOS-Racisme, collistier le plus demandé dans les fédérations communistes, affirme que l'Europe compte 18 millions de chômeurs et 50 millions de salariés précaires. Elle ne peut être, dit M. Sylla, « l'addition des misères de plusieurs pays ». Puis il plaide pour l'octroi du droit de vote aux étrangers.

Alain Beuve-Mery

rière l'ancien secrétaire fédéral Guy Poussy, s'indignent ainsi qu'on puisse « humilier les Serbes et bafouer leur patriotisme authentique ». Dans une lettre aux responsables du Mouvement des citoyens, Patrick Viltart, responsable du MDC en Lorraine, s'interroge : « Pourquoi la communauté internationale (traduite les Etats-Unis et leurs alliés) veut-elle accorder aux Albanais du Kosovo (berceau historique de la Serbie) ce qu'ils se refusent hier aux Serbes de Bosnie ? »

Dans les manifestations anti-guerre, des militants de la CGT n'hésitent pas à porter l'autocollant « Cible » des partisans de Slobodan Milosevic. Non.

La « famille » communiste s'est retrouvée seule pour manifester, dans la rue, en se contentant de dénoncer les bombardements de l'OTAN. Les autres écologistes, libertaires ou issus du mouvement social - la gauche des « sans » - ne veut pas se limiter à condamner les frappes de l'OTAN sans poser la question de la purification ethnique, ni exiger le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Entre les deux, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) réclame l'autodétermination du Kosovo, mais reste prisonnière de son alliance électorale avec Lutte ouvrière.

● **Ne pas humilier les Serbes.** A un bout du spectre, il y a ceux qui dénoncent l'agression contre les Serbes, anciens alliés contre le fascisme. Dans leur bulletin mensuel *Échanges*, des militants communistes du Val-de-Marne, en rupture de parti et regroupés der-

rière l'ancien secrétaire fédéral Guy Poussy, s'indignent ainsi qu'on puisse « humilier les Serbes et bafouer leur patriotisme authentique ». Dans une lettre aux responsables du Mouvement des citoyens, Patrick Viltart, responsable du MDC en Lorraine, s'interroge : « Pourquoi la communauté internationale (traduite les Etats-Unis et leurs alliés) veut-elle accorder aux Albanais du Kosovo (berceau historique de la Serbie) ce qu'ils se refusent hier aux Serbes de Bosnie ? »

l'AFghanistan !

● **Arrêter des bombardements, non au « vert kaki ».** Pour d'autres, comme la direction du Parti communiste, la guerre est tout simplement « une connerie ». C'était, jusqu'à présent, la position des Verts, et Bernard Langlois, dans son éditorial de *Politis* (date 8 avril), maintenait cette position, tout en reconnaissant qu'« il n'y a pas de solution-miracle ». Du coup, les dirigeants des Verts, qui déclarent une intervention terrestre, font figure de vilains petits canards. Dans son numéro du 1^{er} avril, *l'Humanité*, le mot « armes » n'apparaît que, dans le titre : « Armer les Kosovars ? » Dans *Rouge* (date 1^{er} avril), hebdomadaire de LCR, Christian Piquet répondait aux critiques de Romuald Goujol (*Le Monde* du 23 mars) contre les « négociations du présent ». « Autodétermination », tel est le mot-miracle qui doit permettre à l'allié de l'ONU de se dégager du front « vieux communiste » auquel participe Ariette Laguiller. Comme l'écrivit M. Piquet, « la guerre s'invite aux européennes » et la LCR n'est pas à l'aise.

● **Coup de gueule de Charlie Hebdo.** Il y a des cris qui ont valeur de symbole. Dans *Charlie Hebdo* (date 7^{er} avril), l'une des lectures de référence de la gauche écologique et libertaire, farouchement hostile à la guerre du Golfe, Philippe Val râle : « Mais, bon Dieu, qu'est-ce qu'ils ont, les Kosovars ? Ils ont une gueule qui ne revient pas à la gauche radicale ! » Et il s'indigne : « Alors, Kirielle, Hue, Laguiller, vous trouvez qu'ils ont trop de papier, trop de logos, qu'ils sont trop bien traités par la police ? » Une sévère gueule court dans la gauche radicale.

Ariane Chemin et Caroline Monnot

550 من الأصل

Le débat sur la couverture maladie universelle est en cours au sein de l'Assemblée nationale. Les députés de la majorité et de la minorité se sont divisés sur le projet de loi sur la couverture maladie universelle. La gauche s'est divisée à l'occasion d'un amendement, déposé par les Verts, qui relève le plafond de ressources des bénéficiaires.

Les députés de la majorité se divisent sur le projet de couverture maladie universelle

Le niveau de ressources des bénéficiaires fait débat

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a répondu, mercredi 7 avril, à l'examen du projet de loi sur la couverture maladie

universelle. La gauche s'est divisée à l'occasion d'un amendement, déposé par les Verts, qui relève le plafond de ressources des bénéficiaires.

GAUCHE « plurielle » contre socialistes : les députés de la majorité se sont divisés sur la future couverture maladie universelle (CMU). Contre toute attente, un amendement des Verts, qui relève de 3 500 à 3 800 francs (579 euros) le plafond de revenus mensuels nécessaires pour bénéficier de la CMU, a été adopté, mercredi 7 avril, par la commission des affaires sociales. Les communistes, le groupe RCV et l'opposition ont voté pour. Même au PS, pourtant opposé à la mesure, il y a eu des défections. Odette Grzegrzuk (PS, Aisne), par exemple, a préféré s'abstenir.

Furieux, le groupe socialiste devait organiser une nouvelle délibération, jeudi, pour tenter d'annuler cet amendement qui augmenterait de deux millions le nombre de bénéficiaires potentiels et coûterait entre 2 et 3,5 milliards de francs, en plus des 9 milliards déjà prévus. Pour financer ce surcroît, le groupe communiste propose de taxer les revenus financiers.

Pour les Verts, la barre de 3 500 francs. « inférieure de 40 francs au minimum vieillesse »,

crée « un effet de seuil regrettable », « il apparaît nécessaire de relever le barème jusqu'au seuil de pauvreté, calculé par l'Insee en 1988 (3 800 francs mensuels) et qu'une dégressivité soit prévue jusqu'au Smic », ont-ils justifié. Jean-Claude Boulard, rapporteur de la commission, lui, a proposé « une autre réponse au problème du seuil » : l'extension du tiers-payant. Mais « comme il est souhaitable de ne pas dissocier cette extension de la nécessaire maîtrise des dépenses de santé », elle sera réservée aux personnes qui auront adhéré au système du médecin-référent. En s'engageant à consulter le même praticien, ces dernières seront donc dispensées de faire l'avance des frais. M. Boulard devrait inclure dans cette mesure les frais de prothèses dentaires, à la faveur d'un nouvel amendement.

L'examen du projet de loi a nécessité une explication de texte pour définir les ayants droit de la CMU. La cible, ce n'est finalement pas les « personnes les plus défavorisées » inscrites dans l'article premier du projet – une notion jugée par les députés insuffisamment

précise –, mais celles « dont les revenus sont les plus faibles ».

Les députés ont aussi souhaité favoriser l'ouverture rapide des droits pour la couverture complémentaire. Le principe d'« un délai maximal de réponse des caisses d'assurance-maladie aux demandes qui leur seront transmises » a été acté, mais il sera fixé par décret.

EXTENSION DE LA SOLIDARITÉ

Les cotisations ont été largement au centre des débats. Comme le projet de loi le prévoit, une contribution devrait être demandée pour l'accès au régime général dès lors que les ressources dépassent un certain plafond. Mais M. Boulard a souhaité durcir cette disposition en l'accompagnant d'une sanction. La « suspension du versement des prestations en nature de l'assurance-maladie » est désormais prévue en cas de « mauvaise foi » avérée de l'assuré. Or, le texte de la ministre de la solidarité, Martine Aubry, avait clairement indiqué que subordonner le versement des prestations au paiement préalable des cotisations serait « contraire à l'es-

prit même de la CMU ».

Pour ce qui concerne le régime complémentaire, M. Boulard plaide aussi pour le versement d'une cotisation « symbolique », peut-être un droit d'entrée de 150 francs ou bien une contribution périodique de 50 francs par famille. Dans l'esprit du rapporteur, cela permettrait aux personnes qui se situent juste au-dessus du plafond de ressources requis pour la CMU de « mieux comprendre l'extension de la solidarité ».

Jeudi, la commission devait poursuivre l'examen des 175 amendements déposés et s'attaquer aux articles délicats consacrés aux acteurs de la CMU, caisses d'assurance-maladie mutuelles et société d'assurances, ainsi qu'au financement du dispositif. L'opposition a déjà annoncé le dépôt de trois motions de procédure, en vue de la discussion du texte, mardi 7 avril, en première lecture : le RPR présentera l'exception d'irrecevabilité, DL la question préalable et l'UDF le renvoi en commission.

Clarisse Fabre et Isabelle Mandraud

Deux écoles s'affrontent au sein de la CFDT sur le thème des 35 heures

LA RATIFICATION – difficile – de l'accord sur les 35 heures chez Renault, le 2 avril, en est la preuve : il existe bien deux « écoles », deux sensibilités différentes sur la réduction du temps de travail à la CFDT. Et l'affaire n'a pas grand-chose à voir avec les clivages politiques traditionnels à l'intérieur de la confédération.

D'un côté, les « pragmatiques » estiment que le rapport de forces étant ce qu'il est, il vaut mieux engranger ce qui est possible d'obtenir par la signature d'accords. Une position incarnée par la fédération des services. D'autre, certains prônent désormais ouvertement la non-signature d'accords qui ne respecteraient pas ce qu'ils considèrent comme les objectifs fondamentaux de la réduction du temps de travail. Ces divergences d'appréciation traversent aujourd'hui des fédérations entières comme celles de la métallurgie, voire des syndicats d'un même groupe.

Ainsi, à la veille de la conclusion de l'accord 35 heures chez Renault, sept sections syndicales CFDT sur les dix qui compte le constructeur automobile ont fait un communiqué commun, jeudi 1^{er} avril, pour dire qu'elles « ne se reconnaissent pas » dans la décision de signer. Revenant plus de 60 % des voix CFDT chez Renault aux élections professionnelles, les sections du Mans, de Flins, Cergy, Choisy, Lardy-Rueil, Guyancourt et Sandouville exprimaient ainsi leur « désaccord » avec la position prise par celles de Cléon, Douai et Billancourt.

« Si on ne fait rien, on court à la catastrophe », souligne ainsi Marc Bretteill, secrétaire général

de la métallurgie parisienne, qui a décidé de « tirer le sonnette d'alarme ». Ce responsable qui, comme Daniel Richier, le délégué syndical central de Renault, estime que la CFDT n'aurait pas dû signer « en l'état » l'accord sur les 35 heures chez le constructeur automobile, dresse un bilan sévère : « Dans mon champ professionnel – la métallurgie –, la plupart des accords signés ne vont pas véritablement créer d'emplois et risquent de dégrader, un peu plus, les conditions de vie et de travail des gens ».

« Avec les cadres, on est en train d'inventer une nouvelle race de salariés à qui l'on dit : « Vous, on ne va plus vous compter votre temps »

Selon lui, « les équipes syndicales n'ont pas de cadre politique clair fixé par la confédération, elles finissent, chacune dans leur coin, par se déterminer sur les accords en fonction de logiques extérieures à la réduction du temps de travail. Ce qui manque, c'est un référent collectif global. Moi, je souhaite qu'on entende aujourd'hui une voix CFDT qui dise autre chose sur les 35 heures ».

Pour le secrétaire général de la métallurgie

parisienne, les accords Peugeot et Renault sont « un peu mieux que l'accord de branche UIMM ». Mais, indique-t-il, « ce qui est un peu mieux que le pire n'est pas forcément bien ». Selon M. Bretteill, la CFDT n'est pas « obligée de discuter uniquement sur la base des propositions des employeurs ». « Dans la métallurgie, estime-t-il, ils nous ont amené un cercle et nous, hop ! on rentre tout de suite dedans et on discute avec eux ».

Le responsable syndical suggère ainsi que son organisation soit très ferme sur la durée effective du travail. « On ne doit pas toucher à la règle qui sera à compter le temps de travail – en en excluant les pauses ou une partie de la formation – quand on le réduit. Sinon, on triche », indique-t-il. Pour lui, toute modulation horaire supplémentaire introduite dans les négociations d'accord doit être compensée par une réduction du temps de travail plus forte. « Quand il y a modulation, qu'on décrète alors : pas d'accord à plus de 32 heures. C'est la seule condition pour créer des emplois ». Enfin, il demande que « l'on donne un coup d'arrêt à l'éclatement du salariat qui se profile avec les cadres ». « On est en train d'inventer une nouvelle race de salariés à qui l'on dit : « Vous, on ne va plus vous compter votre temps » », explique M. Bretteill. Le patron de la métallurgie parisienne souhaite ainsi lancer le débat dans les instances de la CFDT. Reste à savoir comment ses propositions seront accueillies par la direction de la confédération.

Caroline Monnot

L'OFCE prévoit 340 000 chômeurs en moins d'ici à la fin 2000

« L'OFCE surprend toujours. Il me surprend moi-même. L'OFCE est optimiste pour l'avenir. Comme il l'était pour 1998, à juste titre » : Jean-Paul Fitoussi, le patron de l'Observatoire français des conjonctures économiques, aime se démarquer. Mardi 7 avril, les dernières prévisions de l'OFCE pour l'économie française lui en ont donné l'occasion. Non seulement, l'institut pense que la croissance record de 1998 (+3,2 %) est sous-estimée d'un point, mais, en plus, il affiche les prévisions de progression du PIB les plus optimistes de la place : +2,6 % en 1999 et +3,2 % en 2000. Même Dominique Strauss-Kahn n'ose pas réver de tels chiffres : Bercy table sur une croissance comprise entre 2,2 % et 2,5 % cette année.

Au début des années 90, la France a pris un retard important en matière de renouvellement du parc de logements, des infrastructures, mais aussi d'investissements industriels. « Le contexte monétaire, à l'époque très punitif, est aujourd'hui beaucoup plus accommodant », considère Philippe Sigogne, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE. La France peut enfin rattraper son retard. La crise asiatique, si elle lui a coûté un demi-point de croissance en 1998, affectant son commerce extérieur et ralentissant sa croissance industrielle, jusqu'à la stagnation de fin 1998 et

début 1999, ne devrait pas faire sentir ses effets trop longtemps. Pour l'OFCE, il ne s'agit que d'un « hoquet industriel ». Le commerce mondial devrait reprendre dès le deuxième trimestre 1999. « La reprise qui en découlera sera d'autant plus forte que les industriels ont été prudents quant à leurs investissements ou leurs stocks », estime l'observatoire, qui juge que l'arrêt de la chute des prix des matières premières devrait mettre fin au déstockage des derniers mois.

MARGES FAIBLES

Par ailleurs, ce « hoquet industriel » ne s'est pas propagé : il existe une dynamique autonome de l'économie française, tirée par la forte consommation des ménages, dont le revenu moyen sort indemne des turbulences internationales. En 1998, le faible niveau d'inflation (+0,3 %) et la forte progression de l'emploi (+400 000) leur ont donné du pouvoir d'achat et une confiance qui, de mois en mois, reste à des niveaux record. Cette année, selon l'OFCE, l'inflation devrait être légèrement plus soutenue (+0,7 %) : « La modération salariale, accentuée par la mise en place des 35 heures, ne sera plus compensée par un ralentissement de l'inflation ».

Les ménages consommeront donc moins que l'an dernier, mais encore suffisamment pour assurer à la France une forte demande in-

terne (+2,6 % en 1999, +3,7 % en 1998). Dans ce contexte, l'emploi continuera à progresser fortement. En 1999, 210 000 emplois seraient créés dans le secteur marchand, auxquels s'ajouteraient 100 000 emplois-jeunes et 60 000 emplois liés à la réduction du temps de travail. En 2000, prévoit l'OFCE, 330 000 emplois seraient encore créés, dont 120 000 au titre des 35 heures.

Au total, estime l'OFCE, « en 1999 et 2000, le nombre de demandeurs d'emploi pourraient reculer respectivement de 140 000 et 200 000 personnes. En trois ans, le chômage aurait donc baissé de 347 000 personnes. Mais 10 % de la population active resteraient encore sans emploi », contre 11,5 % actuellement. Il faudrait 3,5 % de croissance annuelle jusqu'en 2005 pour retrou-

ver le plein-emploi. Si ces perspectives sont relativement optimistes, l'OFCE n'en note pas moins que « l'économie française est très en dessous de son potentiel ».

Surtout, l'institut pointe certaines incertitudes qui pourraient mettre en cause son joli scénario : une forte reprise des importations asiatiques, soutenues par des monnaies dévaluées, un krach de la Bourse américaine, une dévaluation de la monnaie chinoise, ou encore une forte reprise du prix du pétrole. L'observatoire met en garde : « La politique du gouvernement est assez à l'opposé de la bonne situation conjoncturelle. Les marges pourraient être faibles en cas de retournement conjoncturel. »

Virginie Malingre

HAUTES ÉTUDES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT

Concours national SUP Réseau 99

UN CONCOURS D'INTÉGRATION À LA FILIÈRE SUP DE L'ISG POUR 7 ÉCOLES

ADMISSION : BAC S, ES, L. Inscription jusqu'au 14 Avril.

- Paris (01 44 70 98 00)
- Lyon (04 78 62 37 37)
- Bordeaux (05 56 91 33 02)
- Nantes (02 49 89 07 52)
- Lille (03 20 65 06 96)
- Strasbourg (03 88 36 02 88)
- Toulouse (05 61 62 33 87)

GROUPE ISG
28, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris

Deux syndicats agricoles de gauche réclament une aide accrue pour les petits exploitants

La Confédération paysanne et le Modef réunis en congrès

TROIS SEMAINES

après le congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et la réélection à sa présidence de Luc Guyau, deux délégués de la Confédération paysanne et le délégué du Modef, réunis à Vézoul (Haute-Saône) tels que le Modef (Mouvement de défense des exploitants familiaux), au sein duquel le communisme agraire compte encore de nombreux militants, réunissaient son assemblée générale à Sarrains (Vaucluse) pour fêter son 40e anniversaire.

Ces deux réunions reposent opportunément la question de la représentativité officielle des différents syndicats agricoles et leur participation à la multitude d'organismes publics et professionnels qui gèrent des fonds budgétaires et parafiscaux, qu'ils soient nationaux et européens. Cette question de la représentativité est délicate, y compris au plan politique, puisqu'elle est au centre de l'article 1 bis du projet de loi d'orientation agricole dont la discussion en dehors de la Confédération paysanne a commencé, mercredi 7 avril, à l'Assemblée nationale.

Le congrès de la Confédération paysanne a également débattu de la question de l'irrecevabilité de la loi de financement de l'agriculture et de la pêche, à Vézoul pour clôturer le congrès de la Confédération.

LES NANTIS DE LA PAC

La Confédération paysanne se veut « très offensive » vis-à-vis du gouvernement, dénonçant la « dictature des marchés » et réclamant des « pouvoirs nombreux pour une Europe solidaire ». Elle le démontre, notamment, sur le dossier de la crise porcine provoquée, selon elle, par un trop long laxisme des pouvoirs publics à l'égard des éleveurs industriels guidés par la seule logique productiviste qui a conduit à la faillite de nombreuses exploitations familiales, en Bretagne notamment.

Après l'accord de Berlin sur la politique agricole commune (PAC) qu'il a qualifié de « détestable », François Dufour, porte-parole de la Confédération, a exigé du gouvernement qu'« [il] réorienté le plus possible les aides vers les petites et moyennes exploitations, en mettant en œuvre le principe de la modulation des subventions en fonction de critères liés à l'emploi et à l'environnement ». M. Glavany devrait d'ailleurs s'y employer à travers les futurs contrats territoriaux d'exploitation, pièce maîtresse de la future loi d'orientation agricole, en dépit de vives résistances à la FNSEA.

François Grosrichard

Les députés adoptent le PACS en seconde lecture

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté en seconde lecture, mercredi 7 avril, la proposition de loi créant le pacte civil de solidarité (PACS), par 300 voix contre 277. Les députés socialistes, communistes et ceux du groupe RCV présents ont voté pour, à l'exception de l'indépendant Alfred Marie-Jeanne (RCV, Martinique) qui a voté contre, et de Jacques Deslandes (MDC, Aisne) qui s'est abstenu. A droite, seule Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) a voté pour. Ayant reconnu le concubinage, quel que soit le sexe du couple, et exclu les fratries, les députés ont apporté quelques précisions techniques : le PACS est un « contrat » : l'aide mutuelle et matérielle est étendue aux dépenses relatives au logement commun ; à défaut d'accord sur la rupture du PACS, le juge peut allouer des dommages-intérêts ; le délai de deux ans pour bénéficier des avantages sur les successions est supprimé.

DÉPÉCHES

■ ASSEMBLÉE : Roger-Gérard Schwartzberg, député radical de gauche du Val-de-Marne, a succédé, mercredi 7 avril, à Michel Crépeau, décédé, le 30 mars, à la présidence du groupe Radical. Cet élu et Vert (RCV) de l'Assemblée nationale. Lors de sa désignation, mardi, par les députés du parti radical de gauche – auquel revient la présidence du groupe, selon un accord conclu en début de législature –, M. Schwartzberg a obtenu sept voix contre quatre à Alain Tourret (Calvados), Bernard Charles (Loir) ayant retiré sa candidature. Âgé de cinquante-six ans, M. Schwartzberg, professeur à la faculté de droit de Paris, a été secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale dans les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius.

■ CARBURANT : les prix de l'essence à la pompe ont augmenté ces dernières semaines à la suite de la remontée des cours du brut. Le litre du sans-plomb 95 est passé en moyenne, en France, de 5,86 francs (0,89 euro), le 15 mars, à 6,05 francs (0,92 euro) le 2 avril.

550 من الأصل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

ASILE Après quelques tergiversations, le gouvernement de Lionel Jospin a finalement décidé d'accueillir plusieurs milliers de réfugiés kosovars. Nul ne sait encore s'ils au-

ront le statut prévu par la Convention de Genève de 1951, qui est très protecteur, ou s'ils bénéficieront de l'*« asile territorial »* officialisé par la loi Chevénement, qui ex-

clut l'accès aux droits sociaux. • **VINGT-SEPT KOSOVARS** ont été placés en garde à vue, mardi 6 avril, près de Briançon avant d'obtenir une autorisation provisoire de sé-

jour de trois mois. Quinze Kosovars ont, en outre, été arrêtés à Calais mais ils n'ont pas obtenu de titre de séjour. • **CE DÉBAT S'INSCRIT DANS UN CONTEXTE DIFFICILE** en matière

de droit d'asile. Moins de 4 000 statuts de réfugiés ont été accordés en 1998, soit une légère baisse par rapport à 1997. Plus de 80 % des demandes sont rejetées.

L'embarras des autorités face à l'accueil des réfugiés kosovars

Selon le ministre de la coopération, « plusieurs milliers d'Albanais » devraient arriver en France dans les semaines à venir. Nul ne sait encore s'ils bénéficieront du statut protecteur de la Convention de Genève ou de l'*« asile territorial »*, qui offre des droits plus restreints

CHILI 73, Vietnam 75, Pologne 82, puis Bosnie, Rwanda, Algérie dans les années 90 : ce n'est pas la première fois que la France est confrontée à l'accueil en urgence d'étrangers victimes de séismes politiques. Elle ne leur a pas toujours ouvert grandes ses portes. Les hésitations actuelles du gouvernement vis-à-vis des expulsés du Kosovo rappellent la frilosité de ses prédecesseurs à l'égard des demandeurs d'asile bosniaques, rwandais ou algériens.

Le refus de Lionel Jospin d'envoyer un accueil massif de Kosovars décidé, dimanche 4 avril, pour ne pas « accepter le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes » avait suscité la stupeur au sein des institutions françaises chargées de l'asile et parmi les associations de solidarité avec les étrangers. Le correctif apporté par le premier ministre, mardi 6 avril, à l'Assemblée nationale, – la France, a-t-il dit, est « naturellement disponible pour accueillir temporairement sur son sol un certain nombre » de réfugiés kosovars – n'est probablement pas étrangère à l'annonce, par les autres pays européens, de l'accueil de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés.

La position du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), favorable à une évacuation des Albanais du Kosovo vers des pays d'accueil sur la base de critères précis – départs uniquement volontaires, respect de l'intégrité des familles, état de santé compatible avec le voyage – semble aussi avoir

inspiré le premier ministre. « Accueillir les réfugiés du Kosovo ne revient ni à encourager leur départ, ni à empêcher leur retour », soulignent les associations de la « Coordination réfugiés », qui réunit la Croix-Rouge, France Terre d'asile, le Secours catholique et le Service social d'aide aux émigrants. « Il s'agit de répondre à l'urgence humanitaire et de faire preuve de solidarité vis-à-vis des pays immorphes »

Si les réfugiés sont moins de 3 000, ils pourront être hébergés dans des foyers comme ceux de la Sonacota

qui ont déjà atteint les limites de leur capacité d'accueil. A défaut d'un fort suffisant de la part des pays européens (...), beaucoup de réfugiés pourraient se voir refuser accès et

échouer. L'interpellation, ces derniers jours, de réfugiés kosovars à Calais et à Briançon (lire ci-dessous) a cependant souligné qu'il fallait répondre d'urgence à deux questions : où héberger les déportés ? Quel statut juridique leur attribuer ? Le premier point n'est pas simple : 2 000 personnes figurent déjà sur les listes d'attente des 62 centres accueil pour demandeurs d'asile (CADA), dont les capacités sont limitées à 3 600 lits. « Si les réfugiés sont moins de 3 000, nous pourrons les héberger en mobilisant des foyers comme ceux de la Sonacota

terres concernés : affaires étrangères, intérieur et emploi-solidaire. En l'absence d'un quota d'accueil négocié avec les organisations internationales, la France ne court guère le risque d'être submergée par les expulsés du Kosovo. Sa situation géographique ne la place pas aux premières loges et la petite diaspora albanaise est plus concentrée en Allemagne, en Suisse et en Angleterre que dans l'Hexagone. En 1998, les statistiques de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) n'ont enregistré que 1 675 demandes d'asile d'*« ex-Yugoslaves »*. Seuls 23 % d'entre eux ont obtenu le statut de réfugié. « La plupart des réfugiés ne détiennent pas d'asile par crainte de rendre encore plus difficile le retour, mais la situation peut évoluer, constate Philippe Lavanchy, délégué du HCR en France. C'est une forme de réponse au préjugé qui veut que les étrangers reviennent tous de migrer vers les pays riches. »

L'interpellation, ces derniers jours, de réfugiés kosovars à Calais et à Briançon (lire ci-dessous) a cependant souligné qu'il fallait répondre d'urgence à deux questions : où héberger les déportés ? Quel statut juridique leur attribuer ? Le premier point n'est pas simple : 2 000 personnes figurent déjà sur les listes d'attente des 62 centres accueil pour demandeurs d'asile (CADA), dont les capacités sont limitées à 3 600 lits. « Si les réfugiés sont moins de 3 000, nous pourrons les héberger en mobilisant des foyers comme ceux de la Sonacota

tr, note Pierre Henry, le directeur de France Terre d'asile, qui gère le dispositif. S'ils sont davantage, il faudra penser à un autre type d'accueil, dans des casernes désaffectées par exemple, à condition d'organiser un accompagnement social et sanitaire. Nous traversons un recensement des lieux possibles avec la ministre de la solidarité. »

La question du statut juridique des réfugiés apparaît moins complexe. Pour les associations, le HCR et le ministère de l'intérieur, les réfugiés correspondent parfaitement à la définition de la Convention de Genève de 1951, qui protège les personnes craignant « avec raison d'être persécutés du fait de leur race, de leur religion, de leur na-

nativité et de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques ». Pourtant, en évitant les Kosovars, Lionel Jospin s'est référé, mardi 6 avril, non à la Convention de Genève mais à l'*« asile territorial »* officialisé par la loi Chevénement de 1998, qui est moins protecteur et exclut les droits sociaux.

Pour l'heure, les Kosovars qui se présentent en France bénéficient, en principe, d'une autorisation provisoire de séjour de trois mois renouvelable, en vertu d'instructions du ministre de l'intérieur du 16 octobre 1998 renouvelées par un télégramme aux préfets du 25 mars. Mais le droit au travail ne devrait leur être accordé que lors du pre-

mier renouvellement. Pour demander véritablement sous la protection de la France, ils devraient sans doute le statut de réfugié à l'Ofpra. Aucune procédure collective du type de celle qui permet l'accès en France de 70 000 réfugiés du Sud-Est asiatique après la chute de Hanoï n'est prévue. La générosité d'alors avait eu lieu, en 1975, dans un monde bipolaire : les demandeurs d'asile, victimes du communisme, n'étaient nullement soupçonnés de tricher pour émigrer. Ils obtenaient alors le statut de réfugié politique dans 85 % des cas, contre... un peu plus de 15 % aujourd'hui.

Philippe Bernard

Pristina-Briançon-Calais, aller simple

IL NE FAIT PAS NÉCESSAIREMENT BON DE se trouver en France, même à l'heure d'un débat public sur les réfugiés. Vingt-sept Kosovars, dont onze enfants, ont été interpellés par la police, mardi 6 avril, au guichet de la gare de Briançon (Hautes-Alpes), alors qu'ils s'apprêtaient à acheter des billets de train pour Paris. Démembres de passeport, ils ont été conduits dans les locaux de la Dicolec (police de l'immigration), au poste frontalier franco-italien de Montgenèvre, et ils ont été placés en garde à vue.

• **CENTRE D'OXYGÉNATION** La seule personne francophone du groupe a expliqué qu'ils avaient fui le Kosovo le 25 mars et qu'ils cherchaient à rejoindre des membres de leurs familles en Angleterre, en Belgique et aux Pays-Bas. Passés en Allemagne, ils auraient traversé l'Autriche jusqu'au port italien de Bari, d'où des camions les auraient transportés jusqu'à Briançon. Mercredi, après avoir passé une nuit « disséminés dans les locaux de service », ils ont obtenu «

tenue du préfet des autorisations provisoires de séjour de trois mois renouvelables. Ils ont été accueillis dans les locaux du « Centre d'oxygénation » de la ville de Briançon, et bénéficié d'une assistance médicale.

Depuis plusieurs semaines, deux ou trois Kosovars sont interpellés chaque semaine dans cette zone frontière des Hautes-Alpes, selon un policier de Montgenèvre : « Jusqu'à présent, on les faisait redémarrer en Italie [en vertu des accords de Schengen]. Mais, aujourd'hui, ce n'est plus possible vu l'actualité. »

Quinze Kosovars ont en outre été découverts, mardi 6 avril, à Calais (Pas-de-Calais), dans un camion garé près du terminal maritime. Ils souhaitaient se rendre en Grande-Bretagne. Interpellés par la police, ils ont été remis en liberté sans obtenir la moindre autorisation de séjour. Mercredi soir, ils étaient coincés entre la France, qui ne leur donnait pas de papiers, et l'Angleterre, où leur admission n'était manifestement pas assurée.

Ph. B.

Moins de quatre mille statuts de réfugiés octroyés en 1998

AU MOMENT où se déroule la guerre au Kosovo et en Yougoslavie, les statistiques d'activité de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) pour l'année 1998 traduisent une réalité plutôt préoccupante : l'Ofpra, qui est en principe la chambre d'écho des malheurs et des conflits internationaux, les répercute avec distance et parcimonie.

Malgré le génocide au Rwanda, la chute sanglante de Mobutu, les déchirements ethniques dans les Balkans et le regain d'antisémitisme dans les Etats de l'ex-Urss, les chiffres actuellement disponibles – qui offrent, selon le directeur de l'Ofpra, une marge d'erreur d'environ 1 % – illustrent la politique restrictive des autorités françaises et ce, malgré l'augmentation des chiffres de l'immigration en général (*Le Monde* du 1er avril).

Les statistiques confirment, certes, la hausse des demandes déjà observée en 1997 (21 416), avec un total de 22 652 pour 1998. Mais cette augmentation, qui est loin de constituer une envolée, n'est pas liée à celle des « primo-demandeurs » qui viennent d'arriver en France, mais au regroupement des familles : au moment de l'arrivée d'un conjoint ou de l'accession à la majorité des enfants de réfugiés, qui obtiennent de plein droit le statut de leurs parents. Selon Gilles Piquois, avocat et administrateur de l'association France Terre d'asile, 60 % des décisions portent sur ces « plein droit », qui sont en fait les conjoints ou les enfants des « primo-demandeurs ».

Pour M. Piquois, cette réalité témoigne de la « dégringolade » de l'asile en France. Le directeur de l'Ofpra, Jean-François Terral, conteste cette analyse. « Pour moi, affirme-t-il, l'accord unité-famille a la même valeur que la demande originelle. Les deux membres du couple sont également menacés. Les dossiers sont de plus en plus difficiles. Ainsi, si les ex-Zairiens totalisent la plus forte hausse en 1998 (17 782 contre 1 187 en 1997), il y a parmi eux des ancêtres partisans de Mobutu. De même, quand se présentent des Rwandais, n'a-t-on pas affaire parfois à des génocidaires ? » Au total, l'admission

des réfugiés (CRR). Autant dire que l'Espace ouvert par l'*« asile constitutionnel »* reste plus que largement symbolique. Pour rentrer dans le cadre de cette procédure, l'étranger doit prouver qu'il a fait l'objet, non seulement de menaces, mais aussi de persécution effective. Il doit aussi avoir lui-même milité « en faveur de la liberté ».

Enfin, 1 600 étrangers ont été regularisés sur la base de la « circulaire Chevénement » de juin 1997, qui prenait déjà en compte les « risques vitaux » encourus par le demandeur. Dix mille autres personnes qui alléguent ces risques ont été regularisées pour d'autres motifs.

« L'Ofpra ne fonctionne pas en concours », note Pierre Henry, directeur de France Terre d'asile. Il est temps que cette administration devienne une véritable juridiction indépendante. Aujourd'hui, la seule obligation pour diriger l'office, c'est d'avoir le rang d'ambassadeur de France [l'Ofpra se trouve sous la tutelle du ministère des affaires étrangères. Ndlr]. Est-ce là une garantie d'indépendance ? »

Le directeur de l'Ofpra, lui, invoque le manque de personnel compétent pour traiter les dossiers et annonce l'ouverture prochaine d'un concours de recrutement. Malgré le renforcement de l'Office il a été engorgé de la fin des années 80, seuls 45 % des demandeurs d'asile peuvent plaider leur cause au cours d'un entretien d'une heure en moyenne, alors que l'interne conviction de l'officier de protection est centrale pour empêcher la décision. Les autres doivent se contenter d'un dossier écrit.

Peut-être la rarefaction de l'octroi de l'asile est-elle à chercher ailleurs que dans le manque d'argent ou de postes. Pour le démographe Luc Legeut, de l'université Paris I, le nœud du problème se situe dans un « état d'esprit » : « l'assèvrissement de la politique d'asile a modifié des flux migratoires ». Un « état d'esprit » qui, affirme-t-il, a fait que le nombre de demandes d'asile a été divisé par trois depuis 1989 et le nombre de réfugiés reconnus est passé de 15 467 en 1991 à 4 112 en 1997.

Nicolas Weill

Après 2 ans de rappels

2 France et RTL2 vous offrent en simultané et en stéréo

LA VRAIE MUSIQUE SUR UN VRAI PLATEAU

TARATATA

A voir et à écouter

VENDREDI 9 AVRIL 1999 à 20H50

Toutes les fréquences 90.10 RTL2 104.20 France 2

لماذا من الممكن

PRÉVOSTANCE - OBSEDUCE - RUMBLE - L'ÉCRITURE - 1999

Respect.



Nous, membres du réseau d'indépendants Le Choix Funéraire, avons décidé en réunissant nos moyens, de prendre la parole pour défendre notre métier et notre respectabilité. Pour mettre fin à une image parfois ternie de notre mission, nous vous présentons notre vision, qui devrait, à nos yeux, être de règle dans l'ensemble de la profession.

Vous ne le savez peut-être pas, mais depuis 1998 vous êtes libre de choisir votre entreprise funéraire. Nous n'avons pas attendu cette date pour exister, mais jusqu'à présent, nous étions plus occupés à exercer correctement notre métier, qu'à faire parler de nous.

Créé en 1992, Le Choix Funéraire est aujourd'hui le premier réseau de marbriers et pompes funèbres indépendants de France et cela peut s'expliquer

simplement. Unis dans la confraternité et le professionnalisme tous les adhérents prennent à cœur leur mission et s'attachent à défendre leur éthique.

Nous remplissons une fonction sociale qui va bien au-delà de la mise en bière et de l'organisation de cérémonie. Nous avons le devoir d'accompagner les familles qui nous font confiance, en leur apportant toute notre disponibilité, efficacité, tact et délicatesse.

Nous nous devons également de proposer et de garantir ces services à des prix justes, cela partout en France. Respecter les volontés du défunt, assister la famille, pour nous cela est naturel.

Originaires du monde rural et issus de la tradition des tailleurs de pierres, le respect des valeurs du métier est pour nous, membres du Choix Funéraire, une question de respect humain.



Le 1^{er} réseau Français de Marbriers et Pompes Funèbres indépendants

www.le-choix-funeraire.fr
Tél. 02 96 27 17 71

هذا من الأصل

Le droit de Guernesey complique les conflits de pêche entre la France et la Grande-Bretagne

Arraisonné « irrégulièrement », selon les Français, un pêcheur normand vient d'être condamné

Le tribunal de Guernesey a condamné, mercredi 7 avril, Vincent Néel, le patron d'un chalutier français, pour avoir pêché dans les eaux adja-

centes à l'île. Le jugement reconnaît toutefois que le navire a été irrégulièrement arraisonné par les garde-côte de Guernesey, dans les eaux sous jur-

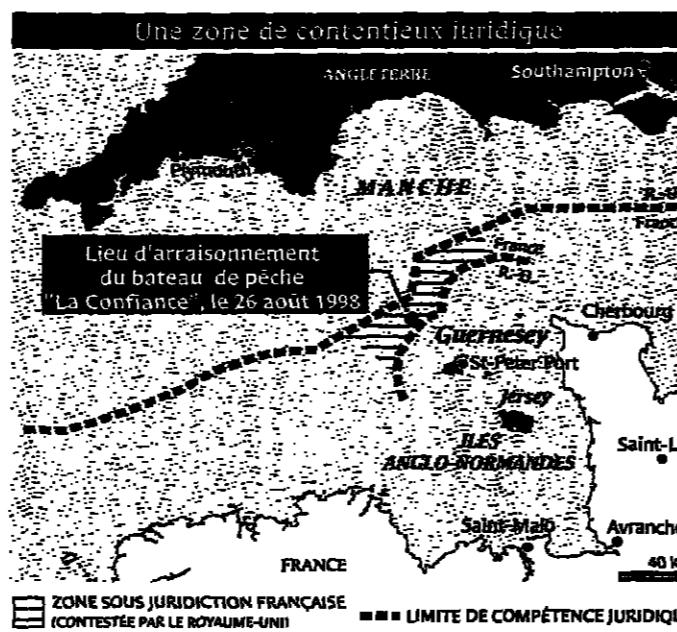
dition française. La justice locale, qui échappe au droit de la Communauté européenne, complique le règlement de ce type de conflits.

SAINTE-PETER PORT
(Guernesey)
de notre envoyé spécial

La couronne britannique sera toujours reconnaissante aux îles Anglo-Normandes d'avoir, après que Jean sans Terre eut perdu la Normandie en 1204, choisi de lui rester fidèles. Ainsi, jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, laissait-elle les corsaires des îles s'approprier en toute légalité, selon une pratique baptisée « guerre de course », les navires des « ennemis du roi » qui s'aventuraient dans leurs eaux.

Réminiscence de cette vieille reconnaissance ? Le 26 août 1998, un chasseur de mines britannique, sur ordre de son gouvernement, n'hésita pas à prêter son concours à des gardes-pêche guernesiais qui souhaitaient arraisoner *La Confluence*. Ce chalutier français était sorti des limites de leur compétence et entrat dans une zone des eaux communautaires que la France considère comme étant de son ressort juridique, sur la foi d'une sentence arbitrale de 1976. Par la voix de Louis Le Pen, alors ministre de l'agriculture et de la pêche, le gouvernement français avait vivement protesté contre cette atteinte au droit international constituant « un problème de souveraineté ».

Arrêtation illégale ? Russel Finch, juge au tribunal (*Magistrate's Court*), de Guernesey, n'en disconvenait pas. Dans un jugement bien normand, il a reconnu, mercredi 7 avril, à la fois l'*« iniquité »* des conditions de contrôle du bateau français par les gardes locaux et, malgré ce vice de procédure, la culpabilité du patron-pêcheur, Vincent Néel, finalement condamné pour avoir laissé filer son chalut à un demi-mille de l'île de la zone des 12 milles adjacente à Guernesey. Verdict : 4 000 livres (40 000 francs) d'amende ou six mois de prison pour avoir retiré de 200 à 300 kilos de pétroliers d'une valeur marchande d'environ 700 francs. A Guernesey, fort d'un droit local empruntant beaucoup à la cou-



tume de Normandie, on ne badine pas avec la législation.

Dernier épisode en date de conflits ancestraux, l'affaire de *La Confluence* illustre l'appréciation des contentieux qui se sont multipliés depuis 1992. A cette date, avec l'accord de la France, la Grande-Bretagne décida de déléguer son pouvoir de police aux autorités de Guernesey pour les infractions commises dans les eaux adjacentes à l'île, pour éviter le convoyage des bateaux concernés jusque vers les côtes anglaises.

QUERELLE DE COMPÉTENCES

Les patrons-pêcheurs français incriminés étaient dès lors jugés non pas selon la *Common Law* britannique mais selon les propres lois de Guernesey, exemptes des garanties du droit communautaire. Au ministère français de l'agriculture et de la pêche, on affirme que les négociateurs français de 1992 n'avaient pas eu conscience de ces conséquences juridiques. Habiles à intervenir, les gardes-pêche guernesiais intensifiaient

leurs contrôles. La justice locale infligea de lourdes amendes aux contrevenants (jusqu'à 500 000 francs), sans commune mesure avec les rares jugements français de même nature.

Point d'orgue aux litiges, l'affaire de *La Confluence* s'est donc également doublée, à l'audience des 6 et 7 avril, d'une étonnante querelle de compétence jurisdictionnelle, sous les yeux du consul général de France à Londres, présent sur les bancs du public au côté d'une quinzaine de patrons-pêcheurs français venus soutenir leur collègue. Cartes maritimes en main, le procureur Phillip Robey (*Queen's Procurator*) a soutenu que la marine britannique avait été en droit de contrôler le bateau français. Ses témoins – gardes-pêche guernesiais, officiers britanniques – ont également contesté à la France un quelconque droit de regard sur cette zone située au nord de Guernesey. Pour asseoir son argumentation, M. Robey s'est référé à un corpus de lois internes qui curieusement, selon lui, « prenaient le pas

sur les jugements arbitraux internationaux ».

Cité par la défense, le lieutenant de vaisseau et administrateur des affaires maritimes Aymeric de Marcellus a exposé la position française officielle, selon laquelle *La Confluence* avait été « irrégulièrement contrôlée dans les eaux sous juridiction française ». « Êtes-vous conscient que le gouvernement du Royaume-Uni n'accepte pas cette position ? », a observé le procureur. En poste au Centre régional opérationnel de sauvetage et de surveillance (CROSS-Jobourg), M. de Marcellus avait été hérité sur *La Confluence* le jour de son arraisonnement et avait tenté, en vain, de dialoguer avec les officiers britanniques. Après sept heures de paraboles sérielles, le chalutier avait dû rejoindre Guernesey sous bonne escorte.

Produisant d'autres cartes, M. Jason Morgan, conseil guernesien du patron de *La Confluence*, a alors demandé que les poursuites s'éteignent du fait de l'irrégularité de la saisie du navire français. S'avouant « en accord » avec l'argumentation développée par M. Morgan concernant la nature de ces compétences juridiques, le juge Finch a donc cependant tranché en faveur de la condamnation, au motif que les preuves recueillies en dehors de la période d'arraisonnement – témoignages des gardes-pêche, dépôt du patron-pêcheur à Guernesey – l'avaient été dans des conditions, à ses yeux, « équitables ». L'avocate française de Vincent Néel, Mme Monique Fauchon, interdite de plaider en terre guernesiaise, a précisé qu'un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme se rattachait vraisemblablement engagé contre cette condamnation.

Avant la lecture de son jugement, pour prévenir toute agitation, le juge Finch avait pris soin de rappeler que les fautives de troupe, lors de précédentes audiences, avaient passé une semaine en prison.

Jean-Michel Dumay

Un bailliage hors du droit communautaire

POSSESSION de la couronne britannique, le bailliage de Guernesey – 60 000 habitants sur une superficie proche de celle de Paris intra-muros – échappe au droit communautaire. Paradis fiscal où se nichent maints établissements financiers, Guernesey, s'il reconnaît la souveraineté royale depuis 1204, ne dépend du gouvernement et du Parlement britanniques que pour les affaires étrangères et la défense. L'île édicte ses propres lois et n'entière celles du Royaume-Uni que si son Parlement le décide.

Nommé par la Reine, le bailli de Guernesey, par tradition ancien avocat, devenu procureur puis juge, cumule les fonctions de chef du législatif, de l'exécutif et du judiciaire. Le vice-bailli, ancien procureur, preside la Royal Court (cour d'appel). Concrètement, le mélange des pouvoirs est parfois tel que le procureur général de Guernesey, qui poursuit des bateaux français en infraction dans les eaux adjacentes de l'île, s'est

retrouvé par le passé... à la table des négociations de pêche entre la France et le Royaume-Uni. Cette absence de séparation des pouvoirs a suscité des recours auprès des juridictions européennes. L'action récente d'un jardiner guernesien, à propos d'un litige sur une construction, est pendante devant la Cour européenne des droits de l'homme.

DEUX PLAINTES

Point central du contentieux de pêche guernesien-normand, la délégation de pouvoir accordée en 1992 à l'île par la Grande-Bretagne pour juger des infractions commises dans les eaux qui sont adjacentes à abouti à ce que des ressortissants français ne peuvent être jugés selon les garanties du droit communautaire. Le tribunal de Guernesey a, par exemple, toujours empêché que Mme Monique Fauchon, conseil des marins français impliqués dans ces litiges, puisse plaider

leur cause, l'obligeant à se retrancher derrière les services d'un avocat local. La justice guernesiaise ne lui a finalement concédé que le droit de s'asseoir à ses côtés.

En 1997, M. Fauchon et le barreau de Paris ont déposé deux plaintes auprès de la Commission européenne pour qu'elle prenne « les mesures nécessaires en vue de faire cesser une mauvaise application par le Royaume-Uni des dispositions de la directive communautaire qui organise la libre prestation de services des avocats ». La Commission n'a pas donné suite.

Cette iniquité en droit, renforcée par la lourdeur des amendes encourues sans équivalent côté français, avive la rancœur et l'amertume des pêcheurs normands, qui observent que leurs collègues guernesiais bénéficient de la fibre circulation communautaire de leurs produits.

J.-M. Dy.

L'ordre des avocats demande des poursuites disciplinaires contre la juge Eva Joly

LE CONSEIL DE L'ORDRE des avocats de Paris a solennellement déclaré, mercredi 7 avril, de saisir le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) afin de faire « apprécier la responsabilité et la faute » du juge d'instruction Eva Joly, après les déclarations de celle-ci contre les avocats. Invité d'un déjeuner-débat orga-

nisé par l'Association de la presse anglo-américaine de Paris, la magistrate avait notamment déclaré, le 1^{er} avril, qu'« il n'y aurait pas de blanchiment sans avocats » et que « 15 % du chiffre d'affaires de la criminalité [allait] aux avocats » (*Le Monde* du 3 avril). Ces propos, représentants du barreau s'interrogeaient sur les actions à entreprendre pour contestez une perquisition effectuée par les juges de l'affaire Elf chez eux de leurs collègues, M. Eric Turton, avaient suscité de vives protestations.

ABSENCE D'IMPARTIALITÉ

Dans un communiqué diffusé mercredi, le conseil de l'ordre a estimé que les déclarations de Mme Joly « révèlent son absence d'impartialité, par nature incompatible avec l'exercice de fonctions judiciaires ». Outre d'éventuelles poursuites disciplinaires, qui pourraient être engagées si Elisabeth

Guigou décida de saisir le CSM, les avocats n'excluent pas d'autres actions « y compris judiciaires ». Le conseil de l'ordre a déjà fait part de son intention d'assigner l'Etat en réparation du « dommage causé par le fonctionnement défectueux du service de la justice » lors de la perquisition conduite chez M. Turton, le 26 janvier. La Conférence des bâtonniers, qui regroupe les représentants de tous les barreaux français, pourrait s'associer à cette action. Invité de la chaîne câblée LCI, M. Turton a affirmé mercredi avoir été « agressé » par les juges. Son défenseur, M. Jean-Pierre Gastaud, a déposé, mardi 6 avril au bureau des huissiers audienciers du tribunal de Paris, une citation directe visant les juges Joly et Vichnevsky. La délivrance de cette citation – qui vise les délit de « violation de domicile », « atteinte au secret de la correspondance » et « entrave à l'exécution de la loi » – est désormais suspendue à la fixa-

tion, par le parquet, d'une date d'audience. Un procès pourrait donc opposer les juges à l'avocat. Les deux magistrats de l'affaire Elf sont par ailleurs sollicités sur un autre front, les défenseurs de Roland Dumas ayant demandé leur « récusation » en contestant la mise à l'écart du dossier d'une lettre envoyée en prison par Christine Deviers-Joncour à son avocat en 1998 (*Le Monde* du 28 mars). Saisie chez l'ex-compagnon de M. Dumas, ce courrier semblait inciter l'ancien ministre et comportait plusieurs injures à l'égard des deux juges. Mme Deviers-Joncour a été interrogée, mercredi, sur le contenu de cette lettre, qu'elle a dit avoir écrit sous l'empire du « désespoir ». Le premier président de la cour d'appel de Paris, Guy Canivet, devait se prononcer, vendredi 9 avril, sur la requête de M. Dumas.

H. G.

Monique Vuaillet et Daniel Le Bret élus à la tête de la FSU

La secrétaire générale du SNES et l'ancien responsable du Snuipp confirment l'appel à une manifestation nationale le 9 mai

FAUTE d'avoir pu désigner un successeur unique à Michel Deschamps, le secrétaire général a démissionné le 12 mars pour se présenter aux élections européennes (*Le Monde* du 13 mars), les syndicats de la Fédération syndicale unitaire (FSU) ont adopté la solution du compromis. Réuni jeudi 7 avril, ils se sont ralliés à la formule d'un tandem de deux secrétaires généraux : Monique Vuaillet, 57 ans, ancienne secrétaire générale du SNES et Daniel Le Bret, 43 ans, ex-secrétaire général du Snuipp.

Cette alliance inédite « à égalité et à parité, avec les mêmes responsabilités sans répartition des rôles »

vrait être organisée dans trois régions. Sur ce point, la solution du compromis l'a emporté : alors que le SNES avait affilé sa préférence pour un rassemblement unique à Paris, le Snuipp estimait plus motivant un éclatement en plusieurs pôles.

De même, l'appel à cette journée d'action, dont l'initiative émane du SNES, ne reprend pas les critiques formulées au cours de son congrès de Lille à l'encontre de la politique du gouvernement et du ministre de l'éducation Claude Allègre. Souhaitant associer les autres syndicats, les fédérations de parents d'élèves, les lyceens et d'autres organisations dans la construction d'un « mouvement social pour l'avenir de la jeunesse », la FSU a décidé de ratisser large en revendiquant à la fois « les moyens pour la formation et un service public amélioré et renouvelé », le développement extrêmement rapide, ainsi que l'avenir des métiers et la réduction du temps de travail, plus spécifiques aux fonctionnaires.

Michel Delberge

Jean-Guy Cupillard condamné

en appel à un an ferme pour corruption

JEAN-GUY CUPILLARD, MAIRE (PPR) DE L'ALPE-D'HUEZ, ancien vice-président du conseil général de l'Isère, a été condamné, mercredi 7 avril, par la cour d'appel de Grenoble, à deux ans de prison dont un avec sursis, 1,5 million de francs d'amende et cinq ans d'interdiction de droits civiques pour « recel et complicité d'abus de biens sociaux et d'abus de confiance, corruption passive, participation à une entente frauduleuse et concussion ».

Pour la cour, les dons, paravents et avantages en nature, d'une valeur totale de 5,3 millions de francs, versés par les chefs d'entreprises à M. Cupillard contre l'octroi de marchés départementaux, lui ont permis de réaliser « ses ambitions personnelles » et d'avoir « un train de vie extrêmement dépensier visant à satisfaire « aux impératifs multiples et dévorants d'un cumul manifestement excessif d'activités publiques ». Le jugement de première instance du 13 novembre 1997, qui l'avait condamné à trois ans de prison, dont deux ans ferme, a été annulé en raison de l'*« irrégularité de la composition du tribunal »*.

Deux nationalistes corses condamnés pour des violences contre des gendarmes

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BASTIA, présidé par Pierre Gouzien, a condamné, mercredi 7 avril, René Camutti, militant nationaliste corse âgé de cinquante-six ans, à dix-huit mois de détention et 1 500 francs d'amende pour agression d'un capitaine de gendarmerie à Chisoneu, au soir du second tour des élections territoriales, le 14 mars. Jean-Michel Colombe, un autre militant interpellé au lendemain de la révolte, a été condamné à six mois de prison, dont quatre avec sursis, pour avoir tiré des coups de feu sur le bâtiment de la même gendarmerie. Partie civile, le capitaine Roux n'a pas souhaité demander de dommages et intérêts, « pour ménager une voie d'apaisement ». L'officier a reçu, à l'audience, le soutien du général de gendarmerie Guy Paraire, commandant de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse.

DÉPÉCHES

ETUDIANTS : FUNED-ID, principal syndicat chez les étudiants, « se félicite » des mesures du plan social étudiant annoncées mercredi 7 avril. Considérant qu'il s'agit « d'une avancée très attendue », il se réjouit, dans un communiqué, que « le système d'aide sociale intègre une première reconnaissance de l'autonomie des étudiants », qui figurent parmi ses principales revendications. Ce plan social prévoit une diversification des aides afin que 30 % des étudiants puissent en bénéficier d'ici à 2001. Le gouvernement a prévu d'y affecter 2,7 millions de francs (416 millions d'euros), dont 800 millions (122 millions d'euros) cette année, et non un milliard comme indiqué par ceux dans notre précédente édition.

U.S. ANTIQUITES
Recherche : Meubles anciens
Argenterie - Bronzes
Objets, Bonnard, etc...
ACHAT TABLEAUX
IMPRESSIONNISTES
Repose, Bonnard, etc...
ESTIMATIONS GRATUITES
Partage de successions
21 bis, Av. de Sèvres 75007 PARIS
01.53.69.06.06
Dépôts Paris - Province

مكتبة من الأصل

Les rendez-vous manqués

par Martin Graff

Si les politiciens européens avaient visité la Serbie incognito, ne serait-ce que huit jours, en parlant avec les jeunes et les vieux de toutes les catégories sociales, ils n'auraient jamais décidé de bombarder le pays. Par exemple, 1997 aurait été une bonne année : après les accords de Dayton et avant la montée en puissance de l'UCK. Ils auraient plus appris sur la psychologie des Serbes qu'après des semaines de bombardement.

A l'époque, tous, intellectuels ou ouvriers, anti- ou pro-Milosevic leur auraient affirmé avec le sourire, mais avec détermination, que les Américains, les Allemands et les Français – dans l'ordre – étaient responsables de la guerre en ex-Yougoslavie parce qu'ils avaient décidé de démanteler leur patrie. Même si l'éloignaient les massacres, les réfugiés aussi étaient comparant aux exactions des Croates. Les réfugiés bosniaques ? Les centaines de milliers de réfugiés serbes qui périssaient encore aujourd'hui sur les rives du Danube permettaient une comparaison avantageuse. Tous témoignaient d'un manque d'informations évident. La propagande avait creusé son lit de certitudes. La lecture de l'histoire se faisait à l'aune des déclarations d'indépendance successives des anciennes provinces. L'intolérance serbe était sublimée en termes de trahison. Tous croyaient à la théorie du complot. « Qui est responsable de la guerre ? » « The World », me répondit le plus sérieusement du monde un jeune ex-combattant.

En passant leurs vacances en Serbie, les politiciens européens auraient compris qu'une attaque aérienne de l'OTAN allait automatiquement, par simple réflexe, souder le pays, partisans et opposants de Milosevic. Comment pouvaient-ils penser une seule seconde que le pouvoir de Belgrade allait tomber avec les bombes, à moins d'effacer la Serbie de la carte. Les erreurs psychologiques entraînent souvent les erreurs stratégiques. Oui, nos stratégies auraient compris que les opposants au pouvoir central

n'avaient plus aucune chance en cas de guerre. Que les sières d'Arkan, qui jouaient à l'époque profitables, allaient retrouver du service. Que menacer Milosevic de bombarder son pays s'il ne signait pas les accords de Rambouillet était d'une singulière naïveté. La Realpolitik est une notion prussienne, pas slave.

En se promenant en Serbie, ils auraient aussi compris que même la Serbie actuelle n'est pas « ethniquement pure ». Roumains, Slovaques, Hongrois, Ruthènes, Croates, Grecs se trouvent encore épars dans le pays. Ils auraient compris qu'une guerre allait briser les derniers mariages mixtes. Ils auraient surtout compris, en traversant les frontières de l'ex-Yougoslavie, qu'une guerre allait provoquer en termes de géopolitiques des effets collatéraux irrémédiables chez les voisins. Même le Monténégro risquait d'en faire les frais.

La tragédie des réfugiés occulte déjà les erreurs de stratégie, permet de diaboliser définitivement les Serbes et empêche pour longtemps une coexistence entre Serbes et Kosovars

Plus prosaïquement, quel stratège occidental sait que bloquer le Danube va mettre d'un coup au chômage des centaines de chauffeurs bulgares qui prennent en charge à Vidin les atelages des poids lourds transportés depuis Passau sur des barges géantes, pour les conduire au Moyen-Orient. Sans oublier le personnel des bateaux à vapeur pour touristes et les devises qui s'envolent en fumée.

Les guerriers de l'UCK, par contre, ont tout compris. Le pacifisme de M. Rugga, le Gandhi des Balkans, n'est plus de mise. Les Occidentaux ont oublié le vieux slogan : « Make love, not war ! » Ils ont oublié que Mandela n'aurait jamais réussi la révolution tranquille de l'Afrique du Sud si l'ANC avait continué à se battre contre les Blancs avec les armes. Ils ont oublié que Martin Luther King n'aurait

séparé leurs gesticulations guerrières, avec un résultat évident : l'UCK a surestimé ses forces. Quant à nous, nous avons déjà oublié que les attaques armées de l'UCK ont définitivement ruiné les espoirs d'une coexistence pacifique entre Serbes et Kosovars. Les fanatiques serbes n'attendaient que cela. Enfin la terreur allait trouver une justification politique !

La théorie de la guerre propre relève de l'astrologie politique, comme le prouvent, jour après jour, les images. Les pilotes rentrent sains et saufs. A part quelques soldats capturés, le résultat est glorieux. Pas de morts du côté des attaquants, donc fêtions Pâques en paix. En contrepartie, une révolution de l'Europe est transformée définitivement en carrousel ethnique et en pondrière politique. Les super-stratégies se déclarent surpris

d'une partition de fait sur le dos des Kosovars : après la Bosnie « une et divisible » de Dayton, un Kosovo « un et divisé » ?

Tout conflit armé a pour fonction de modifier les rapports de forces en vue d'un compromis inévitable. Or, les frappes aériennes ne démontent pas elles-mêmes aucune issue. Il faudra donc revenir à la négociation. Quand, à quel prix, dans quel rapport de forces ? Un écrasement militaire total de la Serbie si-guifera-t-il, certes, la disparition du criminel de guerre Milosevic, mais dans des conditions telles qu'il restera alors un peuple serbe durablement humilié et meurtri, courant dans le ressentiment un capital victime inépuisable. Pour que la société serbe respire à nouveau dans sa diversité au lieu de se rétracter en bloc, pour que la cohabitation pacifique des peuples de la région redeienne possible, vaut-il mieux arrêter immédiatement les bombardements ou les continuer (jusqu'où ?) et les prolonger toujours par une intervention terrestre ?

C'est la question de l'heure. La réponse est claire : il faut arrêter les bombardements et reprendre les pourparlers pour l'autodétermination du Kosovo. Notre appel collectif (*Le Monde* du 31 mars) suggère « l'organisation d'une conférence balkanique à laquelle participent les représentants des Etats et de toutes les communautés nationales de ces Etats ». Illusoire ? Bien moins que l'idée d'un protectorat à durée indéterminée, intronisant l'OTAN comme garantie du maintien de l'ordre régional. Il n'y a d'autre issue, en effet, que de faire confiance aux peuples concernés pour définir un compromis global viable, assurer des garanties réciproques pour les minorités, fournir les moyens nécessaires au retour effectif des populations déplacées et aux réparations des destructions de guerre.

Cette perspective pose la question d'une force d'interposition, non pour dicter la loi des plus forts, mais pour garantir un compromis consenté. Sous quelle autorité ? Les troupes de l'OTAN sont disqualifiées pour l'autodétermination, au risque

même si l'autonomie substantielle du Kosovo apparaît comme une solution souhaitable, la poursuite de la guerre la compromet chaque jour davantage et réduit à vue d'œil l'espace d'une force démocratique et pacifique. Au point d'exacerbation atteint par l'affrontement communautaire, l'indépendance devient, par effet d'enchaînement, le débouché probable de l'autodétermination, au risque

de l'autodétermination, au risque

pas accéléré l'émancipation des Noirs en lançant des bombes. Ils ont oublié que même les partisans de Khomeiny avaient mis l'armée du shah techniquement K.O. en se promenant sans armes par millions dans les rues de Téhéran.

Les guerriers du Kosovo savent aussi qu'il suffit de tirer dans le dos de quelques policiers serbes au Kosovo pour déclencher des représailles hors de toute proportion. Ils ont compris comment provoquer Milosevic pour provoquer la venue des armées occidentales. Ils connaissent la mauvaise conscience des Occidentaux. Ce n'est qu'une question de jours. Les avions ont déjà fait le plein. Oui, les jeunes de l'UCK ont toutes les raisons de se moquer de l'échappée de Rugga, qui ressemble plus à un professeur égaré dans la politique qu'à un vrai chef de guerre. Les téles occidentales n'ont cessé de filmer complai-

re par le résultat. Les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.

Désormais, les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus tous ceux qui n'étaient déjà empêchés définitivement une solution pacifique.</

*Vendredi 9 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR*

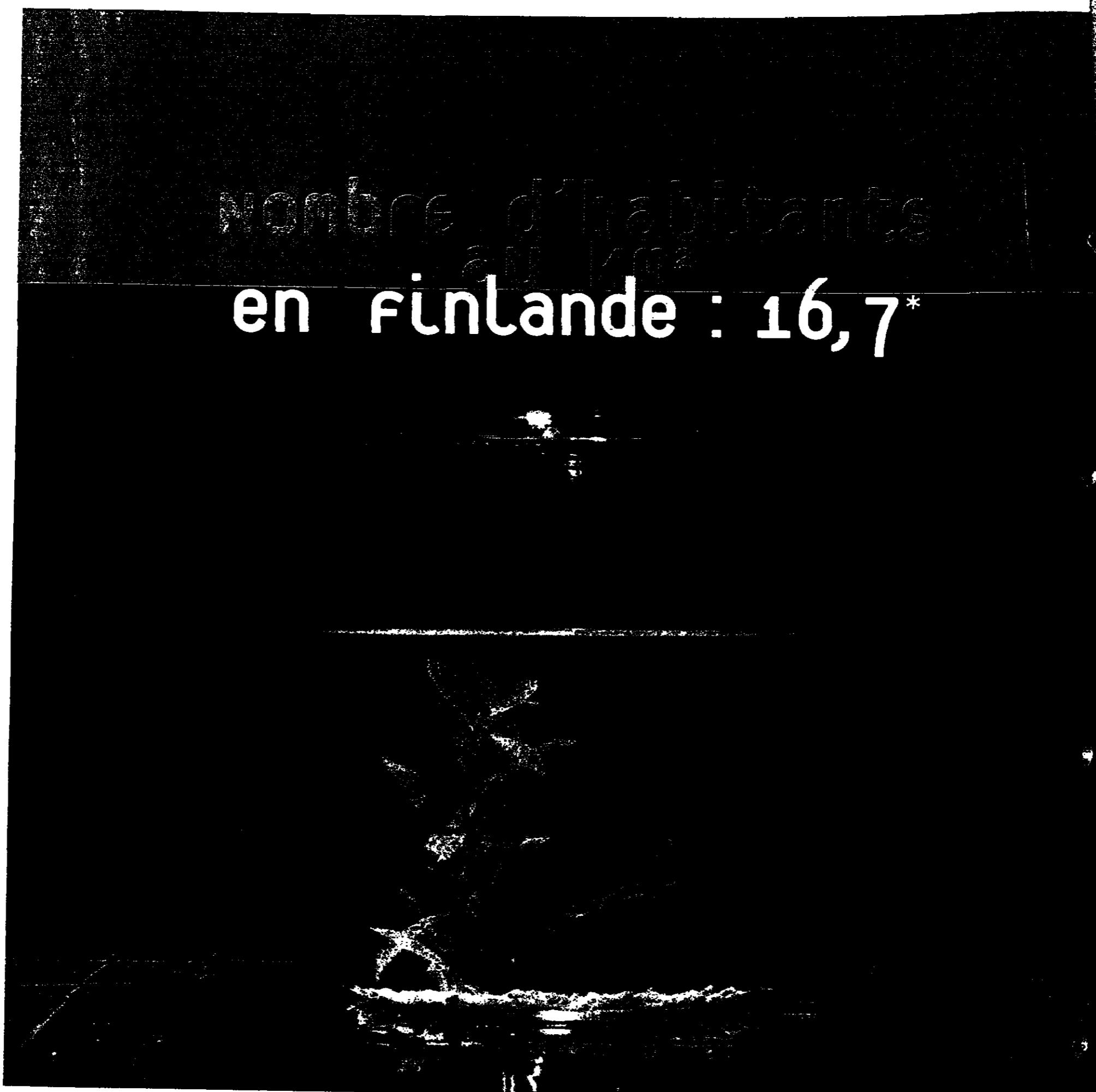
*44 000 bouquets Mélodie
et pas un de plus.*



3 coloris :
blanc, jaune et orange.
17 tiges.

*Avec Carrefour
je positive!* 

A DEMAIN...



9 TELECOM enfin le même tarif

Téléphonez dans 16 pays d'Europe au même tarif.

Pour plus d'informations : www.9telecom.fr

VOUS DEVRIEZ EN DEMANDER

مكتبة من الأصل

Le nombre de chômeurs
en Hollande : 458,8*



: 16,7*

Fin de tarif pour l'Europe**

DEVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.



هذا من الأصل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F
Tél. : 01-42-17-22-90. Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Le Kremlin et le Kosovo

ENGAGÉS au Kosovo dans la première guerre de l'« après-guerre froide », les Occidentaux pourraient avoir besoin, dans les jours ou dans les semaines à venir, d'une Russie forte. Or le grand voisin est, par sa faute et sa faute seule, plongé dans une énorme crise de pouvoir, où se mêlent politique, argent et sexe. Affaibli, il joue volontiers les offensives et les humiliations dans le conflit des Balkans, alors qu'il ne tiendrait qu'à lui d'occuper une position centrale, constructive. Trop de dirigeants russes préfèrent se réfugier dans une sorte de vague solidaire slave avec le régime de Slobodan Milošević, le dernier des pouvoirs communistes à n'avoir pas fait son aggiornamento. En témoigne le ton général d'une presse moscovite qui, à de rares exceptions près, ne voit dans le drame des réfugiés kosovars que de la propagande occidentale.

Plus que par la déstabilisation dans les Balkans, le Kremlin paraît en fait, aujourd'hui, mobilisé d'abord par l'affaire Skorpatov », du nom du procureur général, qui, pour s'être intéressé de trop près à l'empire financier de la famille Etsine, a été destitué. Il enquête, notamment, sur la Mabetex, une société suisse soupçonnée d'être au cœur des complicités entre certains des plus hauts responsables russes et le crime organisé. En filigrane, on devine à nouveau des conflits de pouvoir. Boris Berezovski, un des deux grands barons des affaires, vient ainsi de faire l'objet d'un mandat d'arrêt. M. Berezovski a

sans doute accumulé des dossier sur celui qu'il rend responsable de sa mise à l'écart, le nouveau premier ministre, Evgeni Primakov. Or ce dernier, vétéran des « services », est aussi soupçonné d'avoir, au moins, laissé faire le procureur dans son équipage contre les financiers de Boris Etsine, et d'avoir des affinités d'affaires, pas seulement historiques, avec certains communistes.

On se réjouit volontiers de voir l'élite politico-financière russe occupée à déraciner la corruption. Mais l'on soupçonne que ces péripéties juridico-politiques ne masquent que guerre des clans et lutte de pouvoir. Ces circonstances devraient rendre prudents ceux des Occidentaux qui mettent dans M. Primakov tous leurs espoirs de solution négociée avec Slobodan Milošević. Ceux qui veulent « aider » le premier ministre russe actuel, de crainte que la Russie ne soit saisie par ses démons « rouges-bruns », ne doivent pas perdre de vue les risques de tout soutien occidental trop affiché.

A l'aune de ses rivaux, M. Primakov est sans doute le plus instruit et le plus honnête des dirigeants aujourd'hui possibles pour le pays. Mais c'est bien, il faut le souligner encore, faute de véritable alternative. Jusqu'à preuve du contraire, M. Primakov n'a encore rien fait ni dit qui vienne rompre avec une rhétorique russe anti-occidentale, quasi mécanique, qui, dans l'affaire du Kosovo, n'a abouti pour l'instant qu'à un résultat détestable : recréer des lignes de fracture datant de la guerre froide.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombeau
Directeur : Jean-Jacques Allard, directeur général
Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Bresson, Paul Georges, Jean-Yves Lemoine
Directeur adjoint : Jean-Pierre Lemoine
Secrétaire général de la rédaction : Alain Bourreau
Rédacteur en chef : Alain Frachon
Rédacteur en chef adjoint : Eric Azé
Rédacteur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pauzié ; directeur adjoint : Anne Chasseneur
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats internationaux : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Nohouet, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1964-1967), Jacques Fauvet (1968-1982), André Laroche (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescure (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Droits de la propriété intellectuelle réservés à l'éditeur à la date du 10 décembre 1994.
Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société cheffe Les éditions du Monde, Fonds commun de placement des personnes du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Riva Presse, Le Monde Présidence, Claude Bernard Participations.

Il y a 50 ans, dans **Le Monde**

L'équipement hydroélectrique

L'ANNONCE d'une réduction momentanée de 5 % du programme d'équipement hydroélectrique (6 milliards sur un total de 117) a une résonance que certains amplifient dans des proportions qui trahissent leurs dessins. Tous les Français qui désirent sincèrement le relèvement définitif de leur pays et le retour d'une prospérité favorable à la paix sociale déplorent le moindre retard dans l'équipement énergétique. La grandiloquence et les mots tragiques sont superflus pour nous convaincre que l'abondance de l'électricité est indispensable à la civilisation moderne, et que le régime des restrictions hivernales est nuisible au confort domestique et à la production industrielle. Il serait indiscutablement préférable que nous eussions les moyens de financer, en même temps la construction de nouveaux

(9 avril 1949)

Le Monde sur TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3677 code LMDOC
OU 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Chine - Etats-Unis : une relation de plus en plus conflictuelle

FLAMBÉE de suspicions anti-chinoises à Washington, regain d'antiaméricanisme à Pékin à cause du Kosovo : l'affaire serait-elle grave ? S'agit-il d'un coup de froid sur une relation naturellement cyclique - ce qui serait plutôt rassurant ? Ou d'un glissement de terrain épaulant les deux géants du Pacifique sur une trajectoire de collision - ce qui serait franchement inquiétant ?

Alors que le premier ministre chinois Zhu Rongji est en visite aux Etats-Unis, la relation sino-américaine subit sa plus grave crise depuis les gesticulations militaires de l'Armée populaire de libération (ALP) en mars 1996 dans le détroit de Formose. Le retourneur de situation est brutal. Il y a tout juste neuf mois, la visite réussie de Bill Clinton en Chine - autorisée à s'exprimer sur les droits de l'homme en direct à la télévision ! - semblait avoir restauré une confiance durable. On avait parlé de « nouvelle ère », ce qui n'était pas que pure rhétorique puisque Taiwan et le Japon s'étaient récemment enquêtés.

Fortes de ce réchauffement, les deux capitales pensaient célébrer dans la ferveur, en fin d'année dernière, le vingtième anniversaire de

la normalisation de leurs relations diplomatiques, aboutissement d'un processus entamé plus tôt par Richard Nixon et Henry Kissinger. Mais la fête a été gâchée. Car voilà que depuis l'automne 1998 le climat s'assombrit à nouveau : les contentieux traditionnels (droits de l'homme, frictions commerciales) sont aiguisés tandis que de nouvelles controverses se sont ajoutées. La plus empoisonnée étant les accusations d'espionnage nucléaire portées contre Pékin. L'agitation antichinoise est telle dans certains milieux politiques américains, où l'on redécouvre la théorie de la « menace chinoise », que Bill Clinton se trouve désormais sur la défensive pour justifier sa politique d'« engagement constructif » à l'égard de l'empire du Milieu.

DOUBLE FRACTURE

Les dégâts pourraient être contents s'ils se limitaient à une poussée de fièvre de quelques cercles conservateurs du Capitole. Après tout, le *China bashing* (diré du mal de la Chine), après la *Japan bashing*, est devenu une figure imposée de la politique intérieure américaine dont il n'a pas forcément lieu de s'énover outre-me

sure. Les républicains y prennent leur part. Mais ils pourraient, s'ils retournent au pouvoir, revenir à d'anciennes dispositions à l'égard du régime chinois. Ce scénario vertueux du « rétablissement » risque pourtant, cette fois, d'être perturbé par un élément nouveau surgi à Pékin : la reformulation des menaces stratégiques pesant sur l'empire. Du point de vue chinois, la perception du danger a profondément évolué depuis six mois. Elle se focalise sur un mode plus paranoïaque que jamais sur le péril américain.

La suspicion anti-Washington n'est certes pas nouvelle : elle fait partie de l'univers mental de la direction chinoise. Les documents officiels classent rituellement « l'hégémonisme » (entendre les Etats-Unis) au rang des « facteurs d'instabilité ». L'éclatement de la crise financière régionale n'avait fait que conforter de telles prévisions : certains stratèges chinois suggèrent que les Etats-Unis ont délibérément laissé l'Asie s'enfoncer, trop contents d'entraver l'essor de certains pays pouvant à terme contester leur suprématie. Mais cette défaillance, pour traditionnelle qu'elle soit, reste périphérique par rapport au cœur de la relation sino-américaine, dont Pékin avait tout lieu de se réjouir tant qu'elle nourrissait son décollage économique. Or, les choses viennent de changer à l'occasion d'une double fracture.

La première est intervenue en septembre, au lendemain du tir d'un missile par la Corée du Nord - un « satellite », au dire de Pyongyang - qui avait survolé le Japon. Afin de se préparer contre les provocations du dernier régime stalinien de la planète, Washington a proposé à ses alliés japonais et sud-coréens de renforcer à la mi-août d'un système de « défense antimissile de théâtre » (TMD). Or la Chine y est farouchement hostile, surtout si le dispositif devait inclure Taiwan, comme le souhaitent certaines personnalités du Congrès américain.

A Pékin, l'émotion est incandescente autour de cette affaire. On redoute toujours un projet d'armes antimissiles pour empêcher les missiles balistiques de l'empire chinois, et donc de toute la crédibilité de la menace militaire du continent sur Formose. Pour les dirigeants chinois, la menace nord-coréenne à l'origine de l'idée du TMD n'est qu'un faux « prétexte ». Selon eux, le but inavoué de Washington comme de Tokyo sera en fait de prévenir la réémergence de Taiwan par Pékin, ce que le régime continental perçoit comme une atteinte à sa souveraineté.

Ainsi faut-il prendre très au

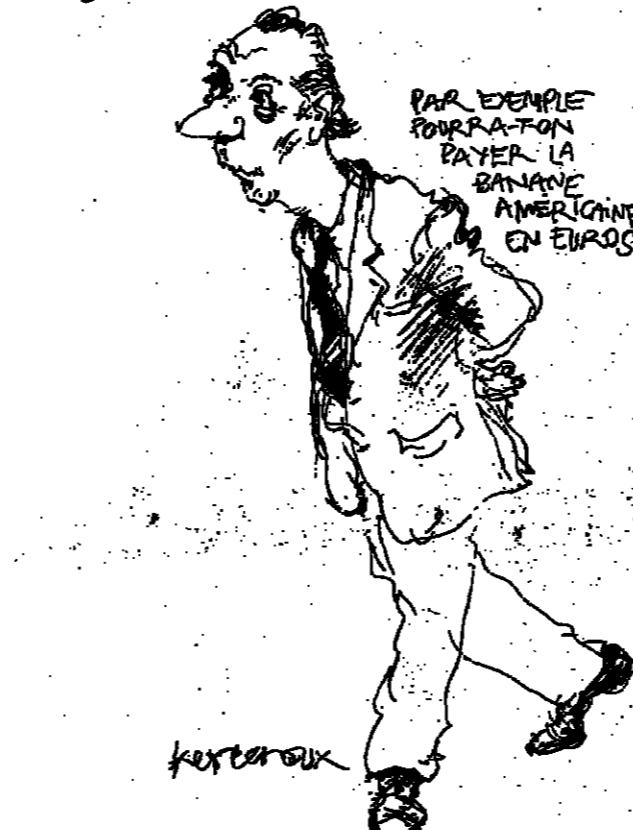
ACRES HÉGÉMONIQUES

Si le Moyen-Orient peut émboîter le fil de ses préoccupations - encore que la question de ses approvisionnements en pétrole a devenu cruciale -, le débat sur l'Alliance atlantique la concerne plus directement. Pékin considère que l'OTAN est la branche occidentale d'un système « hégémonique » dont l'axe Washington-Tokyo-Taipei est la branche orientale. Si les Américains se sentent autorisés à intervenir aujourd'hui au Kosovo, pourquoi ne le fereraient-ils pas demain au Liban ou au Tibet ?

Telle est l'hypothèse qui enfume depuis quelques jours la paranoïa antiaméricaine du régime pékinais. Selon le quotidien hongkongais *South China Morning Post*, le Parti communiste chinois vient de diffuser auprès de tous ses agents une circulaire les invitant à accroître les vigilances face aux « accès hégémoniques » des Etats-Unis, dont l'attitude est de « plus en plus agressive ». Qui est loin du « partenariat stratégique » imaginé il y a un an entre les deux capitales. Pis, on va revivre une rhétorique qui nous ramène avant la normalisation de 1979 : il faudra probablement plus qu'une opération de charme de Zhu Rongji aux Etats-Unis pour établir un modus vivendi brisé.

François Bobin

Les gens par Kerleroux



La Libye récolte les bénéfices d'une habile diplomatie

PLAISIR à la justice. Elle va pouvoir dire enfin si deux ressortissants libyens, supposés être membres des services de renseignement de Tripoli, sont, comme l'affirment la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, les vrais coupables de l'attentat contre un avion de la PanAm qui, en décembre 1988, a fait deux cent soixante-dix morts à Lockerbie, en Ecosse. Les deux suspects, Al Amine Khalifa Fhimah et Abdel Basset El Migrabi, sont depuis le lundi 5 avril, aux Pays-Bas, où ils doivent comparaître devant un tribunal écossais, à être jugés selon la loi écossaise et, en cas de condamnation, purger leur peine en Ecosse, mais sous la surveillance des Nations unies. Le procès risque d'être long - et c'est peu dire. En acceptant, enfin, de témoigner devant la justice française dans l'affaire qui, en septembre 1989, a coûté la vie à cent soixante-dix passagers d'un vol de la compagnie UTA, le colonel Muammar Kadhafi a donné des gages de bonne foi.

Ce n'est pas tout. Dans l'immédiat, le dirigeant libyen engrange d'autres bénéfices. Les suspects étaient désormais à La Haye, le Conseil de sécurité a suspendu l'embargo aérien et sur les armes imposé à la Libye en 1992, étendu l'année suivante aux équipements pétroliers et doublé d'un gel des avoirs financiers. Tripoli aurait aussi obtenu, grâce à l'intercession de M. Amman, que les sanctions soient définitivement levées dans un délai de quatre-vingt-dix jours après la remise des suspects, à la lumière d'un rapport que le secrétaire général de l'ONU établirait sur le degré de coopération libyenne.

En refusant d'extraire ses ressortissants pour qu'ils soient jugés aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne - comme l'exigeait Washington et Londres -, puis en saisissant la Cour internationale de justice de La Haye, Tripoli s'est placé du côté du droit international. Ce qui lui a valu la solidarité

active de la Ligue arabe et, plus encore, de l'Organisation de l'unité africaine, et a fini par obliger les Américains et les Britanniques à accepter que le procès se tienne à La Haye (*Le Monde* du 28 août 1998).

GAGES DE BONNE FOI
En impliquant ensuite le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan (*Le Monde* du 8 décembre 1998), et des amis aussi prestigieux que l'Arabie saoudite et le président sud-africain Nelson Mandela, la Jamahiriya s'est entourée de garants du contrat passé avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, deux pays avec lesquels la ménage est partagé - et c'est peu dire. En acceptant, enfin, de témoigner avec la justice française dans l'affaire qui, en septembre 1989, a coûté la vie à cent soixante-dix passagers d'un vol de la compagnie UTA, le colonel Muammar Kadhafi a donné des gages de bonne foi.

Ce n'est pas tout. Dans l'immédiat, le dirigeant libyen engrange d'autres bénéfices. Les suspects étaient désormais à La Haye, le Conseil de sécurité a suspendu l'embargo aérien et sur les armes imposé à la Libye en 1992, étendu l'année suivante aux équipements pétroliers et doublé d'un gel des avoirs financiers. Tripoli aurait aussi obtenu, grâce à l'intercession de M. Amman, que les sanctions soient définitivement levées dans un délai de quatre-vingt-dix jours après la remise des suspects, à la lumière d'un rapport que le secrétaire général de l'ONU établirait sur le degré de coopération libyenne.

La levée des sanctions est une excellente nouvelle pour l'économie libyenne, qui, en sept ans, a subi des pertes de plus de 24 milliards de dollars, d'après les chiffres officiels. L'embargo aérien a, en outre, coupé Tripoli du reste du monde, mettant ainsi en quarantaine un pays qui n'était déjà pas un carrefour d'échanges de tous ordres. Dès mardi, et en guise d'encouragement à Tripoli, le chef de la diplomatie italienne s'est rendu par avion à Tripoli, sonnant ainsi symboliquement le glas de l'embargo aérien.

Selon des informations non confirmées, l'Arabie saoudite se serait aussi engagée auprès de Tripoli à organiser des rencontres à haut niveau avec des responsables américains pour aplatis les tensions entre les deux pays. En revanche, Tripoli n'a obtenu aucun engagement sur la levée de la loi américaine dite D'Amato, adoptée en juillet 1997 et qui impose des sanctions à toute société investissant pour plus de 40 millions de dollars dans le secteur des hydrocarbures en Libye - et en Iran. **CULPABILITÉ CONTESTÉE**
En livrant les deux suspects à la justice écossaise, Tripoli entend prouver leur innocence. Fhimah et El Migrabi ont encore affirmé, lundi, avant de prendre l'avion pour La Haye, qu'ils n'avaient rien à voir avec l'attentat de Lockerbie. Ils ont aussi précisé qu'ils se livraient à la justice de leur propre chef, ce qui est une manière pour eux de rester dignes et pour l'Etat libyen de ne pas avoir l'air de lâcher ses propres citoyens - le colonel Kadhafi n'a pu les remettre à

la justice écossaise qu'après avoir obtenu l'accord des deux tribus auxquelles les suspects appartiennent. Tripoli n'est pas seul à contester leur culpabilité. A plusieurs reprises, depuis onze ans, les pistes syriennes puis iraniennes ont été évoquées - mai Damas et Téhéran s'en sont offendus. Dans un documentaire de la BBC, diffusé en octobre 1997 un pénaliste britannique, Michael Mansfield, a notamment fait valoir que les preuves rassemblées par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne seraient déclarées « irreversibles » par un tribunal. Mais Londres et Washington affirment être sûrs de leur fait. Ils affirment avoir rassemblé des preuves indubitables de la culpabilité libyenne. La justice dira si et qu'il en est. Ce cas où leur culpabilité serait avérée, que les deux Libyens nomment les événements commémoratifs de l'attentat au sein de l'appareil d'Etat de Tripoli. Le colonel Kadhafi a, par ailleurs, toutefois de crainte que le procès de Lockerbie ne tourne au réquisitoire politique contre son régime et sa personne. A-t-il obtenu de assurances sur ce dernier point. Dès le mois de février, en tout cas, au moment où commençait à dessiner l'issue de l'affaire, le *Washington Post* mettait en garde contre un éventuel marché avec la Libye, qui ferait des deux stups les boucs émissaires d'une affaire dont les vrais responsables seraient d'importants dirigeants libyens, voire le colonel Kadhafi lui-même.

Mourad Naim

مكذا من الأصل

L'eau, c'est la vie.

Vivendi, n°1 mondial de l'eau



N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

مكذا من الأصل

DISPARITIONS

Emile Copfermann

L'exigence de liberté d'un homme du livre

IL AURA FALU attendre 1997 et la publication de *Dès les premiers jours de l'automne* (Gallimard, « Haute Enfance ») pour qu'Emile Copfermann livre le récit nostalgique de son enfance déchirée, qui l'a laissé « orphelin à perpétuité ». Romptant sur ce thème un silence auquel il s'était longtemps obligé : « *Entre la compassion et l'oubli, il n'y a pas à choisir, seul importait de vivre, quitté à paraître oublier. Devoir son existence au hasard et non à l'héroïsme impose cette politesse.* » Il n'y dérogera qu'à l'heure des derniers retours sur soi, atteint du cancer qui vient de l'emporter dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 avril, à l'âge de soixante-huit ans.

Ce fils d'immigrés juifs roumains, qui grandit à Paris dans le quartier des « Enfants-Rouges », vit sa vie basculer avec la guerre et l'Occupation. La faim, l'étoile jaune, et, le 24 septembre 1942, l'arrestation, par des policiers français, de ses parents, qui ne reviendront pas de déportation. Lui et ses deux frères, recueillis par un couple de paysans, échapperont à Auschwitz. Pas à son obsédante barbarie. Parti finalement sur les traces des siens, il note : « *Birkennau est un cimetière d'avant l'invention des cimetières. Les morts n'y sont pas enterrés.* » Mais l'ado-

lescent ne prend pas le temps de s'apitoyer sur lui-même. Passé le temps des orphelinats, des foyers – il passe par le Renouveau, foyer d'accueil pour enfants juifs –, il se forme sur le terrain : ce seront les Auberges de jeunesse et les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cema), dont il livre son expérience de moniteur social dans *La Génération des blousons noirs*, l'un des premiers livres qu'il publie aux toutes nouvelles éditions Maspero (1962). Proche politiquement des mouvements trotskistes, il n'adhéra cependant à aucun parti.

« GÉNÉROSITÉ EXCEPTIONNELLE »

Emile Copfermann devient en 1963 secrétaire de rédaction de la revue *Partisans* (Maspero), fondée en 1961, fonction qu'il exerce avec la rigueur et l'auidace qui seront sa marque (en 1968, il publie le premier numéro jamais consacré au Mouvement de libération des femmes). Directeur littéraire dès 1964, il s'impose très vite comme une sorte de « conscience éditoriale » de la maison, selon François Maspero lui-même. À l'origine des départements « pédagogie » et « psychiatrie », il publie notamment Alexander Sutherland Neill. Il ne quittera la maison d'édition qu'en 1978, pour travailler chez Ha-

chette, puis Ramsay. Passionné de théâtre – il a publié notamment un *Plancharon* (L'Age d'Homme, 1969), deux essais décapants : *La Mise en crise théâtrale* (Maspero, 1972) et *Vers un théâtre différent* (Maspero, 1976) et un livre d'entretiens avec Vitez, *De Chaillot à Chaillot* (Hachette, 1981) –, il assure la critique dramatique des *Lettres françaises*, jusqu'à son éviction en 1972 à la demande de Roland Leroy.

Tenant la morale en suspicion, ce proche de Maxime Rodinson et de Pierre Vidal-Naquet fut, selon François Maspero qui salut « sa générosité exceptionnelle », un « juif antisioniste » animé par la passion toujours déçue du collectif. Dans les années 80, le militant intrépide – ami de David Rousset, il préparait une biographie du penseur, auquel il avait déjà consacré un essai : *David Rousset, une vie dans le siècle* (Plon, 1991) – se découvre romancier. Son amie Nicole Zand se souvient d'un « humour froid, parfois cinglant, qui était une forme de politesse, de décence, de distanciation presque brechtienne pour cacher la passion et la souffrance inextinguible qui habitaient cet homme trop chahuté par la vie. Il en dressait lui-même un inventaire drôlatique : « Fourreur, maroquinier, aide-comptable, ouvrier fondeur, empaqueteur de margarine, ma-

rionniste, secrétaire de rédaction, journaliste, critique théâtral, éditeur... » Et omettait seulement ce qui se présentait d'abord comme des métaphores, des fictions parodiques utilisant toutes les techniques d'écrire possibles pour reconstruire le puzzle de souvenirs soigneusement enfouis. Ce seraient *Les Patries boussoissoires* (L'Age d'Homme, 1982) qui retracrait par le biais d'une enquête la montée et le déclin du Bund, *Méfie, Pêcheurs d'ombres* (Ramsay, 1985) ou *L'Arpenteuse* (Ramsay, 1986).

Atteint d'un cancer – « membre de cette confrérie involontaire des cancéreux », disait-il –, Emile Copfermann avait écrit un texte très impressionnant de lucidité tranquille, le 8 décembre 1998, dans *Libération*, après avoir lu le compte rendu fait dans le même journal des États généraux des malades de cancer. « Je ne souffre pas du dysfonctionnement de l'hôpital », écrivait-il notamment – rendant au contraire hommage à ceux qui le soignaient, médecins et infirmières, « présence proche de tous les instants », « mais de notre incapacité à affronter la mort ». Et il plaideait pour qu'on apprenne « à parler le cancer, puis du cancer ».

Philippe-Jean Catinch

Philippe Warnier

Un homme de foi et de combat

MILITANT et journaliste catholique, Philippe Warnier est mort le dimanche de Pâques 4 avril à Viry-Châtillon (Essonne) des suites d'un cancer.

Le 17 mars 1935 à Paris, Philippe Warnier fait partie de ces militants chrétiens qui ne dissocient jamais leur engagement politique à gauche et leur action pour transformer de l'intérieur leur Eglise. Trouvant dans le concile Vatican II (1962-1965) l'inspiration d'engagements prisés au plus près de l'Evangile, il devient animateur national de *Vie nouvelle*, mouvement hérité du personnalisme communautaire d'Emmanuel Mounier, où il côtoie André Cuzin et Jacques Delors. Militant au PSU, Philippe Warnier rejoint le PS rénové, participe à tous les dialogues entre chrétiens et marxistes et aux combats pour l'union de la gauche. Il écrit *La foi d'un chrétien révolutionnaire* en 1975, *Marx pour un chrétien* en 1977, et devient le bête noire des catholiques traditionnalistes.

A *Témoignage chrétien*, dont il est un pilier, au groupe de *La Vie catholique* – où il est, jusqu'à la veille de sa mort, directeur de la revue *Prier* –, à *La Croix* et au *Monde*, à qui il confie de fréquentes chroniques, Philippe Warnier se montre un journaliste de tempérament et un observateur

exigeant des évolutions de la gauche et de l'Eglise. Si le socialiste lui a pourvoi le décès, si l'Eglise de Jean Paul II l'hérite parfois, il n'en reste pas moins un homme de fidélité, continuant à militer pour la non-violence, contre le chômage – au sein du Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs – ou contre la torture – devenant, en 1995, président de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture).

Loin de prendre ses distances dans une Eglise qu'avec d'autres intellectuels, comme René Rémond ou Jean Delumeau, au sein du groupe Parole, il continue de « secouer », Philippe Warnier demande à quitter son statut de « laïc » et à être ordonné diacon permanent à Evry (Essonne). Mais ses engagements passés valent à son dossier de rester longtemps bloqué. Il est ordonné le 17 décembre 1995 par son évêque, Mgr Guy Herbaut, qui l'envoie en mission dans l'ensemble hospitalier de Sénart et Draveil. Là, au service de personnes âgées et de malades, Philippe Warnier donnera toute la mesure d'une foi chrétienne qu'il aura toujours confondu avec la promotion de la solidarité et de la justice.

Henri Tincq

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Le 1^{er} avril 1999, Valentine est venue au monde et a fait son premier pied de nez. Félicitations à sa maman, Mathilde FEBRER, et à son papa, Gérard LE LOUËT.

Remerciements

SOPHIE LAVAUD et FRED FOREST remercient les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie à l'occasion du technomariage et les invitent à consulter l'album photos. www.fredforest.worldnet.net

Décès

– Le directeur du Muséum national d'histoire naturelle,

Les membres du Laboratoire d'entomologie,

L'ensemble des personnels,

ou le regret de faire part du décès de

Claude CAUSSANEL,

professeur du Muséum national

d'histoire naturelle,

directeur honoraire

du Laboratoire d'entomologie,

survenu le 3 avril 1999.

Personnalité chaleureuse, administrateur d'une des plus importantes collections d'entomologie du monde, il était également spécialiste d'entomologie et de physiologie des insectes dermoptères.

– Jacqueline Copfermann fait part du décès de

Emile COPFERMANN.

L'incinération aura lieu le 12 avril 1999, à 9 heures, au cimetière du cimetière du Père-Lachaise (entrée rue des Rondeaux, Paris 20^e).

Condoléances sur registre.

(Lire ci-dessus.)

Paulette COQUARD nous a quitté ce mercredi 7 avril 1999. Nombreux sont ceux qui, avec nous, la gardent dans leur cœur.

Ses enfants et leurs conjoints : Claudine et Daniel Karlin, Catherine Monot, Mariane Moloin, Anne Gaud et Dominique Bannier, Elisabeth Gaud et Michel Sandemon, Florence et Patrick Kirchner, Nancie Gaud.

Ses petits-enfants et leurs conjoints : Elise et Thomas, Mélanie et Rémie, Clémence et Alex, Clémentine et Lionel, Nicolas et Doré, David et Laetitia, Diego, Sandra et Jeanlio, Flora et Patricia, Arouck et Olivier, Manon et Alexandra, Maud et Sébastien, Théo, Lola, Jonathan.

Ses arrière-petits-enfants : Félix, Josephine, Julia, Céline, Sofia. Paulette ayant fait don de son corps à la science, il n'y a pas de cérémonie.

38, rue du Petit-Viel, 85330 Noirmoutier.

– Les docteurs Sylvie Fraïtag, Françoise Planfier, Eduardo Marinho, Jean-Philippe Lab et Bernard Guigui. Le personnel du laboratoire, ont la tristesse de faire part du décès brutal de leur associée et amie.

le docteur Jacqueline GUILLEMETTE, dermatologue, anastomo-cryo-pathologiste.

Les obsèques auront lieu le 10 avril 1999, à 10 heures, à Fellerig, Bas-Rhin.

Ses compétences en dermatopathologie, acquises à l'hôpital Tarnier et dans son exercice libéral, étaient, avec ses qualités humaines, unanimement appréciées. 50, rue de Vantignies, 59133 Lille. Tél. : 03-43-41-45-45.

– Les amis et collègues du Musée national des arts d'Afrique et d'Asie, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Sylviane JACQUEMIN, survenu le 25 mars 1999, et expriment leurs sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

– Le 6 avril 1999.

Grégoire LAFORÉT nous a quitté.

Maroussia, Romain et Augustin, 21200 Meursang.

– Jean-Michel Darrois, Stanislas Darrois, Madone Mantou et sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Josette MANTOUT-DARROIS avocate honoraire.

survenu en son domicile parisien le 6 avril 1999.

Les obsèques auront lieu ce vendredi 9 avril, au cimetière des Batignolles, à Paris 17^e.

Réunion à l'entrée principale, 8, rue Saint-Jean, par l'avenue du cimetière des Batignolles, à 16 h 30.

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Claire NUER.

survenu le vendredi 26 mars 1999.

Née en 1933, enfant cachée pendant la guerre, elle a consacré sa vie entière au dialogue et au respect de la dignité humaine.

Touchant à des sujets sensibles avec subtilité et profondeur, elle a eu l'estime et le soutien de tant d'hommes intégrés, justes et courageux.

Honnête, authentique, elle n'a pas su se protéger de la malveillance acharnée, des calomnies et tumeurs assassines.

Généreuse, dévouée, attachée à ses biens nobles, elle est un exemple pour nous tous.

Avec amour, ses enfants, son mari, sa mère et ses amis.

Une cérémonie aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le 11 avril, 14 h 30, entrée principale, avenue Marx-Dormoy.

La cérémonie se poursuivra par un dernier hommage, au Tissu de la Grande-Arcade de la Défense.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Participants au cycle de formation ACC de 1993 à 1996, nous avons la douleur de faire part du décès de

Claire NUER.

Pendant ces trois années, elle a formé au soutien psychosocial et à la gestion des conflits de l'école, de la santé et du travail. Elle nous a appris à faire face aux difficultés et nos douleurs les plus profondes des points de départ, de réflexion et de transformation dans nos relations, notre santé, nos activités. Sa force de vie et son humour vont nous manquer.

– Saint-Jean-de-Barrou (Aude).

M. et Mme Jean-Claude Cabanes, Isabelle et Jean Cabanes, Corinne et Pierre Cabanes, font part du décès de leur mère et grand-mère,

Mme JEAN FEYTAU, née Paule MAZA.

B. P. n° 4, 31600 Muret.

– Le 9 avril 1979,

Hélène MAISONNET nous quitte.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

– A l'occasion de l'anniversaire du décès de

M. JOEL PRASQUIER,

on se réunira le dimanche 11 avril 1999, à 12 heures, au cimetière de Bagneux.

M. D. Prasquier.

M. et Mme R. Prasquier.

Colloques

Colloque de l'Institut catholique de Paris et de l'Institut catholique d'Amérique :

– Figures juives de Vienne : Theodor Herzl, Sigmund Freud, Stefan Zweig et Arnold Schönberg », avec Son Excellence M. l'ambassadeur Franz Cestek, le président Moïse Cohen, MM. Gérard Weinberger, ministre plénipotentiaire, le professeur Maurice-Ruben Hayoun, secrétaire rapporteur à l'ACAP, le sous-préfet Alain Boyer. Mme le docteur Sophie Schlesinger, membre du conseil Rive-Sud des mariages de la mairie du 16^e arrondissement (71, avenue Henri-Martin, 75116 Paris). Le jeudi 15 avril 1999, à 19 h 45. En présence de M. le maire, Pierre-Christian Taintinger. Inscription obligatoire au 01-40-82-26-33.

Communications diverses

LES MARDIS D'ESPACES MARX

Mardi 13 avril 1999, 18 heures

L'école et la crise, avec Bernard Charlot, professeur en sciences de l'éducation ; Charles Coutel, professeur de philosophie, et Annick Davisse, formatrice.

Maison de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e.

La Maison des écrivains 53, rue de Venise, 75007 Paris.

Cycle : manifestation exceptionnelle. Mardi 13 avril, 19 heures.

La Maison des écrivains organise une rencontre avec trois poètes macédoniens : Matjaž Mavrelki, Radovan Pavlović, Bogomil Djaneš.

<p

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

par le débat
diversaires de l'
droit des colla-
tions.

lunish
illes
Péennes

SCIENCES Les apparences sont trompeuses. L'eau, substance banale s'il en est, présente à tout moment de notre vie quotidienne, stupéfie les scientifiques. • LES

PHYSICIENS qui étudient ses propriétés vont de surprise en surprise et la considèrent désormais comme l'un des liquides les plus inexplicables, les plus complexes et les

plus bizarres qui soient. • LES DÉCOUVERTES les plus récentes montrent que tout se passe comme l'eau adoptait le comportement de deux liquides et de douze

solides différents, en fonction de la température et de la pression auxquelles elle est soumise. • LES ASTRONOMES ont pu, grâce notamment au satellite européen ISO,

décelter sa présence un peu partout dans l'Univers. Mais la Terre est la seule planète du système solaire à disposer d'eau liquide à sa surface.

L'apparente banalité de l'eau cache de stupéfiantes propriétés

Les chercheurs qui étudient en détail la molécule d' H_2O vont de surprise en surprise. Selon la température et la pression auxquelles elle est soumise, cette substance familière adopte un comportement déroutant que les physiciens ont les plus grandes difficultés à expliquer

QUELLE CLAPOTE sur la grève, gorgouille dans les canalisations ou tombe à verser du ciel, l'eau fait à ce point partie de notre vie que nous n'y prêtons plus attention. On pourrait imaginer que, si la science connaît une substance à fond, c'est bien elle. Pourtant, les derniers travaux de recherche montrent qu'à fur et à mesure qu'on affine l'étude, le mystère s'élargit. L'eau est aujourd'hui considérée par les scientifiques, avec un sentiment qui confine à la terreur, comme l'un des liquides les plus inexplicables. Certains physiciens estiment, an-

forme en glace. En effet, les cristaux de glace se forment en général sur des grains de poussière qui servent de « semences ». Maintenant scrupuleusement à l'abri de la poussière, elle peut, en principe, être refroidie jusqu'à moins 38 degrés centigrades sans geler.

En refroidissant, l'eau devient de plus en plus étrange. Les expériences réalisées par Angell laissent supposer que, si l'on parvenait à la maintenir sous forme liquide à -38°C, elle montrerait toutes sortes de propriétés invraisemblables. Dans cet état, l'eau devien-

Les océans souterrains d'Europe

La Lune, avec ses six milliards de tonnes de glace répartis sur ses deux pôles, n'est pas le seul satellite riche en eau dans le système solaire. Les astrophysiciens s'intéressent à Europe, une des seize lunes de Jupiter, soupçonnée de posséder un océan d'eau liquide sous une épaisse couche de glace. Sa surface montre une mosaïque de plaques blanches qui semblent flotter, séparées par des fractures. L'océan pourrait être instancé à l'état liquide grâce à l'énergie délivrée par les marées internes que l'énorme masse de Jupiter lui ferait subir. Estimant que ce monde « marin » est susceptible de réunir les conditions nécessaires à l'apparition de la vie, la NASA envisage d'y envoyer deux sondes d'ici à 2010. La première repérerait les poches d'eau liquide les plus proches de la surface ; la seconde se poserait sur l'une de ces zones, ferait fondre la banquise sous elle et traiterait d'analyser l'océan supposé.

jourd'hui, que les propriétés de l'eau ne se comprennent que si l'on suppose l'existence de deux formes distinctes du liquide. Dans certaines circonstances, indiquent ces spécialistes, l'eau qui sort du robinet peut se séparer, comme une viennoiserie, en deux éléments. Ce point de vue est des plus controversés, mais il montre la difficulté qu'il y a à expliquer la nature étrange de l'humide H_2O . L'idée est née des observations faites dans les années 80 par Austin Angell (aujourd'hui à l'université d'Etat d'Arizona) et son équipe qui ont travaillé sur une eau « sous-refroidie », amenée à une température inférieure à zéro sans qu'elle se trans-

drat un dissipateur thermique illimité : il serait impossible d'élever sa température dans la chaleur. Elle serait également compressible à l'infini, de sorte que la pression la plus faible la rétrécirait à rien.

« DEUX EAUX »

En 1994, Eugene Stanley et son équipe de l'université de Boston aux Etats-Unis ont proposé une explication à ces observations troubles. Ces propriétés insolites pourraient être, selon eux, le reflet d'un comportement très étrange encore que se produit lorsque le liquide est soumis à des pressions élevées. Les modèles informatiques suggèrent, en effet, qu'à -78°C et mille fois la pression atmosphérique, l'eau se divise en deux liquides de densité différente. Bien que cette division ne soit attendue qu'à des températures très basses et des pressions très élevées, elle pourrait avoir des répercussions dans d'autres conditions. Cela serait susceptible d'expliquer les caractéristiques étranges que les travaux d'Angell prévoient.

Aujourd'hui, l'idée qu'il existe « deux eaux » est purement théorique. Il n'est pas possible, en effet,

4,5 milliards d'années en arrière, dans un de ces nuages gigantesques qui se met à tourner, s'écrase en un disque et se concentre pour donner naissance à une étoile, le Soleil. Autour de lui, attirés par cette énorme masse, gaz et poussières s'agglomèrent. Neuf planètes voient le jour. Néanmoins Pluton le mal connu, Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune, les quatre géantes dites gazeuses contiennent beaucoup de glace dans leur noyau et de l'eau - gazeuse et liquide - dans leur atmosphère. En revanche, les quatre planètes les plus proches du Soleil sont, à l'origine, quasiment dépourvues d'eau. Mais cela ne l'empêche pas d'y faire rapidement son apparition.

Le premier demi-milliard d'années des planètes telluriques (Mars, Vénus, Terre et Mars) est des plus tumultueux. « Une intense activité interne à l'eau, conte Thérèse Encrenaz, directrice du département de recherche spatiale (Despa, CNRS-Observatoire de Paris), le satellite européen ISO a d'ailleurs montré qu'elle est partout, tant dans notre système solaire qu'ailleurs, notamment dans les nuages de gaz interstellaires. »

Son abondance est cependant toute relative : dans l'hypothèse de notre univers-quintal, H_2O ne pèse que... 0,1 gramme. Bien que cette molécule simple soit stable, les liens entre ses composants ne peuvent résister à des températures excédant quelques milliers de degrés, pas plus qu'ils ne résistent aux ultra-violets. Par chance, les grosses bulles de poussières et de gaz dans lesquelles naissent les étoiles - et, accessoirement, les planètes qui les accompagnent parfois - offrent un filtre protecteur permettant la « survie » de la molécule.

Revenons un peu plus de

4,5 milliards d'années en arrière, dans un de ces nuages gigantesques qui se met à tourner, s'écrase en un disque et se concentre pour donner naissance à une étoile, le Soleil. Autour de lui, attirés par cette énorme masse, gaz et poussières s'agglomèrent.

Neuf planètes voient le jour. Néanmoins Pluton le mal connu, Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune, les quatre géantes dites gazeuses contiennent beaucoup de glace dans leur noyau et de l'eau - gazeuse et liquide - dans leur atmosphère. En revanche, les quatre planètes les plus proches du Soleil sont, à l'origine, quasiment dépourvues d'eau. Mais cela ne l'empêche pas d'y faire rapidement son apparition.

Le premier demi-milliard d'années des planètes telluriques (Mars, Vénus, Terre et Mars) est des plus tumultueux. « Une intense activité interne à l'eau, conte Thérèse Encrenaz. On pense que le "soi" bouillonne en permanence. » Ces énormes marmites sphériques, au cœur desquelles se concentrent les éléments les plus lourds comme le fer et le nickel, connaissent un dégazage monstrueux et des réactions chimiques impliquant hydrogène et composés contenant de l'oxygène. Sous forme de vapeur, H_2O apparaît. Par ailleurs, les météorites et autres boules de glace

appelées comètes qui, à l'époque, ne cessent de bombarder les jeunes planètes, approvisionnent ces dernières en eau.

C'est à partir de ce moment que le scénario commun s'arrête et que chaque planète écrit sa propre chronique. Tout d'abord Mercure, la plus proche de notre étoile. Avec une température dépassant les 400°C, la vapeur d'eau monte dans les hautes couches de l'atmosphère où les UV solaires la dissolvent en oxygène et en hydrogène. Cela, très léger, s'échappe dans une pagaille totale, répondant à une sorte d'attraction mutuelle généralisée. L'eau a un comportement plus drôle. Les molécules s'organisent comme si elles se tenaient par la main. Elles sont, en

sphère s'est condensée. Si jamais

il y a eu, il date de cette

époque. Des trombes d'eau mêlée d'acide sulfurique se sont déversées sur la Terre. Le calcium contenue dans les roches de la croûte primitive s'est dissous dans ce bain acide et a réagi avec le gaz carbonique atmosphérique, piégeant de la calcaire qui y eut, un jour, de l'eau sur la petite Mercure.

A quelque 108 millions de kilomètres du Soleil - contre 150 millions de kilomètres pour la Terre - évolue Vénus, une planète à peine plus petite que la nôtre. Pourtant, cette soue quasiment jumelle est un véritable enfer aride. Aujourd'hui, la température y atteint les 460°C alors qu'il y a une époque, elle avoisinait 30°C. Que s'est-il donc passé pour que Vénus et la Terre, deux corps quasiment semblables, évoluent de manière si différente ?

Quand notre planète, après sa phase de dégazage, a commencé à se refroidir, la vapeur d'eau contenue dans son atmosphère s'est accumulée au fond des océans en formation. L'atmosphère a été ainsi purifiée de son CO₂.

En raison de sa plus grande proximité du Soleil, Vénus n'a pas eu cette chance. La température y était légèrement supérieure à celle de la Terre, la réaction en cascade n'a pu avoir lieu. Au contraire. Le CO₂ a gagné la bataille, créant un puissant effet de serre. La température a commencé à grimper, provoquant le dégazage des substances volatiles contenues dans les roches de surface et, du même coup, augmentant l'opacité de la

planète. En cercle vicieux, l'effet de serre s'est nourri de lui-même et la température n'a cessé de monter.

Comme sur Mercure, la photodissociation finit par faire son œuvre et détruire les molécules d'eau. Ce scénario catastrophe met en lumière la bonne fortune de notre planète, assez proche du Soleil pour disposer d'eau liquide à sa surface mais suffisamment éloignée pour échapper au sort de Vénus.

Mars, en revanche, a bien connu les froids. Comme l'ont montré les sondes Viking dans les années 70 et comme le confirment aujourd'hui les images de Mars Global Surveyor, elle garde à sa surface de nombreuses preuves d'un passé humide : îles de rivière asséchées, méandres, vallées, « lacs » en forme de larmes façonnées par l'eau qui, un temps, a coulé sur la planète.

En raison de sa plus grande proximité du Soleil, Vénus n'a pas eu cette chance. La température y était légèrement supérieure à celle de la Terre, la réaction en cascade n'a pu avoir lieu. Au contraire. Le CO₂ a gagné la bataille, créant un puissant effet de serre. La température a commencé à grimper, provoquant le dégazage des substances volatiles contenues dans les roches de surface et, du même coup, augmentant l'opacité de la

liquide. Certains chercheurs imaginent qu'en raison de sa masse presque dix fois inférieure à celle de la Terre, Mars n'avait pas une gravité suffisante pour retenir sa couverture atmosphérique.

D'autres estiment que l'atmosphère a peut-être réagi avec le sol. Résoudre cette énigme sera l'un des enjeux des futures missions martiennes.

En attendant, « un énorme glacier d'eau de la taille de la France occupe le pôle Nord de Mars sur plusieurs kilomètres d'épaisseur », explique François Forget. Le pôle Sud présente une calotte de 300 kilomètres de diamètre recouverte en permanence de glace de CO₂ mais on pense que dessous se trouve de la glace d'eau. » Par ailleurs, les scientifiques supposent qu'une partie de l'eau martienne s'est infiltrée dans le sol où elle est stockée, à faible profondeur, sous forme de glace. Partie le 3 janvier, la sonde américaine Mars Polar Lander va tenter de découvrir ce pergélisol. Réponse à la fin de l'année.

Pierre Barthélémy

* Page réalisée par les rédactions du Monde, d'El País et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.

لماذا من الممكن

Le jardin saisi par la mode rétro

Scorsonère, euphorbe, rose trémie, poire cuisse-madame... Les végétaux oubliés ou en voie de disparition connaissent une nouvelle vie. Une façon de lutter contre la standardisation des espèces

LA MODE, pour ces dernières plantations du siècle, est au rétro sophistiqué. Au jardin, on plante de la sauge noire à odeur de cassis, des patissiers, ou des scorsonères (proche du salsifis), ou des espèces à consonance aussi charmante que le jambon de lard (dont la racine cuite évoque le goût du lard), la juliennne des dames, le pavot bleu de l'Himalaya, la mélisse-citronnelle.

Dans les prochaines semaines, cette nouvelle esthétique va voir fleurir bourses d'échange et expositions-ventes où les amateurs éclairés s'en donnent à cœur joie. Ils y dénicheront graines d'euphorbe ou de maïs à grain bleu. Les croqueurs de pommes, les vrais, trouveront de quoi planter sur leur sol un beurrett d'Arenberg, un Soldat labouré ou un Winter banana.



petales qui la font ressembler à un chou ou une pivoine tout en résistant à l'oléum et en conservant un beau feuillage. Mais surtout, il faut qu'elle ait un parfum.

La maison Delbard, fondée en 1935, a pris l'initiative de consulter un « nez » auprès de parfumeries

fascination pour la culture jardinier anglaise. La présence de quelques pépiniéristes britanniques parmi les membres du jury chargé d'attribuer les prix est toujours du meilleur effet.

La soudaine vocation de conservateur qui étreint les collectionneurs de plantes anciennes se veut militante autant qu'esthétique. Planter et diffuser des végétaux oubliés est une façon de reconstruire la palette végétale rétrécie comme peau de chagrin par le développement de l'agriculture productiviste. Cette renaissance est largement redébile au mouvement associatif qui, à l'image de la Confrérie des croqueurs de pommes, a su préserver ce qui pouvait être.

Dans *Le jardin, notre double* (éditions Autrement, mars 1999), Françoise Dubost, directeur de recherche au CNRS, considère que « la sauvegarde des espèces en voie de disparition et des variétés locales, de la poire cuisse-madame ou de la garance voyageuse, est une croisade contre l'érosion génétique ». Un pied de nez « à des dizaines d'années d'une impitoyable sélection imposée par la loi du marché ».

CHARME ET PRATICITÉ

« Cette quête du jardin de grand-mère est aussi et surtout une façon de trouver sa madeleine de Proust. Les consommateurs d'âge mûr retrouvent leur enfance, leurs racines », ajoute Muriel de Curel, organisatrice de la Fête des plantes vivaces de Saint-Jean-de-Beauregard (Essonne) qui se tiendra du 9 au 11 avril. « Avez le temps, observe-t-elle, les nouveaux jardiniers des années 90 ont accumulé des savoirs et certains sont devenus des connaisseurs. Autrefois, à Saint-Jean-de-Beauregard, on échangeait la valériane, qui poussait sur le bord des routes. Maintenant, on broque des plantes rares, introuvable il y a seulement cinq ans. »



La Comtesse de Ségré : une rose dont les pétales la font ressembler à une pivoine.

La mode rétro n'empêche pas les pépiniéristes d'innover. Ils poursuivent leurs travaux d'hybridation à partir de souches anciennes afin de lancer sur le marché des produits

diversifiés, remontants (capables de fleurir plusieurs fois dans la saison), réclamant un entretien minimal (certains ne nécessitent même pas d'être taillés) et plus solides face aux maladies que leurs ancêtres. Le charme de l'ancien et la praticité du moderne.

Au-delà de l'attraction pour les végétaux d'autrefois, les vivaces en particulier, se dessine une aptitude générale pour tous les végétaux rares, qu'ils soient issus du terroir, exotiques ou, simplement, nouveaux et originaux. Les généticiens, qui l'ont compris, multiplient les espèces différentes pour élargir le stock disponible et jongler avec les études de marché.

« Autrefois, la sélection des espèces de fleurs dépendait surtout de critères de productivité mais désormais, les chercheurs font comme dans le prêt-à-porter ; ils se reposent de proposer des produits qui permettent de suivre la mode ou de la créer », assure Marc Gueguen, responsable du marketing chez Truffaut. Ainsi, après la vogue du blanc puis des teintes pastel, la tendance côté fleurs de cette fin de siècle est aux couleurs vives, voire criardes.

J.-M. N.

Jean-Michel Normand

Les légumes extraordinaires de Victor Renaud

LE JOLI JARDIN en pente situé derrière la maison en pierre que possède Victor Renaud à Presles, dans le Val-d'Oise, est grand, sans plus. Mais entre les premières pousses qui sortent de terre, les plantes qui s'éveillent de leur léthargie dans la tiédeur des petites serres ou sous les cloches en verre parsemées à même la terre, l'endroit regorge quelque quinzaine cents espèces sur 1 000 mètres carrés.

Chez Delbard et chez Truffaut, les roses anciennes sont sorties des jardins et représentent près du tiers des ventes. Sans doute, ce besoin de renouvellement exprimé par les consommateurs qui plébiscitent tout ce qui peut ressembler à un brin de verdure - selon Promolardin, les ménages ont dépensé 31 milliards de francs (4,83 milliards d'euros) en 1997, au rayon jardinage - mais commencent à se lasser des plantes trop courantes. Le mélange des genres, très « tendance » par les temps qui courent (par exemple des fleurs dans le potager est du dernier chic) et l'assouplissement des règles de l'art, contribuent à entretenir la curiosité des amateurs.

La rose idéale n'est plus celle, au garde-à-vous au bout d'une tige raide, que l'on trouve chez le fleuriste. « Les fleurs anciennes ont du succès car les critères d'appréciation ont évolué, note Christian Ledoux, directeur de la vente par correspondance chez Delbard. Elle doit avoir belle allure, avec une multitude de

sauge, jouant des couleurs pour découvrir quatre espèces de tomates différentes. Celle de La Paz, dont l'arboise donne des fruits orange, oblongs, ou des espèces vertes, blanches ou bicolores, « toutes comestibles », précise le maître de lait. Régulièrement, les classes des écoles primaires viennent s'initier à ces plantes oublées.

PATRIMOINE VÉGÉTAL

Victor Renaud, qui échange des graines avec des correspondants installés aux quatre coins du monde, veille sur une sorte d'Arche de Noé horticole. Les courges, quoique fort envahissantes, sont présentes en une soixantaine d'espèces et, pour le reste, l'éventail des variétés est encore plus impressionnant. Quelques plantes suffisent : fenouil doux ou bronzé, ail racinaire, herbe à bison, macérin (au goût plus fort que le céleri), sauge tricolore, bourrache, moutarde de Chine à fleur de chou, ciboulette de Saint-Jacques que les pèlerins vers Compostelle emportaient dans une musette pour éviter le scorbut, et pommes de terre au nom évocateur : saucisse-rouge, bleue-de-la-Manche, nègresse.

Au-delà d'une allée, Victor vous fait marcher une feuille de mertensia maritime, une plante du littoral atlantique au curieux goût d'huître, ou humer le délicat parfum du thym orangé. Pour le capron, sorte de petite fraise au goût de framboise, ce n'est pas encore la saison. Dommage.

« Les produits du commerce ont été conçus pour leur capacité à conserver une apparence avantageuse et résister au transport. Mais leur valeur gustative ni leur valeur nutritive n'ont été prises en compte. Regardez les salades prélavées : on y trouve de la cellulose et de l'azote, mais point de vitamines ni de sels minéraux », s'indigne Victor Renaud. Apprécie convaincu de « la défense du patrimoine végétal », tout en reconnaissant qu'une plante « n'est pas forcément intéressante parce qu'elle est ancienne », ce petit homme affable et malicieux est, par son côté touche-à-tout, un jardinier très moderne. Mais, pour l'heure, ce n'est pas à une tomate mais à un dahlias que le nom de Victor Renaud a été donné.

J.-M. N.

Jean-Michel Normand

Pour (mieux) connaître Le Monde et la presse

la mallette pédagogique du Monde

- Une cassette vidéo
- Cinquante fiches pratiques
- Des idées de travail en classe

Passez votre commande (170 FF, port compris) :
Le Monde - La Boutique
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Fax : 01-42-17-21-68

Le Monde A LA TELEVISION ET A LA RADIO

Le Monde des idées

LCI

Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 0 h 10
Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

■

Le Grand Jury

RTL-LCI

Le dimanche à 18 h 30

■

Le Grand Débat

FRANCE-CULTURE

Les 3^e et 4^e lundis de chaque mois
à 21 heures

■

A la une du Monde

RFI

Le lundi au vendredi
à 12 h 45 et à 0 h 10 heures de Paris

■

La « une » du Monde

BFM

Le lundi au vendredi
13 h 06, 15 h 03, 17 h 40

■

Le lundi
13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

Acheter c'est bien, planter c'est mieux

QUAND elles repartent de la jardinerie ou d'une fête des plantes, les voitures ressemblent à un dessin de Dubout : des fenêtres ouvertes, du coffre attaché aux fusées, des barquettes de vivaces laissant juste assez de place aux enfants pour qu'ils s'installent sur la banquette arrière rabattue. Les plus grands sont même parfois mis à contribution pour tenir solidement les pots.

Observant la scène, le jardinier émérite est navré mais se marre en douce. Il oublie qu'il a commis la même erreur, il y a quelques années de cela, et qu'il lui arrive encore de ne pas savoir juguler sa boussole de plantes. Maudit libre-service. Tout le problème vient de là. Comment résister à ces rangées de pots, à ces tablettes recouvertes de plantes multicolores, à ces arbustes au feuillage opulent, à ces rares exotiques... Autrefois si difficiles à trouver, elles sont aujourd'hui en vente jusque dans les hypermarchés dont les jardineries ont su copier les techniques de vente et l'agencement des rayonnages : les produits chers au niveau des yeux, les pots de confiture biologique, le pain d'épices

sur le chemin des caisses enregistreuses de façon que les enfants affamés - toujours affamés - demandent à leurs parents d'en acheter.

Le jardinier émérite, après avoir bien rigolé, est pris de pitié. Il lui arrive même de s'approcher de clients et de leur souffler à l'oreille un « si j'étais vous, je n'achèterais pas cette barquette de tomates maintenant, il va encore geler », ou un « elles sont belles vos azalées, joli couleur, et ces rhodos, magnifiques !, mais vous a-t-on dit qu'il vous manquait juste quelques mètres cubes de terre de bruyère pour les planter tous ? »

MANQUE D'INFORMATIONS

Généralement soucieux de réussir leurs plantations, les chalands vous bombardent alors de questions et s'en vont remettre à leur place ce qu'ils venaient juste de poser sur leur grand chariot, non sans avoir pesté contre le manque d'informations portées sur les fiches accompagnant chaque plante. Non sans vous avoir demandé auparavant ce qu'ils pouvaient planter à la place, effrayés à l'idée de devoir planter chaque rhododendron dans un trou de 1 mètre sur 1 mètre et de 60 centimètres de profondeur après en avoir extrait la terre d'origine pour la remplacer par 600 litres de terre de bruyère (de 300 F à 400 F de terre par arbuste) et étonnés d'apprendre qu'un rhododendron atteint généralement 2 à 3 mètres de hauteur et autant d'envergure en l'espace de sept à dix ans.

Et l'on ne sait rien de ceux qui repartent avec cinq ou six arbres

qui sont alors plantés dans des trous d'environ 10 cm de diamètre et 10 cm de profondeur, sans aucun aménagement, sans aucun drainage. Nicolas Goutt, un jardinier indépendant, collègue de l'écrivain Jean-François Lutz à Ouchy, dans le canton de Vaud, a été contraint de faire enterrer sa vigne par un voisin, qui a alors planté une autre vigne dans le même trou. « C'est à ce moment-là que j'ai compris que les vignerons suisses n'étaient pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi », se souvient-il. « J'ai alors demandé à mon voisin de faire enterrer sa vigne et de faire venir un autre voisin pour la planter à la place. Mais il a répondu : "C'est à moi de faire enterrer ma vigne, je ne veux pas que quelqu'un d'autre la plante à ma place". »

Et l'on sait que les vignerons suisses

ne sont pas tous aussi intelligents que moi

Assez bien ensoleillé

VENDREDI, la dépression située en Méditerranée se comble progressivement mais le temps reste instable sur l'extrême Sud-Est. Un anticyclone est centré sur le proche Atlantique. Dans ce champ de pression élevé, une perturbation peu active circule. Le ciel sera chargé sur les régions du Nord-Ouest et les nuages seront accompagnés de quelques brises éphémères.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie - Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel sera très nuageux et quelques pluies fâcheuses et éparses tomberont le matin. Sur les pays de Loire, la journée sera bien ensoleillée. Il fera entre 15 et 18 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes - Sur l'extrême Nord et la Haute-Normandie, les nuages seront bien présents. Sur les autres régions, la journée sera assez bien ensoleillée après dissipation des brouillards. Il fera de 14 à 17 degrés.

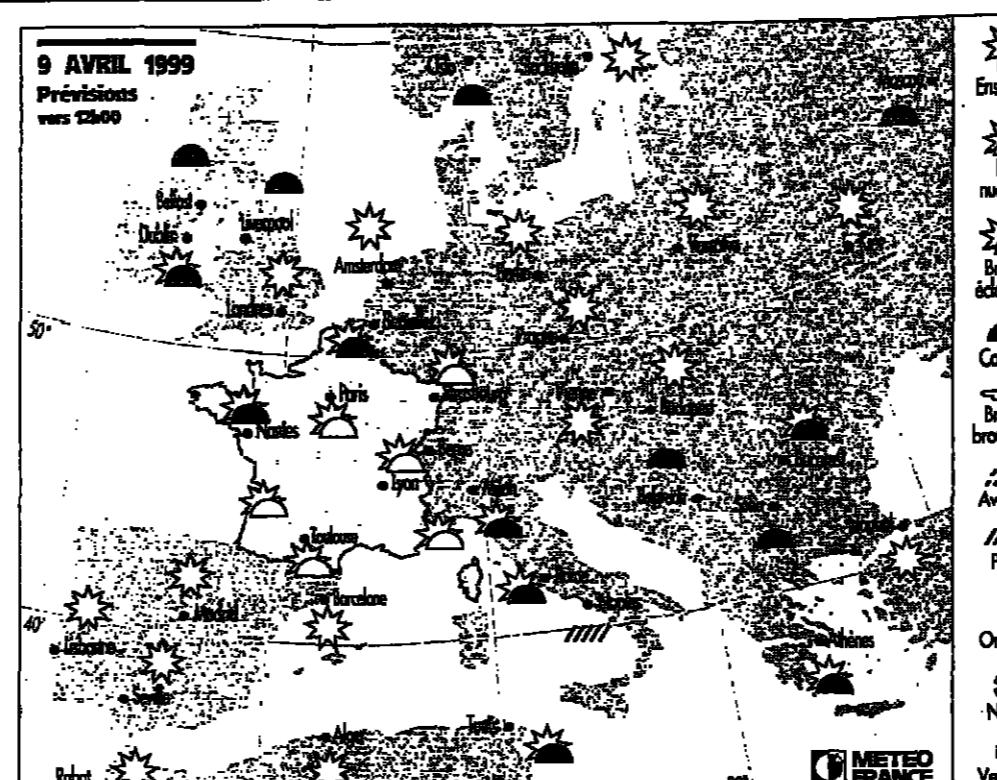
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté - Au

lever du jour, le ciel sera chargé avant des éclaircies qui conduiront à un après-midi ensoleillé. Il fera de 14 à 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées - Sur les Pyrénées, les nuages seront présents le matin, belles éclaircies l'après-midi. Sur les autres régions, brumes et brouillards laisseront rapidement place à un beau soleil. Il fera 16 ou 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse - En Corse le temps reste instable avec averses et orages. Sur les Alpes du Sud et la Côte d'Azur, le ciel sera rapidement nuageux. Sur les autres régions, le ciel sera bien dégagé. Mardi et mercredi souffriront jusqu'à 100 km/h le matin, 80 km/h l'après-midi. Il fera 16 à 18 degrés.

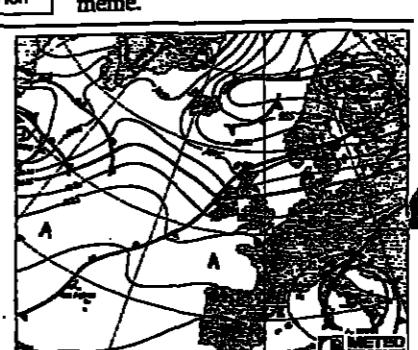
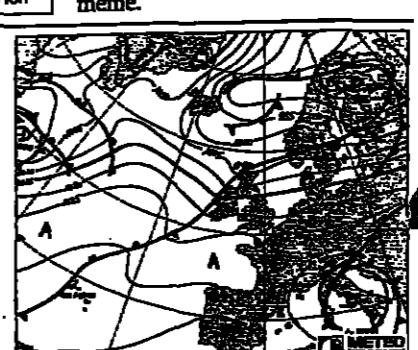
9 AVRIL 1999
Prévisions
vers 22h00

LE CARNET
DU VOYAGEUR

AFRIQUE A partir du 31 mai, les vols Air Afrique (27 au départ de Paris) sont transférés de l'aéroport Charles-de-Gaulle 1 à l'aéroport Charles-de-Gaulle 2, terminal A.

ITALIE Le Hilton Rome Airport, directement relié au terminal de Fiumicino, à Rome, devrait ouvrir le 1^{er} novembre. Il comportera 519 chambres disposées sur huit étages au milieu de jardins paysagers et un centre de remise en forme avec piscine intérieure.

JORDANIE Le groupe hôtelier Accor vient de prendre la gestion de deux joyaux de l'hôtellerie jordanienne de luxe, le Taybet Zaman Village Hotel & Resort, un authentique village bédouin composé exclusivement de maisons traditionnelles, à 12 km de Petra, et le Beit Zaman, village jumeau du précédent, qui ouvrira fin 1999 dans un paysage d'oliviers, à Petra même.



PRÉVISIONS POUR LE 9 AVRIL 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

	PAPEETE	25/31 N	KIEV	8/16 S	VENISE	7/15 P	LE CAIRE	14/24 S
	20/25 C	23/29 S	12/17 N	12/17 N	12/17 N	12/21 C	12/23 C	15/20 S
ST-DENIS-RE			12/17 N	12/17 N	12/17 N	12/21 C	12/23 C	15/20 S
EUROPE			10/18 S	10/18 S	10/18 S	10/21 C	10/21 C	15/20 S
AMSTERDAM	6/15 S	6/15 S	5/15 S	5/15 S	5/15 S	5/15 S	5/15 S	5/15 S
ATHENES	13/20 N	13/20 N	11/19 S	11/19 S				
BARCELONE	7/17 S	7/17 S	7/17 S	7/17 S	7/17 S	7/17 S	7/17 S	7/17 S
BORDEAUX	6/18 S	6/18 S	10/18 C	10/18 C				
BOURGES	2/15 S	PAU	11/16 S	11/16 S				
BREST	8/14 N	PERPIGNAN	9/17 S	9/17 S				
CAEN	8/13 N	RENNES	7/16 N	7/16 N				
CHERBOURG	7/14 N	ST-ETIENNE	7/16 N	7/16 N				
CLERMONT-F.	3/14 N	STRASBOURG	9/15 S	9/15 S				
DIJON	3/14 N	TOULOUSE	3/14 S	3/14 S				
GRIMOBIE	3/17 N	TOURS	3/16 S	3/16 S				
LILLE	5/15 N	FRANCE autre	9/16 S	9/16 S				
UMOGES	4/14 N	CAYENNE	23/30 S	23/30 S				
LYON	6/14 N	FORT-DE-FR.	23/29 P	23/29 P				
MARSEILLE	7/17 S	NOUMEA	24/28 P	24/28 P				

PAPEETE 25/31 N
KIEV 8/16 S
VENISE 7/15 P
LE CAIRE 14/24 S

VEN

EN

EU

RO

BR

AS

TR

AF

OC

AS

RE

AT

OC

AS

RE

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

ART Afin d'« inciter les enfants, les adolescents à la créativité », l'artiste suisse Gottfried Honegger a ouvert au sein du musée d'art contemporain Espace de l'art concret, à

Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), un atelier qui leur est réservé, l'Espace art-recherche-imaginaire. Des méthodes pédagogiques particulières ont été inventées. ● LES RE-

LATIONS entre école et musée restent difficiles, mais sont de plus en plus fréquentes. Françoise Buffet, universitaire, a mené une recherche auprès d'enseignants de la

région Rhône-Alpes. ● DEPUIS le protocole d'accord signé en 1983 entre les ministères de l'éducation nationale et de la culture, écoles et musées ont trouvé de nombreuses

façons de travailler ensemble. ● À NANCY, le service éducatif du Musée des beaux-arts propose une gamme élargie d'activités aux élèves et aux enseignants.

Gottfried Honegger apprend à écouter, voir et concevoir les œuvres d'art

Sur la Côte d'Azur, il existe un lieu privilégié où tout a été organisé par cet artiste suisse pour permettre aux enfants de faire un apprentissage décomplexé des arts, entre visite des collections et atelier de peinture, avec des méthodes pédagogiques inédites

MOUANS-SARTOUX
(Alpes-Maritimes)

de notre envoyée spéciale

Un château de conte de fées, avec trois tours rondes surmontées de petits toits pointus, accueille tous les jours, du matin au soir, des ribambelles d'enfants. Ce bâtiment du XVII^e siècle abrite les 300 mètres carrés de l'Espace de l'art concret, musée fondé sur la collection de Sybil Albers, qui réunit des œuvres d'artistes contemporains, de Joseph Beuys à Daniel Buren. Depuis un an, un nouveau bâtiment, discrètement enfoui dans le jardin du château, est réservé aux enfants. Sur 300 mètres carrés lui aussi, l'Espace art-recherche-imaginaire est le royaume des expériences enfantines, un grand volume assez où on peut peindre, tripoter des outils et des écrans.

L'ambition affichée est humanitaire : « Pour préserver nos libertés, pour assurer notre confort, pour sauver notre culture, pour avancer, il faut des citoyens créatifs. L'Espace art-recherche-imaginaire a pour mission d'inciter les enfants, les adolescents à la créativité. Il faut apprendre à regarder, à écouter, pour mieux comprendre. » A plus de quatre-vingts ans, l'artiste suisse Gottfried Honegger, à l'origine du lieu, reste un apôtre de l'invention, un utopiste qui veut croire que l'art peut « changer le monde » (Le Monde du 8 avril 1996). Ni un livre ni une somme de savoirs savants, l'art est au cœur même de l'existence humaine. L'équipe de ce musée atypique a inscrit sur un des murs la protestation d'Henri Michaux : « On ne rêve plus, on n'ose plus penser. On ne rêve plus, on nous dirige. On ne rêve plus, on nous rêve. »

Puisque l'art est une expérience essentielle, Gottfried Honegger veut y faire accéder chaque être, dès son plus jeune âge. A voir le bâtiment qu'il a conçu avec l'architecte Marc Barani et les outils pédago-

giques qu'il a inventés, à écorner Odile Biec, la conservatrice du musée choisie par lui, un fait est évident : l'artiste prend l'enfance au sérieux, celle des gamins et, pour reproduire l'expression du philosophe Gilles Deleuze, ces « blocs d'enfance » qui peuvent habiter tout un chacun. « Je fais les expositions pour les enfants. Quel que soit leur âge », dit Gottfried Honegger.

« Nous voulons apprendre à apprendre, nous sommes persuadés que regarder est un acte créatif »

Les méthodes de sensibilisation sont issues de l'intuition de l'artiste et des connaissances de l'équipe avec l'imaginaire enfantin, puis des apports des chercheurs réunis autour du musée. Mises en pratique dès les débuts des ateliers pédagogiques il y a huit ans, elles ne manquent pas d'être débattues, contestées ou approvées par les experts. Mais, au contraire que les méthodes, c'est le climat qui frappe le visiteur : assurément, ici, les petites personnes sont accueillies, et respectées, par les grandes.

Chaque jour de l'année, sauf le week-end, l'Espace art-recherche-imaginaire reçoit des groupes de jeunes. Les classes viennent les lundis, mardis, jeudis et vendredis. L'agenda de ces visites scolaires est complet dès le mois de septembre, et le musée ne peut répondre à toutes les demandes. Le reste du temps est organisé avec les centres de loisirs et les associations qui accueillent les enfants en semaine après 16h30, ainsi que le mercredi



L'atelier de peinture de l'Espace art-recherche-imaginaire : « On ne commente jamais. »

et pendant les vacances scolaires. Le week-end, le musée ne propose pas d'activité spéciale pour les jeunes, mais l'entrée est pour eux gratuite.

A Mouans-Sartoux, commune de 9 000 habitants insérée dans le triangle Cannes-Grasse-Antibes, les trois quarts des classes viennent au musée une à deux fois par trimestre, pour une demi-journée. Cette régularité donne une assise artistique solide aux élèves qui ont effectué toute leur scolarité dans la commune. Quand une classe arrive à l'Espace art-recherche-imaginaire, elle se divise en deux groupes qui vont pratiquer à tour de rôle les deux principales activités proposées : la visite des collections et l'atelier de peinture.

« Nous voulons apprendre à apprendre, nous sommes persuadés

que regarder est un acte créatif », dit Gottfried Honegger. Cette éducation du regard passe par des séances d'« échauffement » qui

s'appuient sur des outils. L'artiste suisse a inventé le viseur, un jeu de formes et de couleurs, toutes simples, toutes fondamentales.

A lire

● Sur papier : « Les Publics, sensibilisation et formation », Le Bulletin de l'art contemporain, édition de l'Association des directeurs de Centres d'art (11, rue du Docteur-Dolard, BP 3077, 69605 Villeurbanne Cedex), n° 3, novembre 1998 : pratiques et points de vue de 25 centres d'art, 19 situés en zone urbaine et 6 en zone rurale. - A l'approche du musée, la médiation culturelle, par Elisabeth Caillat, Presses universitaires de Lyon, coll. « Muséologies », - Zones

d'éducation prioritaire-musées, du partenariat à la formation, coordonné par Alain Bourgarel, Centre régional de documentation pédagogique d'Ile-de-France.

● Sur Internet : L'Espace de l'art concret de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) communique informations et réflexions sur ses activités et sur son Espace art-recherche-imaginaire, dédié aux enfants : <http://perso.wanadoo.fr/espaces.art-concret> - Le site du ministère de la culture donne des informations sur les actions d'éducation artistique : <http://www.culture.gouv.fr>

L'écoute, conçu par le pédagogue Yves Rousquio, éduque l'ouïe et permet la découverte du monde environnant par les sons. La visite d'une ou de plusieurs œuvres vise à « favoriser le contact direct », assure Odile Biec. « Nous passons beaucoup de temps à écouter et à observer ce que les enfants expriment. La visite guidée où le conférencier parle tout le temps est une fausse piste. Le savoir ne « passe » pas s'il est déversé sans tenir compte de la démarche de l'enfant », estime-t-elle, après avoir elle-même pratiqué la chose plusieurs années dans un centre d'art.

L'atelier de peinture se déroule dans le bâtiment neuf, selon un cheminement précis, presque rituel. Un premier espace, au grand mur vitré ouvert sur les arbres du domaine, prépare l'entrée dans l'atelier. Les règles sont rappelées, le calme et la concentration sont invités. Après avoir passé leur tablier, les enfants pénètrent dans l'atelier proprement dit, isolé du monde extérieur à la manière d'une cabane en huit d'un arbre. Face à eux, des feuilles blanches et des godets de gouache sont à leur disposition. Dans le silence, chacun peint ce qu'il veut, sans thème ni consigne. « On ne commente jamais leurs peintures. On s'interdit tout jugement ou toute interprétation psychologique. Nous savons que peindre est difficile, pour des enfants comme pour des adultes, car chacun est alors face à lui-même et peut avoir peur d'exprimer des choses profondes », pense la conservatrice.

Au terme de huit années d'expérience, le musée reste un laboratoire, toujours traversé de questions. « Ce qui nous intéresse, insiste Odile Biec, c'est de savoir si cette politique de sensibilisation a fondamentalement une incidence sur la vie de chaque individu. Mais comment peut-on mesurer une telle incidence ? »

Catherine Bédarida

Les « Petits parcours » des Beaux-Arts de Nancy

Depuis le 1^{er} mars, le service éducatif du Musée des beaux-arts de Nancy propose une gamme d'activités pour les élèves et les enseignants. Profitant de sa rénovation (Le Monde du 5 février), l'établissement organise une trentaine de visites thématiques, pour les écoliers (les fleurs dans la peinture, la représentation autour du bastion fortifié) et pour les collégiens et lycéens (les écrivains et la peinture, les grands courants du XX^e siècle, la fouille archéologique).

Outre le programme académique de stages organisé dans les musées par l'éducation nationale, Nancy offre aux enseignants un « mercredi de la formation » par mois. Antoine des livrées du musée, ces « Petits parcours », sur le thème de l'enfance ou de la chevauchée artistique, comportent d'un côté des jeux et des exercices pour les gammes, et, de l'autre, des informations pour aider les adultes à avoir l'air savant devant la petite classe...

Le difficile partenariat entre école et musée

« LES RELATIONS entre l'école et le musée, même si elles évoluent, restent problématiques », observe Françoise Buffet, maître de conférences et membre de l'équipe du Centre d'études et de recherches sur les expositions et les musées (Cerem) de l'université de Saint-Etienne. Dans son livre *Entre école et musée, le partenariat culturel d'éducation* (à paraître fin avril aux Presses universitaires de Lyon), elle fait état d'une recherche menée auprès d'enseignants de la région Rhône-Alpes.

Une grande majorité d'instituteurs conduisent leurs élèves dans les musées, parfois plusieurs fois par an. Les deux tiers demandent systématiquement un intervenant. Plus de la moitié ne précisent pas les raisons de cette demande, et les autres la justifient soit par la connaissance que l'animateur cultive à des lieux et des collections, soit parce que « cela favorise une situation d'apprentissage ». Presque la moitié des enseignants interrogés ont un contact préliminaire avec les animateurs culturels, mais une minorité seulement anime de la « construction possible d'un projet ».

LES DOGMES D'UN GRAND MUSÉE PARISIEN

« Ces observations démontrent assez bien l'ouverture traditionnelle du système scolaire qui cherche un effet de réel, hors l'école, pour illustrer les savoirs transmis, note Françoise Buffet. Avec d'autres moyens et un autre point de vue, le musée s'inscrit dans un projet éducatif équivalent à celui de l'école : faire connaître en privilégiant l'émotion et le sensuel, favoriser la délectation. »

Dans la pratique, les dogmes du musée et ceux du système scolaire s'affrontent souvent pour créer des situations parfois extrêmes, comme cet échec classique relaté par la chercheuse : « Après avoir travaillé sur un

exemple de patrimoine local, en histoire, on décide de se rendre dans un grand musée parisien afin de voir les quelques pièces en provenance de la région et de comprendre comment un objet, même modeste, est un point d'ancrage pour la construction d'un savoir. A partir de là, le scénario est un résumé des difficultés du partenariat de réalisation entre enseignant et animateur-conférencier du musée. Le formateur responsable s'était déplacé à Paris pour négocier la visite. Dans la cohue des groupes du primaire et des collèges, que l'on fait asseoir par terre afin qu'ils ne gênent pas le passage, le nez au nez des vitrines qui sont à un mètre du sol, on aura droit, en quarante-cinq minutes, à la traversée complète du musée. »

Cependant, bon nombre de musées ont mis en place des formations pour les enseignants, pour présenter les collections, les réserves ou une nouvelle exposition, voire pour les guider à travers d'autres institutions artistiques de la région. Lorsqu'ils disposent d'un personnel plus nombreux et, par exemple, d'enseignants mis à disposition de leur service éducatif, ils peuvent aussi créer des outils pédagogiques - carnets de visite, mallettes de documents, site Internet à consulter depuis l'école.

Il parvient même à monter des projets originaux précis, tel un trajet spécifique à travers une collection de peinture, une utilisation singulière du lieu ou une réflexion conjointe sur l'architecture et la sculpture. Pour Françoise Buffet, le partenariat entre école et musée reste « une expérience » qui suppose que les professionnels des deux systèmes « travaillent sur eux-mêmes avant de travailler avec les élèves. »

Mille et une alliances

SUR LES TRACES des pionniers - le CAPC de Bordeaux, le Magasin de Grenoble, l'Atelier des enfants de Beaubourg - l'action éducative des centres d'art contemporain s'est diversifiée. A Thiers, Le Creusot de Fenix, un centre d'art installé dans une ancienne usine de coutellerie, priviliege les contacts avec les artistes. Par exemple, pendant un an, la plasticienne Lucy Orta a travaillé avec des lycéens de la section matériau sonore du lycée professionnel Sonia-Delawall. Elles ont créé « des espaces habitables, personnels et sécuritaires, et concu des modules alliant vêtements, refuges, architecture, associant couleurs, matières et odeurs », explique la directrice, Laurence Gataneau. Elles ont ensuite emmené leur atelier retravaillé à New York où elles l'ont retravaillé avec un groupe d'adolescents.

JUMELAGES Les lycées agricoles et techniques sont souvent plus intéressés par des jumelages avec les centres d'art que les établissements classiques. Une convention fonctionne entre des classes agricoles et l'ensemble Passages, à Troyes. Le Centre d'art contemporain de Vassivière en Limousin propose toute une panoplie d'actions ciblées vers les jeunes, allant jusqu'à héberger des classes en séjour artistique pendant une semaine.

Depuis le protocole d'accord signé en 1983 entre les ministères de l'éducation nationale et de la culture, de nombreux contrats de mariage, concubinage et autres unions ont été inventés entre école et musée. Les classes culturelles et les ateliers de pratique artistique font intervenir des artistes dans les classes. Les plans locaux d'éducation artistique (PLEA) mettent en place des jumelages entre établissements culturels et scolaires. Une quinzaine de sites expérimentaux ont été créés en 1994. Un millier d'écoles, expérimentant les nouveaux rythmes scolaires, proposent des ateliers artistiques.

Dans le même temps, les musées ont connu une mutation importante. Entre la fin des années 70 et le milieu des années 90, quelque 300 musées ont été créés ou rénovés en France. A présent, les 33 musées nationaux et les 1 100 établissements classés et contrôlés par le ministère de la culture disposent de 900 services culturels et pédagogiques.

C. Ba

<http://www.lemonde.fr>

Le Monde des Livres : recherches et commandes parmi 400 000 ouvrages, enrichies par 12 ans de critiques littéraires du *Monde*.

مكتبة من الأصل



Pinchas Zukerman, le devoir de transmettre

Le chef d'orchestre-violoniste virtuose donne trois concerts à Paris

PINCHAS ZUKERMAN est assis au pupitre. Le geste rond ne dépare jamais d'un certain flegme lors même qu'il déchaine des séismes orchestraux en cette fin de premier mouvement de la *Symphonie 9* de Beethoven, réclamant des «pizzicati avec son». Le second mouvement, une véritable marche, aura cet intérêt : mélange de fierté et de retenue. Il demande aux cordes un archet circoscrit à la pointe, «une sensation plus qu'une vibration». Difficile à obtenir. Qu'à cela ne tienne, Pinchas Zukerman prend un instrument des mains d'un violoniste et montre. Sympathie immédiate des musiciens. L'atmosphère est défendue et courtoise, le chef chante pour illustrer ses propos, peaufine ça et là un rythme pointé, une inflexion, donne à «voir» des sonorités, des intensités. Lui demande-t-on si ce staccato fait pam-pam-pam ? Il répond non et précise : «pom-pom-pom» : on comprend qu'il faut plus de chair ! Le travail se fait en finesse, Beethoven se dessine, à la fois corsé et lyrique. Le plaisir de la musique est sur tous les visages. Dans la *Deuxième Romance pour violon*, Pinchas Zukerman passera de la baguette à l'archet avec un naturel déconcertant, offrant à l'orchestre sa propre expressivité rayonnante.

S'il est un être qui cultive la dis-

cretion, voire l'escrime, c'est bien Pinchas Zukerman. Un telle aversion à se livrer un tant soit peu pourrait passer pour de la pose si l'homme n'était aussi affable et souriant. Hauteur, mépris ? Il n'y aurait pas dans l'œil cet état de gemme amusée ! S'enquiert-on d'une carrière exceptionnelle tant par son accomplissement que par la pluralité de ses aspects ? Le voici aussitôt railleur : «Moi, un musicien complet ? C'est ce que vous vous entendez dire dès que vous atteignez cinquante ans !»

RENDRE CE QU'ON A REÇU

Il refuse de considérer qu'être à la fois violoniste virtuose, altis- bors pair, chef d'orchestre respecté et chambriant patenté, pédagogue passionné – toutes choses qu'il conjugue au plus-que-parfait – lui confère un statut à part. Cumuler différentes directions musicales (National Arts Centre Orchestra du Canada et Festival d'été de l'Orchestre symphonique de Baltimore), diriger les principales formations internationales, tout en occupant des fonctions d'enseignant à la Manhattan School of Music de New York et, en Israël, à l'Irlon Feher Music Center de Holon, rien qui vaille que l'on s'exclame !

Même si l'enseignement est le seul sujet où Pinchas Zukerman se débuse, allant jusqu'à la véh-

ement : «Avec les jeunes générations, il faut prendre les choses très au sérieux car nous avons une énorme responsabilité. Pour moi, nous avons le devoir non d'enseigner, mais de transmettre. L'important est de rendre ce que l'on a reçu.» Pinchas Zukerman n'hésite d'ailleurs pas à employer pour ce faire des moyens technologiques de pointe, dispensant à ses élèves encouragements et conseils avec, à l'appui, une maintenance vidéo !

Cette volonté de transmission n'exclut pas la conscience aiguë d'un art qui s'inscrit dans le temps, mais aussi dans son temps. À l'évidence de la disparition de Yehudi Menuhin, il se fait soudain chantant : «Pour moi, dans ce siècle, il y a deux personnes qui ont donné au violon ses véritables lettres de noblesse : c'est Ysaye et Heifetz. Nous autres, tous autant que nous sommes, ne serons jamais que des suivreurs de seconde classe.» Ayant de se radoucir : «Menuhin était un homme merveilleux, seul compte ce qu'il a laissé.»

Pinchas Zukerman aurait-il lui aussi le souci d'un héritage ? C'est ce que semblerait indiquer un corpus discographique impressionnant (plus de cent titres et vingt et une nominations aux prestigieux Grammys). Toutefois, le gigantesque projet initié par RCA d'une intégrale de toute la musique écrite pour violon et piano (avec



Pinchas Zukerman.

Mark Neikrug son complice de toujours) vient d'être suspendu pour raisons financières : seuls Brahms, Beethoven, Mozart et Schumann auront été servis – ce qui paradoxalement ne paraît guère affecter l'intérêt, manifestement résistant à tout détourage !

Tempérament en acier trempé et nonchalance charmeuse, Pinchas Zukerman semble traverser la vie avec l'autorité naturelle de qui n'a nul besoin de se donner l'air et les moyens. Démêlé cette apparence de fauve à la sieste, il y a la détente brusque de l'ironie à fleur de peau, quand elle ne tourne pas à la parodie-désir. Mais il y a aussi, bien loin des images de play-boy miffrant

dont l'affublent certains magazines anglo-saxons, la pudeur d'une personnalité rebelle à se constituer par le discours. Pinchas Zukerman répugne même à parler de musique, raison de plus pour l'écouter la jouer.

Marie-Aude Roux

* Concerts autour de Beethoven, avec Mark Neikrug (piano), Pinchas Zukerman (violon et direction), l'Orchestre national de France. Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e, M^{me} Alma-Marcuse. Les 8, 9 et 10 avril, à 20 heures. Tél : 01-49-52-50-50. De 50 à 190 F (de 7,5 à 28,5 €).

Naissance officielle d'Universal Music France, un nouveau géant du disque

POLYGRAM est mort. Universal Group est né. Dans cette première semaine d'avril, toutes les filiales nationales du nouvel empire du disque né du rachat, fin 1998, du groupe néerlandais PolyGram par le géant canadien Seagram, déjà propriétaire d'Universal-MCA, officialisent leur nouvelle identité.

C'est, pour la France, une campagne de publicité dans la presse et une fête le 9 avril – deux mille invités, toutes les stars maison, de Johnny Hallyday à Khaled, de Florent Pagny à Zazie... Intitulée «Tous les talents du monde», la publicité donne, par ordre alphabétique, une liste d'environ huit

cents noms d'artistes nationaux et internationaux appartenant à Universal Music Group. «Une maison de disques est d'abord une maison d'artistes. Ils sont chez eux, et ce n'est pas tous les jours qu'une nouvelle maison de disques naît», commente Pascal Nègre, PDG d'Universal France, qui englobe

également Universal Film, pôle cinématographique de la multinationale.

Universal Music France se targue de posséder «150 000 chansons françaises en catalogue, 2 000 contrats d'artistes locaux» et de distribuer «80 labels internationaux». La société leader détient désormais un peu plus de 37 % du marché du disque français. Elle, réalise 50 % des ventes de musique classique en France, surtout pour le jazz, et s'appuie sur un gros répertoire local, réalisant 70 % du chiffre d'affaires des artistes nationaux. Patron dynamique à l'ascension rapide, Pascal Nègre, trente-sept ans, est placé sous l'autorité directe du Danois basé à Londres Jorgen Larsen, PDG d'Universal International (tous les pays du monde sauf les Etats-Unis), «un homme ouvert à la pluri-culturelle», dit Pascal Nègre. Or, Universal, c'est la planète, nous allons chercher partout. Nous voulons imposer ce que nous avons fait en France pour le rai avec 1, 2, 3 Soleils ou en Allemagne avec le chanteur turc Tarzan.»

STRATÉGIE INCHANGÉE
Du point de vue de la politique commerciale (prix, ventes en kiosque, en hypermarchés, publicité à la télévision, etc.), aucun changement de stratégie n'est annoncé. La distribution de la musique sur Internet reste un sujet de réflexion prioritaire. «Mais très vite va arriver le DVD audio, un format protégé où l'on peut mettre davantage de musique, de meilleure qualité, des images, des clips, des documents d'archives.» Le PDG d'Universal Music France y voit l'occasion «d'une relecture complète» du fonds de catalogue, ce qui à ses yeux constitue la plus belle richesse de la société. «Nous voulons créer du catalogue, augmenter les actifs. La force d'Universal est d'avoir tout Bob Marley, tout Johnny Hallyday, tout Serge Gainsbourg [des héritages PolyGram].»

Au cours des dernières années, le groupe Sony a multiplié ses activités de distributeur, au détriment de celles de producteur, assumé par les artistes eux-mêmes (Katz, Goldman, Cabrel) ou par des labels intermédiaires (Atmosphérique pour Louise Attaque, Pomme pour *Notre-Dame-de-Paris*) qui bénéficient ainsi de la force de vente du groupe d'origine japonaise. Rien de tel chez Universal Music France, assure Pascal Nègre. «Nous gardons la distribution de labels pour des créneaux que nous connaissons mal, comme la danse, des niches où nous avons besoin d'indépendants dynamiques qui connaissent bien le marché.»

Le Palais de Tokyo va devenir un centre d'art

LE PALAIS de Tokyo a enfin trouvé une affectation. La ministre de la culture, Catherine Trautmann, a annoncé le 7 avril que l'édifice de l'avenue du Président-Wilson (Paris 16^{e}), en déshérence depuis plus de dix ans, allait devenir un centre d'art. Il suffira de 30 millions de francs (4,57 millions d'euros) pour permettre l'ouverture, à la fin de l'année 2000, d'un ensemble de salles d'exposition qui devraient accueillir la «jeune création». Seuls le rez-de-chaussée, de plain-pied avec l'avenue du Président-Wilson (3 000 m²), et le premier étage (1 000 m² de bureaux) seront affectés à cette activité. Les espaces qui s'ouvrent sur la rue de la Manutention, en contrebas de l'avenue, ainsi que les sous-sols resteront fermés.}

Cette destination du Palais de Tokyo n'est pas définitive – à moins que le succès ne vienne conforter l'opération. En attendant que d'autres idées germent et, surtout, qu'un financement puisse permettre un réaménagement lourd, une partie seulement de ces 18 000 m² vacants auront donc trouvé une fonction. Conçu dès 1925, le Palais de To-

La Fondation Yvon Lambert bientôt à Avignon

Un accord vient d'être conclu entre Yvon Lambert et le ministère de la culture qui prévoit que le galeriste parisien dépose une partie de son importante collection dans les 2 200 m² de l'hôtel Caumont à Avignon. Cet ensemble de 300 œuvres met en valeur les choix qu'Yvon Lambert a toujours défendus dans ses galeries successives, rues aux Ours puis rue Vieille-à-Toulouse à Paris : art minimal, art conceptuel, land art, mais aussi la peinture figurative des années 80 et la photographie de la décennie suivante.

Une salle d'exposition temporaire viendra compléter les collections permanentes. Il est vraisemblable que le dépôt soit, à terme, définitif. L'investissement nécessaire à l'ouverture de ce nouveau centre voué à l'art contemporain nécessite 15 millions de francs (2,29 millions d'euros), dont 4 millions de francs apportés par l'Etat et 2 millions de francs par la Mission 2000 – des actes de préfiguration sont programmés pour l'été 2000, le reste étant financé par les collectivités territoriales.

Emmanuel de Roux

Le Monde réserve à ses lecteurs...
la chaise de la Bibliothèque nationale de France,
créée par Dominique Perrault et Gaëlle Lauriot-Prévost,
fabriquée par Martin Stoll.

Pour 5 300 Francs, prix net, vous recevez chez vous cet objet d'exception numéroté et signé par les créateurs.

MARTIN STOLL France
Tél. 01 46 94 90 50 - Fax 01 46 94 90 51
e-mail : martinstoll-fr@wanadoo.com

Reservez-le dès maintenant en appelant : Béatrice MARCHAL

150

Véronique Mortaigne

Sur la longue recherche à l'art dans l'actualité

Une mobilisation en cours

Liberté de la presse et de l'information

Le 7 avril, à Paris, une vente de dessins et de peintures au profit de l'opposition à l'OMC. Les œuvres sont exposées au Palais de Tokyo, à Paris, et à la Galerie Koller, à Zurich. Les œuvres sont vendues aux enchères internationales. Les bénéfices sont reversés à l'opposition à l'OMC.

Le Palais de Tokyo va devenir un centre d'art

Le Palais de Tokyo, construit en deux ans sur les plans d'un quatuor d'architectes (Aubert, Dastugue, Dondel et Viard), a été inauguré en 1997 pour l'Exposition universelle. Destiné à être un musée d'art moderne, une de ses ailes fut très vite attribuée à la Ville de Paris, qui y installa ses collections. En 1993, un musée national d'art moderne est décreté dans l'autre aile et inauguré avec beaucoup plus d'éclat, en 1995, sous la houlette de Jean Cassou. Vidé de ses collections qui émigraient au Centre Pompidou, en 1976, l'édifice a connu des fortunes diverses.

CONSACRÉ AUX JEUNES ARTISTES

Souhaitant y installer un Palais de l'image devant abriter la Cinémathèque et une école de cinéma (la Fémis), le ministère de la culture a obligé, en 1993, le Centre national de la photographie et la Mission 2000 à quitter le Palais de Tokyo, où ces deux institutions ont organisé de nombreuses expositions. L'architecte Franck Hammoutène était chargé de la réfection du bâtiment. 80 millions de francs (12,2 millions d'euros) furent dépensés pour reprendre les structures du gros œuvre. Les changements ministériels entraînèrent un changement de programmation et le Palais de Tokyo resta une coquille vide. Catherine Trautmann tenta de convaincre le président de la République d'y loger son Musée des arts et des civilisations. L'espace était trop petit, selon Jacques Chirac, qui lui a préféré le quai Branly.

Ce futur centre d'art sera piloté par une équipe légère recrutée hors des milieux institutionnels pour une durée de trois ans non renouvelable – certains trouvent déjà ce bail trop long. Elle devrait bénéficier d'un budget annuel de 7 millions de francs (1,07 million d'euros) et présenter des jeunes artistes inconnus ou non consacrés. Le nom du premier «manager» devrait être connu dans quelques semaines. Le Palais de Tokyo complétera la panoplie des lieux publics parisiens voués à l'art contemporain – après le Centre Pompidou et le Jeu de paume. Sans oublier son voisin d'en face, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, mené avec maestria par Suzanne Pagé, à qui Catherine Trautmann a rendu hommage. La ministre «ne doute pas, a-t-elle précisé, qu'une interaction fructueuse se développe entre ces deux partenaires naturels situés dans les deux ailes du même Palais».

Emmanuel de Roux

ASSOCIATION Conférence Lyon 1er CHABA Jeudi 15

JEAN-CLAUDE

CULTURE

Bruno Serralongue à la recherche de l'art dans l'actualité

Le photographe inaugure un nouvel espace d'art contemporain à Lausanne

BRUNO SERRALONGUE, Espace lausannois d'art contemporain (ELAC), 19, rue de Genève, 1003, Lausanne. Tél. : 00-41-21-31-22-40. Du mercredi au samedi, de 15 heures à 19 heures ; Jeudi, jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 1^{er} mai.

LAUSANNE
de l'art envoyé spécial
Le photographe Bruno Serralongue est partout. Il figure dans une exposition de groupe à Lannion, en Bretagne, en février, puis à la Villa Arson à Nice. On peut voir quelques-unes de ses images à la galerie parisienne Jousse-Sequin, dans le cadre de l'exposition *Expander*. Et voilà qu'il inaugure un nouveau lieu d'art contemporain, à Lausanne, joliment intitulé l'ELAC – en référence au paisible Léman.

Toutes les séries de ce photographe de trente ans, qui vit à Paris où il est représenté par la galerie Air de Paris, ont pour point commun de « traiter » un événement d'actualité. « L'information me permet de faire l'économie de l'imagination. C'est une ressource disponible, inépuisable, qui m'autorise à faire de la photographie en décidant très peu. »

A Lausanne, Bruno Serralongue expose une série ancienne et une nouvelle ; des événements « modestes » et un autre spectaculaire :

des petits formats en couleurs représentant des fêtes traditionnelles des Alpes-Maritimes (course de carrioles, concours de bûcherons) durant l'été 1994, et sept grands formats réalisés à Washington lors d'un concert des Beastie Boys en faveur de l'indépendance du Tibet.

Serralongue s'inscrit dans la stricte description documentaire et peut approcher la démarche du reporter – il a collaboré à *Nice Matin* et *Corse Matin* – mais peut aussi s'en écarter. Il conçoit l'actualité non pas comme un fait spectaculaire, abstrait, émotionnel, symbolique, global – autant de standards dont les journaux sont friands –, mais comme une succession de micro-événements qui décompose, qu'ils soient forts ou faibles, et auxquels il accorde la même attention. C'est de cette façon qu'il donne une forme artistique à l'actualité. Il se place au cœur de l'événement et à sa périphérie, dans le spectaculaire et l'anodin, le temps rapide et sa durée. Il fait l'expérience de l'événement comme un simple spectateur et en rapporte des images qui sont le résultat de cette expérience.

« Le fait d'aller à la rencontre d'une information est aussi important que de faire des photos. » Serralongue est un solitaire, discret, transparent, qui aime photographier des événements de façon

Une mobilisation en musique autour du soutien aux immigrés

« Liberté de circulation », concert au bénéfice du Gisti : 7 avril, Elysée-Montmartre, Paris.

ces documents. Cette soirée fera d'autre part l'objet d'un album « live » qui devrait publier, le 11 mai, le label Naïve. Les bénéfices iront au Gisti.

Autour de la mobilisation des musiciens : le groupe Noir Désir et le chanteur Rodolphe Burger. Derrière eux, de nombreux artistes ont exprimé leur désir de participer à cette soirée. On est impressionné par l'efficacité des enchainements, la qualité de la sonorisation. Chanson rock intitulée d'abord : Miossec, Theo Hakola, France Cartigny, Yann Tiersen, Dominique à tour à tour en duo avec les Little Rabbits, Silvain Vanot ou François Breut... Pas de place ici pour le racolage. Dominique A hurle d'une grosse voix : « une chanson contre tous les fascistes ! », avant de se reprendre,

INSTANTANÉ

MICHEL DEUTSCH ET SES ENRAGÉS

Georg Trakl trouvait le monde « vieux ». Michel Deutsch le trouve « pesant » – ce qui n'est pas si loin. Pour l'alléger un peu, il lance depuis 1991 des *Imprécactions* aussi inclassables qu'indispensables. Ce sont des spectacles courts, qui tiennent à la fois du cabaret politiques, du journal de bord, du zapping historique, de la mauvaise blague assumée, du manife, du concert rock et du théâtre d'anathèmes à consommer entre amis.

Dans le sale, une quinzaine de cinéastes, équipés de petites caméras numériques, filment les concerts. Parmi eux : Chris Marker, Jacques Audiard, Mathieu Amalric, Catherine Corsini, Jean-Pierre Lémosin... Sensibles aux activités du Gisti, ces cinéastes mettront en commun leur matériel sans qu'on sache encore quelle forme ou quelle diffusion aura le montage de



Free Tibet (1998), de Bruno Serralongue.

« inadaptée » et se « livrer au hasard ». Pour le concert de Johnny Hallyday à Las Vegas, il a rapporté cinq portraits d'admirateurs, pas une image de plus. Au Chiapas, c'étaient des paysages. Pour le concert de Washington, il est arrivé tard dans une ville qu'il ne connaît pas, n'avait pas de billet la veille du concert, a décroché le dernier ticket avant fermeture des guichets, n'avait pas accès à un autre emplacement que celui du public. « Ces événements sont construits pour la presse, pour engendrer des images précises et formelées. »

« COMMUNAUTÉS ÉPHÉMÈRES »
Pour le concert des Beastie Boys, comme pour tous les « grands événements » qu'il a traités, Bruno Serralongue a utilisé une chambre photographique, ce qui n'est pas spécialement l'outil adéquat : impossible de voler une image ; idéal pour vivre à son rythme et obtenir des images très précises de ce qui ne se voit pas.

Le plus surprenant est que Serralongue présente, à chaque fois,

dans leur forme et leurs motifs, des photographies qui empêchent de figer l'artiste dans un style ou une case. Nettes ou floues, paupières ou riches, spectaculaires ou anodines, froides ou chaleureuses. « Ce qui est embêtant avec moi est qu'on me sait pas ce qu'il l'a fait », dit-il. Il ajoute : « L'information m'évite de m'enfermer dans un motif, un style, un genre. »

Serralongue séduit surtout par sa façon de cerner des « communautés éphémères » réunies artificiellement, pendant deux heures ou trois jours, que ce soit pour une fête des palmiers dans un village ou à Las Vegas. Il n'identifie pas des groupes sociaux ou des personnalités mais des personnes qui méritent attention justement parce qu'elles sont à leur place. C'est cette jeune fille qui, pendant une heure, a agité un drapeau tibétain. Une autre qui joue avec un cerf-volant. Ce n'est pas la banalité, mais des fragments de vie, de lieux, des gens qui sont auréolés de la même notoriété que l'événement proprement dit.

Michel Guerrin

SORTIR

CARAVAN

Muzsikás, avec Márta Sebestyén

Dans le livre et du disque *The Bertók Album*, du groupe

Muzsikás (Hannibal

Records-Rykö, Harmonia Mundi), on voit le compositeur Béla

Bartók, en 1906, assis dans une

charrette à roues : de bois, avec des

paysons hongrois : il débutait alors sa collecte d'airs

folkloriques. En 1993, les membres

Muzsikás et la chanteuse

Márta Sebestyén, dans une

charrette à pincs cette fois,

renvoient à cette image. Depuis

vingt-cinq ans, le groupe a fait vivre

les traditions musicales hongroises

dans les salles de concerts. Péter Ei

(violon, guitare, percussion),

Dániel Hamar (contre-basse,

percussions), László Portekéz,

Mihály Sipos (violons), Zoltán

Farkas (percussions, danse) et

Ildikó Toth (danse), seront, avec

Márta Sebestyén au Théâtre de la

Ville, qui leur fit un triomphe en

1996. Leur musique, qui donne de

envies de danse et de fête joyeuse, traduit des actes quotidiens, en famille, en amitié, la vie au contact de la nature, des amours simples.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet.

Le 11 avril, à 17 heures. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

DU 6 AVRIL AU 8 MAI

LOUE SOIT LE PROGRÈS

GRÉGORY MOTTON

LUKAS HEMLEB

LA CABANE

16-18 quai de la Loire - Paris 1^{er}

ODEON

THEATRE DE L'EUROPE

GUIDE

REPRISES CINÉMA

L'Ecurie rouge de Julio Medem. Espagnol, 1993 (1 h 50).

Vacas de Julio Medem. Espagnol, 1991 (1 h 36).

Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

FESTIVALS CINÉMA

Les Hommes au Forum des images

Des films, des rendez-vous et des débats autour du thème de l'identité masculine au cinéma (les séducteurs, les hommes dans la publicité, les anti-héros, les samouraïs modernes).

Forum des Images, 2, Grande Galerie, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris 1^{er}. Jusqu'au 29 juin. Tél. : 01-43-76-62-00.

Le film nul

Des films de Howard Hawks, Otto Preminger, Raoul Walsh, Robert Aldrich, Nicholas Ray, Robert Montgomery, Jacques Tourneur, Richard Fleischer. Un spécial Fritz Lang est également prévu du 21 au 28 avril.

Action Christine, Odéon, 4, rue Christine, Paris 6^e. M^e Odéon. Jusqu'au 28 avril. Tél. : 01-43-29-11-30.

PERPIGNAN

Confrontation 35

Festival européen de la critique historique du film, cette 35^e édition présente une cinquantaine de films qui ont marqué le siècle.

Palais des congrès, 65000 Perpignan. Du 9 au 17 avril. Tél. : 04-68-60-33-04. 68-34-09-39.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou 01-56-58-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Ika Barabigo, Zoran Music

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1^{er}. M^e Tuilleries. Tél. : 01-42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Du 8 avril au 15 juillet. Entrée libre.

Jean-Pierre Pincemin

Fondation Cognacq, 46, rue de Sévigné, Paris 3^e. M^e Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-60-00. De 10 heures à 18 heures ; samedi de 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Du 8 avril au 19 juin. Entrée libre.

ANNUALISATIONS

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Esther, de Racine

Des femmes, élèves comédiennes du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, interprétent, selon le vœu de Racine, sa tragédie *Esther*, écrite en 1689 pour l'institution des demoiselles de Saint-Cyr de Mme de Maintenon. Alain Zaepfle (direction), Jean-Baptiste Moreau (soli et chœurs).

Conservatoire national d'art dramatique, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris 9^e. Les 8, 9, 10, 12 et 13 avril, à 19 h 30.

Sur invitation, tél. : 01-53-24-90-16.

Pinchas Zukerman (violon)
Marc Neikrug (pianiste)

Mozart : Grande Sonate op. 19. Takehisa Fujii : Prélude pour Baryton. Chrysanthème et l'Amour. Fog. Schumann : Sonate pour violon et piano op. 105. Beethoven : Sonate pour violon et piano op. 30 n° 2.

Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marcouau. Le 8, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 50 F à 190 F.

Stéphane Huchard Quintet

Ancien de l'ONU de Laurent Cugny, le batteur vient de rejoindre la compagnie phonographique américaine de jazz Blue Note. Son quintette électrique a du swing à revendre.

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Le 8, à 22 h 30. Tél. : 01-46-60-80 F.

Quartet Océan

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Le 8, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Jean-Louis Mahjoun, Alain Giroux, Patrick Verbeke

Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand, 92 Courbevoie. Le 8, à 20 h 45. Tél. : 01-46-51-10-20.

Joe McPhee, Daunik Lazro, Claude Tchamitchian

Espace Gagarine, 56, rue Anatole-France, 93 La Courneuve. M^e La Courneuve-8-Mai-1945. Le 8, à 20 h 30. Tél. : 01-49-22-10-10. De 75 F à 95 F.

Ne Zhdali

Improvisation déglinguée par des musiciens estimés.

Monnaie Chavannes, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Le 8, à 20 h 30. Tél. : 01-47-25-91-91.

Mass Hyman

Elysées-Montmartre, 72, boulevard Raspail, Paris 18^{e</sup}

EN VUE

■ Le 6 avril, à Leeds en Angleterre, un match en bienvenue entre les habitants et des Albanais du Kosovo réfugiés dans un hôtel de la ville, s'est achevé en bagarre générale sur un corner contesté.

■ « Allez vous faire... », insultent avec le printemps les parterres de jonquilles fraîchement écloées que douze malfrats, condamnés à des travaux d'intérêt général, avaient artistiquement plantées, l'an dernier, pour égayer les rues de Rotherham dans le Yorkshire.

■ Gerhard Schröder, chancelier d'Allemagne, a renoncé, à cause des opérations de l'OTAN, à fêter son anniversaire en famille à Hanovre, où réside Doris, sa quatrième épouse. Le dimanche de Pâques, Joschka Fischer, ministre des affaires étrangères, avait repoussé son quatrième mariage pour les mêmes raisons.

■ Les chaussettes de Sissi sont mises aux enchères à Vienne, aux côtés d'un portrait de Katharina Schratt, maîtresse de l'Empereur, que l'impératrice d'Autriche avait elle-même offert à son mari.

■ Dror Orpaz et Camnit Tzuber ont été transportés à l'hôpital Ichlyov de Tel-Aviv, dans un état « d'épuisement général », après d'être appliquée pendant 30 heures et 45 minutes à battre le record du monde du plus long bâton.

■ Les Chypriotes-grecs s'insurgent contre les Chypriotes-turcs qui ont l'intention d'installer sous leur nez des réfugiés du Kosovo dans la ville fantôme de Varosha, abandonnée en 1974. Washington indigne les Cubains en voulant en héberger des milliers sur sa base de Guantanamo, dans le sud-est de l'île.

■ Le conseil municipal de Faro, au fin fond du Grand Nord canadien, envisage de loger 5 000 Kosovars dans les maisons désertées depuis la fermeture de sa mine de plomb.

■ Un gène de l'algue verte volvoc, qui saute lorsqu la plante est soumise au froid, découvert par les professeurs David Kirk et Stephen Miller, de l'université Washington à Saint Louis (Missouri), portera le nom du basketteur Michael Jordan.

■ A l'initiative de Fatmir Mediu, président du Parti républicain, quatre cent mille Albanais signaient naguère une pétition en faveur de la peine de mort.

■ Benjamin Papa, de Gontaud-de-Nogaret, près de Marmande, annonce la naissance dans son poulailler d'un poussin à quatre pattes se déplaçant sur deux pattes, les deux autres, qui pendent devant le visage, lui servant de support pour s'asseoir.

Christian Colombani

Abonnez-vous au **Monde** pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre reçu d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 92545 Chantilly Cedex 05

M. Mme. Prénom : ...
Adresse : ...
Code postal : ... Localité : ...
Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélevements
J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer ce dernier les prélevements pour mon abonnement au **Monde**.
Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.
Date :
Signature :
IMPORTANT : merci de joindre un reçu d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à dumonde, le prélevement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphones au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 16h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension ou vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0.99F/min)
"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for \$ 1.00 per year. "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05. Periodicals postage paid at Champion, N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER : Please address changes to RMS Box 15-18, Chantilly, N.Y. 12310-1518
Pour les abonnements souhaités aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3300 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23451-2380 USA. TEL : 800-329-3023

Les médias russes discrets sur le drame du Kosovo

Sauf très rares exceptions, la presse de Moscou demeure sourde et aveugle à l'exil des dizaines de milliers de Kosovars chassés de chez eux par les forces serbes ; elle tait l'exode et parle de propagande occidentale

MOSCOW de notre correspondant

Dans leur très grande majorité, les médias russes demeurent sourds et aveugles au drame des 460 000 réfugiés ayant fui le Kosovo et aux opérations de nettoyage ethnique menées par l'armée serbe. Après deux semaines de conflit, la plupart des journaux continuaient à ne voir qu'un face-à-face entre l'OTAN, confondue avec les Etats-Unis et considérée comme « agresseur », et le régime de Slobodan Milošević, « président de la Yougoslavie ».

Ainsi, pas un seul journal n'a jusqu'à présent consacré sa « une », ou ne serait-ce qu'un tiers, à l'exode des centaines de milliers d'Albanais chassés du Kosovo. Les bilans communiqués par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) sont considérés avec circonspection et cités au détour d'articles plus généraux. « Les descriptions horribles des massacres des Albanais du Kosovo faites en Occident sont erronées ou exagérées », notaient le 2 avril, le quotidien Vremja.

« Il n'y a aucune preuve », expliquaient même jour les Nouvelles Izvestias, qui dénonçaient « le mensonge et la propagande occidentale ».

« Au moment où le président des Etats-Unis joue au golf, des dizaines de milliers d'innocents fuient l'enfer déclenché par l'aviation de l'OTAN », ajoutait le quotidien. Car

DANS LA PRESSE

LOS ANGELES TIMES

William Pfaff

■ La seule solution acceptable au problème des réfugiés est de les ramener sous escorte là où ils vivaient (...) et d'assurer la sécurité qui leur permettra de refaire leur vie. Cela vaut dire que la seule solution est une victoire de l'OTAN. Et l'OTAN ne l'emporte pas sur la Serbie, il n'y aura plus d'OTAN. Et il n'est pas de victoire militaire envisageable sans une campagne terrestre (...).

Sur la question de savoir si l'on abandonne ou non l'OTAN et le leadership américain sur la scène internationale. Si les Etats-Unis s'opposent à une campagne au sol - qui a soutenu d'une majorité de l'opinion publique en Grande-Bretagne et en France - alors les Etats-Unis peuvent tirer un trait sur l'OTAN.

THE WALL STREET JOURNAL

■ La gauche européenne a pendant des décennies prêché le pacifisme. Cela était en partie dû au fait que le principal adversaire des démocraties occidentales était une superpuissance marxiste. Actuellement, nombre de socialistes, de communistes et de Verts à l'extrême gauche, sans compter les trotskistes et autres groupes marginaux, ont trouvé un nouveau point de ralliement : l'opposition à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie. Cela ne fait, en pratique,

que compliquer la tâche des dirigeants de leurs propres partis. Ce à la risque en effet de donner l'impression que ces derniers sont incapables de mener une politique sérieuse. (...) Les gauchistes à travers l'Europe ont cependant un problème. Leur héros cette fois n'est pas un guerrier nommé de romantisme comme Che Guevara mais la photo ornant jadis les chambres des étudiants de Sorbonne. (...) Slobodan Milošević a exactement l'allure du voyou qu'il est. (...) Si les gauchistes européens incorporent Slobodan Milošević à leur panthéon de héros, ils doivent être encore plus fous que nous ne l'avons jamais imaginé.

THE WASHINGTON POST

■ Quiconque regarde la télévision

ou lit les journaux a au moins un aperçu de la misère qui règne dans les camps boueux des déportés du Kosovo. Mais la misère à l'intérieur du Kosovo lui-même reste essentiellement cachée au reste du monde ; il n'y a pas de journalistes étrangers ni de travailleurs humanitaires, et les Kosovars sont largement isolés. Suffisamment de récits cependant émanent des expulsés de force, et ils sont suffisamment cohérents pour peindre un tableau horrifiant. Il y a des témoignages confirmés de massacres de masse. Les troupes de Slobodan Milošević fusillent des pères devant leurs familles, poignardent des enfants et font brûler vives des familles à l'intérieur de leurs maisons. Ces atrocités ont lieu en ce moment même.

« les provocations » et « prépare une intervention terrestre ».

Depuis lundi, la presse à gros titres consacrée d'ailleurs moins de place à ce conflit et ignore le Kosovo pour ne parler que des bombardements sur Belgrade et des initiatives diplomatiques de la Russie.

« La guerre contre les femmes et les enfants », titre en une, le 6 avril, le journal Troud, au-dessus d'une photo d'avions de l'OTAN. Pour sa part, Moskovski Komossolets consacre, ce même jour, dix lignes seulement à la situation au Kosovo.

Sedovnia préfère parler du manque d'informations créé par les pays participant au conflit. La propagande et les mythes l'emportent.

■ S'ils ont parfois un correspondant à Belgrade, aucun de ces journaux n'a envoyé de journaliste aux frontières du Kosovo, là où affluent les réfugiés.

QUELQUES VOIX DISCORDANTES

Quelques voix se distinguent pourtant, dont NTV, chaîne de télévision privée. Dimanche 4 avril, dans son émission phare Itogui, a été diffusé un long reportage sur les réfugiés albanais, détaillant les exactions commises par les milices serbes. Son présentateur vedette, Evgeni Kisseliov, a ensuite expliqué comment un autre sujet avait été censuré par Belgrade. Censure qu'avait, quelques jours auparavant, dénoncé un journaliste des Nouvelles Izvestias.

La radio d'informations Echos de Moscou a elle aussi consacré plusieurs émissions au traitement de l'information, critiquant le soutien accordé au régime de Milošević et le silence entretenu sur le Kosovo. Enfin, l'hebdomadaire de presse écrite Itogui s'en est vivement pris à « l'explosion d'hystérie » contre l'OTAN. « La xénophobie slave était jusqu'à alors le lot de politiciens marginaux », note ce journal. Aujourd'hui leur point de vue dicte la ligne générale de la politique extérieure de la Russie. » « Pour les citoyens russes, ajoute l'hebdomadaire, la crise du Kosovo n'est qu'un prétexte qui permet de manifester leur anti-américanisme, produit d'un sentiment d'humiliation nationale. »

François Bonnet

SUR LA TOILE

ANGLETERRE

■ Pour compléter le site officiel de la famille royale d'Angleterre, un magazine électronique mensuel, Royal Insight, vient d'être lancé. Il sera consacré à la vie quotidienne des membres de la famille royale, et illustré de nombreuses photos. - (AP)

VIETNAM

■ La police de Ho Chi Minh-Ville a demandé au gouvernement vietnamien que toutes les activités liées à Internet soient placées sous le contrôle du comité populaire local, composé de policiers et de fonctionnaires des ministères de la culture et des sciences et technologies. Le porte-parole de la police a déclaré que des forces hostiles au Vietnam, basées à l'étranger, avaient profité de l'Internet pour importer des documents au contenu « néfaste et révolutionnaire », exporter des secrets d'Etat et diffuser des écrits de dissidence. - (AP)

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

■ Le prestataire de services en ligne AOL France (filiale de America Online, Vivendi et Canal Plus) a ouvert une « galerie marchande virtuelle », qui héberge déjà 27 boutiques et devrait en compter une cinquantaine à la fin de l'année. - (AFP)

Yves Eudes



WWW.CCC.de/camp

Le Chaos Computer Club lance un appel à projets pour son rendez-vous international à Berlin



Les préinscriptions se font sur le site Web du CCC. Le droit d'entrée est de 77 euros pour les particuliers et de 777 euros pour les institutions. Les activités officielles seront réparties en cinq disciplines : cryptologie, détournement de carte à puce, logiciels libres, musique à puce, logiciels libres, musique à puce.

ordinateur, plus un art apparemment étranger à Internet, mais hautement symbolique pour les hackers : le crochage de serrures. Dans chaque catégorie, le CCC a lancé sur le Net un appel à projets. Les plus originaux bénéficieront d'un soutien logistique pour la durée du Camp. Par ailleurs, si l'on se réfère à ce qui s'est passé à Amsterdam en 1997, de nombreux participants seront accompagnés par des activités non officielles. On peut s'attendre au lancement d'attaques dévastatrices vers le reste du monde, et surtout à la prolifération des joutes locales. Le Camp risque de devenir un champ clos où des guerres sans merci se déclarent entre tribus ou entre guerriers solitaires. Le jeu consiste à se choisir un ennemi et à attaquer ses ordinateurs par surprise, tout en se défendant des agressions venues de toutes parts. Les débutants seront les bienvenus, car les hackers aiment partager leur savoir avec des disciples méritants.

Yves Eudes

D'un Milošević à l'autre

par Alain Rollat

LE CAS MILOŠEVIC relève-t-il de la camisole ? L'envoyé spécial de LCI à Moscou, Vincent Herrouet, a carrément demandé à Borislav, qui représente l'ex-Yougoslavie en Russie, si son frère cadet Slobodan n'était pas habité, à son tour, par les pulsions qui pousseraient naguère au suicide leur père puis leur mère. Borislav, qui a plus d'humour que Slobodan, lui a fait une réponse sensée : « Je ne crois pas qu'il ait l'intention d'être un héros suicidaire, mais, si vous ne me trouvez pas normal, il faut demander aux médecins... » Selon lui, Slobodan est la crème des hommes : « C'est un président qui se bat pour la paix, pour l'intérêt de son peuple et de son Etat. » La crème la plus douce : « Il a été diabolisé parce que l'Occident avait besoin d'un bouc émissaire. » La plus méconue : « Au Kosovo, il se bat contre les terroristes de l'UCK. C'est légitime. » La plus coura-

geuse : « Il se bat pour protéger notre indépendance. » La plus innocente : « Le nettoyage ethnique, les exactions, les massacres de civils dont vous parlez, ça n'existe pas. Il peut y avoir des provocations, mais les gens s'enfuent du Kosovo à cause des bombardements. Il y a aussi des Serbes parmi les réfugiés... » Borislav, qui a beaucoup de son père frère Slobodan, qui le lui rend bien.

Les cartes sont-elles cuites ? Milošević l'affirme le croit : « Nous allons tenir. On va se battre. Nous pouvons pas gagner la guerre mais l'OTAN peut la perdre moralement et politiquement. » Vincent Herrouet, au terme de son expédition, le croit aussi : « Borislav est aussi courtois et extraverti que son frère Slobodan est mauvaise, mais, pour le reste, c'est le même grand, la même rhétorique, la même dialectique, celle du vieux communiste blanchi sous le harcail. Il s'adapte à ce qu'il croit son

bon droit, la souveraineté nationale, et il nie tout ce qui le gêne... » Borislav aime d'autant plus son petit frère qu'ils sortent du même moule à fabriquer les apparatchiks. Leurs styles sont différents mais ils obéissent aux mêmes mécanismes staliniens.

Le cas Milošević est-il donc doublement désespéré ? Cela n'est pas certain. Car l'émissaire de LCI a découvert, à Moscou, qu'un Milošević en cache toujours un autre. Borislav a un fils qui lui sert de chef de cabinet. On ne sait rien de cet adolescent. Sauf que, l'an dernier, il étudiait encore à Paris, au lycée Molière. Or, si l'on en juge par ce qu'en dit, mercredi soir, Vincent Herrouet, cet apprenti diplomate est le seul de la famille à avoir conscience que la fin de toute cette histoire s'annonce « tragique ». Et à le dire, en privé. Cela lui-là, mon général, il faudrait l'épargner.

HORIZON - AMERICA

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / 39

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 La conquête spatiale, pour quoi faire ? Forum Planète 21.35 et 23.05 Débat. L'cock, cette drogue ! Avec Claude Got, Kate Barry, Erich Diederichs, Volker Kuestein. Arte

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Jeanne Dufour, Brigitte Fontaine, Katherine Pancol, John Turbaine. Canal + 19.15 Le rendez-vous d'Alain Richard. LCI 20.00 20 h Paris Première. Invité : Gad Elmaleh. Paris Première 20.55 Envoyé spécial. La guerre au Kosovo, les réfugiés. L'info : Jean-Pierre Lévy. France 2 22.40 Fascination. David Hockney. TSR 22.50 Courtois. Michel Amadis. Paris Première 23.05 France Europe Express. Les retraites, un casse-tête européen ? Commission européenne, parlement européen : vers une redistribution des pouvoirs. Invité : Alain Madelin. France 3 23.50 Le Club. Sidney Lumet. Ciné Classics 0.55 Des racines et des ailes. Illustration : des mots contre l'exclusion. Valence Fanorex. Nouveaux grands-parents. France 3

TELEVISION

ARTE

19.00 Voyages, voyages. Octobre dans les Caraïbes, saison des pluies et des cyclones. Cuba attend l'ouragan Mitch. Bernard Mangiantini montre une foule « usée par les multiples épreuves de la survie quotidienne », qui rêve d'une vie « normale ». Quarante ans après une révolution qui a beaucoup fait rêver, on est passé d'une fiction en roubles à une réalité en dollars ». Un carnet de route à ne pas manquer.

DOCUMENTAIRES

19.00 Voyages, voyages. 19.00 Gouverner, c'est choisir ? Odyssée 19.05 Les armes de la victoire. 1/12, Le T-34. Planète

19.45 Etat des lieux : le Yémen. Odyssée 20.00 Klemperer. Muzik

20.15 360°, le reportage GEO. D'après nature. [44]. Arte

20.30 Aller-retour dans l'espace. Forum Planète

20.40 Chronique couleur du ghetto de Lodz. Canal +

20.40 Théma, l'cock, cette drogue ! Arte

21.20 La Chine, dragon millénaire. Odyssée

21.50 Voyages au pays des dieux. 1/3, Jérusalem. Odyssée

23.40 Des racines et des ailes. Illustration : des mots contre l'exclusion. Valence Fanorex.

Nouveaux grands-parents. France 3

SPORTS EN DIRECT

20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans : France - Brésil. Eurosport

18.00 Football. Coupe des coupes. [deuxième partie] : Lazio Rome - Lazio Rome. AB Sport

1.35 Hockey sur glace NHL. Philadelphia - Pittsburgh. Canal +

MUSIQUE

20.59 Soirée des plus grands noms de la chanson arabe. Muzik

21.35 Nuit italienne. Avec Bono, Baryton, Angèle Chevallier, soprano. Par l'orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Mezzo

23.20 Jazz à Vienne 1998. Théâtre antique de Vienne. Mezzit

23.40 Mahler, Symphonie n° 8. Illustration : l'orchestre philharmonique de Londres et les Chœurs du London Symphony et l'Eton Boy's Choir, dir. Klaus Tennstedt. Paris Première

23.40 Télémusique. Festival

23.40 Des racines et des ailes. Illustration : des mots contre l'exclusion. Valence Fanorex.

Nouveaux grands-parents. France 3

TELEFILMS

20.30 L'Eternel Mari. Denis Gravier-Déterre. Festival

20.40 Drôle de héros. Mel Damski. Disney Channel

20.50 Pourvoir absolument. Eric Corley. M6

22.00 Une femme explosive. Jacques Darcy. Festival

22.00 Télémusique. Festival

22.00 Des racines et des ailes. Illustration : des mots contre l'exclusion. Valence Fanorex.

Nouveaux grands-parents. France 3

SERIES

20.50 Le juge est une femme. Béatrice Deneuve. TF1

22.35 Périssos. Episode pilote : Visions. L'ami de l'ami. M6

0.15 High Incident. Médecin légiste au repos (v.o.). 13ème Rue

1.15 Seinfeld. Pénélope (v.o.). Canal J Jimmy

FILMS

14.30 Napoléon. Abel Gance (1913). 1h30 min. Histoire

16.10 La Confidante. Curtis Hanson (1995). 1h35 min. O. Canal +

18.10 Raffles sur la ville. 1922. 1h30 min. O. Cinétoile

19.00 Out of the Fog. 1981. 1h47 min. O. Ciné Classics

19.30 La Marquise. 1970. Eric Rohmer (France - Allemagne, 1970). 1h35 min. O. Cinétoile

20.30 Un homme parmi les loups. 1943. 1h55 min. O. Cinéma 1

20.45 Napoléon. Abel Gance (1913). 1h30 min. Histoire

20.55 Des racines et des ailes. 1995. 1h57 min. O. Téva

21.00 Quel des Orfevres. 1947. Hervé Gatti (France, 1947). 1h10 min. O. Paris Première

22.15 Interview. 1991. Federico Fellini (France - Italie, 1966). 1h55 min. O. Cinéma 1

22.30 Niagara. 1953. Henri Hathaway (Etats-Unis, 1953). 90 min. O. RTL 9

22.45 Arthur Rubinstein. 1982. 1h30 min. O. Cinéma 1

23.25 La Veuve joyeuse. 1924. Erich von Stroheim. 1h55 min. O. Téva

23.35 La Veuve joyeuse. 1925. Jean Gabin. 1h20 min. O. Arte

23.45 La Veuve joyeuse. 1925. John Gilbert (Etats-Unis, 1925). 1h20 min. O. Arte

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Erich von Stroheim. 1h55 min. O. Téva

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Mae Murray, John Gilbert (Etats-Unis, 1925). 1h20 min. O. Arte

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Ciné Classics

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

23.55 La Veuve joyeuse. 1925. Luis Buñuel (Mexique, 1950). 1h30 min. O. Cinéma 1

d'Istana, les Français
ment le «NATO secret»
sont occupant une fenêtre médiatique

essais

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

Le Monde DES LIVRES

LITTÉRATURE



LE « SIRINELLI-COUTY »
Le Feuilleton
de Pierre Lepape
page II

ESSAIS



ÉRIC CHEVILLARD
page III



EMMANUEL ADELY
page IV

VENDREDI 9 AVRIL 1999



RODNEY HALL
page V



WITTGENSTEIN
La chronique
de Roger-Pol Droit
page VI

QUESTIONS GAY
De Proust à Foucault,
Didier Eribon fait
le point sur l'homosexualité,
en conjuguant les méthodes
de Sartre et de Bourdieu
page VI

Gustaw Herling au-dessous du volcan

C'est à l'écart
de lui-même que
l'écrivain s'est placé
pour rédiger
le deuxième volume
de son « journal écrit
la nuit ».

La où il scrute
ses tremblements
intérieurs. L'écart,
c'est aussi celui
de la fiction,
de ses nouvelles,
ses « variations sur
les ténèbres »,
le Mal, l'inhumanité

Le premier volume de son *Journal écrit la nuit* (1), il avait décidé de l'ouvrir sur la destruction de la famille du philosophe italien Benedetto Croce, lors d'un tremblement de terre. « C'était pour signifier au lecteur que la ville que j'ai choisie pour vivre, c'est Naples. Naples et ses tremblements. Et pour lui dire que si mon journal écrit la nuit, il l'est en tout cas "au-dessous du volcan". » Ainsi parle Gustaw Herling sur les hauteurs de la ville où il s'est exilé depuis 1955, dans le « palazzo » qu'occupa jadis le père de sa femme - Benedetto Croce, justement. Et sur ce, il est rare que l'écrivain polonais ne prenne pas le soin d'illustrer dans un même état son pays natal et l'atmosphère enivrante du roman de Malcolm Lowry (*Au-dessous du volcan*) par un verre de vodka avalée cul sec. Sa silhouette colossale, dans ces moments-là, s'anime d'un feu énorme.

Depuis la parution en 1951 de son récit essentiel et splendide, *Un monde à part* (2), premier témoignage jamais publié sur l'univers concentrationnaire soviétique, on dirait que ce récipient du Goulag (qui avait participé en 1944, dans l'armée

polonaise du général Anders, à la bataille de Monte-Cassino) n'a cessé de se mettre, d'une autre façon, « à part ». Non pas en se retirant du monde, car son retour des camps et son enracinement italien n'ont rien changé de son exceptionnelle attention au réel comme à la littérature qui sait l'intercepter. Régulièrement, d'ailleurs, il signe dans des revues ou des journaux sur l'art, la philosophie ou la politique, a consacré un essai (non traduit) à Simone Weil et a longtemps contribué à *Alura*, la revue de la dissidence polonaise en exil. Mais dans les quatre autres livres qu'il a publiés depuis *Un monde à part*, parmi lesquels trois recueils de nouvelles, Herling, aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans, semble se placer légèrement à l'écart de lui-même, dans une sorte d'« espace du dedans » où il pourra mieux observer la vérité des choses.

L'écart, ou le « dedans », c'est ce dont témoigne le deuxième volume du *Journal écrit la nuit* qui vient de paraître en français. De 1986 à 1992, les années défilent en tête de chapitre mais à l'intérieur, Herling résiste au temps qui passe. On trouvera rarement une allusion directe, au cours du *Journal*, à l'actualité immédiate. Les phénomènes fugitifs ne font figure d'événement que par leur capacité à durer dans ses propres réflexions. Ce qui intéresse Herling dans son *Journal écrit la nuit*,

c'est moins le jour que les pensées qui le scrutent et le prolongent, la nuit. Ce sont, là encore, les « tremblements » intérieurs. Ce sont, ces dernières années, « les perles de Vermeer », comme l'indique le titre de ce deuxième volume.

Dans plusieurs passages admirables, Herling revient sur *Un monde à part*, sur Tchékhov et « son œuvre faite de rêves », sur Pirandello et sa « nostalgie profondément enjouée des choses perdues à jamais ».

Marion Van Renterghem évoque Dostoïevski, Heidegger ou Vermeer - dont il vante dans la *Vie de Delft*, contre Proust et son pan de mur jaune, « le miracle d'un tour » -; fusige le film *Shoah* de Claude Lanzmann (pour sa manière « esthétisante »), de réduire l'antisémitisme polonais « l'indifférence du monde », réfléchit encore aux effets du communisme, à la « banalité du mal » selon Hannah Arendt.

De la question du « Mal » et de l'inhumanité, Gustaw Herling a désormais fait le centre de ses réflexions. Venu tardivement à la fiction, via les nouvelles, celle-ci lui permet d'échapper moins immédiatement, avec le même recul que celui de la nuit, ce dont il a fait lui-même l'expérience radicale dans les camps soviétiques. C'est à ce titre qu'il avait reçu chez lui, à Naples, l'écrivain américain Russell Banks, dont les romans mettent en scène, aux Etats-Unis, une expérience contemporaine de la déshumanisation (« Le Monde des livres » du 23 janvier 1998). Et ce sont les représentations du mal que Gustaw Herling explore à nouveau dans ses nouvelles, trois Variations sur les ténèbres.

Par un retournement paradoxal, c'est par la fiction plus que dans son *Journal* que l'écrivain peut retrouver une implication spontanée dans l'actualité. Dans la dernière des trois nouvelles du recueil, « Beata, Santa », le narrateur est un écrivain de l'Est européen à qui la rédaction d'un journal italien confie la mission de rencontrer une jeune Polonoise, Marianna K. Celle-ci, invitée à Gorazde chez sa sœur mariée à un médecin bosniaque, s'était trouvée avec elle embarquée par les soldats serbes. Emprisonnée, violée. Quand d'autres femmes avortent ou se suicident, Marianna, par une sorte de pitié qui échappe au narrateur, décide de mettre au monde l'enfant du viol. Contre son gré, on l'appelle « la Beata, la Santa ».

Parce qu'il existe une limite infranchissable à ce qu'on a le droit de dire aux hommes sur l'homme », le narrateur renonce vite à sa mission initiale auprès du journal pour simplement accompagner la jeune femme dans la langue natale qu'elle n'entendait plus, vivre avec elle quelques souvenirs de Pologne. S'interrogeant sur « le Mal en soi », le narrateur - et, derrière lui, l'écrivain - cherchent leur appui de tous côtés, chez Simone Weil, Hannah Arendt ou Joseph Conrad. « Le plus souvent, en littérature, tout se passe comme si une ligne de démarcation distincte séparait la vie de la mort, le Bien du Mal. Alors que pour moi l'im-

n'en eut, lui, « que » pour deux ans), avait compris que le seul moyen de s'en sortir, « au cœur de ce Mal terrible », c'était la solitude. « Moi, j'ai fait de même, note Herling, j'ai recherché la solitude chaque fois que j'ai pu. (...) Par exemple, lorsque tous allaient dormir, je ne m'endormais pas. Je restais seul et éveillé. J'ai intitulé un chapitre d'*Un monde à part* "La tombée de la nuit". Les prisonniers, en dormant, étaient tous très agités par leurs rêves. Je les écoutais et ne pouvais m'endormir. J'étais alors heureux d'être seul durant quelques heures. »

Déjà, Gustaw Herling se mettait à l'écart, sous le volcan, à l'écoute de ses tremblements. Déjà, comme dans le journal qu'il allait entamer, il attendait la nuit.

(1) Gallimard, « L'Arpenteur », 1989

(2) Denoël, 1985

LES PERLES DE VERMEER
(Journal écrit la nuit 1986-1992)
de Gustaw Herling.
Traduit du polonais
par Thérèse Douchy,
Seuil « Solo », 240 p.,
120 F (18,29 €).

VARIATIONS
SUR LES TÉNÈBRES
de Gustaw Herling.
Traduit par Thérèse Douchy,
Seuil « Solo », 174 p.,
98 F (14,94 €).

FRANÇOIS
BOTT

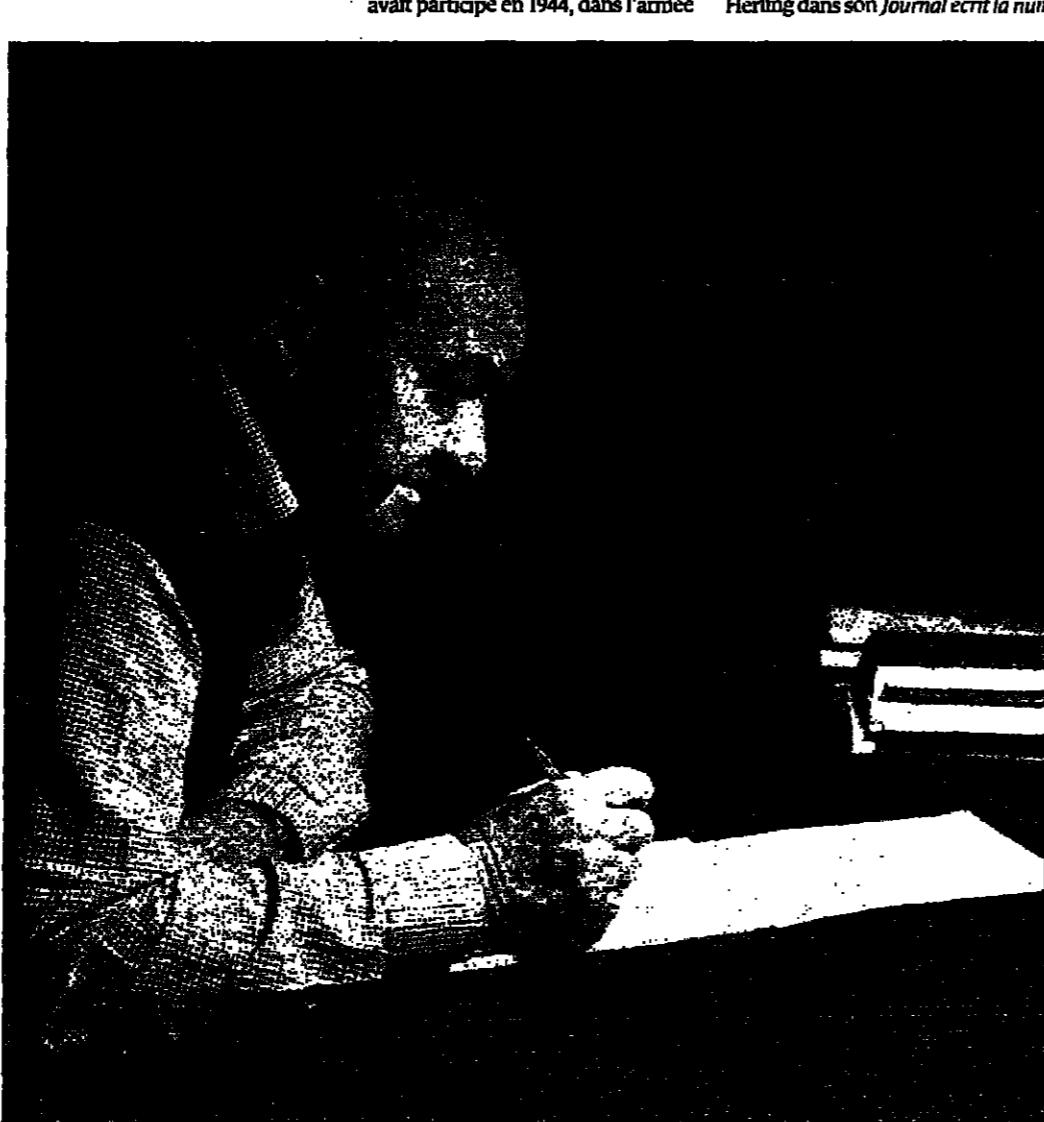
LES ÉTÉS
DE LA VIE

CINQUANTE-SIX ESQUISSES
POUR LE ROMAN D'UNE SAISON



L'ARPENTEUR

GALLIMARD



٥٥٢ من الأصل



De l'infini dans le dictionnaire

HISTOIRE, LA FRANCE ET LES FRANÇAIS
sous la direction de Jean-François Sirinelli et de Daniel Couty.
Encyclopédies Bordin. Société générale d'édition et de diffusion, 4 volumes, 2 300 p., 3 150 F (480,21 €), tarifs spéciaux pour les établissements scolaires, bibliothèques et collectivités (1).

Il y a toujours de la folie dans la conception d'un dictionnaire ou d'une encyclopédie. A commencer par la folie du Tout. Tous les mots d'une langue, tout l'art moderne, tout sur la France et les Français depuis que la France existe (mais depuis quand la France existe-t-elle ?). Il faut un singulier optimisme pour oser relever un tel défi. D'autant plus que la partie est perdue d'avance et que tout le monde le sait. Le Tout n'est pas comme un sommet que les alpinistes du savoir, à condition d'être compétents, entraînés, courageux et bien encordés les uns aux autres, peuvent espérer atteindre. L'encyclopédiste est par définition un pèlerin de l'inachèvement. Lorsqu'il a fini son travail, il lui reste à le recommander. A modifier, à ajouter, à retrancher, à corriger. Tout bouge sans cesse, les choses, les savoirs, et les mots pour les dire.

L'autre folie est celle du désordre – ou plus exactement de cette étrange forme de désordre qu'est l'ordre alphabétique, cette manière de ranger ensemble des mots qui n'ont aucun rapport entre eux sinon qu'ils viennent par leur première lettre. Les dictionnaires sont tellement entrés dans notre outillage culturel que nous ne parvenons même plus à nous étonner de voir se suivre sur une liste mondiale, *Moch (Jules)*, *moissonneuse-batteuse*, *Molay (Jacques de)*, *Mollien (Nicolas-François)*, *monachisme*, *Monaco*, *monarchie absolue*, *Monde (le)*. Les surréalistes pourtant n'ont pas fait mieux. Mais on sait aussi le profit polémique que certains peuvent tirer de cette embûche. C'est de cette manière que l'Encyclopédie de Diderot et de d'Alembert a réussi à distiller les lumineux poisons de la philosophie au nez et à la barbe des censeurs de Louis XV et de la Sorbonne. L'ordre alphabétique masque l'ordre du discours, l'épiphâne, le déssiné, comme du chien-ent, tout en paraissant le détruire.

Il y a toujours du discours dans les dictionnaires et dans les encyclopédies. On pourrait même poser comme règle que les meilleurs d'entre eux, les plus riches, les plus productifs en connaissance et en réflexion, sont ceux où le discours, implicite et explicite, l'importe sur la simple information. Ce sont des œuvres et pas seulement des produits de compilation. *La France et les Français* est une œuvre. Si l'on ne sait pas qu'un ouvrage d'une telle ampleur doit rencontrer les avis qui gouvernent la marche du savoir, on dirait que Sirinelli et Couty l'ont pensé, écrit et fait écrire au seuil de leur curiosité polymorphe et tentaculaire. Curiosité de comprendre, bien au-delà de l'avareuse curiosité de savoir.

Comprendre ce qu'est la France, voilà le programme. De A comme *abandon d'enfant* à Z comme

Comprendre ce qu'est la France, à travers les mots, discours, discussions qui courrent depuis le fond de notre histoire, voici le programme, ou plutôt la promenade érudite, que proposent Jean-François Sirinelli et Daniel Couty

zouaves. Il y a, courant d'un bout à l'autre du livre, une interrogation sur l'identité, assez proche dans l'esprit de celle qui animait Fernand Braudel. La différence est dans la démarche, c'est-à-dire dans la façon de marcher. Braudel est un routier, le nez au vent, l'œil géographe, sensible aux courbes du paysage, aux mouvements de la mer et aux gestes des hommes. Sirinelli et Couty sont des promeneurs : ce qu'ils voient leur importe moins que ce qu'ils entendent, cette grande rumeur des mots qui court depuis le fond de notre histoire, discours, discussions, polémiques, encouragements, huées, proclamations, chuchotements – repris, transportés, transformés, métamorphosés par les livres et par les images. Leur France se révèle dans une bataille de mots. D'où, certainement, leur goût pour la forme du dictionnaire.

Jean-François Sirinelli est historien, spécialiste d'histoire politique, essentiellement contemporaine. Daniel Couty est professeur de littérature, coauteur d'impressionnantes dictionnaires des œuvres et des auteurs français. Deux manières bien différentes d'interroger les textes d'hier et d'aujourd'hui et d'en tirer le portrait de la France. Leur encyclopédie tire tout le bénéfice de cet état, et d'abord le bénéfice du doute. Les dictionnaires sont souvent arrogants ; ils prétendent énoncer la vérité et la norme. Qu'ils annoncent ou non la couleur, ils développent une idéologie

L'article de dictionnaire fait loi, il est l'expression de l'objectivité et de la neutralité scientifiques considérées comme les servantes irréprochables de la vérité. On sait ce qu'il en est, en réalité.

Rien de tel dans le Sirinelli-Couty. Certes, le ton des articles – époque oblige – adopte plus volontiers la douce musique du consensus que les sons de trompe de la polémique. Certes encore, certaines absences ressemblent à des prudences, comme celles, entre *Rabelais* et *radical (Parti)*, de race et de racisme, sans lesquelles le portrait de la France demeure inachevé. D'autant que manque également l'entrée *xénophobie*. Ce n'était pourtant pas la matière qui manquait. En revanche, *La France et les Français* frappe par sa farouche volonté de ne pas ériger ses propositions en dogmes. Dans les trois mille deux cents articles qui composent les volumes et qui vont d'une soixantaine de lignes à quatre ou cinq grandes pages pour les plus volumineux dossiers, aucun qui prétende à l'inamovible autorité. On a fait son travail, savamment, honnêtement, en respectant avec scrupule les règles de son métier. On a écrit avec la plus grande clarté possible, dans une langue aisée et accessible. On a lu sur la question évoquée les ouvrages les plus récents, la pointe de la recherche. L'article présente l'état de la question, sans jamais la confondre avec la forme de la réponse.

Le Sirinelli-Couty est une œuvre ouverte. Trop ouverte parfois, le lecteur s'y promène comme dans un moulin. C'est à lui d'organiser son itinéraire, les auteurs ayant omis, volontairement peut-être, de placer des flèches et ces panneaux qui orientent la visite. Pas de renvoi d'un article à l'autre, aucune indication lorsqu'on lit l'article *Quatre CV* qu'un autre article est consacré à *Renault*. Un à *nationalisation*, un troisième à *congrès payés* tandis qu'un grand dossier est ouvert à *l'entrée automobile*. Cette absence de rails a pour effet d'abolir les certitudes supposées de la logique et du continu pour imposer une poétique de la dispersion.

Pour un peu, on recommanderait de lire le dictionnaire comme un roman, de la première à la dernière ligne. Ou à la manière d'un étranger qui découvre la France, avec la diversité de ses sens, au hasard des rencontres, dans la perpétuelle remise en cause de ses interprétations. Chaque article est comme une rue évoquant une époque, un caractère, une fonction, et débouchant sur une autre d'une couleur et d'une odeur différentes : la rue Delors (Jacques), modème, européenne et chrétienne sent la France affable et têtue, les destins atypiques, l'imagination dans la règle. Elle croise la rue de la démarcation (ligne de), la France coupée en deux, les nouvelles qui s'échangent malgré l'occupant et les cartes interzones préimprimées. Puis la rue Démia (Charles), l'enseignement charitable dans les villes sous l'Ancien Régime, l'emprise de la morale ecclésiastique sur l'école et sur la lecture. Puis la rue des demi-soldes, aux nostalges moins pittoresques que ne le montre Balzac. Puis encore, la rue de la démocratie chrétienne au chemin politique plus tôt tourné, de Félicité de Lamennais à François Bayrou. Sans doute faut-il arpenter un à un, rues, avenues, boulevards et places pour commencer à imaginer un plan de la France. Comme tous les dictionnaires importants, le Sirinelli-Couty est une machine à rêver.

Pour que le lecteur rêve – ce qui est une bien agréable manière de savoir, et plutôt efficace –, il faut qu'il ne se sente pas écrasé par les textes ni fermé de toute part par les références. Il lui faut aussi des images. Celles de *La France et les Français* ne se contentent pas d'accompagner le texte ni de l'illustrer. Rien à voir avec les sinistres vignettes inutiles des dictionnaires ordinaires ni avec les débauches iconographiques de certaines encyclopédies dont on peut soupçonner qu'elles encouragent à l'abandon de la lecture. Ici, le document imprimé développe son propre discours et dialogue avec le texte, éclairé, le nuance, le complète. Il apporte une subtile contradiction. Même les portraits qui accompagnent certaines biographies savent sortir du cadre pour jouer de l'écart : caricatures, dessins de presse ou d'almanach, visions d'artistes, postures et environnements significatifs.

Le langage n'est pas fait que de mots, mais de ce qui est entre les mots et qui les relie, comme le montre la littérature. Les mots ne donnent que le sens, jamais la signification. Sirinelli et Couty ont traité la France et les Français comme une langue. Ils en ont fourni les mots, en abondance, proposant un lexique à la fois vaste et précis ; des définitions solides, des exemples tirés des meilleurs auteurs. Mais il ne s'en sont pas tenu là, au vocabulaire. Ils ont permis que chaque lecteur puisse passer des mots à la phrase, qu'il invente sa prosodie, son rythme, sa rhétorique, qu'il découvre ses valeurs. Bref, ils ont introduit un peu d'infini dans le fini, toujours inachevé, du dictionnaire.

(1) Vendu par courte. L'ouvrage est diffusé par la SGED, 30, rue Cambonne, 75757 Paris Cedex 15. Tél : 01-44-38-54-58. Télécopie : 01-44-38-54-59.

La femme aux illusions perdues

Avant d'être une « femme de trente ans », « la » femme de trente ans, Julie d'Aiglemont fut une jeune fille. Une jeune fille qui croyaît à l'amour, dans une société où l'amour, du moins tel que les jeunes filles le rêvent, n'a pas de place.

Son destin se scelle un jour d'avril 1813, lors de la dernière grande revue de Napoléon aux Tuilleries. La belle Julie n'a d'yeux ni pour l'empereur ni pour le déploiement de ses armées, mais pour son cousin Victor, fringant officier d'ordonnance de Napoléon, monté sur un cheval noir. Elle l'épousera, contre l'avis de son père, pour qui le colonel d'Aiglemont est « un de ces hommes que le ciel a créé pour prendre et dégager quatre repas par jour, dormir, aimer la première venue et se battre ».

Démarré alors l'implacable mécanique mise en place par Balzac : le parcours plein de préférences et de parts fort peu réalistes de Julie, « femme d'esprit et de sentiment » mariée à un mal, lui sera de machine de guerre. Car Julie n'est pas vraiment un personnage, au sens romanesque et psychologique du terme : « ce n'est pas une figure », c'est une pensée », dira Balzac lui-même. L'incarnation des idées de l'auteur des *Mémoires de deux jeunes mariées* sur la condition féminine et sur ce que cette condition révèle de la société bourgeoisie du XIX^e siècle.

« Voulez », comme la plupart des femmes de son temps, « à des malheurs domestiques qui, pour être obscurs, n'en sont pas moins terribles », la marquise d'Aiglemont jettera cette drame dans un moment de révolte et de désespoir : « Nous sommes, nous



Figures de la Comédie

D'AIGLEMONT JULIE

Née aux alentours de 1796-1797, morte en 1844.

« Femmes plus maltraitées par la civilisation que nous ne le serions par la nature. (...) Le mariage, institution sur laquelle s'appuie aujourd'hui la société, nous en fait sentir à nous seules tout le poids : pour l'homme la liberté, pour la femme des devoirs. Nous vous devons toutes notre vie, vous ne nous devez de la vôtre que de rares instants. (...) Eh bien, le mariage, tel qu'il se pratique aujourd'hui, me semble être une prostitution légale. » L'analyse sera reprise par Marx en 1848, quasiment mot pour mot, dans le *Manifeste du parti communiste*.

Arrivé alors au coup de théâtre, le coup de génie de Balzac : « à trente ans », Julie aimera, et sera aimée, par le jeune Charles de Vandenesse. Amours coupables, mais heureuses. Si l'on a dit que Balzac avait « inventé » la femme de trente ans, c'est qu'il a, le premier, dans un univers où celle-ci n'était plus qu'épouse et mère, et où elle n'existaient pas comme héroïne littéraire, démonté qu'elle pouvait encore avoir des désirs, des amours, et que la maternité n'était pas son unique accomplissement. Avec Julie d'Aiglemont, c'est une révolution littéraire, sociale et politique qui s'accomplit. Ce que dit Balzac, c'est ceci : « Vous avez fait la révolution, mais s'agit d'équiper pour une recherche appliquée. Et les moyens mis en œuvre ici, qui permettent de réunir près de deux cents auteurs, comme la totale liberté intellectuelle qui nous était laissée, étaient pleinement convaincants.

« J'ajouterais qu'il y avait là un défi à relever au moment où certains observateurs rédigeaient des

bulletins de santé très alarmistes Fabienne Darge

« Avant d'aborder le fond de l'ouvrage, un mot sur la genèse du projet.

Daniel Couty : A l'origine, il y a un succès rencontré par les deux *Dictionnaire des littératures de langue française* (1984) et des *œuvres littéraires* (1994), que Jean-Pierre de Beaumarchais et moi avions dirigés pour Bordin. Ces livres partaient d'un constat : le manque d'ouvrages de référence en la matière. L'entreprise présente sur l'histoire de France veut combler une même carence. Dès l'automne 1994, j'ai travaillé avec Hélène Pouyfauron et Maria Méria, les deux éditrices à *Intéries*, à l'élaboration d'un projet susceptible de rassembler et synthétiser les acquis des disciplines historiques des dernières décennies. Les lignes éditoriales définies et le budget établi (plus de dix millions de francs), nous devions choisir un conseiller historique. Le nom de Hélène Pouyfauron et Maria Méria, les deux éditrices à *Intéries*, à l'élaboration d'un projet susceptible de rassembler et synthétiser les acquis des disciplines historiques des dernières décennies. Les lignes éditoriales définies et le budget établi (plus de dix millions de francs), nous devions choisir un conseiller historique. Le nom de Jean-François Sirinelli s'est alors imposé, puisque, outre le plaisir de la lecture, son ouvrage *Génération intellectuelle : khôgne et normandie dans l'entre-deux-guerres* (Payard, 1988) affirme les ambitions et les ouvertures que nous nous fixions pour notre propre dictionnaire.

Jean-François Sirinelli : L'idée d'une telle entreprise m'a immédiatement séduit. J'ai été persuadé que la formule du dictionnaire, loin d'être une sorte de manuel pour savoir embaumé, constitue dans le domaine des sciences humaines et sociales l'équivalent des laboratoires de sciences exactes, avec la constitution d'équipes pour une recherche appliquée. Et les moyens mis en œuvre ici, qui permettent de réunir près de deux cents auteurs, comme la totale liberté intellectuelle qui nous était laissée, étaient pleinement convaincants.

« J'ajouterais qu'il y avait là un défi à relever au moment où certains observateurs rédigeaient des bulletins de santé très alarmistes

de la discipline. La somme de talents réunis, ainsi que leur diversité, attestent à l'inverse la vitalité de l'œuvre historique française aujourd'hui.

Comment l'équipe a-t-elle été constituée ?

D. C. : D'un commun accord entre nous, au cours de réunions hebdomadaires tenues d'avril à décembre 1995, nous avons décidé d'ouvrir l'équipe à quelques figures tutélaires, aux matres communes, et aux jeunes chercheurs dont nous faisons le pari qu'ils seraient les futurs grands de demain. Il est agréable de noter que nombre d'entre eux, contactés dès l'origine du projet, sont devenus des noms déjà reconnus dans leur champ de recherche.

J.-F. S. : Bien sûr le principe de spécialité a prévalu, mais en veillant constamment à faire de cet ouvrage un lieu de capillarité entre plusieurs générations d'historiens. Nous avons aussi été conduits à espérer que nous, littéraires, nous ouvrions davantage au monde, en ne considérant pas que notre savoir n'a de sens qu'entre nous, repliés dans de titulaires collègues ou des revues de « spécialistes ».

J.-F. S. : La mise en œuvre dans ce type d'ouvrage d'un versant d'histoire culturelle très important a été complexe tant cette discipline est épistémologiquement mal stabilisée. Traveller sur ce champ avec un collègue venu d'un autre horizon a été, de ce fait, pour moi un enrichissement, qui je l'espère, aura des prolongements.

Le propos semble étroitement franco-français (ou ne le reconnait pas) mais c'est en général au détriment du contenu. Et les seuls vrais CD-ROM qui ne déçoivent pas sont ceux – je pense au *Grand Robert* – qui, transposant le contenu du livre sur un support numérique, ont permis un enrichissement par l'hypertextualité. Dans l'absolu, je serais ravi que notre ouvrage existe en version CD-ROM de manière à permettre, outre la commodité et le confort de la consultation, une démultiplication et une extension des potentialités de recherche. Mais il est évident que le CD-ROM, au-delà de l'effet de mode-gadget, est déjà mort. Il faut songer dès à présent à la complémentarité livre/online, la faculté d'actualisation continue changeant réellement le recours à l'ouvrage de référence.

J.-F. S. : Je pense que nous vivons probablement, comme les érudits de la Renaissance, une période de mutation ; et le choix de Gutenberg, dont ils inauguraient le cycle, n'est pas pour nous un combat d'arrière-garde.

En tant qu'universitaires chargés de la transmission d'un savoir, nous sommes encore dans le cycle de l'imprimé, et la formation culturelle, de nos étudiants comme de nos concitoyens, se fait encore par le canal du livre et de l'écrire. L'enjeu civique que constitue aussi cet ouvrage, et qui est naturellement le nôtre, est bien de contribuer, en bonne logique républicaine, à réduire plutôt qu'à creuser le fossé socioculturel qui est réapparu dans la France fin de siècle. Et de tisser du lien social...

D. C. : ... ce qui renvoie bien à l'étymologie de *texte*, qui est trame et tissage. Propos recueillis par Philippe-Jean Catinché

« De la vitalité de l'école historique française »

Jean-François Sirinelli et Daniel Couty, codirecteurs de « La France et les Français », expliquent l'origine et la réalisation de leur entreprise

– Reste le choix (provocant ?) du support papier à l'heure du CD-ROM...

D. C. : Certains éditeurs se sont précipités dans le multimédia. La page qui bouge et fait « coin-coin » a sans doute de quoi séduire... mais c'est en général au détriment du contenu. Et les seuls vrais CD-ROM qui ne déçoivent pas sont ceux – je pense au *Grand Robert* – qui, transposant le contenu du livre sur un support numérique, ont permis un enrichissement par l'hypertextualité. Dans l'absolu, je serais ravi que notre ouvrage existe en version CD-ROM de manière à permettre, outre la commodité et le confort de la consultation, une démultiplication et une extension des potentialités de recherche. Mais il est évident que le CD-ROM, au-delà de l'effet de mode-gadget, est déjà mort. Il faut songer dès à présent à la complémentarité livre/online, la faculté d'actualisation continue changeant réellement le recours à l'ouvrage de référence.

J.-F. S. : Je pense que nous vivons probablement, comme les érudits de la Renaissance, une période de mutation ; et le choix de Gutenberg, dont ils inauguraient le cycle, n'est pas pour nous un combat d'arrière-garde.

En tant qu'universitaires chargés de la transmission d'un savoir, nous sommes encore dans le cycle de l'imprimé, et la formation culturelle, de nos étudiants comme de nos concitoyens, se fait encore par le canal du livre et de l'écrire. L'enjeu civique que constitue aussi cet ouvrage, et qui est naturellement le nôtre, est bien de contribuer, en bonne logique républicaine, à réduire plutôt qu'à creuser le fossé socioculturel qui est réapparu dans la France fin de siècle. Et de tisser du lien social...

D. C. : ... ce qui renvoie bien à l'étymologie de *texte*, qui est trame et tissage. Propos recueillis par Philippe-Jean Catinché

Chevillard et ses doubles

A travers Thomas Pilaster et son exégète, le romancier propose d'observer les « mécanismes à l'œuvre » dans son écriture. Rencontre

**L'OEUVRE POSTHUME
DE THOMAS PILASTER**
d'Eric Chevillard.
Minuit, 190 p., 78 F (11,89 €).

Thomast Pilaster, vous vous souvenez ? Quel trajet, de *Mots confits* mots contus à son dernier roman, *La Pointe des corbeaux* ! D'autres titres, *Fabrique d'extraits élaborés dans le vase* et dans le vide, ou *Etude de bouchée pour la mort de Sardanapale*, rappellent le moraliste et le critique d'art... Thomas Pilaster n'existe pas plus que son sosie tigreux, Marc-Antoine Marson, commentateur de son œuvre posthume — même si, dans ce double exercice d'autodéfision, au brio étourdisant et à l'humour ravageur, Chevillard glisse quelques traits personnels, par « goût de l'épingle ».

Écrivain discret, Eric Chevillard peine sans doute, comme Pilaster, qu'un romancier n'est plus plus intéressant hors de ses livres « qu'un confiseur hors de sa confiserie ». Seul répère biographique : il est né en 1964 à La Roche-sur-Yon, dans l'hôpital où, la même année, devait mourir le peintre Gaston Chaisac, cité en exergue de *Préhistoire*. « On s'est croisés, dit-il, ça m'a touché comme une coïncidence. Chaisac était un épis-tolier incroyable. Il chroniquait son village, avec le plus grand sérieux, pour Paulhan, Queneau, Dubuffet. C'est hilarant et très naturel, comme sa peinture, avec un peu de rouerie qui le rend très attachant et lui permet d'échapper à la condensé de ses protecteurs. La seule chose qui l'apparente à l'art brut, c'est la pauvreté de ses moyens, et son insouciance absolue des canons de l'académisme. »

Cette insouciance-là, Chevillard la retrouve, grâce à une sorte de folle inventivité et douce qui parcourt ses livres. « J'essaie de pousser

ser à l'excès, jusqu'à l'absurde, toutes les logiques en œuvre dans cette culture qui nous a formés presque malgré nous. On peut retrouver une forme de naïveté, de fraîcheur en exacerbant tout cela. » Ainsi des romans jubilatoires nous entraînent à la suite de héros qui veulent renverser l'ordre des choses, comme Crab, qui, dans *Un fantôme, un songe à des réformes radicales*... Furne, qui, dans *Le Caoutchouc* décidément, est « hostile au principe des gâboules de mors », ou comme le narrateur qui finit par entraîner un groupe d'amis *au plafond*, dans un continent vierge et sans limites. « L'humour est une des formes de la poésie, et produit les mêmes effets : dérêler, et désarmer le lecteur, qui est corps et âme dans sa lecture. Les grands écrivains — Sterne, Swift — sont aussi des humoristes. »

« J'ai trouvé ma manière très brusquement, se souvient-il, c'est bizarre, lorsque j'ai commencé à écrire la nuit, j'étais étudiant à Nantes. Je me suis rendu compte que ce temps suspendu était le moment idéal pour moi. Est-ce lié à cette expérience ou à une certaine maturité ? J'ai écrit alors un texte, très imparfait mais original, que j'ai envoyé aux Editions de Minuit : on m'a, chaleureusement, conseillé de le remettre. C'est un texte presque illisible, d'une densité oppressante, qui abondait en aphorismes, j'ai eu l'idée de cet agonissant de Mourir m'enrhume. C'est comme cela que j'ai commencé à écrire des romans. »

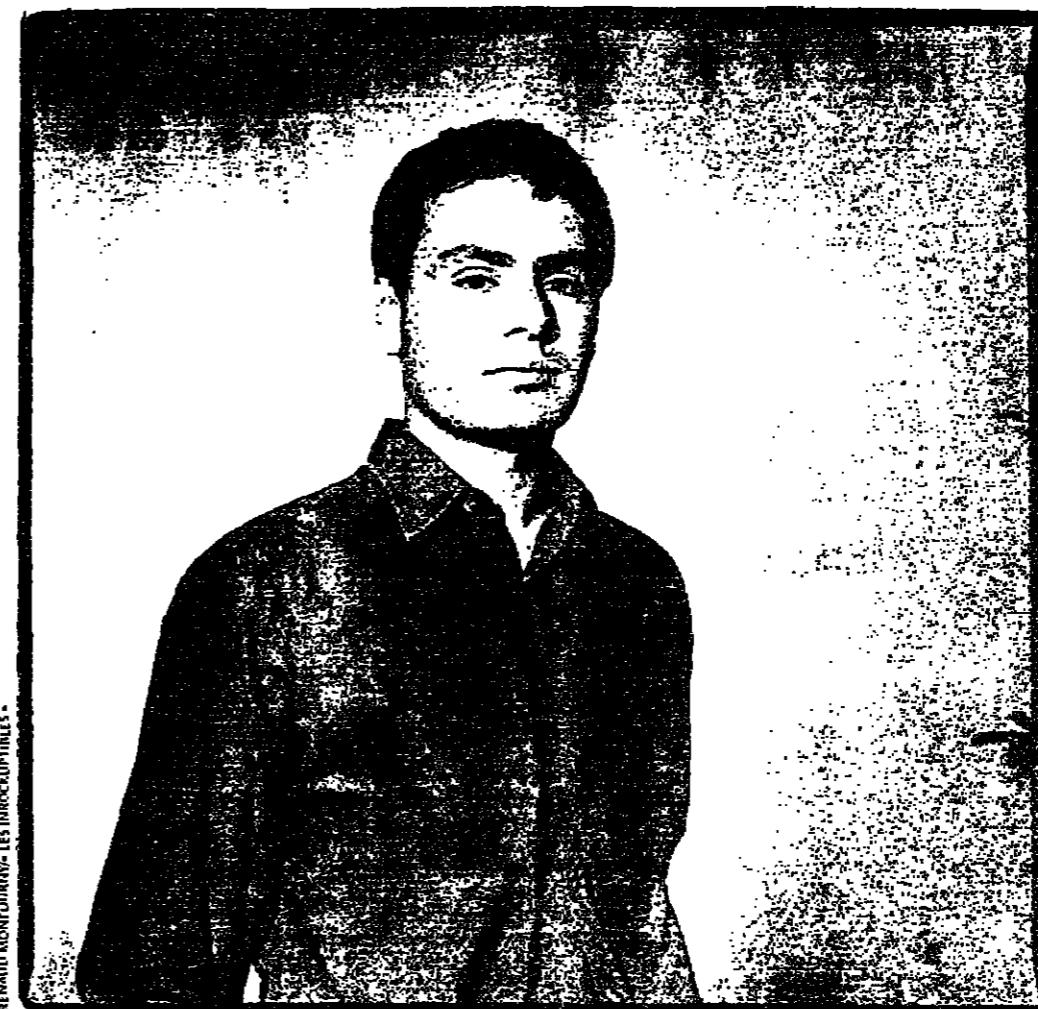
« Auparavant, j'écrivais des poèmes, des proses poétiques. Je me souviens avoir écrit des textes qui me paraissaient ressembler fort à Corvet à des de Max Jacob. Ensuite j'ai lu Beckett et Michaux et, tout en percevant la distance qui me séparait d'eux, j'ai senti comme un appétit d'air : c'était par là qu'il fallait aller. » Depuis, Chevillard continue d'écrire la nuit. « J'ai alors le

sentiment d'être à l'abri. L'an-goisse, comme je suis en train d'écrire, je la mets au travail au lieu de la subir. » Parce que son premier livre, publié à la fin de ses études de lettres, lui a donné une modeste « autonomie financière ». Chevillard a choisi de se consacrer à l'écriture. « J'aurais pu, envisage-t-il, être journaliste ou professeur. Mais je redoutais, dans ces métiers trop proches, la recherche d'efficacité immédiate. Je me suis protégé, en croyant être en possession d'un instrument de musique très fragile. »

SOUS LE SIGNE DE BORGES...

Dans la journée, Chevillard garde sur lui un carnet qu'il sort « plus discrètement que Pilaster. J'aime beaucoup les écrivains qui notent : Petras, Scutenaire. Je ne tiens pas de journal à proprement parler. La note prise dans la journée se retrouve le soir dans le livre que je suis en train d'écrire. La plupart des écrivains préfèrent raboter les digressions, moi je prends le risque de détourner l'attention. C'est vrai qu'il est plus facile de sortir de son propos que d'en revenir : on peut le quitter dans une sorte d'emballage, on n'y revient jamais que de façon très consciente, très matrisée. »

A l'inverse de Pilaster, Chevillard ne garde dans ses tiroirs d'écrivain ni archives, ni brouillons, ni « scories », ni « rebuts ». « Sur le plan pratique, j'écris extrêmement lentement : trois ou quatre phrases par nuit. A l'intérieur d'une phrase, il peut y avoir des accélérations délivrantes : je me mets même dans le danger, comme si je sabotaient ma phrase et que j'essayaient ensuite de désamorcer tout ce qui la menace. Je ne la lâche que lorsque j'en suis satisfait : je ne rature pas, j'efface. Le manuscrit final du livre est le livre : tous les états antérieurs ont été supprimés. » L'œuvre posthume de Thomas Pilaster est une construction sidérante de textes



Plutôt qu'un « comment j'ai écrit certains de mes livres », Eric Chevillard suggère un « comment j'aimerais que soient tous mes livres »

en miroirs, sous le signe de Borges et de Nabokov, nés en 1899. « Nabokov : voilà, dit-il, un romancier extrêmement puissant qui a la subtilité et la délicatesse des poètes. C'est un des écrivains qui me confirment que l'écriture est aussi un fruit de l'intelligence. » Comme Feu pâle Pilaster met en relation l'appareil critique et des textes appartenant aux genres les plus divers : journal, roman policier, monologue théâtral apocalyptique, tercets — même si Chevillard préfère la poésie « hors du poème, rendue à la phrase ». A travers ses doubles improbables, l'écrivain et son exégète,

que par l'hippocampe, c'est comme si sa forme même, celle d'un grand point d'interrogation, incarnait ma stupéfaction. » C'est cette incertitude que se renvoient Pilaster et Marson, deux noms pour dramatiser « un combat intérieur », implicite dans les autres livres. « Quand j'écris, je m'expose à mon insatisfaction chronique. Cette voix perdue et sarcastique qui s'élève tout de suite pour se moquer, c'est un peu le corbeau d'Edgar Poe qu'on a tous sur l'épaule et qui dit : « A quel bon, à quel bon ? » Il faut lui tordre le cou, à ce corbeau, si on veut écrire. »

Monique Petillon

Condamnés à l'errance

Un très beau récit autobiographique où Adélaïde Blasquez relate la tragédie des « personnes déplacées »

LE BEL EXIL
d'Adélaïde Blasquez.
Grasset, 340 p., 125 F (19,95 €).

Trois générations. Au centre, la narratrice — la mère — et l'avenir — sa fille. Exils et séparations. Les malheurs répétés, les espoirs toujours reportés. L'importance de la mémoire pour la compréhension des vies exposées aux aléas de l'histoire. Avec le récit des déplacements d'une famille, une fresque du siècle qui s'achève. Avenement du communisme, guerre d'Espagne, montée puis triomphe du nazisme, l'Europe sous le joug, le retour à la liberté assez relative quand il s'agit d'obtenir une carte de séjour.

La mère de la narratrice, Emma Fischer, est née en 1908 d'une mère allemande qui lui a donné son nom et d'un père juif hon-grois. Il mourra en lui montrant deux photos, Hitler et le Christ : « Celui-ci et ses pareils vaincront celui-là. » D'Emma, sa fille dira un jour qu'« elle a traversé quatre guerres, souffert nombre d'amours, possédé quelques maris et vécu plusieurs morts ». Emma, venue à Oviedo comme préceptrice des enfants d'un diplomate espagnol, fait la connaissance d'un lieutenant lors de ses sorties dans cette ville de garnison. Enceinte, elle est rejetée par la famille du lieutenant. A l'exception de la mère — « Aujourd'hui le mal est fait. Il faut le réparer. »

Et Emma Fischer épouse Pepe Martín Blasquez. Il obtient un poste au Maroc auprès de Francisco Franco, un général « rongé par l'ennui » qu'il retrouve plus tard, quand, s'étant rangé « dans le maigre troupeau de ceux qui pensent mal », il rejoint les combattants républicains et que son « leitmotiv entre 1934 et 1936 devient : « Il ne faut pas qu'ils nous

attrapent vivants ». Aura-t-il des rémors « d'avoir abandonné Madrid en flammes ? A l'heure où il s'agit de fuir les franquistes, Pepe ne pense qu'à une Autre Femme ». Non pas une personne de chair et de sang. Pour « cet Espagnol arrivé à l'âge des bûchers », cette « autre femme », c'est la France, laquelle, « terre d'asile mais non d'excès, s'empressera de moucher de la belle façon ce vaincu sans importance collective ». Ce n'est pas la seule des errances d'Emma, de Pepe, de leur fils Alejo, de leur fille qui en fait le récit — et n'est pas sans parenté avec la romancière, elle aussi née d'une mère bavarroise et d'un père castillan.

Elle aussi fera partie de ceux qu'« on appelle pudiquement les « personnes déplacées »... les victimes des couacs de l'histoire », ceux qui se retrouvent à Paris « dans une maison occupée en majorité par des émigrants en état de choc, accourus des divers foyers d'apocalypse de l'Europe ». PÉRIPE DU MALHEUR

Venu avec ses enfants à Munich au chevet de son père mourant, Emma comprend vite que, à demi-juive, « elle s'est jetée dans la gueule du loup ». L'idée lui vient de l'écrire à Hitler lui-même. Un texte magnifique. Par ce biais romanesque, Adélaïde Blasquez, de façon simple, brève et dense, dit, plus qu'avec de longs commentaires, les déchirures de chaque individu qui ne pouvait « exposer de la pureté de ses ascendances germaniques », les angoisses d'une mère « ballottée comme un jeu de paile par les soubresauts de l'histoire » et qui n'a d'autre but que de sauver ses enfants... Et ce sera une étape en Belgique.

Un long de ce périple du malheur, l'exil n'est pas seulement celui des corps, mais aussi celui des esprits. Pour tenter de conjurer

les conséquences terribles de ces bouleversements, la narratrice n'a que l'écriture, laquelle ne va pas sans douleur. Les réminiscences ravivent des sensations qu'elle ne peut — ne veut — oublier, des situations qui s'enchaînent inexorablement, condamnent à l'impuissance. Des personnages renâquent de ces souvenirs, autant de portraits, de caractères qu'Adélaïde Blasquez décrit en donnant le meilleur de son talent, non pour faire des scènes mais, en fixant divers moments du siècle, pour nous sensibiliser à son propos, sans insistance ni emphase.

Ainsi du vieux Fritz : il reçut le baptême du feu en 1917, fut de la Légion étrangère en 1938, et sa famille disparut à Auschwitz. Ainsi de René Lestorade : elle ne veut pas être la « collabo » de cette fin de siècle — « le vomis l'ordre marchand » — et, au « compact disk des autres machines intelligentes », elle préfère son vieux pick-up du temps d'après-guerre « dont elle s'était trouvée exclue par force ». Elle finit par se suicider sur le rebord du *Stabat Mater de Pergolèse*.

En donnant sa part à un humour discret, toujours caustique, en alternant les accents acerbes et les délicatesses de la tendresse, le récit de ces multiples biographies — à partir de l'autobiographie de la narratrice qui se cherche et cherche à comprendre — use tour à tour d'un lyrisme passionné et d'un ton de la confidence. Et ce, avec un constant souci du mot juste.

De ce roman, inquiétant d'avoir des résonances qui ne font pas surgir que le passé, dire que c'est un grand livre, c'est encore peu dire. Ce « bel » et tragique exil à plusieurs itinéraires est, par sa construction, par son style, l'une de ces œuvres qui marquent une époque et qu'il serait dommage de méconnaître.

Pierre-Robert Leclercq

LE PETIT VOISIN

de Jérôme Tonnerre.

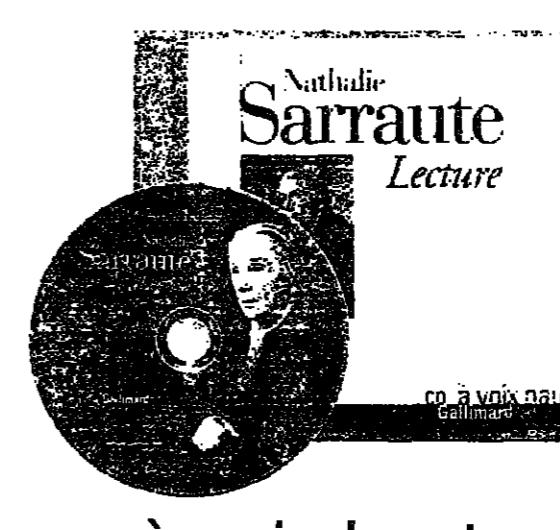
Calmann-Lévy, 222 p., 98 F (14,94 €).

Il avait le « visage triste à Buster Keaton », dit Jean-Denis Bredin en prononçant l'éloge funèbre d'un conférencier, mort brutalement en 1966 d'une crise cardiaque dans son cabinet d'avocat. Trente-trois ans plus tard, le fils orphelin de cet homme austère raconte comment il s'est trouvé un autre père, en la personne de François Truffaut. Il « habite mon enfance », avoue-t-il, entre la reconnaissance, l'émotion et la nostalgie. Une enfance sase, gâchée par un pensionnat digne des *Disparus de Saint-Agil*, mais illuminée par la passion du cinéma. Touché par la grâce cinéphilique, l'adolescent alla sonner à la porte des *Films du Carrosse*, dont l'adresse était près de chez lui. Une correspondance s'ensuivit, des conseils et des encouragements. « L'idolâtrie naît d'une détresse », dit aujourd'hui le « petit voisin », qui est devenu scénariste. Cet hommage qui rend à celui qui l'aida à se forger une identité, l'étreinte d'amour au cinéma et au cinéaste du « tout est affectif », cet autobiographique roman de formation, est tissé d'une toile de coincidences. Dont celle-ci : Truffaut est mort au même âge que le père de notre narrateur, et chercha lui aussi toute sa vie un géniteur dérobé. Il était autre, juif, et ne s'appelait pas Truffaut. D'ascendance arménienne, celui qui dit s'appeler Jérôme Tonnerre s'offre ici un livre de famille stimulant, et affirme être né en 1974, le jour où il alla sonner chez l'auteur de *La Chambre verte*. Reflet d'un culte récidipide, ce livre d'or arbore aussi le classicisme bienveillant d'un Jean Renoir : il confesse l'art de choisir le bon masque en connaissant la règle du jeu.

Jean-Luc Douin

GALEMEARD

En hommage à Truffaut



à voix haute

Une collection d'œuvres orales inédites

déjà parus :

Nathalie Sarraute

Lecture

Jean Bottéro

Lorsque les dieux faisaient l'homme

René Depestre

Encore une mer à traverser

Jean-François Deniau

Démocratie

Jacques le Goff

Saint François d'Assise

Philippe Sollers

La Parole de Rimbaud

Jean Bernard

De la médecine

Jean-Marie Drot

Des îles comme des hommes

Collection : 200 titres à 10,90 F

كتاب من الأصل

De l'Un aux autres

Comment être un individu au Maroc ?
Fouad Laroui y répond avec truculence et ironie

MÉFIEZ-VOUS
DES PARACHUTISTES
de Fouad Laroui.
Juliard, 196 p., 109 F (16,61 €).

Quarante-quatre ans après l'indépendance du Maroc, la littérature d'expression française, dont certains prévoient la fin imminente, se maintient et se porte plutôt bien. On se souvient du remarquable *Les Dents du topographe* paru en 1996. Un roman truculent sur le Maroc des années 70, un livre écrit dans une langue inventée par culture occidentale bien assimilée, avec laquelle l'auteur jongle comme un conteur sur une place publique.

On retrouve ces qualités dans ce roman au titre un peu rebutant mais qui donne son sens à l'histoire, car il s'agit bien d'un parachutiste qui lui tombe sur la tête en plein centre-ville, ce qui va entraîner un certain nombre de péripéties rocambolesques, toutes prétexte à dire le Maroc d'aujourd'hui, ce Maroc qui bouge mais traîne derrière lui de vieilles pierres pleines de mauvaises habitudes, de tics sociaux empêchant la société d'avancer et surtout de libérer d'un certain fatalisme qui intègre tout naturellement la corruption, le népotisme et le laisser-aller généralisé. Laroui est un excellent observateur. Il connaît bien son pays même et peut-être parce qu'il l'a étranger. Le fait qu'il utilise l'humour et l'ironie donne une certaine légèreté au sujet bien grave qu'il traite. Mine de rien, l'écrivain dit beaucoup de choses sur le pays. Les personnages arrivent dans le récit comme un hasard, un accident. Ils passent et repassent. Certains s'installent, s'inscrivent et prennent tout l'espace, tout l'oxygène. C'est le cas de Bouazza, le moustachu à la Staline qui est tombé du ciel sur la tête de Machin, le narrateur, le pauvre ingénieur qui croit à l'individu et qui rentre travailler au pays.

Tout le roman tourne autour d'une

obsession : être un individu, aujourd'hui, au Maroc, contre vents et marées, ne pas en démoder. Il se trouve que l'ingénieur Machin a fait ses études en Europe. Il est cultivé, en citant Nabokov, Flaubert et Yourcenar mais ne rencontre pas d'échos ni la moindre complicité psychologique ou intellectuelle avec son entourage, des gens qui sont là, comme une fatalité, immuables. Ils aiment les attouchements, les bousculades, les émeutes. Bouazza occupe le terrain, c'est-à-dire l'appartement de Machin. Il fait la cuisine, fait tout pour l'empêcher d'avoir une vie privée. Il est têtu. Rien ne le gêne. Il connaît même pas le mot « *individu* », « *vocabile noble et aîtier* ». Bouazza est une brute parce qu'il est en trop et ne s'en rend pas compte. Machin préfère son ordinateur à l'humanité, le silence à la réplique, la clore rentrée à la violence des conflits. C'est un intellectuel avec des illusions, avec des amours du pays qui le fait supporter tout le reste. Il se marie avec Nou. Il précise : « *Et avec sa mère. Veut pour la cérémonie, elle ne ressort plus de chez moi.* » Désespéré, il pense au suicide, mais se souvient de la sourate 6, verset 162 du Coran, où il est rappelé que « *la vie et la mort n'appartiennent qu'à Dieu* ». Alors, il se réfugie dans le sommeil, dans le rêve et apprend qu'il n'a qu'une solution : ramer les autres, à commencer par Bouazza, l'homme qui est à lui seul une occupation militaire, psychique et sociale.

La lutte pour la reconnaissance de l'individu est difficile. Machin n'a que l'imagination pour la mener. Quant aux autres, ils n'éprouvent pas le besoin de se poser ce genre de question. Ils vivent à la marocaine, c'est-à-dire les uns sur les autres, ils sont de bonne humeur, s'aiment et se moquent de l'inquiétude qui pointe dans l'esprit d'un ingénieur qui voudrait être un individu, un être libre.

Le regard que pose Fouad Laroui sur le Maroc est juste, plein de sévérité et d'amour.

Tahar Ben Jelloun

AGAR-AGAR
d'Emmanuel Adely.
Stock, 170 p., 85 F (12,95 €).

Les *Cintres*, le premier roman d'Emmanuel Adely, avait suscité de nombreux éloges. *Agar-agar* confirme le talent de ce jeune écrivain qui a choisi de raconter une histoire banale. Un couple ne parvient pas à se « décoller », d'où ce mot étrange (d'origine... malaise) : l'agar-agar est une gélule produite par certaines algues au contact de l'eau. Ce premier niveau de lecture est insuffisant. Le récit d'Emmanuel Adely est loin du règlement de comptes conjugial et son personnage masculin cotoie trop d'abîmes pour ne pas être uniquement suspecté de misogynie. Le titre suggérerait plutôt l'alchimie qui se trame au fond des mers et dont le secret est évidemment des milliers d'années plus tard comme le temps finit par neutraliser les douleurs de notre histoire individuelle.

Un couple jeune et leur enfant, exilés dans une ville étrangère, vivent reclus dans un appartement dont le réfrigérateur occupe la première place. Le mari travaille, la femme ressasse les clichés du désamour : les mirages s'éteignent et apparaît le vide quotidien. La seule personne à qui elle pourra se confier est celui-là même qui « croit-elle » est responsable de l'échec. Elle l'accuse donc pour ne pas accuser la vie.

Lui, elle et l'enfant n'ont pas de nom. La ville chauffée à blanc et insalubre où ils sont obligés de vivre n'est pas située sur la carte. Nous ignorons les circonstances qui les ont conduits dans cet ailleurs ingrat où s'étoile leur amour. Et peut-on parler d'amour à propos du jeune père si tendre, indifférent au corps de sa très belle épouse ? Leur passé n'est pas vraiment évoqué. Seule certitude : la ville subit de fréquents séismes. Le roman se

concentre sur le huis-clos obsessionnel où se consument les phrases cruelles de l'abandon. Tragédie classique, réduite à l'épure d'un dialogue truqué par les clamorous de l'incommunicabilité. Emmanuel Adely n'a cure des garde-fous et de la poudre aux yeux des intrigues alléchantes. Qu'importe pour lui la trivialité squelueuse du sujet et la périlleuse convention de personnages privés d'identité précise mais violentelement présents dans notre imagination. Il sait (comme Christine Angot) que la fiction répète ses leitmotivs mais qu'à chaque fois elle surgit les monstres personnels qui se terrent au fond de chaque enfance. On écoute les premières lignes de *Agar-agar*. On est happé par les courants intimes où se déclinent à finir les affres du « je t'aime encore, tu ne m'aimes plus » avant d'accepter le redoutable : « C'est encore vivre que te faire. »

Dans le cas très précis d'Emmanuel Adely, l'alternative entre ro-

Séismes secrets

Un couple se déchire dans le huis clos d'un exil mystérieux. Avec une grande maîtrise, Emmanuel Adely décrit comme unique une expérience qui se dilate, se diffuse dans la légende des amours mortes



man classique ou modernité effrénée ne se pose plus. Le romancier succombe à une nécessité obsédante. Il dépasse les genres et, soutenu de parvenir à l'écriture authentique, il décrit comme unique - autobiographique ? - une expérience qui se dilate, se diffuse et puise sa vérité dans la légende des amours mortes.

Nous lisons un monologue mais nous captions simultanément les trois voix d'un huis-clos qui les séparent sont abandonnés sur le sable désert et les souvenirs qui les séparent sont abandonnés sur le sable comme les cadavres de bêtes épuisées. Ils souffrent de la même solitude. Elle croit qu'il peut la sauver. Lui sait déjà que l'issue est inévitable. Ils sont tous les deux la proie d'une immense main qui jurerait de leurs minuscules sans qu'on s'y attende, et tirerait d'un coup sec, très rapide, l'écorce de la terre... Mais, d'une rupture - comme un tremblement de terre - on peut mourir.

Hugo Marsan

Livraisons

• GABRIEL, de Valérie Tong Cuong. Cadre supérieur proche de la retraite, brave époux et père honnorable, Gabriel part en promenade et ne rentre pas. Fugue fort musicale puisqu'il gagnera sa vie en chantant l'*Ave Maria* de Schubert, travesti en opulente cantatrice équivoque dans une boîte non moins équivoque. Rattrapé par la famille et la normalité, il est enfermé dans un asile, fou amoureux de Mad, une tendre personne. La rupture, ce désir qui nous hante de lâcher les amarres, de se créer une deuxième vie qui annule la première, mort au passé, né au présent, est au cœur de ce rêve d'évasion. Le roman lui-même est une belle évasion, invraisemblable mais captivante (éd. Nil, 180 p., 110 F [16,76 €]). H. Ma.

IMMORALITÉS, suivi de DICTIONNAIRE DE L'AMOUR, de Dominique Noguez

Les vrais moralistes ont des allures de bourreaux ; leurs sentences sont des exécutions. Dominique Noguez appartient à cette étrange confrérie qui fait profession de hâler le genre humain, confrérie où l'on croise d'aimables humoristes comme Cloran ou d'impitoyables procureurs comme Caraco. Ils ont tous fréquenté la même école, celle du renoncement, la seule, selon Noguez, à donner un peu de bien-être spirituel, et ils puisent leur sagesse outrée chez La Rochefoucauld, Chamfort ou Schopenhauer. Il n'est pas de meilleure cible pour un moraliste que l'amour, cette idéologie sans intérêt qui berne les individus pour mieux servir l'espèce. Le dictionnaire que lui consacre Dominique Noguez réjouira tous les « monstres », c'est-à-dire tous ceux qui se sont fixé pour règle absolue de ne se laisser abuser par rien, sinon peut-être par leur volonté de démythification. « *L'Innibilité de l'amour ayant fini par s'imposer même aux plus naïfs, on montrera bientôt les derniers amoureux dans des cirques, ou bien on les enfermera dans des réserves avec les ustensiles nécessaires à leur marotte : romans, stylographie, ramé de papier et - beaucoup d'espace pour se fuir* », écrit Dominique Noguez dans cet indispensable propédeutique au métier de vivre (Gallimard, « L'Infini », 148 p., 80 F [12,19 €]). R. J.

• MISE À NU, de Martine Roffinella

Il y a une dizaine d'années, Martine Roffinella écrivait un premier roman surprenant sur le thème de la lycéenne amoureuse de sa prof. En y revenant, la romancière risquait la redite d'elle-même. Passion, jalouse, abandon... thèmes connus. Elle les amplifie en posant la question des levers que peuvent être la séduction, l'absolu qui n'est que possessivité, la difficulté, dans une aventure amoureuse, non à tenir de dévoiler son âme à l'autre mais, plus périlleux, à soi-même. Pour Mie, qui a vécu sept ans avec la narratrice, la passion ne saurait suffire à la plénitude de sa vie. Elle trouve avec une autre la possibilité de l'atteindre, et l'abandonnée s'avoue « jalouse, insupportable, démente, je vivrai chaque instant comme ma mort. Ou comme ma jouissance ». La souffrance ne lui est-elle qu'un prétexte pour donner un sens à sa vie ? Elle aussi a son être étouffé par cet amour. Mourir ou revivre. Dilemme. Dans les deux cas, se sauver par le truchement de l'écriture (éd. Phébus, 140 p., 85 F [12,19 €]). R. R. L.

• O. D. C., de Clélie Aster

Voici un roman branlé qui se donne le luxe des clins d'œil. Relisons donc le titre : *O. D. C. = Odysée*. Pâmons-nous sur la précocité d'une romancière de vingt-cinq ans. Lisons néanmoins le premier roman de Clélie Aster, qui utilise avec une ténacité épauillante tout ce que le langage « jeune » est censé apporter à notre langue. C'est donc une histoire de notre temps avec des personnages de notre temps : drague, baise, sida, fringues, etc. On voudrait se moquer mais on est retenu par ce quelque chose qui nous embranche et ne nous lâche plus. L'aisance du style, sous la mortification d'un registre lexical terroriste ? Un vrai talent derrière la complainte ? Peut-être la parodie clandestine d'auteurs qui, eux, se prennent au sérieux ? Clélie (référence à Clélie, *histoire romaine*, de Madeleine de Scudéry) Aster (étoile ou astéroïde d'une nouvelle littérature) peut réservé des surprises. Et pourquoi pas, très simplement, un deuxième roman dégagé des effets de mode (La Table ronde, 328 p., 110 F [16,76 €]). H. Ma.

**HARRY
MULISCH**
LA DÉCOUVERTE
DU CIEL

roman
traduit du néerlandais par Isabelle Rosselin
avec la participation de Philippe Nobile



Photo : G. B. et R. B.

GALLIMARD

150 من المجهول

Etrange sabbat

Elie Wiesel propose une allégorie
sur la métamorphose du mal absolu

LES JUGES
d'Elie Wiesel.
Seuil, 200 p., 120 F (18,29 €).

Un tempête de neige, un long-courrier obligé d'atterrir sur une piste de fortune, des passagers hagards, un procès qui fait écho à celui de Mousieur K. Si c'était un film, il rappellerait *Une Nuit, un travail*. Une pièce de théâtre ? *Huis clos*, évidemment. Dans le dernier roman d'Elie Wiesel, le train de Deauville deviendra le vol New York-Tel-Aviv. Les trois personnages de Sarre seront sept comme les péchés capitaux, comme les jours de la semaine dont le dernier est consacré au repos. Sans en mentionner le nom, l'auteur du *Mendiant de Jérusalem* nous convie à un bien étrange sabbat.

Le diable existe-t-il, Wiesel l'a-t-il rencontré ? Ce diable serait-il, sous la diversité de ses masques, éternel comme le mal ? Au-delà des murs de ce huis-clos abhurissant, antichambre d'une mort annoncée (cette mort d'autrui à laquelle « *seuls les fanatiques en religion et en politique trouvent un sens* », selon l'un des protagonistes), le sera au tour du juge de comparatre. La mort viendra quand même sanctionner le verdict. La quête des commentements, de l'innocence et de la culpabilité que Wiesel ne cesse d'interroger, tout en restant attentif aux remous de l'actualité, lui aura inspiré ce roman étonnant qui célèbre le triomphe de la vie.

Edgar Reichmann

* Signalois, également d'Elie Wiesel, la sortie du *Coleen*, conte illustré par Marc Podwill (Le Rocher-Biblio-plate).

Jacques-Michel Savary
VERSONS-NOUS L'AVANT ?
- Diversité et partage
- Michel Chamaa
- Andréa
- Anne

La terre est
en danger
l'humanité se
trouve menacée.
Des solutions
existent, dont
partie de faire
utopiques
peut-être
aujourd'hui, mais
indispensable
demain.

Avant propos de Michel Chamaa.
Édition : Sengy-Stein, Bruxelles.
DISTRIBUTION : - France : FNAC
- Suisse : Librairie Payot
- Belgique : Européenne, Troyes.

ETVDES
Homosexualités masculines
Mallarme, l'absence de

EDITIONS - 14, rue d'Alésia - 75016 PARIS

CARNETS DE CAMBRIDGE ET DE SKJOLDEN
de Ludwig Wittgenstein.
Traduits de l'allemand
et présentés
par Jean-Pierre Cometti.
PUF, « Perspectives critiques »,
208 p., 170 F (25,92 €).

SUPÉRIORITÉ DE L'ÉTHIQUE
De Schopenhauer
à Wittgenstein
de Paul Audi.
PUF, « Perspectives critiques »,
248 p., 149 F (22,71 €).

Wittgenstein a beaucoup changé. Au cours de ses trajets, il a modifié ses pensées. Et les parcours de cet homme solitaire furent pour le moins insolites. D'une guerre mondiale à l'autre, il fut tour à tour ou simultanément ingénieur, soldat, logicien, jardinier, bateleur, instituteur, architecte, professeur, ermite, espion peut-être. Ce philosophe a aussi changé dans nos représentations. Il y a trente ans, en France, on le découvrait à peine. Jacques Bouveresse consacrait de forts volumes à son style d'interrogation, encore fort déroutant. Presque aucun texte n'était traduit. Peu de détails étaient connus de son existence, de ses multiples inédits. Aujourd'hui, une bonne bibliothèque est nécessaire pour contenir les cahiers, notes de cours et carnets de Wittgenstein. Sans compter les commentaires, les biographies, les travaux de recherche ou de vulgarisation! Au fil des ans, un changement qualitatif s'est également produit. A côté du logiciel systématique de la première période, celle du *Tractatus logico-philosophicus*, publié en 1921, on a de mieux en mieux découvert le « second Wittgenstein », celui des jeux de langage et des univers fictifs. Après un temps de silence, il a en effet accompli, dans les années 30, à Cambridge, un travail d'assouplissement des « crampes mentales », de dissolution des questions illusoires. « Ce que nous faisons, dit-il en entamant son premier cours, consiste à nettoyer nos notions, à clarifier ce qui peut être dit du monde. »

A Cambridge, puis dans une cabane de Norvège, Wittgenstein décrit au jour le jour, pendant les années 30, ses combats spirituels. Un livre de Paul Audi en tire magnifiquement la leçon. Pour en finir avec la morale ? L'éthique !

Sans doute est-ce un troisième visage que l'on commence à voir de près. Derrière l'épure mathématique et les argumentations contraintes des premières années, après la grande lessive des outils conceptuels de la deuxième période, s'éclaire aujourd'hui nettement un Wittgenstein « mystique » — silencieux, fugace, engagé dans une quête spirituelle continue dont seules des bribes, par instants, nous parviennent. Le texte des *Carnets* que Wittgenstein lira à Cambridge en 1930-1932, puis à Skjolden, en Norvège, dans une hutte où il passa seul l'hiver 1936-1937, constitue un élément important de cette découverte. Ces pages étaient tenues pour perdues. Elles furent retrouvées en 1993 et publiées peu après. Les lire est une expérience rare. Elles donnent un sentiment de se trouver d'emblée, comme par surprise ou par effraction, en présence de ce que la vieille langue appelait une âme. « Une âme qui, plus que n'importe, va du néant à l'enfer en traversant le monde, fait une plus grande impression sur le monde que les âmes bourgeois habillées », note Wittgenstein en une sorte d'autoportrait implicite.

Il faut suivre à la trace, quand on y parvient, cet esprit qui se dit d'emblée « très souvent ou presque toujours empêtré d'angoisse », qui rêve de parvenir à composer une métodie, aime au cinéma les comédies américaines comme un

enfant les contes de fées, s'inquiète du travail insoupçonnable de son cerveau, n'exclut pas d'être happé par la folie, cherche Dieu, ne trouve personne, s'en réjouit, attend que le soleil passe enfin au-dessus de la montagne, se trouve lâche, se passionne pour la philosophie et son pouvoir d'« apaiser l'esprit sur les questions insignifiantes », s'en dégoute des qu'il y a plus important à vivre (« comme si j'allais au cinéma, au lieu de soigner une maladie ») et note : « La connaissance de soi est quelque chose de terrible, et sur ce connaît également l'extinction de la vie. »

Le beau livre de Paul Audi pourrait être comme une explication jubilante de cette dernière phrase. Mais il va bien au-delà. Paul Audi s'inspire, certes, de

Wittgenstein. Il s'appuie sur ses carnets, s'attache au travail sur lui-même accompli par le penseur écrivant en 1931 : « Le travail en philosophie (...) est avant tout un travail sur soi-même. » Toutefois, Paul Audi ne se contente pas d'offrir un essai de plus — brillant, original — sur l'un des esprits les plus dérangeants du siècle. Ce qu'il propose est autrement radical et autrement important : une mise au net de la nature de l'éthique. Rien de moins. L'analyse élaborée par ce philosophe atypique — qui signe ici son sixième ouvrage, et son premier grand texte — est forte et audacieuse. Sans doute pourra-t-on en discuter tel pré-supposé ou telle conséquence, en contester éventuellement leur formulation. Mais on ne pourra désormais ignorer ce plaidoyer

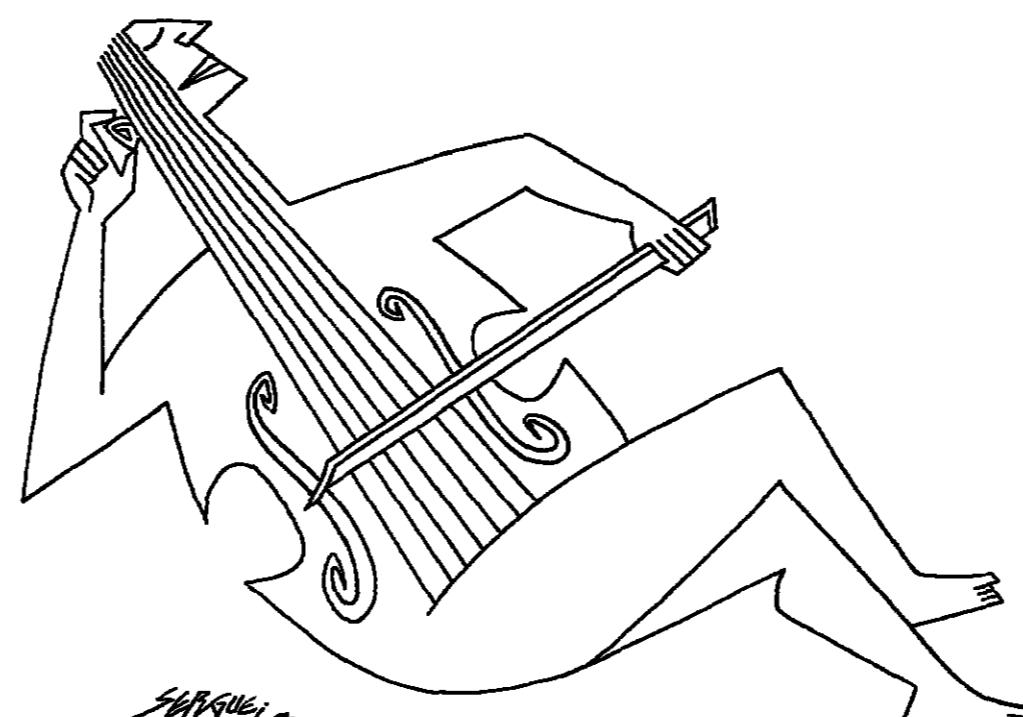
pour la « supériorité de l'éthique ». Ce titre demande explication, car il est ici paradoxal. L'idée d'une supériorité de l'éthique évoque en effet, banalement, l'image d'un monde de règles et de normes morales qui se trouverait « au-dessus » du monde vivant et permettrait de le juger du dehors, d'approuver ou de condamner telle ou telle action comme morale ou immorale, conforme ou non au bien. Paul Audi ne se contente pas d'offrir un essai de plus — brillant, original — sur l'un des esprits les plus dérangeants du siècle. Ce qu'il propose est autrement radical et autrement important : une mise au net de la nature de l'éthique. Rien de moins. L'analyse élaborée par ce philosophe atypique — qui signe ici son sixième ouvrage, et son premier grand texte — est forte et audacieuse. Sans doute pourra-t-on en discuter tel pré-supposé ou telle conséquence, en contester éventuellement leur formulation. Mais on ne pourra désormais ignorer ce plaidoyer

nombre de nos penseurs, l'éthique n'est pas liée à l'univers du jugement, aux procédures de la rationalité, au sens des valeurs, au respect des règles.

Qu'est-elle donc ? Rien d'extérieur à la vie, selon Paul Audi. Quelque chose sans phrase, sans raison, sans idée, lié à ce sentiment par lequel celui qui vit s'éprouve lui-même et reçoit le monde. Autre chose pourtant que l'instinct, la brutalité, la pulsion sans frein. Un art de l'usage de soi en vie, une tournure à donner à l'existence pour qu'elle soit « juste » — comme on le dit d'une voix, d'un instrument de musique, d'un geste. Cette justesse diffère évidemment de toute mise en conformité avec l'idée de justice. Elle se confond avec un « devenir soi-même » qui dissipe les désaccords et finalement les « questions morales » et leurs dilemmes. « La solution du problème que tu vois dans la vie, c'est une manière de vivre qui fasse disparaître le problème », écrit Wittgenstein dans les *Remarques mêlées*. L'éthique suppose une conversion, mais qui dispose à devenir plus et mieux ce qu'on est. C'est un « ressaisissement », mais destiné à retrouver une forme de vie plus intense. Aucun de ces termes ne doit fournir l'occasion d'introduire un écart, un arrière-monde, un espace de jugement. « Bien faire » ne signifie pas avoir discerné le Bien et le prendre pour but de ses actes : « Le bien n'est pas hors de l'agir éthique », souligne Paul Audi.

Dans le sillage de Schopenhauer, de Nietzsche, de Michel Henry et aussi de Deleuze, ce livre dessine en quelque sorte une éthique négative, comme on parle de théologie négative. L'éthique est du côté de ce qui ne peut se dire, et doit se montrer. Voilà pourquoi, chez Wittgenstein, tout s'organisera « pour » et « par » l'éthique, tandis que rien ou presque ne se dirait « sur » l'éthique. Lui-même l'a souligné : « Si je ne pouvais expliquer à autrui l'essence de ce qui est éthique que par le biais d'une théorie, ce qui est éthique n'aurait pas de valeur du tout. »

Rien d'extérieur à la vie



Jean-Yves Haberer solde les comptes du Lyonnais

Dans un livre-plaidoyer, le président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993 explique les causes du naufrage financier de la banque publique et tente, sans convaincre tout à fait, de se dédouaner

CINQ ANS DE CRÉDIT LYONNAIS
de Jean-Yves Haberer.
Ed. Ramsay, 416 p., 139 F (21,2 €).

Admiré puis hui, considéré tour à tour comme un stratège hors pair ou un dangereux mégalomane, Jean-Yves Haberer reste, à soixante-six ans, une énigme et une personnalité sans équivalent dans le monde étroitement imbriqué, en France, dans la haute administration et des affaires. Président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993, il est devenu, malgré lui, le personnage central du naufrage de la banque publique. Considéré comme le responsable principal d'un désastre de plus de 100 milliards de francs, Jean-Yves Haberer, resté longtemps silencieux, se défend bec et ongles dans un livre plaidoyer. *Cinq ans de Crédit lyonnais*.

« Plutôt que de gémir de la cruauté aveugle dont on a fait preuve, d'évoquer l'application de mes amis, le souci de ma famille, le traumatisme de mes enfants, ou de supposer les chances de mon endurance face au risque psychosomatique, je préfère illustrer ce qu'on m'a fait par une contribution réflexive tantôt d'analyser le mécanisme collectif et aveugle qui s'est acharné sur moi. » Cette phrase d'un des derniers chapitres, « Une diabolisation du bouc émissaire », illustre la volonté de l'auteur de faire un retour méthodique sur cinq années traumatisantes et de dominer les événements, froidement.

Jean-Yves Haberer a toujours cultivé le désir de grands deseins. S'il a emprunté avec un succès jamais démenti, jusqu'en 1993, les chemins obligés de la noblesse d'Etat, il n'est pas l'archétype du haut fonctionnaire. Si l'exercice et le jeu du pouvoir ont été les grandes affaires de sa vie, il a toujours eu cette pointe d'anticonfor-

misme et de morgue qui lui vaut de nombreuses inimités. Selon la légende complaisamment répandue par l'intéressé, la belle mécanique intellectuelle du jeune inspecteur des finances qu'il était aurait séduit de Gaulle au début des années 60. Mais la droite ne lui pardonnera jamais d'avoir assumé sans être d'âme, voire avec une certaine allégresse, la continuité à la tête du Trésor après mai 1968.

S'il avait réussi dans la fonction publique, il échouera dans le jeu que banquier, un métier qu'il découvrit un peu tard. La gauche, qui l'avait récompensé une première fois, en dépit des réticences au sein du parti socialiste, en lui confiant, en 1962, Paris traumatisé par sa nationalisation, lui donne en septembre 1988 — pour réparer le préjudice subi lors de son limogeage de 1986 — la présidence du Crédit lyonnais, qu'il quittera en novembre 1993 dans une atmosphère de scandale.

VICTIME IMPUSSIANTE

Désigné depuis à la vindicte, car « cela n'offense aucun parti politique, aucun courant idéologique, aucun affinité philosophique et religieuse, aucun clan », il cherche, au long de son récit, à démontrer, dans un souci presque thérapeutique, qu'il est lui aussi une victime de la faiblesse de ses collaborateurs et des employés du Lyonnais, de l'archaïsme de la banque, de la servilité dont il est entouré, d'une crise économique et immobilière imprévisible et, plus encore, de la féroce et de l'irresponsabilité de la presse, de ses concurrents, de son successeur Jean Peyrelade et des ministres de l'économie qui auront géré souvent de façon calamiteuse ce dossier brûlant.

Quitte à réécrire un peu l'histoire, Jean-Yves Haberer se montre plutôt convaincant dans la description de son impuissance : le Crédit lyonnais, « un grand corps trop mou », semble figé dans sa

splendeur passée de première banque du monde au début du siècle, engoncé dans des règles administratives incroyablement complexes et immuables et insensibles à l'évolution du monde extérieur. Le président tout-puissant qu'il est se trouve isolé, à la merci de ce qu'on veut bien laisser filtre jusqu'à lui : « Les bonnes nouvelles galopent vers moi par plusieurs canaux simultanés. Les mauvaises nouvelles n'arrivent pas, ou arrivent tardivement, et souvent par un certain autre que le responsable du secteur. (...) La culture du Crédit lyonnais est de s'autosatisfaire sans jamais admirer les autres. »

Jean-Yves Haberer se reconnaît tout de même une erreur : « Faute d'être secondé et de n'avoir pu trouver comment l'entre, je n'ai pu faire évoluer le poids excessif des services centraux. » Enfin, il découvre tardivement « les mauvaises mœurs verbales du milieu socio-professionnel financier et bancaire. C'est le royaume des ragots, insinuations, calomnies... », et s'en prend tout particulièrement au déchaînement médiatique : « Tous nos patients efforts d'explication (...) échouent, parce qu'il nous est arrivé le plus grand malheur qui puisse arriver à une entreprise. Le Crédit lyonnais ne relève plus de l'information mais du spectacle. »

Ce plaidoyer, s'il sonne parfois juste, laisse un sentiment de malaise. Bien sûr, il est commode de faire du président de la banque le seul responsable du désastre. Cela exonère bien d'autres. Mais Jean-Yves Haberer, homme de pouvoir, brillant directeur du Trésor, président de Paribas, a-t-il été cinq années durant une potiche à la tête du Lyonnais, sans prise sur la réalité ? Son ambition qui n'était pas mince, son souci de la grandeur de la banque, ont amplifié les travers d'un établissement incapable de mesurer les risques pris. La rencontre de deux désirs de revanche — le sien et celui du personnel du

Titanic bancaire

Retour sur la plus grande faillite de l'histoire française : celle de la banque Pallas Stern

UNE FAILLITE SI CONVENABLE
Histoire de la banque
Pallas Stern
Par Irène Inchauspé.
Calmann-Lévy, 202 p.,
110 F (16,8 €).

La banque française ne sera plus ce qu'elle a pu être dans les années 80 et 90. Il faut l'espérer pour les actionnaires et les actionnaires. Telle est la conclusion du livre d'Irène Inchauspé, *Une faillite si convenable*, qui retrace la faillite de la banque Pallas Stern, le désarroi de ses 1 500 clients et l'impuissance des mille épargnés qui conseillés par les plus grandes banques, ont investi dans les obligations Pallas Stern. L'histoire est consternante. La journaliste démontre avec limpideur que l'affaire n'est pas épargnée. Toute fois, c'est moins la manière de les dépléndre qui les accable que la démonstration de leur absence d'esprit de décision face à la situation dramatique de la banque. Viennent ensuite les actionnaires et les administrateurs de la banque — qui comptait à son tour de table la Société de banque suisse, Elf, le groupe Schnell-Pinault-Printemps-Redoute, les AGF, le GAN, le Crédit lyonnais.

L'affaire s'est jouée en trois temps. Dans le premier (1991), les actionnaires de la Banque Pallas prennent conscience que ce petit établissement créé par Pierre Mousnier, un autre ancien de Paribas, sans doute le plus fautif dans cette triste histoire — est au bord de la faillite à cause de ses engagements dans l'immobilier. Ils cherchent une solution, avec la Banque de France, qui passe par une fusion à trois, avec la banque Stern et Compar, la holding de Gérard Eskénazi. La crise de l'immobilier s'aggrave et banque s'enfle. Ses actionnaires trainent les pieds pour la renflouer, et cherchent à refaire le coup de l'adossement.

Mais cette fois personne ne se laisse piégé. Seule la pression de la justice américaine, au troisième acte, les actionnaires à contribuer à l'indemnisation des créanciers.

La plus grosse faillite bancaire de l'histoire française — qui coûtera plus de 5 milliards de francs — n'aura en définitive qu'une vertu : amener le gouvernement à concerter un projet de loi pour renforcer la sécurité de l'épargne financière.

Sophie Fay

Sur le thème "Le délit d'interprétation"

la librairie
Compagnie

vous invite à participer au débat avec

PIERRE BAYARD, Qui a tué Roger Ackroyd ?

et TANGUY VIEL, Cinéma

le mercredi 14 avril à 18h

58, rue des Écoles, Paris 5^e. Tel. : 01 43 26 45 36

مكتبة من المكتبات

Le silence et la clamour

Dans un essai percutant, Didier Eribon fait le point sur l'homosexualité, de Proust à Michel Foucault, en conjuguant les méthodes de Sartre et de Bourdieu

RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION GAY de Didier Eribon. Fayard, « Histoire de la pensée », 530 p., 145 F (22,10 €).

Entr une belle citation de Toni Morrison qui ouvre le livre et un chapitre additionnel de Hannah Arendt qui le conclut, Didier Eribon développe une longue et riche réflexion sur la discrimination des gays, en la plaçant d'emblée dans la lignée des grands essais sur le racisme. Publier maintenant un tel ouvrage, cela implique non seulement de réexaminer les nombreuses tentatives théoriques qui se sont succédé à un rythme soutenu depuis plus d'un siècle, mais aussi de prendre en compte une réalité politique et sociale où se mêlent de façon souvent confuse la tolérance libérale, les attaques frontales et les ambiguïtés plus retorses. Nous nous trouvons, en France et aux Etats-Unis (auxquels l'auteur, inévitablement, ne cesse de se référer) dans une sorte de modernité où, manifestement, tout n'est pas résolu de la question du choix ou de l'identité sexuels.

Peut-on et doit-on prendre, dans le domaine de la sexualité, le modèle des arguments suscités par la question noire et par la question juive ? Il est évident que le travail des militants noirs aux Etats-Unis a été essentiel pour la prise de conscience de la minorité homosexuelle américaine, à partir du moment où, du moins, ils se sont pensés eux-mêmes comme minorité et ont constaté l'ostérité dont ils étaient l'objet, dans leur vie publique et privée. Mais il n'est pas dit qu'il faille penser que des choix sexuels privés suffisent à définir un groupe dont les droits doivent être revendiqués collectivement. Cela n'est pas écarté non plus : car c'est en s'apercevant que l'on est dépourvu de certains droits, que l'on découvre, précisément, son apparten-

tenance à un groupe dont, jusqu'à, on pouvait ne soupçonner ni l'existence ni la nécessité. C'est souvent l'insulte, c'est-à-dire le regard et le jugement d'autrui sur soi, qui révèle une identité sociale à laquelle on ne pensait pas adhérer. On apprend alors son exclusion.

Didier Eribon commence donc son essai précisément par ce phénomène social de l'insulte sexuelle, qui agit comme un révélateur. Cette désignation qui met toute la personnalité de l'individu dans le faisceau sexuel, a-t-elle la même fonction que l'injure raciste contre les Noirs ou contre les Juifs ? En calquant le titre d'un célèbre essai de Sartre, abondamment cité, Eribon le suit jusqu'à un certain point. De même qu'il rejoint Hannah Arendt, appliquant ses conclusions théoriques et pratiques sur l'antisémitisme à la discrimination anti-homosexuelle. Il lui donne même raison sur la nécessité de « l'existence de groupes affirmant leurs différences » comme « garant du pluralisme culturel et donc de la vie même de la société ».

RÉFÉRENCES
Proust, Sartre, Bourdieu et Foucault sont donc les références essentielles de cet essai qui consacre, par ailleurs, de nombreuses pages à Gide, Wilde, John Addington Symonds et Walter Pater. Théoricien évoqué de l'homosexualité masculine et féminine, l'auteur de la *Recherche*, en créant le personnage du baron de Charlus, mais en travestissant sa propre sexualité, est passé de la thèse, courante à son époque, d'un « troisième sexe », hermaphrodisme visible des seuls initiés (dans *Sodome et Gomorrhe*), à celle d'une homosexualité généralisée, mais secrète (dans *Le Temps retrouvé*), miroir universel du mensonge social. Il considéra tout à tour le désir d'un homme pour un homme comme l'indice d'une féminité psychique (pathologique) et comme la forme la plus répandue de la sexualité masculine. C'est ce qui



rend sa lecture complexe, peut-être plus que ne le suggère Eribon. Sartre puis Pierre Bourdieu fournisent, eux, des instruments conceptuels pour penser la domination sexuelle dans le cadre social. Et tout ce qui concerne l'injure sexuelle constitue probablement la meilleure partie de l'essai de Didier Eribon. Il analyse fort bien comment des individus, dont la conscience est, pour reprendre la formule de Sartre, « investie par l'autre », sont amenés à adopter des comportements de fuite ou au contraire de revendication et à construire un mode de vie, fait de reconnaissance ou de clandestinité. « La participation à une même sexualité stigmatisée ainsi que la marginalisation et l'exclusion qu'elle implique sont au fondement de la constitution d'un monde spécifique, inscrit autant dans la topographie des villes que dans la personnalité des individus qui viennent s'y agrégner en faisant exister et en le perpétuant au fil des générations. »

C'est ce qui, comme le souligne Eribon, permet de convertir une « haine de soi » à laquelle pousse l'homophobie intérieurisée, à l'« acceptation de soi » qui favorise la constitution d'une communauté, même si, peut-on ajouter, cette communauté incite à des amalgames et à des solidarités assez illusoires. Mais on ne peut que donner raison à l'essayiste quand il écrit : « La visibilité gay, aujourd'hui, ne signifie donc pas qu'un certain nombre de personnes auraient décidé au cours des dernières années de se définir par leur sexualité, mais qu'un nombre de plus en plus important d'individus gais ont cessé de dissimuler la partie "nouvelle" de leur vie. » Ou encore, plus loin : « L'autonomie individuelle, la liberté individuelle se construisent et se renforcent par des batailles qui ne peuvent être que collectives et toujours à recommencer. »

On le suivra moins dans son survol psychologique de la personnalité du gay, quand bien même certains témoignages oraux et écrits paraîtront converger vers une typologie du malaise, de la dissimulation, de la libération ou de la revendication. L'extrême difficulté que chacun éprouve à exprimer, par des moyens journalistiques, psychatriques ou littéraires, l'histoire de ses désirs et de ses rencontres, de ses pulsions et de ses frustrations, de ses gestes et de ses sentiments, bref de son intimité, exige la plus grande prudence dans l'interprétation des aveux qui en sont faits. Que de mensonges contiennent les réponses aux questionnaires des enquêtes et quelle naïveté que de croire pouvoir en tirer des statistiques ! Ces statistiques concernent la discibilité publique du sexe et non sa réalité privée. Statistiques du discours et non des gestes et encore moins des identités.

Opposé à Foucault, au « premier » Foucault du moins, si l'on accepte le résumé qu'il donne de ses mutations théoriques, Eribon est convaincu qu'il existe bel et bien une identité sexuelle, une personne homosexuelle. Que cette identité et cette personne soient le résultat d'un choix, d'une construction ou d'une nature, il n'est pas dans son intention d'en débattre. Foucault, lui, a souvent répété que l'homosexuel était une invention juridico-psychiatrique de la fin du XIX^e siècle, mais Eribon, s'appuyant sur certains entretiens et (ce qui est méthodologiquement contestable) sur la vie personnelle du philosophe, relève des contradictions qui laissent entrevoir un autre type d'approche.

QUELQUES LACUNES

L'ouvrage aurait, sans doute, gagné en rigueur avec une révision plus systématique de la littérature gay. Trop d'absents parmi les romanciers français et américains : en premier lieu, Baldwin. De même, le cinéma, excellent « thermomètre » des tabous, est ignoré. Il aurait enfin été bon de rappeler, avec quelques détails, la mutation idéologique qu'a entraînée la pandémie du sida. Ces lacunes culturelles génèrent : les artistes, les écrivains participent aussi à l'histoire des mentalités. L'absence d'analyses sur la législation des actes sexuels en France et aux Etats-Unis rend parfois vagues certains passages et, par contraste, arbitraires, malgré leur subtilité et leur évident intérêt, les longues digressions sur des références éloignées, trop connues (le procès de Wilde et le *Corydon* de Gide) ou au contraire trop pointues (Pater et Symonds). Ces réserves étant émises, cet essai fera probablement.

René de Ceccatty

* Signalons également le numéro spécial « Le Troisième Sexe » de la revue *La Marzorat* (12, boulevard Peret, 75017 Paris, mars, 100 F (15,20 €)).

La drague reine

Dix ans après sa mort, sont publiées les nouvelles de Guy Hocquenghem : des textes dérangeants

OISEAU DE LA NUIT de Guy Hocquenghem. Albin Michel, 232 p., 98 F (14,90 €).

Un écrivain unique est mort du sida à quarante et un ans. Il avait fait ses preuves. Philosophe, journaliste, romancier, il avait tous les talents et notamment celui, très rare, d'être fidèle à lui-même et de ne jamais figer sa réflexion. Les nouvelles assemblées sous le titre de la plus longue - *Oiseau de la nuit* - sont un miroir « divergent » de notre temps. Leur lecture est passionnante et instructive, utile et revigorante.

Hocquenghem raconte les gays, les exclus, les marginaux du sexe, les paumés, les individus hybrides, tous ceux, dangereux, qui n'aiment que les lieux équivoques. Il traque leur solitude mais, fasciné, il détecte leur liberté, cette liberté toute-priseante que les nécessités du désir obligent à inventer. Il décrit les réseaux qui permettent de le satisfaire. Le thème dominant de l'écrivain est donc très loin de toute communication. Comme Génet, Copi et quelques peu nombreux récalcitrants des consensus, Hocquenghem souligne la noire splendeur de l'homosexualité, sa force créative, son rôle subversif qui aide aux progrès d'une société hétérosexuelle qui, faut-il souligner après l'énorme et misérable « Monicagate », s'émisera dans les pièges destructeurs d'une sexualité fade et codifiée.

En dix nouvelles mélancoliques, féroces mais subtiles, Hocquenghem élaboré sa conception du désir amoureux, dévoile les remous secrets des êtres. Il est le témoin chaleureux du dragueur, audacieux mais apeuré, qui appartient « à la vieille école lubrique », hostile à la « nouvelle règle du jeu ». Il est à l'intérieur du chaos psychologique de « l'assassin de vieilles » qui a défrayé la chronique il y a une douzaine d'années. Il donne la

parole à tous les personnages nocturnes et ténébreux qui transforment en palettes d'or une réalité de compromission, de clandestinité et de brutale concession.

Mais les nouvelles de Hocquenghem ne seraient que regard mélancolique sur les années défunte si le romancier ne se trouvait en écho avec notre époque. Hocquenghem raconte fort bien mais sans juger, il provoque aussi notre remise en question. Sera-t-il le seul à avoir ainsi assumé sa propre loi du plaisir en observant attentivement le milieu gay, en maintenant son rôle de militant sur l'arête vive de la lucidité ? A des années-lumière des jeunes auteurs d'aujourd'hui qui refusent d'être « différents » ou qui, agressivement (mais c'est la même chose), veulent imposer comme modèle leur ostentatoire façon de jour, Hocquenghem n'a jamais voulu prôner le plaisir comme panacée. Il devinait ce que cela créait de retournement et de conformisme. Il préférait dire le dédale de la difficile mais orgueilleuse course au fantasme qui éclaire la position titubante de l'être humain entre désir et mort, société et individualisme.

Oiseau de la nuit est au cœur de la fiction et de sa plénitude, mais les « histoires » racontées affrontent les eaux profondes des faits divers (le mot drague est utilisé pour la quête sensuelle des corps comme pour la recherche des noyaux) et par là même révèlent nos angoisses. Aujourd'hui où les homosexuels demandent à la loi de les rendre égaux aux hétérosexuels, profitant de la compassion provoquée par les ravages du sida, lire l'auteur prémonitoire d'Ève est une excellente thérapie pour prendre la mesure du cadeau piégé qui, banalisant l'homosexualité, calme en premier une hétérosexualité masculine, inquiète de mal cerner un tenace et nostalgique désir de fusion virile.

H. Ma.

Faut-il mettre à part la littérature homosexuelle, créer des collections comme le « Rayon gay » dirigé par Guillaume Dustan (Balland) ou des maisons d'édition spécialisées et « ouvert » les écrivains dans les librairies ? A priori, tout le monde est contre. Pas de ghettos. La littérature est la littérature, elle est bonne ou mauvaise. Puis quelques voix s'élèvent, tranquilles, sans agressivité, loin du tumulte suscité par les pro- et les anti-Dustan. Ainsi, la librairie du Futur du Nord, à Lille, prépare une exposition intitulée « Bibliothèque gay ». « Nous sommes contre un rayon gay. En revanche, il nous paraît intéressant de proposer des opérations thématiques, surtout en province où il n'existe pas de librairie spécialisée comme *Les Mots à la bouche*, à Paris, explique Laurent Bonelli, il y a un public gay et lesbien ici comme ailleurs. On a envie de leur faire connaître des livres qu'on a aimés comme ceux de René de Ceccatty, de Joselyne François, de Jeanette Winterson ou de Gore Vidal. Et il n'y a pas que le public gay qui s'y intéresse. Ce sont les femmes qui ont fait le succès d'Hervé Guibert. » Même chose à la Fnac : « Nous n'avons pas de rayon de littérature gay et lesbienne, mais il y a une rubrique "homosexualité" en sciences humaines, déclare Pascale François, responsable pour la littérature. Il nous arrive d'organiser ponctuellement, dans certaines Fnac, des regroupements sur tables d'ouvrages de fiction en fonction d'une actualité, comme la Gay Pride, par exemple. »

Patrick Cabasset, journaliste, qui vient de publier un long article malicieux (1) sur ce qu'il appelle « la mode queer », celle de toutes les transgressions sexuelles, des sado-maso aux « hétero-féministes », serait lui plutôt « pour » - « parce que c'est

Entre le désir de répondre à une demande bien réelle et celui de ne pas enfermer la littérature homosexuelle dans un genre à part entière, éditeurs, auteurs et libraires cherchent à se situer

moment six morts de rire, sans comprendre pourquoi... » Pour Isabelle Le Coz, qui a lancé sa maison d'édition, KTM, uniquement consacrée à la littérature lesbienne (3), « il ne faut pas penser ghetto : il y a une demande mais il n'y a rien. L'offre

Martine Silber

Ghetto ou visibilité ?

Entre le désir de répondre à une demande bien réelle et celui de ne pas enfermer la littérature homosexuelle dans un genre à part entière, éditeurs, auteurs et libraires cherchent à se situer

est uniquement américaine, et ce n'est pas notre expérience. Nous ne publions donc que des Françaises, car ce que cherchent les lectrices, au-delà de l'histoire, c'est un quotidien, un vécu, des réflexions où se retrouvent... »

UNE DEMANDE
Emmanuel Ménard, a toujours refusé d'être catalogué comme « écrivain gay » : « Je suis gay et je suis un auteur (2). C'est quoi la littérature gay ? Une ambiance gay ? Un personnage gay ? Cela revient à un problème d'auteurs, de ton et de thématique. En outre, à part Les Chroniques de San Francisco d'Armistead Maupin qui font vivre son éditeur, Le Passage du marais, c'est commercialement très risqué d'avoir une maison d'édition spécialisée, mais une collection, pour quoi pas ? Même si c'est une collection repoussante comme celle de Dustan. Toutefois, si un public jeune ne trouve que "Le Rayon Gay", il va avoir une curieuse idée de la culture gay ! Ce qu'il faut voir, c'est qu'il y a dans la communauté homosexuelle toutes sortes de gens qui ont un fond culturel commun. Si je vais voir Priscilla, folle du désert avec mes parents, moi je vais exploser de rire et eux diront que "oui, c'est amusant", parce que certaines références leur auront échappé. Et si je vais voir La Vérité si je mens avec des amis juifs, je vais en voir à un

0) In *L'Officiel de la couture et de la mode*, avril 1999.
(2) *Cannibals* (Zulma), *La Dernière victime* (Librairie des Champs-Elysées), *La jambe cassée* (DLM).

(3) 20, rue Saint-Nicolas, 75012 Paris. Deux titres publiés : *Once Upon a Poulette*, de Cy Young, et *Malice*, de Cécile Dally. Le deuxième roman de Cy Young est prévu pour la mi-mai.

UNE VISITEUSE DE PRISON qui rencontre l'amour !

ALPHONSE BOUDARD

Chère Visiteuse
roman

EDITIONS DU ROCHER

٥٥٣ من الأصل

